



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>









00000  
5863















**JOURNAL**  
**DES**  
**ÉCONOMISTES**

**REVUE MENSUELLE**  
**DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE**  
**ET**  
**DE LA STATISTIQUE**

---

**SOIXANTE-TROISIÈME ANNÉE**

**6<sup>e</sup> SÉRIE — TOME II**

**AVRIL A JUIN 1904**

---

**PARIS**

**ADMINISTRATION ET RÉDACTION**  
**LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C<sup>ie</sup>**

**Rue Richelieu, 14**

---

**1904**





les hommes se sont procurés des aliments et ont entretenu la vie dans l'espèce humaine.

Un jour cependant l'agriculture apparaît comme un art, et ce jour est hier. Autrefois les observations des hommes étaient, par la mémoire, transmises de génération en génération et constituaient, pour le métier d'agriculteur, des règles de pratique. Mais tout à coup les connaissances humaines, par le génie de quelques-uns, se sont élevées à une hauteur où elles ont pu se reconnaître, se distinguer, se classer au point de devenir des sciences.

« Découvrir des vérités, a dit Hippolyte Passy, c'est faire de la science, appliquer et réaliser des vérités, c'est faire de l'art. » Qui dit art, dit liberté de l'homme : liberté de modifier plus ou moins heureusement son effort sur la nature, liberté de réussir plus ou moins complètement, en alliant les traditions du passé, les conseils de la science et le génie particulier de l'homme. L'art n'a rien de fixe. Il laisse à l'imprévu la plus grande place, et à l'action personnelle la supériorité du résultat final.

Tout porte à croire que l'agriculture ne sera jamais une science véritable. Comme la médecine qui traite le corps humain, avec le secours de toutes les sciences naturelles, l'agriculture traite le corps de la nature, avec le secours de toutes les sciences naturelles et sociales, et pourtant jamais le médecin et l'agriculteur ne sont assurés d'une solution parfaitement certaine. Des règles de conduite bien appliquées peuvent donner des solutions très probables ; mais ces solutions, qui dépendent du talent de l'homme et du hasard des circonstances, ne sont pas fixées d'avance avec une rigueur absolue, comme les solutions de l'arithmétique et de la physique.

Quand l'homme travaillait au hasard et machinalement, l'agriculture était un métier ; mais elle est devenue un art, depuis que l'homme travaille avec réflexion, depuis qu'il sait tirer de la terre et de la nature les aliments qui lui sont nécessaires, par les meilleurs procédés et dans les meilleures conditions de profit.

La nature est un infatigable instrument de production qui travaille solitairement, suivant les lois mystérieuses de ses transformations ; mais elle ne peut rien seule et par elle-même. Elle ne peut que s'offrir et se livrer généreusement à celui qui, par l'intelligence, est le maître de tout. L'homme est le maître de tout, mais lui aussi ne peut rien par lui seul, et pour lui seul, sans la nature. L'homme est condamné, dans son propre intérêt, à travailler sur la matière pour les autres, et sa destinée, par un effort

en apparence isolé, est de créer, entre la nature et les sociétés humaines, une association providentielle de services et de secours mutuels.

Il ne faut donc pas s'arrêter à la classification proposée par l'illustre fondateur de l'agriculture rationnelle, par Thaër, qui croyait que l'agriculture était pour le cultivateur un métier, pour l'agriculteur un art, et pour l'agronome une science. Ces fines distinctions ne peuvent prévaloir contre le caractère essentiellement aléatoire, variable, et comme disait Montaigne « ondoyant et divers » de cette association des forces de l'homme et de la nature qu'on appelle l'agriculture. L'agriculture peut être un métier, mais elle est toujours un art.

Quoi qu'on pense de ces observations, l'agriculture comme tous les arts a une théorie, et cette théorie comprend deux parties absolument distinctes, suivant qu'on regarde la terre ou l'homme : l'une est l'économie naturelle ; elle détermine le rôle de la nature dans l'œuvre agricole et les relations de l'agriculture avec les sciences naturelles. La seconde est l'économie sociale ; elle détermine le rôle de l'agriculture dans l'organisation des sociétés humaines et ses rapports avec les sciences sociales. C'est cette distinction fondamentale qui nous permet de jeter quelque lumière dans l'obscurité d'un si vaste sujet, et de rechercher dans quelle mesure l'agriculture entre dans le mouvement et l'action de toutes les sciences naturelles et de toutes les sciences sociales, et quelle place elle se fait et quelle place elle tient dans l'organisme de la nature et dans l'organisation des sociétés humaines.

## I

Suivons l'ordre de la création, considérons l'air, l'eau et la terre. Prenons d'abord l'atmosphère qui entoure de toute part le globe terrestre, et qui par l'air, l'eau, le calorique, les fluides électriques dont il est plus ou moins composé, entretient la vie du monde, crée les climats, comme les climats créent les différentes agricultures.

Les premières sciences qui s'imposent à l'agriculture sont les sciences physiques et, dans les sciences physiques, la météorologie, dont l'homme qui règne par le travail sur la terre elle-même subit la souveraine influence. Toute son intelligence est épuisée de ce côté, quand il a essayé de régler son travail sur des souvenirs, des calculs et des espérances. Tout son effort est suspendu, suivant l'action plus ou moins intense de la chaleur ou du froid,

avec lesquels il est obligé de compter du premier au dernier jour de l'année. Rien ne peut l'emporter contre la succession prévue des saisons, contre la direction des vents et contre les intempéries imprévues de l'atmosphère. Rien ne peut l'emporter contre l'influence des climats. Tel climat, tel sol, telle agriculture, telle population, tels besoins, telle civilisation. La météorologie, c'est le soleil avec ses ardeurs du printemps et de l'été ; c'est la glace, la neige, avec les rigueurs de l'hiver ; c'est l'orage avec la grêle ; c'est même l'eau, et l'eau n'est-elle pas à elle seule la cause nécessaire de la vie terrestre ? apportée par les variations de l'atmosphère, elle avive et féconde le travail de l'homme et la production de la terre. Elle n'est pas toujours l'esclave unique de la météorologie ; car elle est associée à la terre dans une éternelle alliance et règne dans l'atmosphère comme une des lois physiques de la nature.

L'atmosphère, par le sec et l'humide, a donc servi à créer le monde et à former en partie la croûte du globe. Toutes les parties de cette croûte ne sont pas semblables. A côté des roches, des sables et des terrains stériles apparaît la terre nourricière, la terre qui contient les aliments des plantes et l'un des secrets de la nature. La science de la terre elle-même, la science des divers sols et sous-sols qui la recouvrent et des divers éléments qui la composent, c'est la géologie.

La géologie est la base de l'agriculture. La connaissance des sols et des sous-sols est le fondement de l'agronomie, et l'agronomie est la partie de la science agricole qui traite spécialement du sol au point de vue de la production. La géologie agricole touche d'un côté à la physique et de l'autre à la chimie. Les sols arables varient bien plus en raison des propriétés physiques des substances qui les composent que par la composition chimique de ces substances. En effet, toute la masse du sol ne sert que mécaniquement, soit à loger et maintenir les racines, soit à tenir interposés l'eau, les gaz, en un mot, les agents secondaires de la végétation. La chimie elle-même intervient pour déterminer la composition des sols au point de vue de la production. De quels éléments se composent les divers sols arables, et suivant les éléments de ces divers sols, quels végétaux peuvent y croître, quelles moissons peuvent y pousser, quels animaux doivent s'y nourrir, en un mot quelles cultures doivent y être constituées ? voilà le premier point.

De cette donnée scientifique, la connaissance des sols, l'agronomie tirera la connaissance des meilleurs moyens de traiter les

cultures qu'on peut appliquer aux différents sols, et c'est ainsi que la science de la terre, en partant de la géologie, arrive à l'agronomie et trouve dans l'agronomie la théorie nouvelle des engrais, la loi récemment découverte de l'épuisement et de la reconstitution des sols cultivés, en un mot les conditions fondamentales de ce que j'appellerai la biologie terrestre.

Je me sers du mot de biologie terrestre pour indiquer que la terre participe aux lois de la vie. On peut dire, en effet, que cette terre, considérée jadis comme une matière inerte, respire, puisque l'atmosphère exerce sur elle une impression permanente et qu'en pénétrant dans le sol, l'air en change les conditions. Non seulement la terre respire, mais elle a faim et soif. Elle a faim, et à défaut de l'homme, elle se nourrit des organismes vivants qu'elle a dans son sein, des graines que le vent lui apporte. Elle a soif, et elle boit les eaux de l'atmosphère, et les réserves qu'elle en fait et recueille servent à sa vitalité. Sa destinée est de produire ; elle fonctionne comme un corps vivant.

Et, suivant la parole de l'Écriture et suivant les leçons de la science, voici que la terre produit « de l'herbe verte qui porte des semences en elle-même et des arbres à fruits qui portent des semences propres à leur espèce. » Et voici que des graines de vie surgissent et fécondent le sol, dont elles tirent leur nourriture, et, en disparaissant, elles nourriront le sol à leur tour. La botanique, je prends ce mot dans son sens le plus général, sera la science de la végétation et naturellement une des sciences maîtresses de l'agriculture. Les principes de la physiologie végétale, de l'acclimatation et de la culture des plantes pourront être méconnus, pendant des siècles : les lois naturelles de la création végétale n'en répandront pas moins leurs bienfaits sur l'humanité tout entière. De même qu'au point de vue scientifique les calculs de l'agronomie dépendent de la connaissance des terrains, et se rattachent à la géologie, de même le choix des diverses cultures découlera de la connaissance des diverses espèces de plantes et se rattache à la botanique. L'agriculture a donc une seconde et solide base dans la biologie végétale.

Et voici que la création se poursuit dans les eaux, dans les airs et sur la terre. La terre couverte de végétaux offre à des êtres nouveaux l'occasion de naître pour les consommer. La matière s'organise en s'élevant à un degré supérieur. Par un effort suprême, le règne animal entre dans le cycle de la vie et la distribution des espèces animées s'opère dans tous les éléments de la nature, suivant la diversité des conditions physiques et climato-

logiques. Vivants, les animaux consommeront les végétaux et les rendront à la terre, de telle sorte que les résidus de la vie animale, sous les influences chimiques, retourneront à l'état minéral, pour revenir dans le règne végétal et recommencer l'évolution de la vie. Ne voit-on pas que certains animaux sont dans la dépendance de certains végétaux, que la plupart des animaux font, pour ainsi dire, partie intégrante de la terre cultivée, que l'art d'entretenir, d'utiliser ces animaux pour le profit de la terre et l'usage de l'homme est une des formes organiques de l'agriculture, qu'enfin on peut distinguer, mais qu'on ne peut séparer, dans la pratique, l'art de la terre cultivée, c'est-à-dire l'agronomie, de la science générale des animaux, de la zoologie, de l'art du bétail entretenu, c'est-à-dire de la zootechnie.

L'agriculture est donc la servante de toutes les sciences qui entretiennent la vie dans la terre, dans le végétal, dans l'animal et auxquelles s'appliquent les noms de biologie terrestre, de biologie végétale et de biologie animale ; car toutes les sciences s'enchaînent, comme tout s'enchaîne dans la nature ; tout : l'atmosphère et l'eau, la terre et le végétal, l'animal et l'homme. Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. La science constate ce qui est.

Enfin l'homme paraît, la création s'arrête avec lui et pour lui. Tout est fait pour lui et sera pour lui, s'il le veut, un instrument de vie.

L'homme n'est plus un animal ; par l'intelligence, c'est la créature supérieure. Il reçoit en naissant, comme les autres animaux, des instincts et des besoins, des sens et des muscles ; mais à ses sens et à ses muscles il joint l'intelligence, et l'intelligence lui met en main les instruments qui exécuteront sa pensée. Le bâton qu'il a saisi pour frapper les animaux et abattre les fruits double sa force naturelle, et bientôt tout devient un outil pour utiliser les produits de la nature et assurer sa supériorité sur les animaux. L'homme dans les agents naturels, tels que le feu, l'air et l'eau ; dans les moteurs vivants, tels que les animaux domestiques ; enfin dans les matières inertes, la pierre, le bois et le fer, trouve les éléments de sa puissance, et cette puissance grandit en proportion des services qu'il sait tirer des agents naturels, des instruments créés et de tous les procédés par lesquels il sait s'emparer de la nature.

Les progrès de la civilisation se précipitent et se mesurent par la facilité avec laquelle se produit, se divise le travail humain, et s'échangent des services entre tous les hommes. Il suit de là que



la création et l'usage des instruments et plus tard la création et l'usage des machines relèvent directement de l'intelligence de l'homme, et que la science de la mécanique, au point de vue de la pratique agricole, est une science annexe, une science de secours et de procédés, mais point une science de fonds et d'organisation.

La mécanique est l'intelligence de l'homme mise au service de ses forces. La force humaine est représentée par la charrue des temps antiques comme par la machine à vapeur des temps modernes. C'est la force humaine matérialisée et continuée.

Il en est de même d'une autre science, la chimie qui, par sa souveraine importance, semble devoir faire cortège à la géologie, à la botanique, à la zoologie, dans la série des sciences organiques de l'agriculture et pourtant, elle n'est encore qu'une science annexe, une science de secours et de procédés relevant de l'intelligence humaine. Il n'est pas de science, à cette heure, plus merveilleuse que la chimie. Chacun s'incline devant ce nom magique et tout à coup populaire ; elle pénètre partout et prétend tout dominer et tout expliquer.

Si la géologie, la botanique et la zoologie peuvent être regardées comme les fondements de l'économie naturelle de l'agriculture, on ne peut pourtant pas songer à tirer de leur étude les secrets de la nature, l'application des vérités nouvelles inconnues. La chimie, au contraire, c'est la révélation des choses, c'est l'explication des transformations de la nature, c'est l'évolution vers l'avenir. Elle reconnaît, calcule, décompose et recompose les combinaisons par lesquelles la vie circule dans la matière tout entière, dans le sol et dans les plantes, dans tous les êtres de la création et nous apprend les actions réciproques que les choses exercent les unes sur les autres, et les moyens de modifier ces actions à notre profit. Si l'agriculture s'élève du mécanisme du métier à la dignité d'une science, elle le devra certainement à la chimie qui lui dira ce qui est, ce qui peut être, et ce qui doit être. Si depuis des milliers d'années les éléments de la Création se perpétuent par des lois providentielles dans des combinaisons fécondes, mais ignorées, la chimie ouvre à l'homme des horizons lumineux où il pourra lire tout haut, dans le livre de la nature, les lois qui entretiennent la vie sur le globe et leur rendre hommage, en les faisant tourner au profit et à la gloire de son travail.

Nous nous sommes efforcé jusqu'à présent de montrer comment l'art de l'agriculture se rattachait aux sciences naturelles ;

il faut conclure et constater que l'art de l'agriculture, sous la protection et dans le domaine de l'économie naturelle, s'est fait un domaine propre et qu'il s'appelle l'économie rurale. Ici l'homme n'est plus en présence des lois de la nature, il est en présence même de ses forces et de sa volonté. Il a devant lui les problèmes incessamment variés d'une œuvre qu'il est forcé de créer, suivant les lieux, les circonstances et les températures, et ce sera précisément un effet de son art que de prendre part dans l'ensemble des procédés et des systèmes qui s'offrent à lui. L'économie rurale est l'œuvre de l'homme lui-même, quoiqu'elle relève de l'économie naturelle.

Si l'on a bien voulu suivre l'ordre de nos pensées, on reconnaîtra que l'économie rurale est l'ensemble des procédés et des systèmes que l'homme applique à l'exploitation de la terre et à la reproduction des végétaux et des animaux. Elle est donc un art. Elle embrasse tous les procédés d'exécution et toutes les connaissances spéciales qui composent d'abord l'agronomie, qui est l'art de cultiver la terre et de la défendre contre les atteintes des animaux nuisibles et des plantes parasites, ensuite la zootechnie, qui est l'art d'élever et d'entretenir les animaux domestiques bien portants ou malades, à cette fin d'en tirer les produits les plus avantageux. Nous nous perdrons dans l'ensemble de nos observations, si nous entrons dans les détails pratiques de l'œuvre agricole : il suffira de dire que l'économie rurale réunit et comprend la direction générale de cette œuvre agricole, le choix des agents, du bétail, des instruments, la distribution et la surveillance des travaux et la comptabilité : puis vient la partie capitale de l'organisation de la culture, c'est-à-dire le règlement des systèmes de culture.

Ce mot de système de culture est souvent pris dans des sens divers et avec beaucoup de raison. Si cette matière est traitée tour à tour par les économistes, les politiques et les écrivains purement agricoles, c'est qu'elle se décompose en plusieurs séries d'idées et de faits. Quand on parle des systèmes de culture, il semble qu'on pense toujours à cette question de la grande, de la moyenne et de la petite culture qui, je le reconnais, peut être aussi bien revendiquée par l'économie politique que par l'économie rurale ; mais les divers systèmes de culture peuvent ne pas être envisagés seulement au point de vue de l'étendue de l'exploitation rurale, ils peuvent être classés aussi suivant l'action que l'homme exerce sur la nature de la production. Quand l'homme recueille les produits spontanés de la nature, ou les

fait récolter sur place par du bétail, quand il dirige la production de manière à utiliser la richesse naturelle du sol, ou organise la production de manière à accroître cette richesse, l'homme ne choisit-il pas entre les divers systèmes de culture ? D'autre part, les systèmes de culture peuvent être encore envisagés, non plus au point de vue de l'action de l'homme, mais au point de vue de la direction du travail agricole, suivant que l'exploitation rurale s'accomplit par les propriétaires du sol eux-mêmes, par des régisseurs au nom et pour le compte de ces derniers, par des fermiers ou par des métayers. Ce n'est pas tout. Les systèmes de culture varient, suivant le traitement spécial que l'homme fait subir à la terre, suivant que l'œuvre agricole se poursuit par tel ou tel système d'assolement et de rotation, et c'est ici qu'il convient de saluer au passage cette grande révolution que la chimie moderne a faite dans la pratique, en substituant aux anciens assolements le traitement par l'analyse de la terre et l'emploi des engrais chimiques. Si utiles que soient ces distinctions pour expliquer le mécanisme de l'économie rurale, il convient donc de dire que l'économie rurale peut avoir la prétention d'embrasser, dans le cercle de son action, tous les modes de cultiver la terre. A côté de la production des céréales, des racines, des plantes qui servent à l'alimentation de l'homme et des animaux, de l'agriculture proprement dite, ne faut-il pas placer l'agriculture fruitière, l'agriculture maraîchère, et l'agriculture florale ? L'agriculture est une expression générale qui désigne l'agriculture proprement dite, l'exploitation de la terre avec les céréales et les animaux ; mais la sylviculture, la viticulture, l'horticulture sont des parties de l'économie rurale. Sous toutes ces formes, c'est toujours la même chose, l'action de l'homme sur une partie spéciale de l'exploitation de la terre.

Il n'est pas douteux que toute l'économie rurale domine, prépare et concentre tous les efforts que l'homme accumule sur la terre, pour mettre le sol en état de produire par des moyens mécaniques, pour accroître la faculté productive du sol par des moyens chimiques, pour déterminer par la connaissance de la botanique et de la physiologie végétale l'emploi des plantes alimentaires ou industrielles les plus propres à donner des bénéfices suivant le sol et le climat. En définitive, quand on parle de l'économie rurale d'un pays, on doit viser les conditions dans lesquelles se présente l'œuvre du travail agricole, avec tous les détails de la pratique et tous les procédés d'exécution que l'homme met en mouvement pour répondre aux nécessités de l'exploita-

tion que lui impose la nature des choses : car ce n'est pas l'homme qui, à son gré, détermine le caractère de l'œuvre agricole, c'est la nature des choses qui imprime à son travail telle ou telle direction et lui assure telle ou telle récompense.

Le régime des cultures relève directement des sciences naturelles, mais par certains points, pénètre dans le domaine des sciences sociales.

## II

Abordons maintenant la seconde partie du plan que je me suis tracé, pour formuler la théorie de l'agriculture et considérons l'œuvre agricole non plus dans ses rapports avec les sciences naturelles, mais dans l'action de l'homme, dans la pratique de son travail sur l'agriculture au point de vue de la société : c'est ce que j'appellerai volontiers l'économie sociale, par opposition à l'économie naturelle. J'ai dit et je répète que l'agriculture était un fait complexe et qu'elle consistait dans l'action de l'homme sur la nature pour en tirer des aliments ; mais jusqu'à présent nous avons envisagé l'homme dans sa dépendance des forces de la nature, puis dans l'isolement de son effort sur la terre, de sa lutte avec elle, lutte qui se termine par une association féconde et une victoire définitive. L'homme n'est pas un être solitaire. Il est fait pour vivre en société, et son travail, si personnel qu'il soit, devient une œuvre sociale par les effets qu'il entraîne et les contrecoups qu'il produit. Le travail de l'homme traverse en effet deux épreuves. Après avoir subi l'influence des lois économiques, il subira l'influence des lois qui règlent l'organisation des sociétés humaines.

L'économie sociale se composera donc de deux séries de connaissances bien distinctes et, si l'on veut, de deux sciences : l'économie politique qui s'appuie sur des lois providentielles et l'économie gouvernementale qui, sous les formes les plus diverses, est faite par les législations humaines.

Je n'ai pas besoin de dire ce qu'est l'économie politique. Sans entrer dans toutes les controverses qu'a soulevées la définition de cette science, je tiens que l'économie politique est, comme on disait autrefois, la science de la richesse et, comme on dit aujourd'hui, la science du travail. J'admets encore que cette science a pour objet de déterminer les causes et les effets des phénomènes naturels qui président à l'échange des services sociaux, à la production, à la distribution, à la circulation ou à la consommation

des richesses, et les richesses créées sont, dans le cas présent, les produits du travail agricole.

En effet, quand l'économiste étudie l'œuvre agricole, il n'a pas le devoir d'étudier les détails de la pratique agricole, il ne doit pas rechercher l'occasion de décrire comment ont été cultivés et récoltés les fruits de la terre, comment sont organisées les exploitations rurales, comment tous les services agricoles s'entr'aident pour former une industrie, et comment les produits agricoles se consomment et se transforment, les uns par les autres, pour produire les aliments de la vie commune, en donnant le bénéfice qui est la récompense du travail. Ceci est plutôt l'œuvre du praticien qui écrit sur le mécanisme et les règles de l'économie rurale. De ces questions, il dissertera cependant, si cela lui plaît; mais cela n'est pas exclusivement son affaire.

L'économiste, au contraire, se plaçant dans des régions plus élevées, dissertera sur le mécanisme des lois qui dominent partout l'exercice des forces naturelles et morales de l'homme, et il lui suffira de justifier ses conclusions par des exemples qu'il tirera de l'œuvre agricole. Les questions ne lui manquent pas. Il peut se demander comment les diverses industries et l'industrie agricole, notamment, concourent à la production de la richesse par leur action isolée ou par leur action réciproque, quel rôle jouent les agents naturels et notamment les fonds de terre dans la production de la richesse, quelle part revient à l'homme, à la terre, aux machines, aux capitaux, dans l'œuvre agricole, quel est le caractère des divers revenus provenant de la terre, quelle est l'influence de la population, du voisinage des villes, de la facilité des débouchés sur tel ou tel système de culture, et sur les prix des produits agricoles, enfin, par quelles raisons la société est intéressée à la mobilisation des propriétés ou à la circulation des marchandises, à la prospérité des industries manufacturières ou agricoles, comme à la prospérité du commerce. Voilà des questions d'ordre général, d'intérêt social, qui relèvent directement de l'économie politique. La simple énumération de ces questions montre qu'il n'y a pas au fond d'économie politique rurale. L'agriculture n'a pas une économie politique spéciale, un cadre, des principes, des controverses particulières. Un moment on put croire, avec les physiocrates, que la terre et l'agriculture deviendraient la base principale de la science des richesses; mais une juste réaction mit en lumière le rôle prépondérant du travail et des capitaux et plaça dans l'intelligence de l'homme la source de la production. Tous les économistes ont puisé dans ce fonds



inépuisable de l'agriculture d'innombrables exemples pour prouver l'existence et l'action de ces règles générales, de ces lois économiques, qu'on a comparées à une mécanique sociale, mais aucun n'a eu la pensée de faire spécialement une économie politique pour l'agriculture.

Dans cet ordre d'idées et sur ce point, nulle théorie, nul système. Le simple examen des faits prouve que l'on réussit aisément quand on est dans une bonne situation économique, rien au contraire ne peut réussir quand on est dans une mauvaise. Il est donc nécessaire de connaître, si la situation économique d'un pays est ou non favorable au développement de l'agriculture qui se pratique dans ce pays. Cette étude repose sur des faits et échappe au raisonnement.

Peut-être pourrait-on essayer d'appliquer les principes de l'économie politique à l'agriculture d'une manière spéciale ; mais alors il faudrait faire ce travail avec beaucoup de tact et de prudence sous la forme d'un résumé doctrinal, d'un précis d'ensemble : car pour les dissertations et les controverses sur les capitaux, la propriété, la rente de la terre, la valeur, le crédit et les banques, la population et les salaires, on en a beaucoup, peut-être trop pour conclure sûrement.

Trois méthodes s'offriraient au maître qui voudrait traiter ce sujet. La méthode de Jean-Baptiste Say, la méthode ordinaire, le traité divisé entre les trois chapitres traditionnels de la production, de la distribution et de la circulation des richesses s'offrirait la première. La seconde méthode, la méthode historique, conduirait l'auteur à une sorte de cours d'histoire de l'économie politique depuis un siècle surtout, et ce cours montrerait d'abord comment les économistes ont envisagé successivement les questions relatives à la propriété et à l'agriculture, et ensuite dans quelle mesure l'agriculture scientifique s'est prêtée aux transformations de la vie moderne. Enfin, on pourrait se placer au point de vue positif de Carey et de Peshine Smith. Nos auteurs français n'en ont pas fait un très grand cas, parce qu'ils ont une tendance marquée pour la métaphysique et qu'ils aiment à confondre les lois qui régissent la production de la richesse, avec les lois qui sont en même temps des lois de l'esprit humain ; mais la méthode de Carey, qui s'efforce, au contraire, de baser les lois de l'économie politique sur les lois de la nature, est séduisante, on en conviendra, pour celui qui veut étudier les problèmes économiques relevant de l'agriculture. Le choix dans la méthode de discuter n'est pas la question.

M. Roscher a donné à l'un de ses plus célèbres ouvrages le titre de : *Traité d'économie politique rurale* ; mais M. Roscher ne traite pas d'économie politique pure, et ne remplit pas un des trois cadres que je viens d'indiquer. Ce n'est pas un traité, ce n'est pas un cours, ce n'est pas un exposé touchant la science du travail ou de la richesse dans l'œuvre agricole. Evidemment, ce livre est rempli de doctrines économiques, de faits économiques et d'enseignements économiques. Il est écrit par un économiste ; mais il n'est pas un livre de doctrine sur l'économie politique au point de vue de l'agriculture.

Je dis donc que l'économie des sociétés humaines comprend deux sciences : l'économie politique et l'économie sociale. L'une destinée à analyser les phénomènes matériels et moraux résultant du travail et de l'échange des produits du travail, l'autre destinée à analyser les combinaisons sociales résultant de l'organisation du gouvernement et de l'action des lois ; celle-ci purement doctrinale, celle-là particulièrement pratique, se distinguent entre elles par ce caractère fondamental, que des principes d'économie politique existent en dehors de la volonté de l'homme, tandis que l'organisation des sociétés politiques découle soit de la coutume, soit de la loi, et toujours du fait de l'homme. Cette distinction éclaire tout.

On peut s'étonner de l'éclat qu'ont répandu les théories de l'économie politique, et de l'obscurité dans laquelle on a laissé les principes de la science politique. A cette heure même, le départ n'est pas encore fait entre les matières qui appartiennent nettement à la science politique et celles qui appartiennent à la science économique, et cependant ce départ se ferait tout naturellement, si on assignait à la science économique la seule mission d'analyser, de constater certains phénomènes sociaux placés au-dessus de la volonté de l'homme qui les subit, tandis qu'on reconnaîtrait à la politique la faculté de créer des combinaisons diverses de droit et de les imposer aux manifestations de l'activité humaine.

L'économie gouvernementale n'embrasse pas seulement l'organisation politique du gouvernement, c'est-à-dire toutes les questions qui touchent à l'exercice de la souveraineté, au mécanisme des droits et des devoirs de l'État, à la participation des citoyens aux charges publiques ; elle embrasse, ce me semble, toutes les lois qui régissent l'administration et même les relations juridiques des citoyens. Pour l'administration, aucun doute ne peut s'élever et l'administration comprend toutes les finances et les impôts, tous les impôts. J'insiste sur ce point, parce que, depuis Adam

Smith, la matière des finances paraît être accaparée par les économistes. Certes, les écrivains économistes ont qualité pour aborder, discuter, juger, au point de vue de la production et de la distribution des richesses créées, tous les problèmes que soulève l'action du gouvernement par l'exercice de son administration ; mais les écrivains politiques en théorie doivent revendiquer, garder et classer dans l'économie sociale cette matière capitale des finances ; et la raison est une raison décisive : c'est que les finances d'un Etat varient dans le fond et dans la forme, suivant les temps et les circonstances, et qu'elles sont une annexe de la constitution politique et une conséquence de l'état social.

Ce qui est vrai des finances et de l'impôt l'est également de tous les règlements d'ordre administratif et même de tous les actes qui constituent les relations juridiques du citoyen : de telle sorte qu'on aperçoit clairement l'économie sociale solidement établie par la volonté des hommes sur la base du droit politique, du droit administratif, du droit privé, pour faire respecter l'ordre et assurer à chacun le fruit de son travail.

Si nous considérons maintenant l'œuvre agricole dans ses relations avec l'Etat et la Loi, l'influence que l'Etat et la Loi peuvent exercer sur elle éclate à tous les yeux. Sans prendre en main la charrue, sans prendre la place du capitaliste ou du travailleur dans l'exploitation de la terre, l'Etat, par des institutions sagement combinées, peut créer un milieu dans lequel l'agriculture trouve des éléments de bien-être et de succès. Cette influence est sensible dans l'organisation des exploitations rurales ; car le législateur peut les améliorer, en favorisant le dessèchement des marais, la fixation des dunes, le défrichement des terres incultes, les irrigations et les drainages, en organisant des associations agricoles, en favorisant les compagnies d'assurances, de crédit foncier, de crédit agricole, de secours mutuels, enfin en répandant l'instruction, comme le demandent tous les amis de l'agriculture européenne. Si cette influence de l'Etat est très importante sur certaines parties de l'œuvre de la production agricole, elle est particulièrement décisive sur le sort des populations agricoles, qui travaillent pour gagner leur vie, pour prendre leur part des charges publiques, pour satisfaire aux besoins de l'Etat et concourir à la prospérité nationale.

Nous arrivons à ce point décisif de l'influence des lois sur l'agriculture. Dans le droit civil, les lois sur les personnes n'ont aucune influence ; il n'en est pas de même des lois qui régissent

l'état de la propriété, car, sans la propriété, l'agriculture n'existerait pas. Se prononcer pour le collectivisme en agriculture, c'est supprimer l'homme dans l'exercice de sa liberté. Quand la sécurité de la propriété est parfaite, l'agriculture se développe et triomphe. La transmission de la propriété est la conséquence nécessaire du droit de propriété, et le mode et le prix de cette transmission entraînent des résultats différents dans la prospérité de l'œuvre agricole. La législation qui repose sur la liberté des ventes vient au secours de la liberté de l'exploitation. Très importante est la matière du louage, du bail à ferme, du métayage qui touche réellement à l'exploitation de la terre. Les lois sur les successions ouvrent le débat sur la division de la propriété. Elles favorisent la grande propriété ou la petite propriété, et la grande propriété entraîne des modes de cultures, et des combinaisons agricoles que ne peut aborder la petite culture. Le problème de la production et du profit reçoit suivant les pays les solutions les plus diverses.

La meilleure solution est de bien faire ce que l'on fait : même exercé dans des conditions différentes, tout bon travail donne la solution la plus favorable aux intérêts privés et à l'intérêt public.

Parmi les lois civiles la matière des hypothèques tient le premier rang dans les évolutions de la propriété foncière immobilière. Le régime hypothécaire peut être un obstacle ou un secours au Crédit foncier et au Crédit agricole, c'est-à-dire à l'exercice du crédit pour la propriété ou du crédit pour le travail agricole. L'hypothèque recule aujourd'hui ; elle recule dans la pratique, attaquée par les mouvements des capitaux et par l'influence des services rendus par le Crédit foncier.

L'avenir appartient dans la matière des contrats à la société. L'association ne se concentre plus dans les régions de culture pour créer le métayage, c'est-à-dire des sociétés de production et des coopérations. Elle est entrée dans les mœurs par la voie des syndicats pour favoriser non seulement la production, mais l'écoulement des produits.

Les rapports de l'agriculture avec le droit civil n'ont pas la même intensité que ses rapports avec le droit administratif. Le droit administratif réunit toutes les institutions qui organisent l'Etat. L'organisation des services publics de l'Etat enveloppe l'agriculture dans un réseau d'influences qui agit sur la condition des cultivateurs, l'état de la propriété, et le développement régulier du travail agricole. Cela est si vrai que dans toutes les

contrées de l'Europe, l'Etat s'est installé sur l'agriculture par des ministères spéciaux, dont les développements heureux ont envahi et dominant toutes les parties de l'agriculture. Considérez tour à tour les services publics, l'instruction générale comme l'instruction professionnelle, considérez les institutions militaires au point de vue de la population des campagnes, l'action incessante du service des travaux publics, considérez l'état des finances d'un pays, ou même spécialement des villes par la législation des octrois et vous serez étonné de voir à quel point le fonctionnement des services publics arrête ou pousse en avant l'œuvre agricole.

Tous ces services publics viennent prendre leur place dans le budget et résumer leur action dans l'organisation des recettes et des dépenses publiques. Quel rôle est réservé à l'agriculture dans les impôts ? Quelles charges subit-elle ? Les impôts qui la frappent sont-ils en proportion de ses ressources et ne nuisent-ils pas à la production ou à la circulation des produits ? Voilà des questions où le législateur intervient, bien ou mal, et où il est appelé à peser sur le sort destiné à l'agriculture. L'équilibre des charges et des revenus de l'agriculture donne donc lieu à des mouvements d'opinion publique et à des lois qui trahissent l'importance des calculs engagés. Les douanes sont un perpétuel exemple du conflit des calculs des particuliers et des calculs de l'Etat. La législation et l'économie politique se disputent le soin de faire pencher la balance soit du côté des producteurs, soit du côté des consommateurs, et la politique rompt le plus souvent l'équilibre des intérêts.

Mais il est une partie des institutions administratives qui exerce en tout temps sur l'agriculture une souveraine influence. Je veux parler des travaux publics qui créent ou qui entretiennent les voies de communication ; rien n'égale au point de vue de la production l'ouverture des nouveaux débouchés ; et par suite, l'activité du commerce national. L'achèvement des routes, de la grande et de la petite vicinalité avait été un grand bienfait. La création des chemins de fer a accompli une révolution dans la valeur des territoires traversés, dans les conditions de l'exploitation agricole et dans les mœurs publiques, et l'on peut dire dans l'ordre social. Cet exemple a plus de force que toutes les considérations pour montrer l'influence directe et décisive qu'exerce l'administration et, par l'administration, la législation sur le sort des populations rurales et la prospérité de l'agriculture.

En cherchant à distinguer dans les ressorts de cette éternelle machine qui travaille tous les jours, par l'accord de la nature et de l'homme, à entretenir la vie sur notre terre, on voit que les sciences naturelles en sont les moteurs nécessaires ; mais que les sciences politiques en constituent aussi des rouages importants. Or, les sciences naturelles, quoiqu'elles soient parvenues à se faire de plus en plus un domaine propre, se touchent et s'entrelacent si étroitement que dans leur généralité elles ne font qu'une seule puissance, la science. Mais après avoir rendu hommage à ces judicieux observateurs ou à ces grands esprits qui sont les vrais auteurs des progrès admirables de l'agriculture, il ne serait pas juste de dédaigner l'action des législateurs qui, plus ou moins, servent ou nuisent, frappent ou soulagent, retardent ou précipitent l'œuvre agricole.

Aussi ne puis-je mieux terminer ces considérations sur l'action des sciences entre elles et des sciences sur les lois, dans leurs rapports avec l'agriculture, qu'en citant un passage de l'éloge de Gilbert par Cuvier. Après s'être excusé de traiter des problèmes agricoles si peu appréciés, dit-il, par la plupart des savants, il ajoute :

« L'agriculture n'est que l'art de faire en sorte qu'il y ait toujours, dans un espace donné, la plus grande quantité possible d'éléments combinés à la fois en substances vivantes.

« Quelque bizarre que cette définition puisse paraître à ceux qui n'y ont pas réfléchi, c'est la seule qui exprime, dans toute sa généralité, le véritable problème que l'agriculture se propose. Cette combinaison est le but commun auquel tendent tous ceux qui s'occupent de cet art, depuis le ministre qui dirige et le savant qui médite, jusqu'au manœuvre qui retourne la terre, sans savoir ni s'informer pourquoi.

« Mais, parmi ceux qui se livrent aux travaux de l'agriculture et parmi ceux qui jouissent de ses produits, il en est bien peu qui sachent combien il est difficile de faire arriver ces produits à cette plus grande quantité possible.

« Les éléments qui composent les corps organisés tendent sans cesse à se disperser et se disperseraient bientôt, s'ils n'étaient sans cesse ramenés dans la circulation organique par la force de la génération et de la nutrition : si, à l'instant où une plante est dans sa force, il ne se trouvait point un animal pour s'en nourrir : si la terre ne recevait des animaux, en engrais, ce qu'elle leur donne en fourrage : si des végétaux choisis ne forçaient pas

l'atmosphère à rendre au sol ce que celui-ci perd par l'exportation de ce qu'il a fait naître. C'est comme dans la circulation politique où la masse du numéraire ne contribue pas autant à l'aisance générale que la rapidité de son mouvement.

« Mais pour que l'agriculteur se détermine à toutes les peines et à toutes les avances qu'un tel travail exige, il faut qu'il soit assuré que ses produits seront consommés précisément dans la même mesure qu'il les obtiendra. La perfection de tous les procédés de la culture ne suffit donc pas.

« Il faut souvent que les habitudes des peuples, leur façon de se vêtir, de se nourrir soient encore modifiées pour arriver à la solution la plus parfaite de ce grand problème, et cependant c'est du résultat de tant de rapports compliqués que dépend la prospérité des empires (1). »

Ainsi, vous le voyez, pour justifier le caractère, le rôle de l'agriculture, Cuvier s'est trouvé conduit à décrire sa marche victorieuse à travers toutes les sciences. Il fait naître l'agriculture dans l'application des sciences naturelles ; mais il nous en montre l'épanouissement et la fin dans le jeu des sciences économiques et politiques. « Le grand problème de l'agriculture, dit-il, comprend des rapports compliqués, d'où dépend la prospérité des empires. » Ces rapports compliqués naissent et se dénouent dans l'action réciproque des sciences et des lois. En effet, toutes les sciences travaillent à leur tour pour assurer le développement de l'agriculture et atteindre la production maxima. La réalisation de ces produits appartient aux sciences économiques et politiques : et c'est précisément l'analyse de ces rapports compliqués qui nous a permis de voir dans l'agriculture un art qui relève de l'homme et de la nature, des sciences et des lois.

Térence, dans sa comédie de *Heautontimorumenos*, fait dire à l'un de ses personnages : « Homo sum et humani nihil a me alienum puto. » L'agriculture peut reprendre cette pensée et dire : « Agricultura sum et humani et scientiæ nihil a me alienum puto. » Je suis l'agriculture et rien de l'homme et de la science ne m'est étranger.

LOUIS PASSY.

---

(1) *Recueil des Eloges historiques*, par Cuvier, t. I, p. 143.



## L'EXPOSITION DE SAINT-LOUIS

---

De l'avis de tous les étrangers qui y vivent ou y passent, à Paris tout est parfait : les expositions comme le reste. Celle de 1900 était une Parisienne accomplie : gaie, pimpante, accorte et avenante, l'œil un peu éméryllonné en ces jours de fêtes, parée de tous ses atours, elle séduisait tous ceux qui l'apercevaient au passage et n'eut que des admirateurs. Le seul moyen d'échapper à ses séductions était de ne pas la voir. L'Américaine, ceci coule de source, a un tout autre caractère. C'est une grande, très grande matrone américaine. Melpomène, si vous voulez, moins l'exubérance des chairs. Fièrre, hautaine, altière, elle nous montre tout d'abord le bois dont elle se chauffe. Si elle ne trouvait pas d'obstacles sur son chemin, elle en inventerait pour avoir l'agrément de les vaincre. Dans le site qu'elle a choisi pour établir ses pénates, la Nature, toujours obligeante, lui a épargné ce surcroît de labeur. Le voici : Des bois, la brousse, des bas-fonds, des collines, dégringolant en des ravins profonds, pour remonter sur une autre crête et retomber dans d'autres creux ; une petite rivière dont le cours a été tracé par la fantaisie la plus échevelée, tout autour, l'empire de l'humide roseau. Aimez-vous les difficultés ? L'on en a mis partout. C'est un domaine admirable pour les chèvres des Alpes. Ce premier aperçu vous montre combien sont opposés le caractère de la Parisienne et celui de l'Américaine. La Parisienne, chaussée à la Louis XV, adore l'asphalte et les chemins unis. La matrone américaine, en un besoin, chausse ses bottes de caoutchouc et les étire jusqu'au-delà des genoux. Les flaques et la ronce ne l'effraient pas. Elle les connaît depuis sa tendre enfance. Et comme, d'un autre côté, le travail ne lui fait pas peur, elle a transformé ce site ingrat en une sorte de Jardin des Hespérides. A le parcourir l'on trouve plus d'agrément qu'à suivre les plates



allées du Champ-de-Mars. L'inattendu vous guette au passage, et vous ménage partout des surprises agréables.

Ce premier tour de force n'a pas satisfait complètement l'ambition de la matrone américaine. Chaussée au rebours de Perrette, elle nivelle comme Hercule, et bâtit comme Michel-Ange. Ne lui parlez pas de bonbonnières. Elles lui font horreur. A quoi cela pourrait-il servir pour loger les monstres aux muscles d'acier qui font la besogne de corporations dont le capital se chiffre par dizaines, par centaines de millions et même par milliards. Il faut des demeures à leur taille. On les leur a données. Elles sont dans les proportions de ce Continent et du peuple qui l'habite. Comme les habitations particulières, qui ne ressemblent en rien aux nôtres, elles portent l'estampille américaine. Cela n'est renouvelé ni des Egyptiens, ni des Grecs, ni des Romains, ni des Arabes, ni des Goths ou de la Renaissance. Ce n'est ni classique, ni romantique. Voulez-vous faire la différence ? Lisez Shakespeare, après avoir parcouru Racine. Celui-ci vous satisfait, l'autre vous stupéfie.

Entrons un peu dans le particulier : Nous allons, si vous voulez, monter par les sentiers en pente douce, tout ornés de fleurs, qui nous conduisent en haut de la terrasse de Saint-Cloud. Nous y voici. Donnez-vous la peine de vous asseoir dans ce fauteuil-balancoire, *a rocking-chair*, pour embrasser le Panorama, tout à l'aise. Un panorama couvrant vingt-huit fois la superficie du Champ-de-Mars.

Bien loin, à votre droite, dans la direction de Sèvres, sur une éminence, se dresse la fière silhouette du Palais du Gouvernement Fédéral. Trianon, en comparaison, est une chétive bicoque. Tous les ministères y sont représentés. Celui de l'Agriculture y expose une petite carte, grande à peu près comme la place du Carrousel. C'est celle des Etats-Unis et de ses quarante-cinq Etats et Territoires. Vous vous y promenez comme dans le Jardin des Tuileries. Les sentiers marquent les frontières de chaque Etat. Les parterres figurent le territoire. Vous y voyez pousser toute la flore de la région : ici le blé, là le coton, ailleurs le tabac, plus loin la vigne, etc.; et aussi les méthodes employées par l'Etat pour hâter le progrès agricole : division des semis, et plantations, météorologie, chimie, entomologie, stations expérimentales, forêts, élevage.

Le ministère des Finances nous montre, pour nous distraire, la traite originale tirée sur lui pour payer à Napoléon I<sup>er</sup> l'achat de la Louisiane. Soixante-quinze millions de francs.

Le ministère de l'Intérieur expose à nos regards les progrès accomplis par les Peaux-Rouges, depuis qu'il les a sous sa tutelle, enfermés dans des espaces dont il leur est interdit de franchir les limites. Nous nous demandons si le gouvernement russe a jamais fait quelque chose de semblable pour les paysans régents par l'administration moscovite ?

Des Indiens repêchés aux poissons pêchés et évoluant dans des bassins et des bœux, la transition est naturelle. La Commission de la Pêche nous fait voir toutes les variétés qui ont consenti à quitter les profondeurs de l'Atlantique et du Pacifique, les eaux claires des lacs, la vase des rivières, et même les Philippines, pour venir faire la roue à Saint-Louis. Parmi eux se trouve un monstre, le poisson électrique. L'on se demande le genre d'argument qu'il a fallu employer pour l'enlever à ses lares.

L'Administration des Postes nous initie à tous les artifices qu'elle emploie pour économiser la main-d'œuvre et accélérer la distribution des correspondances. Nous aimons à croire que notre ministère des Postes et Télégraphes y enverra quelques-uns de ses fonctionnaires les plus intelligents, choisis parmi ceux qui détestent la routine : s'il s'en trouve.

Dans ce concours pacifique où tous les peuples fraternisent, la note guerrière n'est pas oubliée. Le gouvernement expose tout un assortiment de canons, le sabre de son grand-père, et la paire de lunettes historiques, offerte par Washington à Lafayette pour surveiller la marche des Anglais.

Quittons ces deux libérateurs pour visiter un village des Philippines, conquises par leurs successeurs. A cet effet, tournez le dos à Sèvres, et virez votre fauteuil dans la direction du Mont-Valérien. Vous apercevez un lot de quinze hectares, en partie boisé, descendant en pente douce jusqu'au bout du Lac de la Pointe de Flèche. Le petit bourg, construit par les insulaires mêmes, donnera l'hospitalité à onze cents Philippins, pris parmi les soixante-cinq tribus de l'Archipel. Sous la protection d'un bataillon de quatre cents éclaireurs, et au son d'un orchestre de quatre-vingt-cinq musiciens, les six cents autres, nous montreront tous leurs petits talents : la fabrication des dentelles, la pêche des perles, le jardinage, le labourage, l'extraction des minéraux, leurs manufactures ; sur le lac ils pourront exercer leurs talents nautiques. Rien n'a été oublié. Ils ont à leur disposition une église, un théâtre, un marché, des fabriques, qu'on croirait importées de Manille. Les matériaux en viennent. Tout

est strictement couleur locale. Sans quitter Saint-Louis, vous voyez les Philippines telles qu'elles sont, et leurs habitants en chair et en os. Phidias ne les a pas sculptés.

Les Philippines sont à l'extrémité occidentale, le Palais Fédéral à l'extrémité orientale. Les autres édifices sont éparpillés sur des môles, des crêtes, des dos d'ânes, des plateaux, sur la côte de Saint-Cloud, et les plus grands sont assis dans la plaine de Boulogne-sur-Seine, séparés des premiers par la Rivière des Pères, jouant ici le rôle du grand fleuve parisien.

Ces derniers sont à gauche de l'Exposition fédérale. C'est une suite de Panthéons, d'églises de la Madeleine, d'Arcs de Triomphe, coiffés comme Saint-Paul à Londres, ou Sainte-Sophie à Constantinople ; leurs proportions sont à ces monuments ce qu'est le Louvre à la Madeleine. Le Champ de Course de Boulogne et ses annexes ne pourraient pas les loger.

A tout seigneur, tout honneur. Les organisateurs ont assigné la première place au Palais de l'Instruction, celle-ci étant la source de tout progrès, comme ils le disent excellemment. D'une part, ils exposent les méthodes américaines, de l'autre, celle des différents peuples : Instruction publique, privée, et paroissiale ; Instituts supérieurs et Académies ; hautes études : collèges, universités, écoles scientifiques, techniques, professionnelles, bibliothèques et musées, écoles des Beaux-Arts et conservatoires. Les écoles d'agriculture et celles des arts mécaniques exposent leurs méthodes et tous les avantages que la nation en retire, pour distancer ses rivales dans l'arène économique. Les affaires avant tout.

Passons à l'exposition géologique, minéralogique, et métallurgique. Elle se trouve tout à côté. Ce qu'elle présente de plus intéressant, c'est la « machinerie », qui traitera les minerais et les minéraux sous les yeux du public. Elle saisit la matière première, la transforme, et offre au spectateur le produit industriel prêt à partir pour le marché. L'on a sous les yeux tout ce que l'homme tire du sein de la terre, depuis l'argile jusqu'aux engrais minéraux, en passant par les roches, les pierres, les combustibles, les pierres précieuses ; les machines pour l'exploitation des mines et des carrières, leur éclairage et leur ventilation ; les procédés pour fabriquer l'acier Bessemer directement du minéral, la carburation du métal ; puis les opérations des métaux précieux : or, argent, platine. Dans une colline contiguë au bâtiment, le visiteur assistera à l'extraction, au transport souterrain des minerais et du charbon, du plomb, du zinc, du





vingt-sept mille kilos. Elles gémissent lamentablement, mais ne restent pas en panne, grâce à leurs petites roues.

Quittons la vapeur et passons à l'électricité qui se prépare à la remiser. Elle nous montre tous les types de machines avec lesquelles elle jure ses grands dieux qu'elle arrivera à ses fins : des moteurs pour chemins de fer, élévateurs, grues, presses d'imprimerie. L'année dernière nous avons vu, dans le voisinage de Philadelphie, une petite birouchette à quatre roues, légère comme une plume. Elle était armée de deux barattes de cinquante litres. Vous les emplissez d'eau. Vous y versez le contenu de deux ou trois grandes fioles. Cela suffit pour activer une batteuse qui égrène dix hectolitres d'avoine à l'heure. Cette machinette détrône la lourde locomobile que l'on voit se mouvoir le long des routes comme une tortue. Il suffit d'un cheval pour la transporter au pas accéléré.

Ici et dans l'Ouest, une foule d'ateliers sont activés par l'électricité transportée à grande distance

Il est impossible de toucher ce sujet sans rencontrer Edison, qui expose ses nouveautés, entre autres une batterie secondaire, dernier genre.

Les grandes corporations américaines réduisent, sous nos yeux, les minerais, par l'électricité, tirent l'acide nitrique de l'air, etc., et changent l'eau vaseuse du Mississipi que nous buvons actuellement en un pur cristal.

Le télégraphe, transmettant plusieurs messages concurremment sur le même fil, avec la rapidité de l'éclair, opère sous les yeux du public. La plus grande station du monde pour la transmission sans fil se trouve à l'Exposition, qu'elle met en rapport avec les principales villes de l'Ouest. Après le télégraphe, le téléphone sans fil est expérimenté en votre présence.

Du transport de la pensée, passons à celui des choses qui occupe le plus vaste édifice de l'Exposition. Il couvre plus d'un tiers du Champ-de-Mars à Paris. Les organisateurs de l'Exposition, qui ne manquent pas d'imagination, et savent tirer la quintessence de tout, ayant sous la main tous les types imaginables du vieux et du nouveau monde, les feront concourir, pendant toute la durée de la fête, afin d'établir la valeur respective des locomotives dans la pratique, en présence de tous les Watt, Stephenson et Giffard de la terre, qui ont promis de visiter Saint-Louis cet été. Ceci promet plus d'un événement.

Les automobiles qui se montrent partout avec ostentation n'ont pas perdu cette occasion d'étaler leurs grâces et leurs aptitudes

à écraser les promeneurs. Il y a profusion d'exposants français, anglais, germains et américains.

La navigation est représentée par les flottes gracieuses qui évoluent dans les eaux du Mississipi et des grands lacs, et par les levriers qui s'époumonent pour se distancer sur les grandes routes de l'Atlantique. A côté d'eux se trouvent tous les petits bateaux qui vont sur l'eau sans avoir des jambes. Sur des routes qui marchent, comme disait feu Pascal, c'est inutile.

Les aéronautes qui ne meurent pas tous dans leur lit, subissant l'irrésistible fascination qu'exerce le dollar et l'aigle d'or américain, viennent en foule. Le vaisseau aérien arrivant le premier au but, à la vitesse de trente-deux kilomètres à l'heure, touchera un demi-million. Deux cent cinquante mille francs seront distribués aux seigneurs de moindre importance, vainqueurs en d'autres régates aériennes. Tout sera bien, si tout finit bien, avec cette nouvelle méthode de transport.

L'Exposition occupera cinq cent trente-neuf hectares, dont cinquante-six sous toit. Ne vous étonnez pas, si nous vous demandons de prendre votre canne et votre chapeau pour nous rendre au Palais de haute et puissante Dame Cérès. Elle fait moins de bruit, et abat beaucoup plus de besogne que ses tapageuses voisines. Tous les fruits de leur turbulente activité sont absolument insignifiants en comparaison des masses que l'agriculture jette sur les marchés de l'Univers. Elle les produit sans turbine de huit mille chevaux, avec des instruments dont le plus considérable est facilement enlevé par deux mules de bonne volonté. Comme nos lecteurs les connaissent par nos esquisses de l'année dernière, nous nous dispenserons de les énumérer. Nous leur disions que l'attirail d'une ferme américaine est à celui des européennes, comme l'assortiment d'un grand magasin parisien à celui d'une boutique villageoise.

Nous trouvons ici toutes les plantes cultivées en Europe, plus le coton et la canne à sucre.

En ce moment, le jeune fermier américain est en butte aux quolibets du vieux cultivateur qui lui dit, d'un air fort entendu : « Je ne sais pas comment vous vous y prenez. Mais, dans ce terrain même où vous n'avez que de chétives récoltes, nous moissonnions à pleine faux. C'est à n'y rien comprendre. » Là-dessus le jeune reste bouche bée, tandis que l'autre rit dans sa barbe sachant qu'il est l'auteur de tout le mal, pour avoir extrait du sol tous ses sels sans lui restituer quoi que ce soit. C'est ce qui explique la mise en vente des fermes, dans les régions les plus

fécondes, non loin des marchés, à raison de cinq cents francs l'hectare. C'est le prix des bâtiments. On a la terre par-dessus le marché. Elle est épuisée. Il faut la reconstituer selon les préceptes connus du cultivateur de la *Cagnotte*, dont le fils s'était sauvé de Grignon pour se faire garçon de restaurant. Les abracadabra de la chimie agricole lui rompaient la tête. C'est cette carrière et d'autres semblables que les jeunes gens de la campagne choisissent ici, pour la même raison. Il faut passer de la culture extensive à l'intensive. Toute transition étant assez dure, la jeunesse agricole s'esquive.

Les organisateurs de l'Exposition se sont appliqués à montrer les méthodes propres à la faciliter. Ils mettent sous les yeux du public et lui font toucher du doigt les transformations successives depuis la jachère jusqu'à l'intervention de la chimie, les fluctuations de la valeur du sol, de la rente, de la main-d'œuvre, du bétail, et des moissons. Tous les moyens de transformer ses produits pour les livrer directement à la consommation lui sont présentés, ainsi que ceux d'utiliser les sous-produits, et de tirer le meilleur parti des déchets. L'outillage de la laiterie est tout ce qu'il y a de plus complet et de plus contemporain. C'est une école-modèle.

En bataillons compacts les ennemis des plantes apparaissent. avec ceux, moins nombreux, qui ont été chargés de les détruire, par la Nature. Elle aurait pu se dispenser de créer ceux-ci en ne faisant pas naître ceux-là, Elle avait probablement trop de chats à fouetter pour songer à ce détail. L'on ne s'avise pas de tout.

Outre ce qui précède il y aura six concours d'animaux domestiques :

Chevaux de trait, d'attelage, de selle, poneys, ânes et mulets, quinze jours du 22 août. L'exposition chevaline seule comprend vingt-quatre classes : l'exposition bovine vingt-cinq ; ovine, porcine et caprine, vingt-sept. Viennent ensuite les oiseaux domestiques, accompagnés d'un concours de pigeons-voyageurs. Tous les animaux exposés seront mis en vente publique dans l'enceinte du concours. L'on a construit cinquante bâtiments pour les loger confortablement.

Flore et Pomone nous appellent dans un joli petit pavillon qui a les dimensions du Jardin du Palais-Royal. Pomone en occupe les deux tiers. Sa voisine se contente de l'autre. Elle y enverra tous les fruits récoltés l'été dernier, de New-York à San-Francisco, et de la Floride à Chicago. Le pavillon situé au haut





meur d'or. Il confie un louis au tapis fauve. A la moisson il en trouve quarante. Il en donne un, par jour, au moissonneur qui les ameculonne. C'est plus sûr et infiniment plus sain que Monaco.

Quittons cette vallée fortunée, qui n'est pas celle des fruits d'or et des roses vermeilles, mais des vaches grasses. Par monts et par vaux, tantôt parmi les roseaux des canards, puis dans les sentiers des chèvres, en longeant le Palais des Beaux-Arts, bondé des chefs-d'œuvre enlevés à la vieille Europe par les Crésus américains, nous arrivons en vue de Jérusalem. Ce n'est pas celle du Tasse, mais du Turc, ce Tartare dont le cheval sèche l'herbe partout où il pose le pied. Nous y voyons des Hébreux, des Turcs et des Arabes qui ne sont pas de Montmartre ou de la Butte-aux-Cailles. Mais des Juifs à l'œil avide, des Turcs somnolents fumant le narghillé, et des Arabes solennels. Le navire du Désert accroupi pour recevoir son fardeau. De petits ânes orientaux qui ont l'air trop triste pour ne pas être nés dans les brouillards du Mississippi. Tous les lieux immortalisés par l'apostolat du Fils de l'homme : le jardin de Gethsemani, le Mont des Oliviers, le Calvaire, l'Eglise du Saint-Sépulcre. Les prophètes, les philosophes et les réformateurs finissent généralement assez mal, et ne reçoivent pendant leur vie que de tristes salaires. Jésus a péri sur la croix comme blasphémateur, parce qu'il enlevait leur clientèle aux rabbins qui eussent fini par rester sans ouailles. Et Socrate, par la ciguë, comme impie, sous les accusations comiques du comique Aristophane.

La Jérusalem de Saint-Louis attirera un grand concours de peuple. Les Juifs, très nombreux ici, iront y contempler, avec le reste, la Place des Lamentations. Les habitants du Far-West, tous hommes de cheval, les Ecuries de Salomon. Les Américains rafraîchiront leurs impressions bibliques en visitant les Saints-Lieux. Les deux tiers d'entre eux, affirme Elisée Reclus, ont du sang britannique dans les veines, et c'est généralement du sang de ces Puritains qui fuyaient la tyrannie de l'Eglise établie par Henri VIII, le Barbe-Bleue d'Albion. L'atavisme, l'éducation familiale, l'instruction publique, celle du prône les porteront en foule vers les témoins muets de la vie et du supplice du Nazaréen. En sortiront-ils l'esprit plein du principe fondamental de sa doctrine : Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit ? Ou donneront-ils la préférence à celle du talion ?

Il est probable qu'ils ne penseront ni à l'une ni à l'autre, et

passeront de Jérusalem, à la salle des Festins, puis à celle des Fêtes, et enfin, à celle des Libations, où s'achève généralement la journée. Ces édifices couronnent l'œuvre, et la couronnent admirablement.

Nos lecteurs se souviennent qu'ils sont perchés tout en haut d'un versant semblable à la Terrasse de Saint-Cloud, et où le regard embrasse tous les monuments somptueux de l'Exposition.

Comme les Palais des Transports, de l'Agriculture, de l'Horticulture, des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, la colonne de l'Achat de la Louisiane par les Etats-Unis, ils ont été érigés sur les dessins de notre compatriote, M. Masqueray.

La Salle des Fêtes se trouve entre les deux autres. Elle est couronnée comme Sainte-Sophie à Constantinople. Mahomet II pourrait y entrer à cheval à la tête d'une demi-brigade de cavalerie et la ranger en bataille sous la coupole. Bien que coiffée comme Sainte-Sophie, elle est surtout destinée à Terpsichore, un peu interdite d'esquisser des entrechats sous le bonnet d'une aussi sage personne. De la plaine, l'on y monte par deux vastes escaliers qui, eux-mêmes, sont des monuments. Entre eux, la cohue des néréides et des tritons, échelonnés du haut en bas de la côte, versent des flots d'eau, tombant de cascades en cascades, en nappes impétueuses. Des pelouses, des arbustes, des fleurs en profusion impriment une singulière animation à tout cet ensemble, qui est une fête pour la vue. Celles de l'estomac se célèbrent dans un Temple digne de ces vieux Romains qui, étant tout ventre et le reste, avaient fait un Dieu de leur abdomen. Brillat-Savarin y subira la redoutable concurrence des *Chop Suey*, et les nids d'hirondelles, plats chinois, avec celle des huîtres étuvées et des huîtres fricassées, lesquelles sont les délices des palais américains. Le temple des libations a un double caractère. Il est consacré tout ensemble à Bacchus et à Gaminus. Il est digne de ces divinités absorbantes. Gargantua et Grandgousier, auxquels elles offrent l'hospitalité, ne les quitteront pas avec leur soif. Si l'ombre d'un vieux Romain y entre à leur suite, elle y trouvera autre chose que du vin de Falerne. Des Champagnes, des Chambertins des Haut-Brion, sortant des pressoirs américains foulant des grappes californiennes, sous les yeux des vigneron français. Chut ! Nous pourrions empêcher M. Méline de dormir, et troubler son sommeil par le cauchemar des crûs de la Californie, submergeant les viticultures de la Gironde, de la Bourgogne et de la Champagne.

Terpsychore tend le bras droit à la Gourmandise et le bras

gauche à l'ivresse, en deux arcades qui ont reçu les statues colossales des quatorze Etats qui se sont taillés de vastes domaines dans le territoire de la Louisiane. Elles sont l'œuvre de statuaires américains ; ils ont subi, comme les architectes, l'influence dominante du milieu où ils travaillent. Leurs statues sont prises sur le vif, leurs modèles ne viennent pas de la baie de Sorrente ou de la presqu'île hellénique. Nous citerons deux exemples caractéristiques. Le Territoire Indien est représenté par une Indienne pur sang, tenant de la main droite un carquois de flèches, et entre les genoux une poterie indienne d'un très beau dessin. Sa physionomie pensive, mélancolique, est rongée par les soucis. Elle a perdu tous les territoires de ses pères. Les bisons ont disparu. Ils ont été remplacés par des rations de bœuf salé, qui sont censées payer les domaines de ses ancêtres. Si bien que du premier janvier à la Saint-Sylvestre les souris, dans son garde-manger, se battent à coup de couteaux et sont devenues cannibales, ne trouvant rien à grignoter. Pauvres Primitifs. Les nations évangéliques les traquent dans toute l'étendue de l'Univers. pays où l'on ne leur écrase pas les mains à coups de crosses de fusil, comme au Congo belge, quand ils refusent de récolter le caoutchouc, pour un salaire dérisoire.

L'un des Etats, nous oublions son nom, est figuré par une Américaine d'une allure superbe et d'un modèle accompli. L'on est tenté de la prendre pour la statue du Désir Passionné. Entre elle et la Vénus de Milo, le cœur de Cupidon pourrait balancer, ne sachant s'il adressera ses hommages à la tranquille beauté grecque ou à l'ardente créole. Ceci témoigne de l'originalité des artistes de ce pays. La statuaire comme l'architecture sont rigoureusement couleur locale. L'antiquité, la renaissance, l'art moderne européen ne nous offrent rien de semblable. Tout, ici, est absolument autochtone, et c'est là l'un des grands, sinon le principal attrait de cette exposition originale, éparpillant ses édifices pélasgiques dans la plaine de Boulogne, les collines de Clamart, les ravins de Meudon, les entrailles des Catacombes, sur les coteaux de Saint-Cloud, au bord des lacs ; plantant ses pépinières sur les hauteurs de Robinson, nous conduisant partout par des avenues impériales, des sentiers pleins de fleurs, égayés par le murmure des eaux, et le bruissement symphonique des cascades.

LABORER.

---

## LE MOUVEMENT FINANCIER & COMMERCIAL

---

**SOMMAIRE :** La guerre russo-japonaise et la baisse sur les marchés financiers. — L'intervention à la Bourse du ministre des Finances et l'organisation du marché de Paris. — Une proposition de M. Archdéacon. — Finances russes et japonaises. — Le Transsibérien. — Création de la Banque de l'Union parisienne. — Les emprunts de la Ville de Paris et du département de la Seine. — Le projet de budget pour 1905. — La Banque de France en 1903. — Le rachat des chemins de fer à la Chambre. Quelques notes sur la question. — Les marchés étrangers.

Il semble inutile d'apprendre aux lecteurs du *Journal des Economistes* que la guerre a éclaté entre la Russie et le Japon, et que cet événement a produit son effet sur toutes les Bourses du monde, à Londres, à Berlin, à Vienne, à New-York, etc., aussi bien qu'à Saint-Petersbourg et à Paris, par une baisse considérable des cours. Ce sont là des choses que tout le monde connaît, et M. de Molinari, notre directeur, ne voulant pas attendre la date encore éloignée où paraît cette revue du marché, a relaté, dans sa chronique du 15 mars dernier, les différences cotées sur les principales valeurs le 8 février, lorsque fut annoncée la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Nous ferions ici double emploi en les signalant de nouveau. La panique s'est reproduite et accentuée dans la séance du 20 février, sous l'influence des craintes d'une conflagration générale. On faisait courir les bruits les plus pessimistes. L'Angleterre, disait-on, et les Etats-Unis, prenaient fait et cause pour le Japon, et la France, en vertu de ses engagements, devrait marcher aux côtés de la Russie. L'Autriche allait profiter de l'occasion pour intervenir dans les Balkans. Que ferait, pendant ce temps, l'Allemagne, qui se tenait sur la réserve, semblant pencher vers la Russie, mais son attention, ainsi que celle de l'Italie, portée vers la Macédoine où des événements graves pouvaient survenir ? Les ambassadeurs de la Russie et de la

France, en Angleterre, qui avaient pris chacun un congé de quarante-huit heures pour leurs affaires personnelles, étaient rappelés, les escadres étaient partout mobilisées, même celle de l'Espagne qui existe à peine. Depuis lors, on s'est un peu rassuré ; la Bourse, sans avoir repris ses cours antérieurs, qui ne marquaient pas cependant une grande activité dans les affaires, s'est raffermie avec des alternatives de hausse et de baisse. Cahin-caha on va à la merci des événements.

\*  
\* \*

A la suite de la séance de Bourse dont nous venons de parler, celle du 20 février, un incident s'est produit qui n'a pas, croyons-nous, suffisamment attiré l'attention du public : l'intervention arbitraire du ministre des Finances. Par son initiative, en effet, des mesures furent prises de concert entre lui, le syndic des agents de change et les représentants des Etablissements de crédit, pour enrayer la baisse.

Le *Temps*, par une note publiée dans son numéro du 21 février, expliquait ces mesures de la manière suivante :

« M. Rouvier, ministre des Finances, a eu, hier soir, avec M. de Verneuil, syndic des agents de change, une entrevue au sujet des incidents de la Bourse de la veille.

« Il était naturel, en effet, que le Ministre se préoccupât de la situation du marché et des mesures à prendre pour empêcher une plus longue répercussion des fausses nouvelles répandues dans la journée de samedi.

« Aucune de ces nouvelles n'avait, en effet, le moindre fondement.

« Le syndic, avant de se rendre vers la fin de la journée chez le Ministre, avait conféré avec ses collègues de la Chambre syndicale. Il a pu, ainsi, donner à M. Rouvier l'assurance que la situation de place était très saine et que les bruits circulant sur les embarras de certaines charges étaient radicalement faux.

« Il a été reconnu, d'autre part, que les disponibilités du marché étaient telles que rien, dans la situation politique, ni dans la situation financière, ne justifiait les mouvements désordonnés de la séance de samedi.

« Dans leur conversation, le Ministre des Finances et le syndic des agents de change ont parlé des moyens qu'il convenait de prendre pour éviter la continuation de la panique, dans le cas où l'exagération du mouvement de recul des grandes valeurs de placement







il n'y a rien à risquer. Que le vent tourne, on invoque le règlement qui ruine au hasard.

Nous ne croyons pas que l'intervention de M. le ministre des Finances fût nécessaire. Mais si l'on veut l'admettre, elle prouve, une fois de plus, la mauvaise organisation de notre marché financier qui ne s'est jamais relevé du coup que lui a porté la réforme de 1898. Cette intervention, en tout cas, est arbitraire. On a, aujourd'hui, une conception étrange de la Bourse. Elle est le marché des intermédiaires, elle est faite pour eux seuls, ils y sont les maîtres, y font la loi. Cependant, c'est le public qui y fait ses affaires ou qui devrait pouvoir les y faire comme il lui convient, le public dont les intermédiaires sont les agents salariés, et qui est obligé de se soumettre à eux. Aussi, ne cesserons-nous de réclamer le marché libre qui ferait disparaître cette anomalie, anomalie non sans danger pour la fortune publique et privée.

On comprendra que toutes les personnalités sont ici hors de cause. Nous parlons d'une question économique à un point de vue uniquement économique. Aussi bien, les agents eux-mêmes, à notre avis, trouveraient dans le marché libre, avec plus d'indépendance, des avantages qu'ils n'ont pas aujourd'hui.

La question d'organisation de la Bourse a été remise sur le tapis ces derniers temps. La campagne, entreprise, semble-t-il, avec des préoccupations personnelles et politiques, n'a pas abouti jusqu'ici, et peut-être est-ce tant mieux, car je ne crois pas qu'elle fût dirigée dans un sens très libéral.

\*  
\* \*

Ce n'est pas non plus de la liberté que se réclame M. Archdéacon dans la proposition de loi qu'il a déposée le 25 mars sur le bureau de la Chambre, et par laquelle il demande la *réglementation de l'industrie des banquiers, changeurs, coulissiers, et, en général, de toutes personnes faisant appel à l'épargne et au crédit publics*.

A l'avenir donc, si la proposition est votée, pour exercer une profession qui ne diffère pas beaucoup de celle d'épicier, si ce n'est par la nature des marchandises sur lesquelles on opère, il faudrait justifier de sa qualité de Français ; déposer à la mairie de sa commune ou de son arrondissement : 1° un extrait de son acte de naissance ; 2° un extrait n° 1 de son casier judiciaire ; 3° une déclaration indiquant le détail de son entreprise, les noms et prénoms de ses commanditaires ou associés, qui seront tenus à faire le même dépôt que le déclarant.

Il faudra, en outre, déposer à la Caisse des dépôts et consignations une garantie de 25.000 francs, ou justifier d'une solvabilité suffisante.

Toute inscription à l'un des casiers judiciaires, dont extrait déposé, entraînerait une incapacité absolue.

Enfin, la publication de ces divers dépôts devra être faite au *Journal officiel* et le déclarant ne pourra exercer qu'après le délai de un mois à partir de cette publication.

Où s'arrêtera-t-on donc dans la voie des réglementations inutiles ?

\*  
\* \*

Dans les circonstances actuelles, quelques indications sur les finances russes et japonaises ne paraîtront pas dénuées d'intérêt. Voici d'abord le tableau de la Dette publique au 1<sup>er</sup> janvier 1904, dressé par MM. Hoskier et Cie, d'après la communication officielle du gouvernement impérial.

*Dette libellée en roubles de 1/15 impériales ou en monnaies étrangères :*

Catégories d'emprunts	Solde du capital au 1 <sup>er</sup> janvier 1904	Crédits inscrits au budget de 1904		
		Arrérages	Amortis- sements	Total
Emprunts pour lesquels il n'est pas fait de tirages.....	92.590	4.187	828	5.015
Emprunts amortissables par tirages .....	2.941.312	112.405	14.424	126.829
<b>Total.....</b>	<b>3.033.902</b>	<b>116.592</b>	<b>15.252</b>	<b>131.844</b>

*Dette libellée en roubles de 1/15 impériales :*

Emprunts pour lesquels il n'est n'est pas fait de tirages....	3.090.471	124.751	1.079	125.829
Emprunts amortissables par ti- rages .....	511.739	23.152	8.012	31.165
<b>Total.....</b>	<b>3.602.210</b>	<b>147.903</b>	<b>9.091</b>	<b>156.994</b>
<b>Total général.....</b>	<b>6.636.112</b>	<b>264.495</b>	<b>24.343</b>	<b>288.838</b>

La dette totale, qui était de 6.629.245.986 roubles au 1<sup>er</sup> janvier 1903, s'élève donc à 6.636.112.841 roubles. Pendant l'année en cours la dette de la Russie a donc augmenté de 6.866.855 roubles.

De combien aura-t-elle augmenté à la fin de la guerre actuelle ? On peut en dire autant de la Dette japonaise qui, de 295.807.000 yens, en 1895, atteignait 545 millions en 1902. Sur ces chiffres, près de 173 millions correspondent à des emprunts pour travaux publics et chemins de fer, auxquels les Japonais ont donné une grande extension pendant ces dernières années, et 116 millions 1/2 aux Emprunts de guerre.

Des évaluations auxquelles on s'est livré, le Japon disposerait d'un Trésor de 55 millions pouvant suffire à une guerre de quatre mois. Il faut y ajouter les ressources des impôts qui sont déjà lourds et celles d'un crédit qui, dans ces derniers temps, s'est fort affaibli.

Le *Rentier* résume de la manière suivante les ressources disponibles de la Russie et du Japon.

A la fin de décembre 1903, la Banque Impériale de Russie avait 361 millions en or déposés à l'étranger, sans compter le papier à l'étranger.

Son encaisse métallique or s'élevait à 1.932 millions, alors que la circulation des billets était seulement de 1.544 millions.

D'après le bilan de la Banque de l'Etat au 23 janvier/5 février, le compte courant du Trésor à la Banque s'élevait à 377 millions de roubles, soit en francs tout près de 1 milliard.

L'encaisse métallique de la Banque du Japon est 6 fois moindre que celle de la Banque de Russie et la circulation des billets dépasse de 253 millions l'encaisse métallique.

Les fonds Japonais 4 0/0 se capitalisent, au cours de 68, à 5.88 0/0, tandis que les 4 0/0 Russes, à 91 et 92, se capitalisent à 4.35 0/0.

Donnons le tableau du *Rentier* :

	Banque Impériale de Russie	Banque du Japon
	— Millions de francs	— Millions de fr.
Encaisse métallique or.....	1.932.8	320.1
Billets au porteur en circulation.....	1.544.8	573
Rapport de l'encaisse à la circulation	137 %	55 %
Fonds à l'étranger.....	361.6	»
Comptes courants et dépôts du Trésor	1.643.4	41.3
Taux minimum de l'escompte.....	4 1/2	5.84
Cours de la Rente 4 %.....	92	68
Taux % du revenu de la Rente 4 %..	4.35 %	5.88 %
Recettes budgétaires de la Russie.....	3.700	700

« D'après le bilan de l'Etat Russe au 23 janvier (5 février), ajoute notre confrère, le compte courant du Trésor Russe s'élevait à 377.043.293 r. 05, soit en francs, à peu près 1 milliard. L'or, appartenant à la Banque et se trouvant à l'étranger, s'élevait à 171.382.028 r., soit en francs, plus de 390 millions et il est à remarquer que ce chapitre ne comprend pas l'or se trouvant à l'étranger et appartenant au Trésor impérial. »

Il résulterait de ces données que la situation financière de la Russie est aussi forte que celle du Japon est faible. Or, l'argent est le nerf de la guerre.

On ne nous pardonnerait point de ne pas dire un mot du *Transsibérien*, sur lequel les journalistes voyageurs nous donnent, depuis trois mois, leurs impressions de touristes. Il est, jusqu'ici, une lourde charge pour la Russie, car il a coûté 940 millions 259.401 roubles.

Les recettes, pour le transport des voyageurs, se sont chiffrées, en 1901, par 2.755.704 roubles ; celles du transport des marchandises expédiées en grande vitesse par 801.181 roubles, et en petite vitesse par 12.021.578 roubles.

Résultats de début, sans doute, et qui sont loin d'être en rapport avec les sacrifices consentis. Mais le trafic peut se développer, et le Transsibérien est surtout un instrument au service de l'influence de la Russie dans le nord de l'Asie et en Extrême-Orient. Les Japonais l'ont bien compris. Mais, c'est là de la politique, la politique des deux larrons, comme dit M. Henry Maret.

\*  
\* \*

Les affaires nouvelles des trois premiers mois de l'année sont faciles à énumérer. Dans le domaine privé, nous constatons la création d'une Société de crédit, la *Banque de l'Union parisienne*, au capital de 40 millions, qui absorbe la Banque parisienne arrivée le 5 avril au terme de son existence statutaire. La moitié du capital a été souscrite par les maisons qui ont pris part à cette création et qui auront toutes un représentant dans le Conseil d'administration. Les 20 autres millions sont réservés aux actionnaires de la Banque parisienne en liquidation.

Citons les fondateurs de cet établissement qui s'annonce comme devant tenir une place importante dans le monde financier. Ce sont MM. Michel Heine, baron Rodolphe Hottinguer,

baron Alphonse Mallet, Paul Mirabaud, baron de Neuflize, Adolphe Vernes, Lucien Villars de la Société Générale belge.

La Ville de Paris fait appel au public, le 16 avril, pour l'émission de son *Emprunt de 170 millions* relatif à l'achèvement du *Métropolitain*. Bientôt elle demandera 100 millions pour l'affaire du *Gaz*.

Enfin, le département de la Seine aura son Emprunt de 200 millions. La loi qui l'autorise a été promulguée au *Journal officiel* du 21 février. Ces 200 millions, dont le taux d'intérêt ne pourra dépasser 3.70 0/0, sont remboursables en 50 ans, à partir de 1904, ou par périodes de 50 ans prenant leur point de départ aux réalisations successives de cet emprunt. Ils sont applicables aux dépenses énumérées dans les délibérations du Conseil général des 20 et 24 décembre 1902 et qui se répartissent comme il suit :

1° Opérations d'ordre général.....	Fr. 61.850.000
2° Opérations départementales suburbaines.....	37.257.500
3° Subventions à la Ville de Paris.....	98.729.830
4° Réserve pour dépenses imprévues et frais.....	2.162.670
<hr/>	
Total.....	Fr. 200.000.000

Cela est l'article 1<sup>er</sup> de la loi. Il y en a un second qui dit :

Le département de la Seine est également autorisé, conformément à la demande que le Conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, chaque année, à partir de 1904, dans la limite d'un maximum de 11 c. 25, additionnels au principal des quatre contributions directes, le nombre de centimes extraordinaires nécessaires pour assurer le service des intérêts et le remboursement des sommes réalisées sur l'emprunt départemental précité de 200.000.000 de francs. La perception de ces centimes extraordinaires ne pourra s'étendre au-delà de cinquante ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier qui suivra la date de la dernière réalisation effectuée sur cet emprunt.

C'est fort juste. Quand on emprunte, il faut payer, et nous paierons.

\*  
\* \*

Le ministre des Finances, M. Rouvier, a déposé le 30 mars sur le bureau de la Chambre le projet de budget pour 1905.

Le montant des dépenses, y compris 20 millions pour la garantie d'intérêt aux Chemins de fer, est fixé à la somme de..... Fr. 3.603.541.667  
 Il s'élevait pour l'exercice 1904 à..... 3.565.219.928

---

C'est donc pour 1905, une augmentation de dépenses de..... 38.321.739

Cette augmentation se répartit de la manière suivante :

Au service de la Trésorerie, 2.100.000 francs, due à l'élévation du taux d'intérêt des Bons du Trésor et des Bons à court terme ;

A la Dette viagère, 3.300.000 francs, due à l'accroissement des pensions de la guerre et de la marine ;

A l'Instruction publique, augmentation de 6.000.000 de francs causée pour moitié par l'amélioration du traitement des instituteurs, et pour moitié par la création d'emplois, conséquence des laïcisations d'écoles ;

L'extension des services des exploitations industrielles de l'Etat (postes, télégraphes, téléphones, manufactures), exige 14 millions de plus.

L'augmentation des primes est due presque exclusivement aux primes à la marine marchande.

A la guerre, on constate 3 millions d'augmentation pour remplacer les prélèvements faits par mesure d'économie sur les approvisionnements de drap de troupe et de chaussures ; aux colonies, 3 millions également pour la solde des troupes de renfort envoyées en Indo-Chine ; à la marine, 5 millions pour le développement des constructions navales et des travaux hydrauliques.

Enfin, sur les Chemins de fer, il y a 5.700.000 francs d'augmentation pour l'entretien des lignes existantes ou la construction de nouvelles lignes du réseau de l'Etat.

Les augmentations que nous venons d'indiquer forment un total de 45.500.000 francs, qui a été ramené à 38.321.739 francs par des réductions sur d'autres chapitres, notamment sur les garanties des Chemins de fer et sur le budget des Travaux publics.

Quant aux recettes, les prévisions les portent à la somme de 3.603.679.489 francs.

Elles se décomposent de la manière suivante :

Contributions directes et taxes y assimilées.....	550.927.307
Enregistrement, timbre, domaines, etc.....	918.341.300
Douanes .....	146.992.000
Contributions indirectes et sucres.....	730.558.300
Monopoles et exploitations diverses.....	811.585.465
Produits divers.....	67.283.380
Recettes d'ordre.....	76.031.284
Ressources exceptionnelles.....	»
Produits à percevoir en Algérie.....	1.960.453

L'excédent des recettes sur les dépenses est de 137.822 francs.

Le caractère de ce budget est l'unité, par l'incorporation des garanties d'intérêts dans la masse des dépenses ordinaires, et l'exclusion, dans les recettes, de toutes les ressources présentant un caractère passager et exceptionnel. On eût préféré qu'il se caractérisât par l'économie, la réduction des dépenses qui vont toujours augmentant. Il est à remarquer que l'amortissement des obligations à court terme n'a reçu qu'une dotation d'un million, mais on a continué à inscrire dans la loi de finances, la disposition affectant les excédents budgétaires au remboursement de ces obligations. Somme toute, l'amortissement dépend des plus-values acquises en cours d'exercice. Il reste à souhaiter qu'elles soient très larges. Et l'on peut craindre encore qu'elles n'aient un autre emploi.

\*  
\* \*

Les résultats obtenus, en 1903, par la Banque de France, dont l'Assemblée générale a eu lieu le 28 janvier dernier, ont été des plus satisfaisants.

« Fidèles, dit M. Pallain dans son rapport, à l'une des fonctions primordiales de notre institution, nous avons continué de distribuer le crédit à aussi bon marché que les circonstances économiques pouvaient le permettre, soit à un prix extrêmement modéré, inférieur au taux moyen pratiqué par toutes les banques d'émission du monde entier. A cette préoccupation constante de la Banque de France, l'industrie et le commerce français sont redevables d'un avantage singulièrement précieux dans la lutte si laborieuse pour la conquête des marchés internationaux.

« La rémunération plus élevée qu'offrait l'étranger aux capitaux disponibles a eu naturellement pour conséquence une tension générale des changes et un courant d'exportation de numéraire.

« Le rôle de la Banque étant d'atténuer les crises, sinon de les éviter, nous avons eu à nous féliciter, une fois de plus, d'avoir maintenu de puissantes réserves d'or, réserves qui ont passé dans la dernière période décennale de 1.700 millions à plus de 2.500 millions; car, en laissant écouler à propos quelques dizaines de millions représentant une fraction minime de notre encaisse, nous avons pu éviter à la fois, un drainage plus dommageable encore de la circulation et un resserrement monétaire à Londres qui, par sa répercussion amplifiée sur l'ensemble des marchés solidaires, aurait pu nous mettre dans l'obligation d'élever le taux de nos escomptes. »

La masse des opérations productives a atteint, en 1903, d'après les chiffres du rapport, 19.057.487.800 fr., en augmentation de 2.607.552.900 fr. sur le total de l'année précédente.

Les mouvements de fonds exécutés gratuitement pour le compte du Trésor ont été, en recettes, de 4.206.271.100 fr. et, en paiements, de 4.484.495.000 fr., soit un total dépassant 8 milliards 1/2, en augmentation de 171.455.600 fr. sur le chiffre de 1902.

Le 31 décembre 1903, la réserve métallique, or et argent, s'élevait à 3.457.400.000 fr., en diminution de 160.200.000 fr. sur le chiffre du 31 décembre 1902. L'encaisse-or a fléchi de 161 millions 800.000 francs et l'encaisse-argent a augmenté de 1 million 600.000 fr. Le jour de l'année où l'encaisse totale a atteint le chiffre maximum de 3.691.500.000 fr. a été le 24 juillet; le chiffre minimum de 3.480.700.000 fr. a été enregistré le 24 décembre.

Le maximum de la circulation fiduciaire a été, le 30 janvier, de 4.586.012.300 fr.; le minimum, le 25 août, de 4 milliards 119.757.900 fr.; la moyenne, de 4.310.411.600 fr., en augmentation de 148.165.000 sur la moyenne de 1902.

Les produits bruts réalisés en 1903 se sont élevés à 40 millions 860.052 fr. 75 et, en y ajoutant le réescompte du deuxième semestre 1902 ainsi que l'excédent non réparti des bénéfices du même semestre et les arrérages de valeur, à 52.864.060 fr. 88.

Les dépenses d'administration pour Paris et les succursales ont été de 16.588.041 fr. 65 et les impôts et la redevance à l'Etat sur la circulation productive, de 7.838.272 fr. 71, laissant un bénéfice net partageable de 28.437.746 fr. 52. La répartition en est faite comme suit : virement aux réserves, 2.900.000 fr.; réescompte du deuxième semestre 1902, 1.642.560 fr. 80; dividende



net de 130 fr. par action, 23.725.000 fr.; excédent de bénéfices non réparti, 170.185 fr. 72.

La redevance à l'Etat, calculée sur la moyenne de la circulation productive et sur le taux de l'escompte, s'est élevée à 4 millions 314.649 fr. 43. Depuis 1897, la Banque de France a versé à l'Etat, du chef de cette redevance, une somme totale de 28 millions 697.249 fr. 18. Le maximum annuel de la redevance à l'Etat a été atteint en 1900, année pendant laquelle les paiements ont été de 5.655.333 fr. 72.

Le dividende de 130 fr. net est de 10 fr. plus élevé que celui de 1902.

La Banque de France a donc encore développé ses affaires déjà si importantes et obtenu un résultat supérieur à celui de 1902. On ne peut qu'en féliciter une direction aussi active qu'intelligente. Faut-il en conclure que l'année 1903 fut une année de grande activité industrielle, commerciale et financière ? Je crois bien que les faits démontrent le contraire.

\*  
\* \*

La question du rachat des Chemins de fer est venue au mois de janvier dernier devant la Chambre des députés. C'est déjà un peu de l'histoire ancienne, mais comme elle n'a pas été résolue, elle est toujours d'actualité. On sait que le débat s'est terminé, après les discours énergiques du ministre des Travaux Publics, par le renvoi, à la Commission, de toutes les propositions déposées. Actuellement, l'Etat négocie, avec les Compagnies de l'Ouest et du Midi, la rétrocession de certaines lignes qui viendraient s'adjoindre au réseau de l'Etat. On pouvait espérer mieux que le rachat par petits morceaux. Mais, cette concession suffira peut-être à enterrer cette question. Nous voudrions du moins l'espérer.

Nous donnons ici, sur ce sujet, quelques notes qui paraîtront peut-être intéressantes. C'est notre modeste contribution à la solution du problème.

La statistique du ministère des Travaux Publics sur l'industrie minérale pour 1903, constate :

1° Que le prix moyen du charbon consommé par le réseau d'Etat est plus élevé que le prix moyen du charbon consommé non seulement par l'ensemble des compagnies (24 fr. 11 au lieu de 20 fr. 88), mais encore par les compagnies qui peuvent être le mieux compa-



« prime », calculée la plupart du temps sur des éléments immuables, assure la permanence de la subvention, quelles que soient les recettes de l'industrie subventionnée. Au contraire, la garantie dépend essentiellement du trafic. Elle se trouve tout naturellement réduite en proportion de l'accroissement des recettes.

« Un dernier rapprochement de chiffres pour finir :

« Le capital global de nos réseaux concédés est d'environ 16 milliards. La garantie est de 27 millions. C'est une proportion de moins de 2 *pour mille*.

« Notre réseau de canaux a coûté 1 milliard et demi. Ils reçoivent de l'Etat, à *titre entièrement gracieux*, 28 millions annuels, soit près de 2 *pour cent*.

« Enfin l'industrie des transports maritimes reçoit, tant sous la forme de primes que de subventions postales, un total de 70 millions, pour une flotte marchande qui vaut dans les 400 millions tout au plus : la manne budgétaire atteint ici à *près de 20 pour cent* !

« Voilà des chiffres et des faits !

« Faudra-t-il faire entrer aussi en ligne de compte toutes les autres industries minières, métallurgiques, agricoles, sucrières ou autres, pour lesquelles le droit de douane constitue une prime avérée qui monte parfois jusqu'à 25 0/0, mais qui ne descend jamais au-dessous de 5 0/0 — ce qui nous conduirait à conclure qu'en définitive l'industrie des chemins de fer est de toutes ces industries celle qui grève le moins le budget de la France?... »

Parlerons-nous des 54 millions d'impôts perçus annuellement par l'Etat sur les titres des compagnies ? Il peut continuer à percevoir cet impôt sur ses propres titres, mais alors c'est la question de l'impôt sur la rente, rente déguisée sous le nom d'obligation, qui se pose ? Et, somme toute, cet impôt que paient les compagnies indirectement, puisqu'elles doivent en tenir compte dans leurs prix d'émission, plutôt que les porteurs de titres, c'est l'Etat qui devra le supporter, soit en renonçant à les percevoir, soit en abaissant le prix de vente de ses obligations.

\*  
\* \*

Une note très intéressante toujours, au sujet du rachat des Chemins de fer, nous arrive d'Italie, et nous donnons la conclusion d'un article que vient de publier le Bulletin de la *Chambre*

*de Commerce française de Milan*, sous la signature de M. Ph. Ortia :

« On a vu que l'expérience devait démontrer non d'abandonner l'exploitation privée, mais de l'améliorer, de la restaurer pour ainsi dire, de la mettre dans sa voie naturelle, conditions indispensables pour se développer et pouvoir répondre aux exigences modernes. Tous les hommes de bon sens, tous ceux qui ont souci des intérêts budgétaires et qui veulent fortifier le crédit public au lieu de chercher à l'amoindrir, estiment que le moment serait mal choisi pour engager l'Etat dans une opération aussi lourde et aussi dangereuse que celle du rachat des chemins de fer. L'exploitation des chemins de fer par l'Etat provoquerait en Italie, comme en France, une énorme déception, elle ne donnerait aucune satisfaction au public et elle augmenterait les charges des contribuables. Il y a mieux à faire pour améliorer la situation budgétaire et pour donner satisfaction au public. L'Etat doit user de son droit de contrôle sur les Compagnies des chemins de fer; il doit inviter celles-ci à se mettre à la hauteur de leur tâche, à réaliser des progrès continus, en un mot à satisfaire à toutes les exigences du développement des relations présentes et futures; mais il a le plus grand intérêt à ne pas les entraîner dans de folles dépenses qui auraient de fâcheuses répercussions sur la garantie d'intérêts.

Qu'il suive à leur égard la politique financière que lui commandent tous les hommes compétents et expérimentés en la matière et il ne tardera pas à voir cesser les charges de la garantie d'intérêts et à profiter des avantages que lui assure, aux termes des conventions, l'exploitation des chemins de fer par des Compagnies privées ».

En Suisse, on sait par expérience ce que coûtent et ce que valent les rachats de Chemins de fer. Or, voici les réflexions qu'inspire au *Bulletin commercial suisse* — organe de la Chambre de Commerce de Genève — l'introduction dans les Bourses de Bâle, de Genève et de Zurich, sous les auspices de la Schweizerische Kreditanstalt, du Bankverein et de l'Union financière de Genève, d'actions de la *Baltimore and Ohio Railroad Co.*

« Nous n'entendons nullement nous prononcer sur la question de savoir si oui ou non les actions *B. et O. R. R. C.* constituent un placement avantageux pour l'épargne suisse, et nous ignorons si

l'on se propose d'introduire chez nous d'autres valeurs de Bourse américaines. C'est affaire de chacun d'examiner si telle valeur qui lui est proposée répond à ses intentions, et de choisir entre les fonds d'Etat ou autres placements réputés de toute solidité et les placements industriels, de chemins de fer, de mines ou de grandes fabriques qui peuvent lui être offerts. Il sait qu'en donnant la préférence à ces dernières catégories de placements, il est plus exposé, en thèse générale, aux conséquences de la spéculation.

« Mais une observation s'impose ici, qui ne sera pas imprévue pour ceux de nos lecteurs qui ont suivi les quelques articles que nous avons publiés à propos des récentes conversions des emprunts de nos chemins de fer suisses, et qui sont au courant des tendances de l'activité législative des Chambres fédérales.

« La « nationalisation » de nos chemins de fer a eu, entre autres, pour conséquence de chasser à l'étranger une partie importante de ces valeurs, autrefois considérées en Suisse comme constituant un placement de premier ordre. La politique financière de l'administration des chemins de fer fédéraux a obligé les porteurs suisses de ces valeurs à s'en défaire, pour placer leur argent à un taux plus rémunérateur. Où trouver ce placement avantageux ?

« Sans doute, il serait bien désirable que le capital suisse voulût bien s'intéresser d'une manière plus active aux entreprises industrielles de notre pays où abonde une force motrice qui nous donne une avance précieuse sur plusieurs de nos concurrents étrangers, nonobstant la nécessité dans laquelle nous nous trouvons de chercher au dehors la matière première de la plupart de nos industries. Mais peut-on vraiment s'étonner si l'épargne nationale préfère d'autres placements ?

« Une politique protectionniste est-elle bien faite pour provoquer la création d'entreprises industrielles nouvelles dans un petit pays de trois millions d'habitants ?

« L'intervention de l'Etat dans tous les domaines de l'activité industrielle et commerciale, les difficultés, les charges nouvelles qui en sont la conséquence directe sont-elles bien de nature à encourager les placements dans les valeurs industrielles ? Il n'est pas inutile de poser ces questions à un moment où les mêmes journaux qui toujours provoquent et encouragent quelque nouvelle intervention de l'Etat dans le domaine de l'activité privée, s'étonnent de voir les capitaux du pays prendre le chemin de l'étranger. Il en a toujours été ainsi lorsque, à une période de liberté, favorable à l'esprit d'entreprise, a succédé le marasme qu'engendre le socialisme d'Etat partout où ses apôtres ont triomphé. »

\*  
\* \*

Partout, on commence à se remettre de la panique causée sur les marchés par la brusque surprise de la guerre russo-japonaise. Les indications données de tous les côtés sont meilleures, relativement à l'alarme si chaude que l'on a éprouvée. En Allemagne, on s'habitue à la situation. Les affaires métallurgiques sont en pleine activité, dit-on, et le cours des actions est en bonne voie pour regagner le terrain perdu. L'argent est abondant. Le fameux projet des lois de Bourse a été déposé au Landtag prussien ; les modifications proposées sont insignifiantes. — En Angleterre, on s'occupe beaucoup du budget dont le déficit pour 1903-1904 est de £ 5.430.000, et de l'augmentation de la Dette publique qui serait de £ 1.900.000, et serait ainsi portée au total à £ 800.200.000. La main-d'œuvre asiatique au Transvaal est, après l'échec de la protestation de sir Campbell Bannerman, chose définitivement acquise. — En Belgique, on signale une reprise sur les actions de Charbonnages. — L'Espagne se débat toujours avec sa question du change. Un nouveau projet qui n'est guère qu'une reproduction du fameux syndicat des francs, qui eut le succès que l'on sait, a été substitué à celui de M. Villaverde. Autant de ministres, autant de projets, et le change est remonté à 39 0/0 et plus. — La Russie est naturellement toute à ses opérations militaires. — Aux Etats-Unis, les trusts semblent avoir perdu de leur prestige. Mais on ne croit pas qu'aucune mesure soit prise contre eux avant les élections présidentielles.

MAURICE ZABLET.

---

## REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTRANGER

---

**SOMMAIRE :** *Journal of the Royal Statistical Society* : « Le système métrique de poids et de mesures », par M. Alex. Siemens. = *The Economist* : « Histoire et revue commerciale de l'année 1903 ». = *The Economic Review* : « Le libre-échange est-il une blague ? », par M. R.-E. Macnaghten. — « La non-réussite des libre-échangistes à atteindre leur idéal », par M. W. Cunningham. = *The Independent Review* : « Le protectionnisme et le commerce de l'acier », par Hugh Bell. — « Préférence coloniale », par Edwin Cannan. = *Giornale degli Economisti* : « Polémique d'un protectionniste tranquille », par M. A. De Viti de Marco. — « Les aspects arbitraires de l'interpolation des séries statistiques », par M. R. Benini. — « L'émigration italienne en France et les périls qui la menacent » et l'opinion (?) de M. Yves Guyot (?), par M. Livio Marchetti. = *L'Economista* : « La crise de l'industrie du sucre », par M. A.-J. de Johannis. = *Rivista italiana di Sociologia* : « Civilisation, famille, moralité », par M. G. Marpillero. = *La Riforma Sociale* : « La coopération en Italie », par M. Antonio Graziadei. = *La Liberta Economica* : « La métaphysique et les miracles de la philosophie Darwo-Spencérienne », par M. Tullio Martello. — « La confusion des phénomènes politiques et économiques », par M. G. Novicow. = *La Rivista dei Comuni*. = *La Legislazione nuova*. = *L'Italia Moderna*. = *North American Review* : « Canada et Réciprocité », par M. John Charlton. = *Journal of Political Economy* : « L'Importance relative de notre commerce extérieur », par M. W. G. Langworthy Taylor. = *Political Science Quarterly* : « Monopoles et luttes de classes », par M. John Bates Clark. = *Annals of the American Academy of Political and Social Science* : « Les tarifs et le commerce d'exportation des Etats-Unis », par M. S.-N.-D. North. — « Protection, expansion et concurrence internationale », par M. W. Langworthy Taylor. = *Zeitschrift für Socialwissenschaft* : La diminution du taux de la natalité berlinoise. — « Les mariages stériles », par M. Friedrich Prinzing.

*Journal of the Royal Statistical Society* (31 décembre 1903). — Ce fascicule contient une intéressante étude de M. Alex. Siemens intitulée « The Metrical System of Weights and Measures »

(Le système métrique de poids et de mesures). M. Siemens n'est pas partisan du système *métrique*, ce qui ne l'empêche pas, du reste, de reconnaître toute la supériorité du système *décimal* sur le système en usage en Grande-Bretagne — le fameux système *duodécimal*, ainsi appelé sans doute parce qu'il n'est pas duodécimal du tout. Nous empruntons le tableau suivant à M. Alex. Siemens :

## MESURES BRITANNIQUES DE

LONGUEUR		SUPERFICIE	
Unités	Proportion	Unités	Proportion
Statute milc...	.....8	Acre ...	.....4
Furlong.....	.....40	Roods.....	.....40
Perch.....	.....2 3/4	Rods.....	.....30 1/4
Fathoms.....	.....2	Square Yards.....	.....9
Yards.....	.....3	— feet.....	....144
Feet.....	.....12	— inches.....	
Inches.....	..... 3		
Barleycorns.....			

  

VOLUME		POIDS	
Unités	Proportion	Unités	Proportion
Barrel.....	.....4	Ton.....	.....20
Firkins.....	.....2	Cwt.....	.....4
Pins....	.... 4 1/2	Quarters.....	.....2
Gallons.....	.....4	Stones... ..	.....14
Quarts.....	.....2	Lb. avoir du pois.	.....16
Pints.....	.....4	Ounce.....	.....16
Gills.....		Drachms.....	.....27 11/32
		Grains.....	

Mais M. Siemens ne se contente pas de rappeler que le sys



tème duodécimal britannique n'est pas duodécimal, il avance que notre système métrique n'est pas davantage métrique ; et, à l'appui de cette opinion, il cite les unités de poids et mesures suivantes actuellement en usage en France :

Le <i>carat</i>	=	0,259 grammes (pierres précieuses)	
La <i>corde</i>	=	4 mètres cubes (bois à brûler)	
La <i>toise</i>	=	4 mètres cubes (gravier)	
La <i>pinte</i>	=	2 litres (lait)	
La <i>barrique</i>	=	225 litres	} (vin)
La <i>feuille</i>	=	134 litres	
Le <i>demi-setier</i>	=	1/4 litre	
La <i>chopine</i>	=	1/2 litre	

Il ajoute, d'après M. Robert K. Gray, que « la bière se mesure en canettes de 1 litre, et en pots de 2 litres ; les grains, les pommes de terre, le charbon, en *boisseaux* de 13 litres » ; que le sucre, le thé, etc., se vendent à la *livre* d'un 1/2 kilo, ou même à la *demi-livre*, d'un 1/4 de kilo ; que « les valeurs, dans les transactions de bestiaux, s'inscrivent en *pistoles* de 10 francs et en *écus* de 3 francs », etc., etc. MM. Siemens et Gray auraient pu ajouter que certains de nos paysans comptent leurs propriétés par *verges* et par *arpents* ; que dans un certain monde, si l'on s'en rapporte au langage, l'unité monétaire est le *louis* ; dans un autre monde, la *thune* ; enfin, plus bas encore, le *rond*. Cela ne prouverait rien ; car MM. Siemens et Gray ont été victimes d'une illusion ; il n'est pas exact que les anciennes mesures françaises soient encore utilisées en France ; c'est leur nom, et leur nom seul, qui a été conservé, et ce nom, la plupart du temps, est même tombé dans ce langage spécial qui se nomme l'argot. L'ouvrier parisien dit : une *thune*, pour cinq francs, comme il dit : un *demi-setier* pour demander un verre de vin. C'est une simple façon de parler. Le *demi-setier* n'est pas plus une unité de mesure de vin que le *hock* n'est une unité de mesure de bière, — et la canette pas davantage en ce qui concerne celle-ci ; et la *chopine* pas davantage en ce qui concerne celui-là. Il n'en est pas de même, sans doute, en ce qui concerne le *carat* ; mais cela tient à des raisons spéciales que M. Siemens ne nous pardonnerait pas de lui rappeler :

Cela remis au point, nous ne faisons aucune difficulté pour reconnaître que le système métrique est loin d'être sans défauts. Mais nous croyons aussi que ces défauts sont plus apparents que réels. Le *gramme* est peut-être une unité de poids « ridicu-



*The Economist* (n° du 20 février 1904). — Comme tous les ans à pareille époque, *The Economist* publie une « Commercial History and Review » (Histoire et Revue Commerciales), de l'année qui vient de s'écouler. L'étude actuelle se rapporte donc à l'année 1903. Nous ne pouvons lui faire plus vif compliment qu'en constatant qu'elle est digne en tous points de celles qui l'ont précédée ; d'une extraordinaire richesse de documentation détaillée et rigoureuse, elle constitue une mine précieuse de renseignements précis auxquels on peut toujours se reporter en toute sécurité.

Lorsqu'on se rappelle les espoirs qu'avait fait naître la seconde moitié de l'année 1902, il n'est pas contestable qu'au point de vue commercial, l'année 1903 n'ait été pour la Grande-Bretagne une déception. Elle n'a pas tenu, il s'en faut, tout ce qu'on lui avait fait promettre ; il est vrai qu'on lui avait fait promettre tant ! Il n'en est pas moins certain qu'elle aurait probablement pu tenir beaucoup plus, n'avait été la crise cotonnière, et aussi et surtout, la période de trouble économique que M. Chamberlain a provoquée sciemment.

L'année commerciale 1903, n'est donc pas une bonne année. Mais ce n'est pas non plus une mauvaise année. Pas plus que les précédentes, elle n'a révélé cette décroissance continue du commerce extérieur britannique, dont l'imagination de M. Chamberlain a fait un épouvantail, en même temps qu'un tremplin, — mais n'a pas pu réussir à faire un « fait ». Au contraire, le « fait » inflige un démenti formel aux affirmations du député de Birmingham, ainsi que l'établissent les chiffres suivants :

#### I. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA GRANDE-BRETAGNE

	1903	1902	Différence	
	£	£	£	%
Importations .....	542.906.325	528.321.274	+ 14.515.051	+ 2.7
Exportations de produits nationaux y compris les bateaux neufs....	290.890.281	283.423.965	+ 7.466.315	+ 2.6
Réexportations de denrées étrangères et coloniales.....	69.557.035	65.814.813	+ 3.742.222	+ 5.7
Commerce total.....	903.363.641	877.630.052	+ 25.723.589	+ 2.9

Le tableau ci-dessous, qui concerne le « volume » du com-

merce extérieur de la Grande-Bretagne, est peut-être encore plus significatif :

## II. — DIFFÉRENCES POUR CENT SUR LES ANNÉES PRÉCÉDENTES

Années	Importations retenues pour la consommation intérieure	Exportation des produits nationaux	Importations et exportations
—	—	—	—
	0/0	0/0	0/0
1903.....	+ 1.94	+ 1.41	+ 1.74
1902.....	+ 2.60	+ 6.84	+ 4.22
1901.....	+ 2.45	+ 1.46	+ 2.06
1900.....	+ 1.34	— 3.75	— 0.62
1899.....	+ 0.72	+ 2.68	+ 1.43
1898.....	+ 4.59	— 0.14	+ 2.82
1897.....	+ 1.64	— 1.29	+ 0.51

Il est à remarquer, du reste, que les prix des marchandises ont atteint en 1903 un niveau plus élevé que celui de 1902 ; c'est ce qui motive la discordance partielle des deux tableaux que nous venons de reproduire. De 2.003 au 1<sup>er</sup> janvier 1903, les index-numbers de *The Economist*, qui représentent, on le sait, les prix combinés des 22 marchandises les plus usuelles, ont passé à 2.197 au 1<sup>er</sup> janvier 1904, ce qui représente une différence de 194 points en faveur de l'année 1903 par rapport à 1902. La comparaison des moyennes annuelles, et aussi le fait qu'il faut, dans la réalité, tenir compte de toutes les denrées qui ont été échangées, réduisent cette différence, ainsi qu'il ressort des chiffres ci-dessous, qui donnent l'augmentation ou la diminution moyenne pour cent sur les années précédentes, des prix des importations et des exportations britanniques.

## III

Années	Importations retenues pour la consommation intérieure	Exportation des produits nationaux	Importations et exportations
—	—	—	—
	0/0	0/0	0/0
1903.....	+ 0.37	+ 1.20	+ 0.69
1902.....	— 0.62	— 5.23	— 2.42
1901.....	— 3.69	— 5.14	— 4.25
1900.....	+ 8.20	+ 14.48	+ 10.55
1899.....	+ 1.78	+ 6.62	+ 3.56
1898.....	+ 0.24	— 0.26	— 0.07
1897.....	— 0.12	— 1.11	— 0.51

En raison de l'avance des prix, ses importations ont coûté en 1903, à la Grande-Bretagne, £ 1.777.000 de plus qu'elles ne lui auraient coûté, si elle avait pu continuer à se les procurer aux prix moyens de 1902.

Mais, d'autre part, et toujours grâce à l'avance des prix, la Grande-Bretagne a obtenu, en 1903, pour ses exportations, £ 3.459.000 de plus qu'elle n'en aurait obtenu en 1902.

---

*The Economic Review* (15 janvier 1904). — Deux articles sont à signaler dans ce fascicule ; l'un, de M. R. E. Macnaghten, est intitulé « Is Free-Trade a Fallacy ? » (Le libre-échange est-il une « blague ») ? l'autre, dû au Rév. W. Cunningham, porte comme titre cette affirmation : « The failure of Free-Traders to attain their idéal » (La non-réussite des libres-échangistes à atteindre leur idéal). Ils méritent tous deux d'être relevés.

M. R. E. Macnaghten commence par constater que « depuis plus de cinquante ans que l'Angleterre prêche l'évangile du libre-échange universel, elle n'a pas provoqué une seule conversion ». Le fait est exact. Mais M. R. E. Macnaghten ajoute : « Une de ces deux alternatives en découle nécessairement et logiquement : ou l'évangile du libre-échange est faux, ou la méthode suivant laquelle il fut prêché était erronée. » Il concède pourtant que « l'erreur peut se trouver chez ceux à qui il fut prêché ». M. R. E. Macnaghten n'est pas bon logicien, et l'échec de l'Angleterre se comprend parfaitement, sans qu'il soit besoin d'invoquer aucune erreur de chose ou de personne ; aucune de ses deux alternatives n'est nécessaire ou exclusivement logique. Il nous souvient d'un homme très érudit, mais qui ne possédait aucune notion de mécanique. Il fut impossible, en prenant cependant beaucoup de peine, de lui faire comprendre le phénomène si simple des pierres branlantes...

Il existe, de par le monde, une quantité de gens qui n'ont pas la moindre notion d'économie politique. Il est impossible, en prenant cependant beaucoup de peine, de leur faire comprendre les phénomènes si simples de l'échange et de la division du travail.

Nous ne disons pas cela pour M. R. E. Macnaghten. M. Macnaghten n'est pas un ignorant ; il se contente d'être un sophiste habile, très habile, — nous ne disons pas : à faire prendre, mais : à présenter des vessies pour des lanternes. Tout d'abord, M. Mac-

naghten n'est pas un ignorant ; il se contente d'être un sophiste à la façon de M. Chamberlain » ; il l'avoue ; mais c'est pour affirmer qu'il est dépositaire de la vraie doctrine ; et, pour le prouver, il torture ce malheureux Adam Smith, oubliant que « La Richesse des Nations », n'est pas un bloc intangible et que depuis les années ont marché... Et il faut voir M. Macnaghten reprocher à Cobden, Bright and Co « d'avoir dégradé l'évangile originel par leur enthousiasme aveugle et dévoyé » ! Car enfin, dit M. Macnaghten, le libre-échange ne peut pas être unilatéral...

Nous ne tenterons pas de démontrer à M. Macnaghten que, si l'Angleterre est aussi prospère, c'est précisément parce que son libre-échange resta unilatéral, c'est surtout aux protégés que la protection est nuisible. Si les autres nations avaient suivi l'exemple du Royaume-Uni, celui-ci ne posséderait pas sa formidable supériorité actuelle.

A première vue cela pourra paraître paradoxal. Il s'agit pourtant d'un phénomène encore plus simple que celui des pierres branlantes, et que Bastiat démontra, avec sa luminosité coutumière (*Sophismes Économiques*, T. I, « Réciprocité », p. 67), si clairement, si admirablement, qu'il n'est besoin de rien savoir, mais qu'il suffit de lire pour comprendre.

Il est vrai qu'encore faut-il vouloir lire...

—Abordons maintenant l'article de M. Cunningham. Il y déclare : « Je désire m'introduire moi-même comme un libre-échangiste convaincu. » Hélas, *tu quoque* ! Et nous demandons que, désormais, l'on inscrive dans les Dictionnaires :

« LIBRE-ECHANGISTE, *personne qui approuve, désapprouve, défend, combat, conteste, prône, renie, discute, tolère, accepte ou repousse la doctrine du libre-échange.* »

Au moins nous saurons à quoi nous en tenir, et les partisans du libre-échange, suivant la vieille formule, se choisiront un qualificatif qui prête un peu moins à confusion. Nous avons déjà :

SOCIALISTE : *personne qui s'occupe de la question sociale.*

ECONOMISTE : *personne qui s'occupe de questions économiques.*

SOCIOLOGUE : *personne qui s'occupe de la société.*

INDIVIDUALISTE : *personnage égoïste qui ne pense qu'à lui seul.*

D'autre part, il y a beau temps que nous traduisons le mot *vol* par le mot *protection*.

La nécessité d'un vocabulaire précis se fait vivement sentir. Il suffirait pour y pourvoir de rapides incursions dans un quelconque « jardin des racines grecques ». Quand la Science Économique aura-t-elle, elle aussi, son langage spécial !

Revenons-en à M. Cunningham. Il est, nous l'avons dit, « libre-échangiste convaincu ». *Mais* « il lui semble très probable qu'une taxe de 5 sh. sur le blé n'aurait qu'un effet superficiel et passager sur le prix du pain » ; *mais* il croit que la hausse des prix qui en résulterait serait un stimulant pour la culture du blé ». Il est « libre-échangiste convaincu », *mais* il estime que « peu importe le bas prix du blé, si le cultivateur, ne gagnant pas d'argent, n'a pas le moyen d'acheter du pain ». Il est « libre-échangiste convaincu », *mais* « il craint pour les approvisionnements britanniques en denrées alimentaires et matières premières ». Il est « libre-échangiste convaincu », *mais* il ne croit pas qu'« un principe économique abstrait... soit vrai quelles que soient les conditions politiques ». Il est « libre-échangiste convaincu », *mais* il admet parfaitement l'établissement de droits de douane, pourvu qu'on les qualifie de « tarifs de représailles. »

Nous concluons en parodiant l'*Aiglon* :

M. le Rév. W. Cunningham n'est pas un « libre-échangiste convaincu ».

M. le Rév. W. Cunningham est « *libre-échangiste convaincu, mais* ».

---

— *The Independent Review* (Fasc. I, octobre 1903).—Deux articles sont également à signaler dans les premiers numéros de ce nouveau confrère, auquel nous souhaitons la bienvenue ; l'un, de M. Hugh Bell, est intitulé « Protection and the Steel Trade » ; l'autre, de M. Edwin Cannan, est intitulé « Colonial Preference ». Ils ont donc été écrits, en somme, sur le même sujet que les deux articles examinés plus haut : sur la fameuse question de la « réforme fiscale », soulevée par M. Chamberlain. Mais ils ont été composés dans un esprit tout différent. Voici qui permettra d'en juger.

M. Hugh Bell termine ainsi son article :

« Celui-là n'est pas né qui verra l'industrie métallurgique anglaise renversée de sa superbe position, pourvu seulement que

nous réussissions à la mettre à l'abri des faux amis qui offrent de la protéger. »

Et voici quelle est la conclusion de l'étude de M. Cannan :

« Si nous conservons notre liberté d'acheter et de vendre où nous le voulons, sans avoir à payer une amende pour nos préférences, il n'y a pas à craindre de voir des affaires mal rémunérées prendre la place d'affaires bien rémunératrices. »

---

*Giornale degli Economisti*. — Nous ne ferons que signaler, avec le regret de ne pouvoir nous étendre davantage, dans le *Giornale degli Economisti* de novembre 1903, l'article de M. A. De Viti De Marco, intitulé « Polemica d'un Protezionista tranquillo ». M. A. De Viti De Marco, n'y développe pas d'arguments nouveaux, sans doute ; mais c'est d'une façon vraiment magistrale qu'il présente dans cet article des arguments connus, et auxquels il sait faire rendre toute leur valeur. Cet article, pétillant d'esprit, a des phrases d'une finesse qui rappelle Bastiat ; il déborde d'une ironie qui n'est pas amère, mais souriante. C'est une des plus jolies pages de polémique économique que nous connaissions.

— Dans le fascicule de janvier de la même revue, M. R. Benini publie un savant travail sur « Les Aspects arbitraires de l'interpolation des séries statistiques ».

— Toujours dans le *Giornale degli Economisti*, mais dans le fascicule de février, cette fois, nous signalons un travail de M. Livio Marchetti sur « L'Emigration italienne en France et les nouveaux périls qui la menacent ». Ce travail contient quelques citations originales, entre autres celle-ci :

« Yves Guyot, en avril 1902, décrivait dans la *Petite République* la façon suivant laquelle se manifeste le phénomène de la concurrence, et donnait raison à ses concitoyens : « La situation créée à la classe ouvrière française dans beaucoup de départements par l'arrivée d'un élément étranger des plus misérables, habitué à toutes les privations, est douloureuse. Ces travailleurs étrangers arrivent dans certaines régions à des époques déterminées, par grandes bandes, pour se faire employer. Ce sont souvent des célibataires ; en tout cas, ils ont presque toujours laissé leur famille au pays natal ; ils vivent chichement dans des demeures sordides, dont le travailleur local ne voudrait jamais se



contenter. La conséquence en est la réduction de la main-d'œuvre, l'avilissement du salaire. »

— Cette citation de M. Yves Guyot, extraite de la *Petite République*, ne sera pas sans étonner nos lecteurs. Mais nous croyons que le plus étonné, ce sera M. Yves Guyot lui-même.

En tout cas, ce qu'il y a là surtout d'étonnant, c'est qu'on puisse lire des choses aussi énormes dans le *Giornale degli Economisti*. Présenter l'auteur de la *Tyrannie Socialiste*, de la *Comédie Socialiste*, de l'*Economie de l'Effort* et de la *Science Economique*, comme un socialiste-collaborateur à la *Petite République*, de M. Gérault-Richard, ex-directeur du *Chambard*, c'est un lapsus de taille ! Et le pis, c'est qu'il en implique d'autres...

---

*L'Economista*. — « La Crise de l'Industrie du Sucre » a fourni la matière d'une controverse, qui a paru dans les fascicules 1551, et 1552 et 1553 de l'*Economista*, entre M. A. J. De Johannis, Directeur de la Revue, et notre ami Edoardo Giretti. Nous regrettons de devoir constater que M. A. J. De Johannis, libre-échangiste convaincu, en matière théorique, se montre, dans la pratique, singulièrement accommodant à l'égard de ce régime de spoliation légale qui s'appelle le protectionnisme. Sans doute, il est, en théorie, pour le libre-échange absolu, en lequel il veut voir, pour un avenir lointain, la colonne de lumière historique... Mais, dans la pratique, M. De Johannis, qui croit à la vanité d'un effort vers la liberté, se contente de chercher les moyens empiriques « de souffrir le moins possible des maux du protectionnisme ». M. De Johannis fait, en un mot, « la médication du symptôme ». C'est souvent, hélas, en matière pathologique, la seule ressource du thérapeute désarmé. Il est sage de reconnaître son impuissance. Il n'y a que l'ignorance qui comporte toujours l'absolue certitude. Il est exact que très souvent, trop souvent, l'on sait d'autant moins que l'on sait davantage. Mais est-il permis de formuler cet aveu d'impuissance avant d'avoir tout tenté ? Est-il permis de s'en tenir à la « médication du symptôme », alors que l'on connaît la cause du mal et le moyen d'y remédier ? — M. De Johannis, comme tant d'autres personnalités éminentes, ne veut pas voir la question sous son aspect d'ensemble. Sans méconnaître la grandeur du but à atteindre, il s'apitoie avec exagération sur les obstacles de la route,

qu'il faudrait briser. Son amour de la vérité n'est pas équilibré par une haine au moins égale de l'erreur, — la « haine créatrice », de M. Jean Jaurès. Quand M. De Johannis pense à l'intérêt général du consommateur italien, il est libre-échangiste, c'est entendu. Mais il n'ose plus se prononcer, il refuse même d'agir sur les droits protecteurs, quand il pense à la crise qui résulterait, pour l'agriculture, de leur disparition. — Pauvre agriculture ! Que de mal on lui fait sous prétexte de tendresse ! Pauvres agriculteurs... Grâce à la protection, ils entrent pour les deux-tiers dans le total de l'émigration permanente des Italiens adultes. — Après tout, sont-ils à plaindre ? « Tu l'as voulu, Georges Dandin. »

Certes, M. De Johannis est dans le vrai lorsqu'il dit que l'abolition du régime des sucres, en particulier, et du régime protectionniste, en général, provoquerait une crise, — une crise très douloureuse. Mais il est également douloureux d'amputer quelqu'un d'un membre ; il le faut cependant, si ce membre est atteint de gangrène. — Le régime protectionniste est-il assimilable à une gangrène ? Toute la question est là. M. De Johannis, qui ne conteste pas que le protectionnisme soit un mal, semble être d'avis que, quand on le peut, mieux vaut vivre avec son mal que de n'avoir plus de mal... et d'être mort. Sans doute ; mais cela n'est juste que « quand on le peut ». Le peut-on ? Les avis sont partagés. Nous sommes de ceux qui prônent les moyens radicaux, car nous croyons que, crise pour crise, la crise est fatale, et sera d'autant plus violente et désastreuse qu'elle sera plus tardive. Car nous croyons avec Bastiat, que toute opération quelconque, effectuée sous la protection de Droits de Douane, comporte toujours, en définitive, pour le peuple « protégé », une perte double du bénéfice que les Droits semblent lui avoir permis de réaliser. Car nous croyons avec Herbert Spencer que « nourrir les incapables aux dépens des capables, c'est une grande cruauté ; c'est une réserve de misères amassée à dessein pour les générations futures ». Et non seulement nous voyons dans le protectionnisme l'instrument par excellence d'appauvrissement universel ; mais nous voyons en lui le ferment qui prépare la « révolution sociale » annoncée par les prophètes socialistes.

---

*Rivista italiana di Sociologia* (Fasc. IV). — Ce fascicule con-

tient une intéressante étude de M. G. Marpillero, intitulée « Civilisation, Famille, Moralité ».

*La Riforma Sociale* (15 février 1904). — M. Antonio Graziadei publie dans ce numéro, un important travail sur « La Coopération en Italie », d'après les résultats de l'enquête entreprise par la *Lega Nazionale delle Cooperative Italiane* en 1902. La Ligue reçut 2.199 réponses au questionnaire qu'elle avait envoyé aux Coopératives ; et c'est sur ces 2.199 réponses qu'est basé le travail de M. Antonio Graziadei ; M. Graziadei fait, du reste, remarquer que ce chiffre est de beaucoup trop faible ; en y comprenant les Caisses rurales et les Banques populaires, il ne faudrait pas estimer à moins de 4.300 le nombre des Sociétés Coopératives existant en Italie.

Ces Coopératives sont très inégalement réparties sur le territoire du royaume italien. Il en existe 408 en Lombardie, et seulement 8 dans la Basilicate ; l'Emilie possède une coopérative par 7.160 habitants ; ce taux tombe à 66.316, en ce qui concerne la Sardaigne. Sur 14 Piémontais, on compte un coopérateur ; au contraire, la Ligurie n'en possède un que par 42 habitants.

Voici maintenant la répartition de ces coopératives d'après les réponses parvenues à la Ligue, avant le 31 décembre 1902 :

I. — Coopératives de consommation.....	861
II. — Coopératives sociales et distilleries.....	14
III. — Laiteries coopératives.....	89
IV. — Fours et boulangeries coopératifs.....	25
V. — Coopératives de production et travail agricole.....	29
VI. — Coopératives de production industrielle.....	153
VII. — Coopératives de travail et services publics.....	454
VIII. — Coopératives pour habitations économiques.....	48
IX. — Banques coopératives et Caisses rurales.....	350
X. — Coopératives d'Assurance.....	25
XI. — Consortiums et Syndicats agricoles coopératifs.....	138
XII. — Coopératives scolaires.....	13

D'autre part, le tableau suivant donne une idée de leur importance et de leur activité.

Catégories de Sociétés	Nombre de sociétaires	Patrimoine social	Importance annuelle des affaires
I.....	181.594	11.298.570,15	58.930.570,02
II.....	2.958	162.486,58	1.470.448,64
III.....	4.941	1.738.352,26	3.395.915,03
IV.....	4.974	441.030,78	2.035.352,24
V.....	4.665	447.462,31	593.710,73
VI.....	56.671	3.487.738,01	10.756.118,55
VII.....	9.298	3.089.062,27	8.640.840,66
VIII.....	11.264	11.605.980,05	2.640.280,44
IX.....	132.736	17.834.336,21	443.472.179,72
X.....	129.705	22.625.637,69	18.332.849,29
XI.....	26.642	1.373.358,01	16.196.788,37
XII.....	2.002	17.032,50	85.806,69
<b>Total.....</b>	<b>567.450</b>	<b>74.121.046,82</b>	<b>566.555.860,38</b>

Les renseignements fournis par M. Antonio Graziadei s'arrêtent là. Et nous le regrettons profondément. Son article s'arrête précisément au point où la question traitée prenait de l'intérêt, ou tout au moins pouvait en prendre. L'ouvrier italien retire-t-il quelque bénéfice de son affiliation à des Sociétés de Coopération ? La situation matérielle en est-elle avantagée, d'une façon si peu appréciable que ce soit ? Ou bien la coopération a-t-elle pratiquement abouti, en Italie comme ailleurs, à ce qu'en matière de théâtre on appellerait un « four noir » ?

Cette dernière éventualité nous paraît la plus probable ; espérons qu'une étude ultérieure de M. Graziadei nous fixera bientôt sur ce point important.

---

— Avant de quitter les revues italiennes, souhaitons la bienvenue à quatre nouveaux confrères, *La Rivista dei Comuni*, *La Legislazione nuova*, *L'Italia Moderna*, dont le directeur est M. Antonio Monzilli, et enfin *La Libertà Economica*, qui compte parmi ses rédacteurs notre excellent ami Edoardo Giretti, G. Novicow, Tullio Martello, Alberto Giovannini, etc., et dont les premiers numéros font bien augurer de l'avenir. Le fascicule du 9 février 1904, contient entre autres un article de M. T. Martello sur « La métaphysique et les miracles de la philosophie Darwo-Spencérienne », qui est un petit chef-d'œuvre d'humour et d'ironie. Cependant, tout l'esprit et toute l'érudition de M. Tullio Martello ne parviennent pas à suppléer à l'insuffisance de ses con-

naissances biologiques ; le savant professeur n'aurait certainement pas écrit son article, s'il avait connu les belles expériences de M. Le Dantec, et les travaux de M. Albert Gaudry. Au surplus, la doctrine de l'évolution et le déterminisme biologique ne heurtent en rien les principes de la science économique. Ils en confirment, au contraire, avec la plus grande rigueur, la justesse et la vérité.

— Nous signalerons encore, dans la *Liberta Economica* (n° du 25 janvier), un remarquable article de M. G. Novicow, intitulé « La confusion des phénomènes politiques et économiques ». Cette confusion, M. Novicow reproche aux protectionnistes de la commettre à tout instant, notamment lorsqu'ils disent : « Il ne faut pas donner notre argent à l'étranger ; il faut que notre pays se suffise à lui-même ; il faut protéger le travail national. »

M. Novicow remarque :

« Le gouvernement italien ne se préoccupe en aucune façon, à l'heure présente, de protéger le travail des Toscans contre la concurrence des Ombriens, ni le travail des Lombards contre la concurrence des Piémontais. Ainsi, personne, en Italie, ne s'inquiète de savoir comment se solde la balance commerciale entre la Vénétie et l'Emilie... La balance du commerce entre l'Emilie et la Vénétie se règle comme elle peut, et, certes, on trouverait ridicule de prendre des mesures pour que les exportations de Bologne à Venise surpassent les importations de Venise à Bologne. »

Pourquoi donc ce qui est considéré comme avantageux entre hommes d'une même nation, peut-il être considéré comme désavantageux entre hommes de pays différents. — Qu'est-ce donc qu'un étranger ?

« Ce n'est pas un homme d'une autre race, puisque, dans les Etats-Unis, les nègres sont considérés, politiquement parlant, comme les compatriotes des blancs. Ce n'est pas l'homme d'une autre langue, puisqu'en Hongrie, les Magyars sont considérés comme compatriotes des Slaves. Ce n'est pas l'homme d'une autre religion, puisqu'en Russie, les musulmans sujets du Tsar sont considérés comme les compatriotes des chrétiens. » Et après cette série d'éliminations, M. Novicow arrive à conclure : « Un étranger, c'est simplement un homme qui appartient à un autre Etat. » — Qu'est-ce donc qu'un Etat ?

« Un Etat est un groupement d'individus qui ont renoncé à résoudre leurs différends par les armes et qui ont décidé de s'accorder suivant la raison, c'est-à-dire selon la sentence d'hommes

désignés pour cela : les juges. Plus brièvement, un Etat est un ensemble d'individus qui ont renoncé entre eux à des rapports anarchiques, et leur ont substitué des rapports juridiques. » Or, remarque M. Novicow, si nous pénétrons cette idée des rapports juridiques, nous voyons qu'elle se réduit à la question de sécurité. Au xiv<sup>e</sup> siècle, Pise et Florence formaient deux Etats séparés, dont chacun constituait une menace pour l'autre. Désormais fondues dans l'Etat italien, elles jouissent chacune en ce qui regarde l'autre, d'une sécurité complète. Personne ne contestera qu'elles n'y trouvent avantage. Il serait également avantageux pour l'Italie, dans son ensemble, de savoir qu'elle ne sera pas attaquée par la France ; il serait avantageux pour l'Europe de se savoir à l'abri de toute attaque de l'Amérique. La sécurité est une bonne chose, même dans les limites les plus vastes que l'on puisse concevoir. Cet élargissement de la sécurité, nous l'avons vu s'effectuer lorsque les sept Etats qui existaient en Italie avant 1859 se fondirent en un seul. Des hommes qui étaient « étrangers » la veille, devinrent « compatriotes » le lendemain. Or, dit M. Novicow : « Les Lombards, les Piémontais, les Toscans, les Napolitains sont exactement aujourd'hui ce qu'ils étaient en 1858 ; ni la race, ni la langue, ni les coutumes n'ont changé. Si donc il est actuellement avantageux pour les Lombards, les Piémontais, les Toscans et les Napolitains, d'échanger leurs marchandises sans obstacles, pourquoi cela leur aurait-il été désavantageux en 1858 ? »

Nous ne voyons, en effet, pas pourquoi. Mais, il faut croire que les protectionnistes le voient, eux qui font de la « pratique » sans théories et sans principes, — et sans scrupules, par dessus le marché.

---

*North American Review* (Fascicule de février 1904). — Ce fascicule contient un important article de M. John Charlton, M. P., intitulé « Canada et Réciprocité ». Il s'agit, bien entendu, de la « réciprocité » avec les Etats-Unis, et M. John Charlton n'a pas de peine à démontrer qu'une politique économique plus libérale serait avantageuse aux deux pays.

L'auteur fait malheureusement intervenir, dans son exposé, des considérations enfantines sur la « balance du commerce », ce « *pons asinorum* des Economistes ». — Le mot n'est pas de nous ; il est de M. Bastable...

*The Journal of Political Economy* (décembre 1903). — On sait avec quel orgueil les citoyens des Etats-Unis d'Amérique considèrent l'essor considérable pris par le commerce extérieur de leur pays, — par les exportations, — depuis quelques années. Nous avons eu l'occasion d'en commenter ici même quelques manifestations. Mais voici un autre son de cloche. Dans le *Journal of Political Economy* de décembre dernier, M. W. G. Langworthy Taylor publie une étude intitulée « L'Importance relative de notre commerce extérieur », propre à rafraîchir singulièrement l'enthousiasme exagéré de la plupart de ses compatriotes. En voici quelques passages :

« Si nous considérons la période 1800-1889, nous trouvons que, tandis que le commerce de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, augmente, nombre rond, de 1.200 pour cent, celui des Etats-Unis n'est devenu que 7 fois plus important, soit un accroissement plus faible d'environ moitié... Si nous considérons le siècle entier 1801-1901, et comparons le commerce extérieur des Etats-Unis avec celui de la Grande-Bretagne, nous trouvons que, tandis qu'il y a un siècle, le commerce extérieur des Etats-Unis était de 62 pour cent de celui du Royaume-Uni, en 1901, il n'en représente plus que 54 pour cent. »

Le fameux « essor formidable » se réduirait donc, en fin de compte, à un « déclin relatif ».

Et M. W. G. Langworthy Taylor ajoute :

« La petite Hollande dont la superficie ne représente qu'un deux cent trente-quatrième de celle des Etats-Unis, a un commerce extérieur qui atteint 67 pour cent de celui des Etats-Unis. »

En réalité, le grand mouvement d'expansion commerciale des Etats-Unis est tout récent. Il remonte à 1885. « Au cours des huit années, depuis 1885, l'augmentation des exportations des manufactures a été près du triple de ce qu'il était pendant les quinze années immédiatement antérieures à 1885. » De 1885 à 1901, le commerce extérieur total des Etats-Unis a passé de 1.6 à 2.2 milliards de dollars, soit un accroissement de 33 1/3 pour cent. Mais il ne faut pas oublier qu'au cours de la même période, les exportations ont passé de 883 millions à 1.4 milliard, ce qui représente un accroissement de 60 pour cent. Leur excédent sur les importations, qui avait atteint 634 millions de dollars en 1901, n'était plus que de 284 millions au 1<sup>er</sup> juillet 1903 ; il semble probable qu'il se réduise encore.

Comme le dit fort bien M. W. G. Langworthy Taylor, « l'idée



que nous pouvons vendre continuellement, sans acheter, n'est pas une idée saine à répandre ».

---

*Political Science Quarterly* (décembre 1903). — M. John Bates Clark publie dans ce fascicule une étude intéressante intitulée « Monopole et Luites de Classes ». — Des monopoles ? Mais on en voit partout : « Les Trusts cherchent à créer des monopoles de produits, et les trade-unions essaient d'établir des monopoles de travail. » M. John Bates Clark trouve ces faits profondément regrettables : « Ce principe du monopole est mauvais » ; il constate que « dans le monde commercial il devient toujours de plus en plus dominant » ; il ajoute : « Le multi-millionnaire qui contrôle un Trust est la contrepartie moderne du grand baron de l'époque féodale » ; et il trouve que « cela est intolérable ». Il observe avec finesse : « Cette semblante disparition de la concurrence fait admettre de tous côtés que, lorsqu'elle durait, elle était un élément de bien ; quand les ennemis du présent ordre de choses remarquent la fin de la concurrence, en réalité, ils lui paient un tribut posthume. » Il n'en est pas moins vrai que « l'attitude des classes les unes envers les autres a été transformée par l'avènement des grands monopoles. Le Socialisme y a gagné des partisans pour les points modérés de son programme..... L'armée socialiste s'est ainsi beaucoup accrue ; mais, elle est par cela même devenue moins dangereuse qu'elle n'aurait pu l'être ; car elle rassemble dans ses rangs des éléments qui les disloqueront, si elle tend à accomplir des choses plus périlleuses ».

Après d'intéressantes considérations sur les *trade-unions* et les causes de leur succès actuel, M. John Bates Clark observe : « La trade-union, peut sembler amicale à l'égard du socialisme, mais, en principe, elle lui est opposée... Si les trade-unions réussissent complètement dans leur politique actuelle, elles ne pourront jamais oser l'abandonner pour un socialisme complet. Un gouvernement peut toujours payer des salaires élevés à un petit nombre de groupements, puisqu'il peut extraire quelque chose des poches de beaucoup d'hommes pour le mettre dans les poches de quelques-uns ; mais il ne peut, par ce procédé, emplir les poches de tout le monde. » Qu'on nationalise certaines industries ; il est certain que, parmi les revendications de la masse figurera le nivellement des salaires ; et alors, dit M. John Bates



Clark, « la question à laquelle un membre de trade-union devra répondre sera celle-ci : Voulez-vous partager vos profits avec la masse des gens plus besogneux ? Voulez-vous faire cause commune avec les travailleurs à bon marché que l'émigration nous a donnés en abondance ? » Et M. Clark remarque : « Il faudrait être doué d'un altruisme héroïque pour répondre : oui. »

Il conclut :

« Le fait, en ce qui concerne la puissante tendance vers le socialisme, est que trois classes différentes sont poussées vers lui. Il y a les socialistes proprement dits, ceux qui n'hésitent pas devant l'abolition de tout capital privé. Il y a les ouvriers organisés, qui sont rapprochés du parti le plus radical par leurs sympathies, mais qui en sont éloignés par leurs intérêts. Il y a les détenteurs honnêtes de capitaux, qui estiment que les monopoles doivent être contrôlés, et pensent que leur nationalisation est le seul moyen d'y parvenir. Les deux dernières classes se sépareront de la première lorsque le rêve de la communauté des biens semblera devoir devenir une réalité. En fait, les trois classes suivent trois routes différentes qui se croisent en un même point. Chacune d'elles désire la propriété publique de quelques monopoles, mais, une fois cela fait, elles reprendront leurs chemins différents. Leur union donne au socialisme une force temporaire », et l'agitation actuelle n'aura « aucun effet radical ».

---

*The Annals of the American Academy of Political and Social Science* (Fasc. de janvier 1904). — Ce fascicule est entièrement consacré à la « question des tarifs », qui y est traitée, à divers points de vue, par MM. S. N. D. North ; Carl C. Plehn ; W. G. Langworthy Taylor ; Jacob Elon Conner ; John Ball Osborne ; Solomon Huebner, et Thomas W. Mitchell. On comprendra que nous ne puissions parler ici de tous ces articles, en les envisageant chacun en particulier. Nous nous bornerons aux plus saillants.

Dans son article, intitulé « Les tarifs et le commerce d'exportation des Etats-Unis », M. S. N. D. North débute par cette déclaration de principes — que dis-je ! — par cette déclaration d'absence de principes : « J'écarterai toute discussion de théorie, et éviterai toutes conclusions doctrinaires. » Et de fait, il est malaisé d'induire de son article quelles peuvent être ses opinions. Il montre pourtant, dans une phrase, le bout de l'oreille ; c'est



tection, Expansion et Concurrence Internationale », est une élégante revue historique aboutissant aux conclusions suivantes :

« Nous ne pouvons pas assigner positivement aux tarifs un accroissement de richesses ou des avantages permanents de commerce. Avec des droits très élevés, les Etats-Unis ont fait des progrès énormes ; la Russie en a fait de considérables ; la France de très modérés. Au contraire, avec des droits modérés, l'Allemagne, en beaucoup de points, surpasse les Etats-Unis, et l'Angleterre, sans tarifs, a fait bien mieux que la France... En ce qui concerne le progrès économique, on ne peut, en envisageant de longues périodes, faire aucune distinction large entre les périodes de libre-échange et les périodes de protection. Le progrès est partout uniforme. Faut-il en conclure que la politique douanière n'est que *brutum fulmen* ? En aucune façon. Nous ne pouvons savoir ce qu'il serait advenu sans la protection... »

Et M. W. G. Langworthy Taylor de faire cette remarque :

« Les effets différents des droits, sur différents pays, au même moment, tendent à faire admettre qu'il s'agit là d'un phénomène subjectif. »

Suit cette définition des droits de douane :

« Les tarifs sont une partie de l'attitude générale d'esprit de la classe productive. » Et nous versons dans la haute sociologie : « En certaines périodes, l'industrie nationale a besoin de ségrégation, d'intégration, etc., etc. »

Peut-être... Mais nous le répéterons à chaque occasion : *Tout droit protecteur aboutit, toutes les fois qu'il joue, à un profit contre deux pertes*. Le résultat de tout droit de douane, c'est de vous faire perdre deux chaque fois qu'il vous fait gagner un. Nous défions quiconque de prouver le contraire. — On ne prouve pas le contraire de ce qu'a démontré Bastiat.

On nous dira que c'est « par le raisonnement » que Bastiat l'a démontré. Sans doute. Mais c'est aussi par le raisonnement que Mendeleeff découvrit et décrivit à l'avance, avec sa densité, la formule de ses oxydes, leur volatilité, etc., le gallium, dont Lecoq de Boisbaudran ne fit qu'ultérieurement la découverte matérielle ; c'est par le raisonnement que Le Verrier découvrit Neptune « au bout de sa plume », un mois avant que l'astronome berlinois, Galle, pût l'apercevoir au bout de son télescope.

Toute discussion sur le protectionnisme, dans laquelle on ne tient pas compte de l'axiome (nous disons axiome et non pas aphorisme) de Bastiat, est presque fatalement condamnée à être oiseuse.

Nous serions heureux de voir M. W. G. Langworthy Taylor reprendre l'examen de la question, — mais non plus d'une manière superficielle et en commençant, cette fois, par le commencement.

*Zeitschrift für Socialwissenschaft* (Fasc. 12). — Tandis que nos démographes officiels se lamentent au sujet de la « dépopulation » de la France et de l'effondrement de notre taux de natalité, et qu'ils rêvent de mesures de coercition effroyables, dans l'intention de nous forcer à procréer plus d'enfants, le taux de la natalité allemande, — de cette natalité allemande qu'ils nous citent comme exemple ! — décroît avec bien plus de rapidité que le taux de la natalité française.

Nous empruntons au *Zeitschrift für Socialwissenschaft*, le tableau suivant des naissances légitimes à Berlin, par 1.000 femmes mariées :

1853.....	219,8
1854.....	222,1
1855.....	211,9
1856.....	213,0
1857.....	224,7

Et par contre :

1898.....	132,4
1899.....	128,5
1900.....	127,0
1901.....	125,0
1902.....	119,8

Renvoyé à M. Piot.

— Dans les fascicules 1 et 2 de la même revue, M. Friedrich Prinzing étudie la question des « Mariages Stériles », — qu'il distingue avec raison des « mariages sans enfants ». Mais cette distinction ne peut, naturellement, étant donné les documents à la portée des démographes, être que très arbitraire. Ainsi, dans les Statistiques officielles, si l'on ne compte plus comme « mariages stériles », les unions sans enfants vivant, on y comprend toujours celles où des enfants furent cependant conçus, mais ne vinrent pas à terme. Or, scientifiquement parlant, un ménage stérile est celui, non seulement qui n'aboutit à aucune conception, mais

même où toute conception est impossible. M. Prinzing a recueilli à ce sujet des faits cliniques intéressants, mais, on le conçoit, trop peu nombreux pour qu'il soit permis d'en rien référer.

En pratique, un mariage pourrait être compté comme stérile lorsque la femme a franchi l'époque de la ménopause. M. Prinzing admet que, lorsqu'après cinq ans, un mariage n'a pas donné d'enfants, il est très probable qu'il restera stérile. Le fait est, sans aucun doute, probable. Mais peut-on bâtir quelque chose de sérieux sur une pareille probabilité ? Très prudemment, M. Friedrich Prinzing se refuse à formuler aucune conclusion catégorique. Il dit : « L'opinion que les mariages stériles deviennent plus fréquents... n'est pas absolument infondée. » C'est, en effet, la seule chose que l'état actuel de la science permette d'affirmer. Nous pensons que l'avenir permettra d'aller plus loin, — beaucoup plus loin, et que des statistiques complètes démontreraient, avec toute la rigueur désirable, cette tendance vers une plus grande stérilité à laquelle, pour notre part, nous croyons, — pour des raisons multiples que nous n'avons pas, pour le moment, à exposer ici.

EMILE MACQUART.

---

**ERRATA.** — On m'a fait dire dans une dernière « Revue » (*Journal des Economistes* du 15 janvier 1904, page 63) : « L'introduction mathématique n'est que l'affirmation d'une propriété de l'esprit lui-même. » — J'avais écrit : *l'induction*.

Page 71, on m'a fait dire : « Tandis que, d'une part, le taux de la natalité baisse, le taux de la mortalité augmente. » — J'avais écrit : *morti-natalité*.

---

## LES VALEURS MORALES

### DANS LA VIE DE L'OUVRIER

---

Depuis les mémorables rapports de Larochefoucauld-Liancourt à l'Assemblée nationale de 1789, qui ont été le point de départ de tant de réformes et d'améliorations dans les services d'utilité populaire, la France a été dotée d'un admirable outillage d'institutions d'assistance, d'éducation primaire et professionnelle et d'économie sociale. La plupart de ces œuvres doivent leur ingénieuse idée première à des Français ; plusieurs, conçues en France, ont été mises en œuvre pratique à l'étranger, d'où elles nous sont revenues sous une livrée étrangère ; mais toutes ont pris en France un caractère cordial qui en rehausse la valeur morale et même la valeur économique. Ainsi, la France n'est pas seulement appréciée par les étrangers comme un foyer de gens d'esprit, mais aussi comme un foyer de gens de cœur.

Je me rappelle qu'en 1880, assistant à Milan à un Congrès international de bienfaisance et de prévoyance, j'entendis avec grand intérêt un rapport statistique lu par l'éminent statisticien M. Bodio, sur l'accroissement par centaines de millions de lire des dons et legs faits depuis un demi-siècle en Italie aux « *opere pie* », aux œuvres d'assistance : Ce rapport fut fort applaudi. Un autre membre du Congrès, un Français, demanda la parole pour ajouter quelques mots à ce tableau statistique, vraiment éloquent par les seules données chiffrées. Très initié depuis de longues années à la pratique des œuvres populaires à l'étranger comme dans son pays, il fit observer que les progrès de l'action bienfaisante des classes riches ou simplement aisées, seraient encore plus saisissants, si l'on pouvait mettre en valeurs chiffrées l'action des amis du pauvre et de l'ouvrier qui paient de leur personne en visitant, en conseillant les humbles de leur voisinage, en excitant les courages à supporter les















public de plusieurs conseillers généraux; et sur la proposition du Conseil général de Saône-et-Loire, le système fut mis en œuvre dans ce département; il s'est pratiqué avec assez de succès pour que l'assistance publique et plusieurs membres du Conseil municipal de Paris s'en soient préoccupés; on en a commencé l'application, pour le plus grand bien de la vie de famille, de la bonne vie morale.

Nous avons constaté que la crise des Caisses d'épargne, qui a duré dix-huit mois et a causé un excédent de retraits de 377 millions de francs, s'était calmée dans les premiers jours de l'année 1904. Malheureusement, depuis les quatre dernières décades, elle semble reparaître; et cette rechute est attribuée par un grand nombre d'admirateurs des Caisses d'épargne au bruit répandu en France parmi le peuple des déposants qu'on allait mettre la main sur les fonds de dotation des Caisses d'épargne pour faire de la philanthropie avec l'argent des ouvriers. On sait combien est sensible l'esprit du peuple, en matière de Caisses d'épargne, institution populaire dont la confiance est la base, — comme on l'a vu lors des crises de 1837, 1883, 1893, où il a suffi, pour jeter le trouble parmi les déposants de toutes les régions de la France, d'un mauvais jeu de mots, perfidement répandu, ou d'un détournement dans une Caisse d'épargne d'une ville de troisième rang, ou de la proposition au Sénat ou à la Chambre d'amendements destinés à faire employer les fonds des dépôts ou des dotations dans des placements aventureux. Ce retour de crise serait d'autant plus dangereux aujourd'hui que la rechute affecterait la confiance à peine ranimée après la longue crise de 1902-3. La question vient d'être traitée au Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne et l'on peut penser que les hommes sages, dévoués au culte des institutions de prévoyance populaires, parviendront à faire respecter les Caisses d'épargne, suivant les principes professés et pratiqués depuis près d'un siècle par tous les hommes d'Etat d'Angleterre, qui ont fait de la sûreté absolue la base des Caisses d'épargne et ont toujours repoussé l'emploi des fonds de dotations et de dépôts en d'autres valeurs qu'en valeurs de tout repos. Et l'Angleterre est le pays le plus ancien et le plus considérable pour les Caisses d'épargne, le pays où cette institution est estimée le plus puissant organisme de la vie morale du peuple.

A. DE MALARCE

---

# BULLETIN

---

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(Mars 1904)

2. — **Rapport** suivi d'un décret fixant le régime administratif des postes côtiers de télégraphie sans fil (page 1351).

— **Décret** portant extension du service des colis postaux ordinaires aux Nouvelles-Hébrides, par la voie de Marseille et de la Nouvelle-Calédonie (page 1352).

— fixant les taxes d'affranchissement des colis postaux n'excédant pas 5 kilogr. sans valeur déclarée ni remboursement, à destination de la Perse (page 1352).

— **Rapport** suivi d'un décret portant réglementation de la pêche dans le fleuve « Sénégal » (page 1359).

6. — **Loi** portant règlement définitif du budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1901 (page 1449).

— concernant l'échange entre la France et l'Algérie des titres de mouvement pour le transport des spiritueux (page 1466).

— **Rapport** suivi d'un décret portant organisation du service de l'assistance médicale et de l'hygiène publique indigènes à Madagascar et dépendances (page 1467).

9. — **Rapport**, suivi d'un décret portant règlement de la médecine indigène et de l'exercice de la profession de sage-femme indigène à Madagascar (page 1528).

— suivi d'un décret sur l'exercice de la pharmacie à Madagascar (page 1529).

10. — **Décret** portant promulgation de la convention d'arbitrage signée à Londres, le 14 octobre 1903, entre la France et la Grande-Bretagne (page 1546).

12. — **Loi** autorisant la ville de Paris à changer l'affectation de fonds d'emprunt (page 1593).

— relative aux sels employés pour la pêche à la morue aux îles Féroë (page 1593).









déterminée devront être supprimés tous à la fois, par un même arrêté municipal;

4° Les indemnités aux tenanciers des bureaux de placement seront à la charge des communes seules;

5° En cas de décès du titulaire avant l'arrêté de suppression, l'indemnité sera due aux ayants droit et leur sera payée lorsque l'arrêté aura été pris.

A partir de la promulgation de la présente loi, les frais de placement touchés dans les bureaux maintenus à titre payant seront entièrement supportés par les employeurs, sans qu'aucune rétribution puisse être reçue des employés.

Toute infraction à cette prescription sera punie des peines édictées à l'article 9 de la présente loi.

Art. 12. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Les bureaux de nourrices ne sont pas visés par la présente loi et restent soumis aux dispositions de la loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge.

Les agences théâtrales, les agences lyriques et les agences pour cirques et music-halls ne sont pas soumises aux prescriptions de la présente loi.

Art. 13. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Fait à Paris, le 14 mars 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :  
*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,*  
*des Postes et des Télégraphes,*  
GEORGES TROUILLOT.

*Le Président du Conseil,*  
*Ministre de l'Intérieur et des Cultes,*  
E. COMBES.

---

---

# SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

RÉUNION DU 5 AVRIL 1904.

---

**NÉCROLOGIE.** — Centenaire du Code civil.

**DISCUSSION.** — L'organisation de la Bourse de Paris, la solidarité des intermédiaires et les crises.

**OUVRAGES PRÉSENTÉS.**

La séance est présidée par M. E. Levasseur, de l'Institut, Administrateur du Collège de France.

Le Président fait connaître à la réunion le décès de M. G. May, que la Société a perdu depuis sa dernière séance. M. May était un banquier versé dans les grandes affaires, très compétent sur les matières économiques, particulièrement sur les questions monétaires ; il était, par principe et par expérience, résolument monométalliste. Sa mort est une perte douloureuse pour la Société d'économie politique, aux réunions de laquelle il est resté fidèle jusqu'à ses derniers jours.

Il y a cent ans que le Code civil a été promulgué, le 15 mars 1803 (24 ventôse an XI). Le Code civil, qui a fixé le droit nouveau fondé sur les principes de liberté des personnes, d'égalité des droits, de plénitude de la propriété, qu'avait consacrés la Révolution française, est un des monuments de l'histoire de la civilisation moderne. Quelques critiques de détail qu'on puisse objecter à certains articles, quelques modifications, légères d'ailleurs, que les législateurs français y aient introduites, et quelques perfectionnements qu'y aient apportés les législateurs étrangers qui s'en sont inspirés, c'est une grande œuvre qui subsiste. Dans plusieurs pays, des groupes de jurisconsultes s'apprêtent à en célébrer le centenaire. En France, des professeurs et des magistrats se sont associés pour célébrer ce centenaire par une importante publication dont les manuscrits sont en préparation, et dont une partie au moins sera dans le commerce avant la fin du semestre. Il est juste que la Société d'économie politique s'as-















M. Neymarck, a une fois de plus rappelé que les idées de capital et de travail étaient indissolubles, que le capitaliste devait être un travailleur, que sans travail il n'était pas de capital. Et nous avons ici constaté qu'il y avait une sorte d'échelle établissant que la rémunération du capital était en raison directe du travail du capitaliste. Or donc voici un capitaliste qui, de tous, est le moindre des travailleurs, et c'est à ce capitaliste timoré et bien nanti que l'on donne la solidarité des agents de change, alors que dans la législation on ne devrait accorder au capitaliste de protection qu'en raison du travail auquel il se livre avec son capital. en admettant que des capitalistes dussent être privilégiés.

Il y a là une injustice et, bien plus, il y a là un danger économique. Supposez, en effet, que l'afflux de capital soit considérable; supposez qu'il existe plus d'un milliard d'espèces en placements temporaires de ce genre. Croit-on que si cet argent était employé partie dans le commerce, partie dans l'industrie, partie même en rentes, le niveau du crédit public ne serait pas relevé ? Voilà sans doute un des secrets de la baisse de la Rente.

Il faut conclure :

Si la réorganisation du marché financier de 1898 n'a pas tenu les promesses que ses apologistes avaient faites ; si la solidarité des agents de change n'est pas une bonne chose en soi, une conclusion s'impose : c'est qu'il y a peut-être lieu de voir à nouveau si l'organisation du marché financier ne pourrait pas être faite sur des bases plus justes, plus équitables et en même temps plus ménagères, dans l'intérêt public.

Certes, on peut présenter une objection : la force apparente de notre marché financier. Soixante-dix officiers ministériels, considérables, considérés, ayant une fortune personnelle, jouissent d'un monopole, sous l'autorité du ministre des Finances. Et l'on imagine très aisément un Napoléon financier, passant la revue de sa garde, voyant des hommes superbes, et s'écriant : « Comme nous sommes forts ! »

Il ne faudrait pourtant pas confondre l'apparence de la force avec la force elle-même. Si le marché était ouvert à tous ceux qui ont des capitaux, la connaissance de leur métier et l'honorabilité, le marché serait probablement plus fort ; enfin, par cela même qu'il y aurait une concurrence, la division du risque amènerait une position de place répartie sur un plus grand nombre de têtes et par conséquent moins sensible qu'un marché étroit, sensible en raison directe de son étroitesse. En même temps, une sage et juste réglementation rendrait la balance égale entre les inconvénients évidents d'un monopole et les autres inconvé-

nients d'une liberté absolue qui peut effrayer beaucoup de gens avec plus ou moins de raison.

Il va être procédé, ou il est procédé en Allemagne à l'examen nouveau des conditions de la législation sur la Bourse. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi ? Nous avons eu en France, en 1900, un Congrès international des valeurs mobilières, dans lequel il a été fourni quatre volumes de documents. D'autre part, M. le ministre des Finances Caillaux a confié une mission à M. Jobit, mission qui s'est notamment traduite par la production de trois gros volumes in-folio, d'un millier de pages chacun, dans lesquels se trouvent l'exposé de la législation fiscale de tous les pays et l'organisation des Bourses du monde entier.

Par toutes ces considérations l'étude de conditions nouvelles du marché financier paraît devoir s'imposer.

**M. Manchez** regrette qu'aucun agent de change n'assiste à la séance, alors qu'il y constate la présence d'un grand nombre de membres du marché en banque, *alias* coulissiers. Il craint, en conséquence, que la discussion ne soit pas contradictoire au point de vue professionnel du moins. Quant à lui, il tient à déclarer qu'il n'est en aucune sorte le porte-parole des agents de change et que c'est en se fondant sur une conviction profonde, qu'il prend la défense de l'organisation actuelle du marché financier.

**M. Manchez** rend hommage à l'exposé précis, fait en termes modérés et courtois, par M. Em. Vidal, des circonstances qui ont déterminé la réorganisation de la Bourse en 1898, et de celles qui l'ont suivie. Mais il tient cependant à relever plusieurs erreurs commises par le conférencier.

Il n'est pas exact, dit M. Manchez, qu'il serait loisible à la Chambre Syndicale des agents de change, de dissoudre *ad nutum*, la coulisse des rentes. Il rappelle, en effet, qu'au cours de la discussion qui eut lieu en 1898, tant à la Chambre qu'à la Commission du budget, il fut convenu que la coulisse des rentes, dont le rôle utile fut défini, resterait juxtaposée au Parquet. M. Manchez estime donc que le Parquet ne pourrait pas dissoudre la coulisse des rentes sans en référer de nouveau aux pouvoirs publics. M. Vidal a donc tort de prétendre que la coulisse des rentes a, vis-à-vis, du Parquet, une existence précaire.

On a décoré du mot pompeux de « Réorganisation », a dit M. Vidal, un ensemble de mesures prises par décrets en 1898 qui, suivant lui, n'ont apporté aucune modification radicale éveil-

lant réellement l'idée de la substitution d'une organisation nouvelle à une organisation ancienne. Mais, réplique M. Manchez, il ne s'agissait pas, en effet, de changer l'essence de l'organisation du marché financier. Il ne pouvait être question que d'un ressaisissement du monopole de droit des agents de change à l'égard d'une coulisse qui, devenue de plus en plus entreprenante, avait peu à peu soustrait au marché officiel la négociation de la plupart des grandes valeurs de spéculation.

M. Vidal, dit M. Manchez, a attribué la baisse de la rente à l'organisation de 1898, ou du moins, il a constaté la coïncidence de cette baisse avec cette réorganisation. C'est, croit M. Manchez, avoir mal observé les faits. Il n'est échappé à personne, en effet, tout d'abord que la politique de persécution fiscale et religieuse, inaugurée depuis plusieurs années, a déterminé un grand nombre de rentiers français soit à vendre leurs titres pour acheter des fonds d'Etat étrangers, d'ailleurs, plus rémunérateurs, soit à faire passer leurs capitaux dans des banques de l'étranger, soit à les tenir disponibles, en attendant des occasions, sous la forme de reports.

Il ne faut pas non plus négliger, pour expliquer la baisse des rentes, les deux opérations financières de l'emprunt dit de l'indemnité chinoise et de la conversion du 3 1/2 0/0, qui a réalisé l'unification du 3 0/0, et a créé ainsi, sur le marché financier, une masse de 22 milliards de rente du même type. Ces deux opérations, on le sait, ont créé un déclassement qui a pesé longtemps sur les cours du 3 0/0 et ce n'est que grâce à la dernière panique de bourse, que le comptant, alléché par la baisse subite des prix du 3 0/0, a fait disparaître une grande portion de la rente restée jusqu'alors, à l'état flottant.

Telles sont les véritables causes de la baisse de la rente depuis 1898.

D'ailleurs, M. Vidal n'a pas pris garde qu'en attribuant implicitement à la réorganisation de 1898 la baisse de la rente, il faisait le procès de la coulisse des rentes qui aurait été sinon l'artisan principal de cette baisse, du moins l'intermédiaire passif, puisqu'elle est, par son essence, le grand marché à terme des rentes.

M. Vidal a rappelé que la réorganisation de 1898 qui devait moraliser les affaires, suivant les prétentions de ses initiateurs, a été le témoin des excès commis au sujet du lancement des entreprises de tramways. M. Manchez ignore si, en réalité, les initiateurs de la réorganisation de 1898, avaient fait ces promesses de moralisation des affaires ; mais ce qu'il peut dire, c'est qu'un

marché financier, en tant qu'instrument de transaction sur valeurs mobilières, est absolument indépendant de la création des affaires qui viennent, par la suite, s'y négocier.

Il n'est pas d'époque qui n'ait eu ses crises financières, il n'est pas de bourse, sous quelque forme qu'elle soit constituée, qui n'ait assisté, passive, aux exagérations des lanceurs d'affaires. La remarque de M. Vidal n'a donc pas de portée particulière à l'égard de l'organisation actuelle de la Bourse.

Suivant M. Manchez, M. Vidal ne paraît pas avoir exposé la cause véritable de la panique du mois de février dernier et des mesures exceptionnelles prises par la Chambre Syndicale des agents de change.

Il faut chercher cette cause dans une fausse appréciation des événements de politique en Extrême-Orient, par la diplomatie de l'Europe centrale. A Saint-Petersbourg, à Berlin, à Paris, on n'a cessé de croire à la paix et de manifester, à l'égard du monde des affaires, la tranquillité la plus parfaite. Les spéculateurs des marchés du continent, qui ont l'habitude de se renseigner aux sources officielles, y ont reçu des assurances tellement précises en faveur de la paix, qu'ils n'ont pas hésité à maintenir leurs positions à la hausse, de sorte qu'à Paris, le 8 février, c'est-à-dire le lendemain du commencement des hostilités en Extrême-Orient, la place financière, prise au dépourvu, s'est trouvée sans force pour résister à la baisse. Au lieu de vendeurs qui auraient pu atténuer la baisse des cours par leurs rachats, la Bourse s'est trouvée en présence d'acheteurs qui se sont liquidés, précipitant ainsi la baisse. Dès ce moment, la Bourse fut désemparée, nerveuse et incapable de résister aux manœuvres frauduleuses dont elle fut le théâtre dans la fameuse journée du 20 février, où les bruits les plus invraisemblables trouvèrent un écho et les manquements aux règlements causèrent un véritable scandale.

Dans ces circonstances, la Chambre Syndicale ne pouvait pas mieux faire que de prendre les mesures conservatoires que l'on sait, en vertu même de ses règlements. A ce propos, M. Vidal, tout en reconnaissant que la Chambre Syndicale a usé de son droit, en la circonstance, déplore qu'une organisation de bourse ne permette pas, en tout état, aux intérêts de se manifester par des ventes ou des achats. Suivant lui, restreindre et même interdire les ventes sur un marché, c'est aller au-devant des pires catastrophes et même les préparer. Sans doute, dit M. Manchez, si le 10 février, on s'était trouvé devant des faits graves, réels, comportant la chute des cours, il eût été insensé de la part de la Chambre Syndicale de vouloir s'opposer par des mesures régle-

mentaires aux transactions dont la nécessité eût été impérieuse. Mais là n'était pas le cas. La baisse avait été obtenue grâce à des manœuvres qui relevaient plutôt du commissaire de police de la Bourse que des règlements de la Chambre Syndicale. Il eût été fâcheux que ladite Chambre n'eût pas pris de mesures conservatoires pour éviter l'aggravation de la panique dans le public. La baisse du 20 février n'était pas fondée. La Chambre Syndicale reçut l'approbation de toutes les grandes banques, de tout le monde financier, pour l'avoir enrayée par les mesures exceptionnelles qu'elle recommanda officieusement aux agents de change dans la journée du 21 février.

Quoi qu'il en soit, M. Manchez insiste sur cette circonstance que la cause de la panique du mois de février fut absolument indépendante de l'organisation du marché financier, et qu'elle doit être attribuée à l'erreur entretenue inconsciemment dans le monde des affaires, par la diplomatie de l'Europe centrale, à l'égard des événements russo-japonais.

M. Vidal a fait ensuite le procès de la solidarité légale des agents de change. Sans doute, dit M. Manchez, cette solidarité dont les agents de change, on s'en souvient, n'ont pas voulu à l'origine et qui est le résultat d'un amendement subrepticement introduit dans la discussion au Parlement, par un député socialiste, M. Viviani, cette solidarité est antiéconomique. Mais si elle a ses inconvénients, elle a aussi ses avantages.

On pourrait faire le même reproche au taux de l'escompte de la Banque de France qui n'est si bas que, grâce à l'intervention de la loi permettant, dans notre pays, de donner de l'argent au pair de l'or. La Banque de France n'a donc pas besoin d'élever, comme elle le faisait autrefois, le taux de son escompte pour défendre son encaisse-or. Il lui suffit de payer en argent ses demandeurs de crédit, lorsque leurs appels sont excessifs. C'est ainsi que, grâce à la solidarité légale des agents de change et au régime du double étalon, l'argent, indépendamment de son abondance, est si bon marché en France. Cette double intervention de la loi a du moins ses avantages. Sur le marché commercial et industriel, le bas taux de l'argent est une compensation au prix élevé des choses déterminé par le régime protectionniste, et aux exigences de la main-d'œuvre. Sur le marché financier, la solidarité légale des agents de change détermine un afflux de capitaux dans les charges de ces officiers ministériels. Il en résulte que la Bourse a une certaine indépendance au moment des liquidations, à l'égard des grands détenteurs de capitaux. N'est-ce pas, en effet, un avantage que le marché financier, tel qu'il

est organisé, serve de contrepoids à l'omnipotence des grandes sociétés de crédit qui, d'ailleurs, ne se soucient guère d'avoir à gérer plus de capitaux qu'elles n'en ont actuellement.

Qu'arriverait-il si un marché libre même réglementé était substitué à l'organisation actuelle ? Les capitaux déposés dans les charges seraient retirés, iraient fortifier encore les encaisses des grandes sociétés de crédit. La Bourse, plus étendue en personnes, serait plus dépourvue de capitaux, aurait ainsi moins de crédit, manquerait d'indépendance et se trouverait à chaque échéance de liquidation sous la dépendance et à la merci des gros détenteurs de capitaux qui ne manqueraient pas de lui faire payer largement leurs services.

En résumé, M. Manchez estime que toute amélioration du marché financier peut être obtenue, s'il est besoin, par l'accord des hommes d'affaires de bonne volonté et de bonne foi. Mais il faudrait bien se garder de porter de nouveau la question devant le Parlement, car les partisans de la liberté du marché risqueraient eux-mêmes d'y voir sombrer leurs plus chères aspirations. Qu'on prenne garde, en effet, que de plus en plus les pouvoirs publics tendent à transformer les grandes affaires en services publics dirigés par l'Etat, en un mot, à tout socialiser. Qui empêcherait le Parlement de s'aviser, un jour, qu'après tout la spéculation est une manifestation nuisible aux intérêts de l'Etat, que les cours des valeurs doivent être seulement établis par les capitaux et les titres et que sous le prétexte qu'il y a une spéculation malsaine, frauduleuse, il convient de supprimer les marchés à terme ?

Gardons-nous donc, conclut M. Manchez, de lasser les oreilles du Parlement de nos discussions, faisons nos affaires entre nous. Nous nous en trouverons mieux.

**M. Sabatier** renonce à la parole, parce qu'il ne lui paraît pas que l'examen de quelques épisodes et incidents relatifs au marché financier puisse être traité dans la discussion d'ordre tout à fait général et élevé, que M. Vidal a si heureusement instituée. Il se borne à rappeler, pour bien préciser un point du débat, que la solidarité des agents de change, dont on parle, est une solidarité restreinte, qu'elle est limitée à la valeur vénale des offices et au montant des cautionnements. Le cautionnement de chaque agent est de 250.000 francs, et la valeur de l'office peut être fixée à 1.500.000 francs. C'est donc, en résumé, une garantie de 1 million 750.000 francs, qui, pour 70 offices, représente 122 millions et demi environ. Qu'il soit bien entendu que cette garantie une

fois fournie, les agents ont la libre disposition de l'actif de leurs charges et de leur patrimoine personnel. De ces indications, il résulte que, si elle est suffisante pour des crises ordinaires, la solidarité représenterait un bien faible appoint en cas de perturbation générale.

**M. Clément Juglar.** M. Vidal nous a rappelé d'une manière très claire comment s'était faite la réorganisation de la Bourse en 1898 par un simple amendement à la loi de Budget, singulier procédé pour une affaire de cette importance. On avait alors la prétention de faire disparaître la coulisse, ce qu'en langage du temps on appelait assainir le marché. On veillait aussi sur la rentrée de l'impôt, sur les opérations de Bourse à l'aide de la production d'un Bordereau d'agent de change ; enfin, mettant le marché des valeurs et surtout de la rente entre les mains d'une corporation privilégiée, on ne doutait pas de la plus-value que la rente française pouvait en retirer. Il est vrai que le marché de la coulisse n'a pas été supprimé, on lui a fait des conditions particulières, comme c'est toujours le cas, quand il s'agit de faire fonctionner un établissement par les mains de l'Etat ou d'un monopole; la législation, bonne pour le public, ou plutôt insuffisante, ne lui permettant pas de s'en servir sans inconvénient.

Reste donc la plus-value qu'on espérait en retirer pour les cours de la rente française. Si on consulte la cote depuis que cette nouvelle machine fonctionne, on n'a pas lieu de s'en féliciter ; ce n'est pas, cependant, qu'on n'essaye souvent de le faire dans le cas des émissions ou des conversions ; mais pour une grande valeur, comme la rente, l'écart que tous les efforts des grands Syndicats peuvent produire ne dépasse pas 2 fr. à 2.50. Souvent, à l'annonce d'une de ces opérations, les cours fléchissent, alors le Syndicat les relève, ils font prime jusqu'à l'émission, puis, abandonnés à eux-mêmes, ils fléchissent ou se maintiennent quand les circonstances le permettent. Il y a cependant des périodes, car nous sommes toujours dans des périodes de prospérité, de crises ou de liquidation. Dans ces cas c'est à la fin de la période prospère, à la veille de la crise, que l'on cote les hauts cours, comme on l'a constaté en 1898, avant la réorganisation du marché. Puis, malgré cette réorganisation qui devait être un sauveur, la crise a éclaté amenant la baisse des prix de toutes les valeurs ; la rente, malgré les mains tutélaires dans lesquelles on l'avait placée, n'y a pas échappé en 1900. Bien plus, après la crise est venue la conversion, et alors, nous avons vu les mêmes accidents se reproduire : baisse des cours dès qu'il



s'est agi de conversion, hausse dès que le Syndicat a opéré, pendant le court délai accordé pour réclamer le remboursement, et baisse ensuite, personne n'ayant réclamé, le 3 0/0 se trouvant complètement déclassé malgré le nouveau mécanisme. Ce n'était pas cependant la première fois qu'on faisait une conversion. Comment avait-on donc fait avec le mécanisme décrié dont on s'était servi alors ?

Mais comment a-t-on fait et fait-on dans les autres grands pays : à Londres, à Berlin et à New-York ? Qu'il eût été intéressant de nous en dire un mot ! Il y a là aussi des organisations qui dirigent les opérations, mais la loi n'est pas intervenue pour leur procurer un monopole.

Malgré tous les efforts et toutes les combinaisons pour prévenir les troubles qui pourraient se produire dans le monde, l'ouverture des hostilités à l'improviste par le Japon a surpris les grandes Bourses du monde ; à Londres, à Paris, à Berlin, à New-York, toutes les Bourses ont été secouées ; la baisse a été générale, mais dans des proportions bien différentes. Parmi ces Bourses, une a été particulièrement touchée. On a prononcé le mot de panique et on le répète chaque jour et partout ; mais est-ce une panique générale que tout le monde a ressentie dans toutes les affaires, ou une simple panique de Bourse pour les spéculateurs et pour les agents, car ce sont les deux parties surtout engagées ; s'il y a eu panique, ce sont eux qui l'ont surtout ressentie.

Cherchons donc ce qui pourrait nous éclairer. On a été surpris, c'est entendu ; et, malgré les inquiétudes de l'avenir, avec l'abondance des capitaux le marché était à la hausse, il suffira donc de suivre les cours cotés pour nous rendre compte des impressions sous lesquelles les mouvements ont eu lieu ; c'est une leçon de choses, comme on conseille d'en faire aujourd'hui. Le tableau des chiffres sous les yeux, que voyons-nous ?

*Tableau des cours de la rente au moment de la panique en février 1904.*

	3 0/0 Maximum	3 0/0 Minimum
1 <sup>er</sup> Février.....	98.00	97.92
6 — .....	97.60	97.47
8 — .....	96.87	96.10
9 — .....	96.12	95.77
10 — .....	96.30	"
11 — .....	"	96.00

12	--	. . . . .	96.22	"
13	—	. . . . .	96.30	"
15	--	. . . . .	96.25	95.95
16		. . . . .	96.12	95.95
17	—	. . . . .	96 07	95.77
18	—	. . . . .	"	95.15
19	—	. . . . .	"	95 05
20	—	. . . . .	94.70	93.15
22	—	. . . . .	94.99	94.40
23	—	. . . . .	95.47	94.87
24	—	. . . . .	95.50	94.92
25	—	. . . . .	95.00	92.80
26	—	. . . . .	95.22	94.99
27	—	. . . . .	95.55	95.35
29	—	. . . . .	95.30	94.42
1 <sup>er</sup>	Mars	. . . . .	94.80	94.45
2	—	. . . . .	95.80	"
9	—	. . . . .	96.05	"
15	—	. . . . .	96.12	"
9	Avril	. . . . .	96.50	"

Ce tableau sous les yeux, peut-on se rendre compte de la cause des variations du cours de la rente ? Le 1<sup>er</sup> février, malgré toutes les préoccupations que la situation inspirait, on était ferme à 98 francs.

Le 6 février on cotait encore 97 60, à la veille de la rupture des négociations, ce dont on ne se doutait pas.

Le 8 février on l'apprend, et l'ouverture en baisse à 96 87 ne dépasse pas 0 73 pour finir à 96 10.

Le lendemain, 9 février, la nouvelle s'est répandue. L'ouverture de la Bourse se fait encore à 95 95, on remonte même à 96 12, il n'y a donc aucune panique, il y a cependant des offres qui abaissent les cours à 95 77 pour finir encore en reprise à 96 10. En résumé 1 fr. 83 de baisse, pas même 2 fr. de baisse sur le cours coté avant la rupture des négociations. Ainsi voilà l'effet de la première émotion à la suite de l'ouverture des hostilités (95 fr. 77).

Dès le 10, la réaction s'était faite, on cotait 96 30. L'équilibre s'était rétabli, même avec un peu de fermeté, puisqu'après avoir encore fléchi à 96 fr., on a coté de nouveau 96 30. Rien ne pouvait indiquer à un observateur superficiel ce qui allait arriver. On savait que le marché était très engagé à la hausse, mais on ne s'en occupait pas ; on avait presque un mois pour se liquider. Le groupe solidaire des agents de change avait ouvert un large crédit à ses clients et ne se préoccupait pas encore de sa liqui-

dation ; le haut cours de 96 36 éloignait toute inquiétude. On était alors au 13 février. La réponse des primes pour le marché des valeurs avait eu lieu avec 96 20 en clôture. Le lendemain 15, jour de la liquidation, on cote encore 96 25, mais si le cours de 96 fr. est maintenu, on a coté 95 95. Il y a là, sans mauvaises nouvelles d'aucune sorte, après la tenue des jours précédents, un mauvais signe avec des reports bon marché : crédit et Banque de Paris, 1 fr. et 1 fr.30.

Tout paraissait sauvé. Le 16 et le 17 on cote 96 12, tout en s'abaissant à 95 77 ; nous voilà revenus au premier bas cours du 9, tout est calme encore. Le 18 et le 19 on fléchit de 0 fr.02 et de 0 fr. 05, rien ne pouvait faire prévoir le spectacle du lendemain pour un simple boursier en dehors de la corbeille.

Quoiqu'il n'y ait pas de liquidation pour la rente, les agents engagés sur les valeurs avaient vu de nombreux clients auxquels on avait accordé de grands crédits ne pas répondre à leurs engagements, les différences à payer étant trop grandes. On voyait arriver la fin du mois avec effroi.

Le 20 février le cours de 95 fr. toujours conservé jusqu'ici est abandonné ; on ouvre à 94 60, on s'élève même à 94 70. Les clients avaient été prévenus d'augmenter leurs couvertures ou de se liquider ; ils étaient là, dit-on, en foule, entourant les corbeilles, sans trouver de contrepartie pour se liquider sinon en écrasant les cours. On atteint bientôt ainsi 93 75, quand la veille, au plus bas cours, on pouvait se liquider au-dessus de 95.

Les cours du comptant se sont maintenus d'abord à 95 francs soit 0 fr. 40 au-dessus du terme, puis ont dû suivre le mouvement jusqu'à 94 fr. alors que le terme cotait 93 55.

Voilà comment, sans nouvelle, par suite simplement d'une situation de place trop facilement engagée et soutenue à la hausse, on a dû pour en sortir avoir recours à une véritable suspension des affaires.

L'effroi a été tel que le lendemain la Chambre Syndicale des agents de change a pris des mesures comme on en a jamais pris sur les plus grands marchés du monde depuis plus d'un demi-siècle. On a supprimé les marchés à terme ! Il n'y avait plus d'opérations qu'au comptant avec paiement préalable. Si c'est ce que nous promettait la réorganisation, le but a été atteint, l'opération est jugée !

**M. Emmanuel Vidal** répond à M. Manchez :

L'observation première de M. Manchez semble devoir faire

considérer que la Société d'Economie politique, ayant admis un sujet de discussion, traduit à sa barre les parties qui plaideraient leur procès. Il n'en est rien. La Société discute un sujet et M. Manchez paraît avoir eu tort, aux yeux de l'orateur, de dire qu'il n'était le porte-parole de personne. Cela allait de soi. Qu'il veuille bien admettre qu'il n'est ici porté que des arguments qui relèvent de l'économie politique. Des faits, des conséquences, des conclusions à en tirer, rien de plus.

M. Manchez a dit que la réorganisation du marché financier avait été un ressaisissement du monopole et non une réorganisation. Mais qu'a dit M. Vidal dans sa communication ? Que la réorganisation n'avait pas été une réorganisation, tandis que la réorganisation était jugée nécessaire et annoncée par les pouvoirs publics. M. Manchez n'a donc pas réfuté, il a confirmé.

M. Manchez a dit que la coulisse des rentes ne saurait être supprimée. M. Vidal n'entend pas réclamer ici pour une coulisse quelconque. Le point soulevé par M. Manchez n'est qu'un point de détail. Cependant il a été stipulé en 1898, que la coulisse des rentes continuerait à être tolérée. Continuer à être tolérée, est-ce une condition de durée pour des commerçants ?

M. Manchez a donné quelques explications de la baisse de la rente. Il y en a que l'orateur peut accepter, mais M. Vidal les lui concède toutes, parce que ce n'est pas la question. M. Vidal a dit seulement qu'en 1898 le monopole a été présenté au Parlement comme une assurance contre la baisse de la rente. Que M. Manchez veuille bien se reporter aux articles des publicistes spéciaux qui ont traité la question et aux discours prononcés à la Chambre et au Sénat et il verra si oui ou non le monopole n'a pas été présenté comme devant parer à certains périls auxquels il ne saurait parer.

M. Manchez a dit — poursuit M. Vidal — que l'étude nouvelle des conditions d'organisation du marché financier pourrait aboutir au monopole d'Etat. Si M. Manchez n'est point partisan du monopole, il faut retenir l'aveu. Si M. Manchez est partisan du monopole, que lui importe que les agents qui l'exerceraient agissent pour le compte de l'Etat ou pour le service de leurs chargés d'officiers ministériels ? Mais soit, méfions-nous du monopole d'Etat. En ce cas, il faudrait ajourner l'étude d'une réorganisation nécessaire par des considérations de prudence, d'opportunité, de tactique. Mais nous nous sommes placé ici, dans notre étude, au seul point de vue logique et pratique, si l'on veut, abstraction faite de considérations de jour et d'heure. « Je suis prêt à concé-

der à mon collègue M. Manchez, dit M. Vidal, tout ce qu'il voudra quant au jour et à l'heure, mais c'est une question de nécessité d'une réforme que j'ai traitée. Rien de plus. »

**M. Manchez** prend acte de ce que vient de dire un des orateurs sur les plaintes exprimées dans toutes les Bourses au sujet des reports qui se font hors le marché financier et faussent ainsi les notions qu'on peut avoir sur les positions de place. C'est donc une raison pour conserver à Paris une organisation qui, précisément, assure, dans la plus large mesure, l'indépendance du marché financier à l'égard des grandes sociétés de crédit, en faisant affluer vers lui des capitaux abondants.

**M. Boverat** observe que, d'après l'art. 74 du Code de Commerce, la loi reconnaissait autrefois, pour les actes de commerce, deux classes d'agents intermédiaires : les agents de change et les courtiers.

La loi du 18 juillet 1866, en décrétant la liberté du courtage, a supprimé le monopole des courtiers, jusque-là assimilés aux agents de change.

Or, il est bon de relire aujourd'hui le remarquable exposé des motifs qui a précédé la présentation de la loi du 18 juillet 1866, et il semble qu'après les discours qui viennent d'être prononcés sur l'organisation de la Bourse de Paris, il n'est pas sans intérêt de donner lecture des dernières lignes de cet exposé de motifs présenté par le Conseil d'Etat :

« Le commerce vit de liberté ; or, le projet rendra la sienne  
« plus grande dans le choix de ses intermédiaires. Il vit aussi  
« de la force que développe en lui le sentiment de la responsa-  
« bilité personnelle ; or, la suppression des courtiers officiels et  
« réglementés, en l'obligeant à prendre la responsabilité tout en-  
« tière du choix de ses intermédiaires, le fera avancer d'un pas  
« plus ferme dans une voie qui est celle du véritable progrès. »

**Le Président** ne résumera pas cette fois la discussion. Il y a dans la réunion de ce soir nombre de membres qui, par leur expérience personnelle, feraient avec plus de compétence ce résumé et qui n'ont pas besoin de celui du Président. Il se bornera donc à féliciter M. Vidal qui a fait de la question un exposé très documenté, étudié avec soin et présenté avec une remarquable clarté. De cet exposé j'extrais cependant la notion fondamentale : il y a eu renforcement de la réglementation de la Bourse

et, cependant, la réglementation n'a pas empêché les variations de cours, les surprises même et particulièrement la baisse concomitante de l'état de guerre. Cette impuissance de la réglementation à maîtriser la valeur a été affirmée par les autres orateurs. par M. Manchez aussi bien que par ses collègues. Or, c'est cette notion fondamentale qui intéresse surtout notre Société et que nous avons à retenir. Il faut distinguer la réglementation et le monopole. Des règlements il en faut ; quant au monopole, faut-il se priver des avantages de la liberté, s'il ne peut pas en supprimer les inconvénients ? Néanmoins, le Président ne conseille pas, dans l'état actuel, de provoquer un remaniement de notre législation sur la matière.

La séance est levée à 11 h. 10.

CH. LETORT.

---

#### OUVRAGES PRÉSENTÉS

M. L. AGUILLON. *Notice sur M. E. Lamé-Fleury*, inspecteur général des mines. — Paris, 1904, in-8°.

*Antecedentes historicos sobre la fundacion de la Universidad nacional de la Asuncion y de los colagios nacionales de villa Rica, villa Concepcion, villa del Pilar y villa Encarnacion* (par Jose Segundo DICOUD, sénateur). — Asuncion, 1903, pet. in-4°.

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes. Direction du travail. *Maladies professionnelles : étude technique sur leur assimilation aux accidents du travail*. — Paris, Impr. nat. 1903, in-8°.

*Statistique annuelle de la population ; an 1902*. — Paris, 1903, in-8°.

ALFRED NEYMARCK. *Finances contemporaines. II. Les budgets, 1872-1903*. — Paris, Guillaumin et Cie, 1904, in-8°.

*Revue internationale économique* n° 1, mars 1904. — Bruxelles, gr. in-8°.

LOUIS VOSSION. *Inde Anglaise. L'industrie cotonnière dans l'Inde au 31 mars 1903*. — Paris, septembre 1903, in-12.

— *De la production du charbon dans l'Inde en 1902 et de l'importance économique croissante de cette production pour l'avenir de l'industrie dans cette colonie*. — Paris, oct. 1903, in-12.

— *Les tarifs différentiels coloniaux en ce qui touche à l'Inde anglaise*. — Paris, décembre 1903, in-12.

— *La production sucrière des îles Hawaï et l'immigration japonaise.* — Paris, 1898, in-12.

— *Un réformateur américain « Henry George », auteur de « Progrès et pauvreté ».* — Paris, 1898, in-8°.

— *Observations sur le monopole du courtage maritime en France,* par un congressiste. — Rouen, 1900, in-8°.

— *Union pour l'amélioration des conventions commerciales entre la France et l'Espagne.* Président : M. V. LOURTIES. — Chartres s. d. (1903); in-8°.

— Idem (éance du 19 mai 1903). — Paris s. d., in-12.

*Bourse de commerce de Paris. Règlement du marché des sucres blancs sur la place de Paris.* — Paris, oct. 1903, in-8°.

*Règlement définitif du budget de l'Empire (russe) pour l'exercice 1902.* — Saint-Petersbourg, 1903, gr. in-8°.

*Notice sur le port de Rouen et ses frais,* par un ROUENNAIS. — Rouen, 1902, in-4°.

*Contributions à l'étude du courtage maritime en France et à l'étranger,* par un NÉGOCIANT. — Rouen, 1900, in-4°. (2 livraisons.)

*Revue internationale du commerce, de l'industrie et de la banque;* VI<sup>e</sup> année, 31 mars. — Paris, libr. Guillaumin, 1904, in-8°.

*The Annals of the american Academy of political et social science.* — Philadelphie, March 1904, in-4°.

Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Postes. *Conseil supérieur du travail;* 12<sup>e</sup> session, compte rendu. — Paris, Impr. nation., 1904, in-16°.

50-*Godisnjica Troovacko obrtnicke Komore u Zagrebu,* 1852-1902 (cinquantenaire de la Chambre de commerce à Agram; en Croatie. — Agram, s. d., in-8°.

*Annual report of the comptroller of the currency to the second session of the 58 sh.congress of the United-States,* 7 december 1903. Vol. I. — Washington, 1903, gr. in-8°.

*Rerve du bureau central de statistique du royaume des Pays-Bas.* — La Haye, 1904, gr. in-8°.

LEONIDAS COLESCO. *Mouvement de la population de la Roumanie en 1896 et 1897.* Idem jusqu'à 1903. — Bucarest, 1903, in-4° et in-8°.

*Observations sur les tarifs de courtage maritime en France et à l'étranger.* — Paris, juillet 1899, in-16°.

*Quelques opinions sur le monopole du courtage marite,* recueillies par un négociant, 2<sup>e</sup> édit. — Rouen, 1903, in-4°.

*Banque de France. Assemblée générale des actionnaires du 28 janvier 1904;* compte rendu. — Paris, 1904, in-fol.

*Monthly summary of commerce and finance.* Octobre.-décemb. 1903. — Washington, 1903-4, 3 vol. in-4°.

## COMPTES RENDUS

---

**LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES ET LA JUSTICE.** Conférence faite à Reims, à la Bourse du travail, le 25 mars 1903, par **EMILE MACQUART**.

Vingt pages seulement, dix-huit même, mais dix-huit pages qui valent plus et mieux que beaucoup de gros et savants volumes. Bon sens, droiture d'esprit et de cœur, franchise et courage, argumentation simple, claire, irréfutable, toutes les qualités que l'on peut désirer dans une œuvre de propagande populaire se trouvent réunies dans cette modeste conférence. Bastiat, de qui Macquart se réclame, aurait pu signer cet opuscule. Et nous, qui sommes, comme Macquart, ses disciples; qui, comme lui, n'avons en vue que la justice et le véritable intérêt de nos concitoyens, nous ne saurions assez nous préoccuper de le répandre et de le faire répandre, en le recommandant à tous ceux pour lesquels le progrès social n'est pas un vain mot.

**FRÉDÉRIC PASSY.**

---

**LES MONARCHIES DE L'EMPIRE ALLEMAND; ORGANISATION CONSTITUTIONNELLE ET ADMINISTRATIVE,** par M. le vicomte **COMBES DE LESTRADE**. un vol. in-8°. Paris, Larose, 1904.

Le livre de M. Combes de Lestrade ne décrit pas le droit administratif allemand, mais il met en lumière avec une rare impartialité les organisations propres à l'Allemagne, surtout celles qui sont spéciales à un Etat, à quelques Etats allemands. C'est une œuvre magistrale qui mérite que l'on s'y arrête.

Pour remplir la tâche qu'il avait eu l'excellente idée d'entreprendre, M. Combes de Lestrade devait tout d'abord faire connaître les formes diverses qu'a prises en Allemagne le groupement des Etats qui ont formé cette grande personnalité, le rôle qui était dévolu dans le passé à chacun de ces Etats. C'était une absolue













tence du droit naturel : « Le principe de l'adaptation, écrit-il, ne connaît pas la loi « d'égale liberté » ; il connaît seulement une loi « de la plus grande liberté possible », dont la mesure varie considérablement, suivant les individus. » Pour lui, le droit est un rapport d'adaptation (ou un ensemble de rapports d'adaptation) réciproque entre les hommes. Toute sa doctrine juridique se fonde uniquement sur l'échange de services égaux ; le droit naturel aurait l'anarchisme pour conséquence logique. Quant à l'Etat, après avoir cité une quinzaine de définitions divergentes dues aux premiers publicistes allemands contemporains, il propose la sienne que voici : « Un Etat est une communauté permanente dans laquelle une collectivité d'hommes vit dans des relations de droit, une partie de la conduite extérieure de tous les membres étant déterminée par la volonté de l'un d'entre eux et une partie de la conduite extérieure de ce membre unique, étant déterminée par la volonté de tous les autres, sans être assujettie à aucune volonté étrangère. » M. Matzat ne redoute pas les définitions un peu rébarbatives.

Le membre unique peut être un individu ou un être collectif. Dans la vie des peuples, l'hérédité est l'élément de stabilité ; la sélection, celui du progrès. Il est donc à désirer que cette dernière l'emporte. La plupart des progrès se sont réalisés par l'élimination de privilèges héréditaires ; le privilège de la dévolution héréditaire des biens pourrait bien être fortement entamé dans un avenir rapproché. L'histoire des derniers siècles se déroule en une série d'alternances de périodes, tantôt d'égalisation et tantôt de recrudescence d'activité du droit ; dans ce domaine, la loi universelle de l'adaptation croissante se manifeste par un accroissement de justice.

Chacun des deux livres que nous venons de soumettre à une rapide revue, forme un ensemble dont toutes les parties sont visiblement liées et coordonnées, celui de M. Ruppin se présente plutôt sous les dehors d'une succession d'essais clairs et substantiels. M. Ruppin conteste la stricte analogie entre la structure et le fonctionnement du corps social et celui d'un organisme animal ; l'homme a la conscience de son existence que la cellule ne possède pas ; en outre, les méthodes en usage dans les sciences naturelles ne sont pas, d'après lui, applicables à la science sociale. A notre avis, elles sont plutôt insuffisantes qu'inapplicables ; il s'agit seulement de les compléter en rappelant que l'homme, être conscient, jouit de la faculté de communiquer à autrui les fruits de son expérience. M. Ruppin n'affaiblit-il d'ailleurs pas lui-même son assertion trop absolue en reconnaissant que toutes les sciences doivent, comme des rayons de lumière traversant une lentille, converger en un fais-

























La maison a, dit-on, amassé un capital de 23 millions de francs; elle n'achète et ne vend qu'au comptant; sous prétexte de la prémunir contre les risques de la spéculation, son fondateur lui a interdit tout achat de terrains; lorsqu'elle passe un contrat avec une banque, c'est la banque qui doit fournir des garanties.

Ces règlements monastiques, ces méthodes surannées ont leurs bons et leurs mauvais côtés; au reste, la durée de ces organisations est limitée, car le service militaire et l'obligation d'une instruction commerciale mieux adaptée aux nécessités actuelles aidant, la nouvelle génération ne supporte plus aussi aisément une discipline et une tutelle par trop ignorantes des droits de l'individu. On ne saurait assez souhaiter qu'en abandonnant les habitudes austères en honneur dans ces établissements, la nouvelle génération de commerçants n'oublie aucune des traditions de probité qui faisaient leur force, et qu'on trouve dans les descendants des employés de ces maisons les éléments moralisateurs si nécessaires, de l'aveu de tous, au commerce japonais.

Nul n'ignore quel essor ont pris l'agriculture, l'industrie et le commerce depuis une trentaine d'années, ce dont les Japonais ne sont pas peu fiers, et avec raison, bien qu'ils se montrent par trop enclins, dit-on, à oublier la part dont ils sont redevables aux expériences accumulées et aux découvertes scientifiques de l'Europe et de l'Amérique. De ce développement, certains, en nos pays, ont commencé à prendre ombrage; ils voient déjà nos marchés submergés par les produits du travail à bas prix du Japon; ils craignent « le péril jaune ».

A ce péril M. Weulersse ne croit guère; il constate que jusqu'à présent cette contrée s'est montrée une cliente telle qu'elle n'aurait pu l'être avant sa transformation et, s'il la croit capable de parvenir à satisfaire aux besoins de sa population dans une proportion plus grande qu'elle ne le fait actuellement, il ne pense pas qu'elle puisse faire la loi sur nos marchés, car le bon marché de la main-d'œuvre n'est pas le seul élément qui concoure à l'établissement du prix de revient. — Notons d'abord que les salaires augmentent progressivement au Japon; dans certaines industries ils ont doublé ou même triplé, en ces dernières années; et ce mouvement s'accélère au lieu de ralentir. — Puis, le travail obtenu est loin d'être l'équivalent de celui de nos pays, encore moins de celui des Etats-Unis. Mobilité du caractère japonais, mauvaises habitudes de flânerie, d'insouciance et de négligence, mille autres causes, fort bien analysées par notre auteur, contri-

















« Le capital, après avoir dévoré ses propres enfants, se dévore lui-même ». Bref, « l'intérêt, comme principe universel, est impossible ». — Jusqu'ici M. Kitson n'est que disciple de Proudhon, dont il répète du reste tous les arguments. Mais Proudhon s'est arrêté en route. Il n'était pas suffisant de « prouver » que l'emprunteur ne devrait devoir à son prêteur aucun intérêt. M. Kitson, lui, va plus loin. Il crée la doctrine de l'intérêt à rebours :

« On tient pour certain que les prêts cesseraient, si l'intérêt était aboli. Pourquoi un homme prêterait-il des richesses sans en retirer quelque bénéfice et sous la simple condition de la restitution des biens prêtés ? La réponse à cela est que les biens sont périssables. Supposons une société où la richesse des capitalistes soit entièrement composée de biens périssables, sachant que cette richesse se réduirait et s'anéantirait dans un certain espace de temps, est-ce qu'une offre de la prendre et d'en rendre l'équivalent dans un avenir déterminé ne serait pas promptement acceptée sans intérêt. En fait, est-ce que cette offre ne mériterait pas une récompense, une rémunération ? Sûrement, l'homme qui met de côté des biens qui sans cela périraient, a droit à une rémunération. »

Or, la monnaie ne représente que des « biens périssables ».

Donc...

— Tout de même, considérer le prêt comme un service rendu par celui qui emprunte à celui qui lui prête, ça n'est vraiment pas ordinaire.

M. Kitson peut être fier.

Proudhon n'avait pas trouvé ça !

EMILE MACQUART.

LA DISTRIBUTION DES FRAIS DE JUSTICE, par DESREUMAUX. —  
1 brochure in-18, Marchal et Biffard, 1908.

La gratuité de la justice, qui est un principe, coûte annuellement 300 millions aux justiciables français. Si encore ils en avaient pour leur argent ! Mais il s'en faut de beaucoup. M. Desreumeaux nous explique fort bien les moyens ingénieux employés pour faire suer cette somme : droits de greffe, de timbre, d'enregistrement, avec leur improporcionnalité et leur superposition ; formalités vieillottes et absurdes de la procédure ; abus provenant des offices ministériels. Il faut donc une réforme complète et concomitante du système fiscal, de la procédure et des officiers.

Il y a des observations très justes dans la brochure de M. Desreu-







poles dont jouissent les capitalistes et les propriétaires, les monopoles tomberaient nécessairement d'eux-mêmes. Il faut donc détruire l'outillage législatif qui est la base de tous les privilèges. Mes griefs contre le capital visent seulement les privilèges que la loi accorde aux capitalistes et qui tendent à faire du capital une source de revenu indépendamment du travail. »

Les excès de la concentration, les abus des trusts sont également les résultats de l'action complaisante des pouvoirs publics. « Les fortunes colossales des quelques milliers de privilégiés qui exploitent le travail de la masse n'ont pas été et n'auraient pas pu être bâties à la seule faveur du libre jeu des forces naturelles... C'est aux monopoles que l'Etat lui assure, que ce monde de financiers et de spéculateurs doit son énorme richesse, faite de la misère effrayante des autres hommes. »

Les choses étant ainsi, quel remède faut-il opposer au mal social? Faut-il augmenter encore les attributions de l'Etat, des pouvoirs législatif, judiciaire, exécutif? Gardez-vous-en bien. Tous les pouvoirs publics sont à la discrétion des riches.

« Rien ne saurait résister, aux Etats-Unis, à une bourse bien garnie. Les partis politiques ne sont pas formés sur des questions d'intérêt général, mais plutôt sur des questions d'intérêt particulier... M. Morgan exerce aux Etats-Unis un pouvoir réel auprès duquel le pouvoir légal du Président de l'Union n'est pas grand'chose... La justice n'est qu'un leurre aux yeux d'une grande partie du peuple, et la police n'est que l'humble servante des nouveaux potentats. »

Le vrai remède consiste à faire machine en arrière. « Les injustices doivent être abolies par la justice et non par une généralisation de l'injustice existante... Le remède aux dangers que peut présenter la concentration industrielle résulte dans la liberté absolue de la circulation fiduciaire... La liberté absolue du commerce est une des données fondamentales de la doctrine anarchiste. »

Ces principes présentent une certaine analogie avec ceux de l'économie politique libérale. M. Ghio en fait la remarque à M. Tucker qui, encore un peu imbu des théories collectivistes, ne veut pas en convenir. « L'économie politique, répond M. Tucker, admet une liberté avantageuse seulement aux capitalistes et aux propriétaires : la liberté de réduire les salaires, non pas celle de réduire le profit ou la rente foncière. » M. Tucker, riposte M. Ghio, aurait mieux fait de dire que telles étaient « les opinions de certains écrivains qui ont dénaturé, plutôt qu'interprété, le sens intime de l'économie politique ».











grève générale des mineurs, et d'une autre sur les grèves relatives à l'application de la loi du 30 mars 1900, qui réduit à 10 h. 1/2 la journée de travail quotidien. 66 grèves ont été produites par l'application de cette loi et elles ont entraîné 608.495 journées de chômage.

Les grèves provoquent les lois, les lois provoquent les grèves, et ainsi de suite. C'est un cercle vicieux.

H. Bouët.

H. TAINÉ, de l'Académie française, par EMILE LEFÈVRE. 1 vol. in-18.  
Paris, Guillaumin et Cie, 1904 .

La ville de Vouziers, pays natal d'Hippolyte Taine, élève un monument à la mémoire du fils qui l'a illustré. M. Lefèvre, compatriote et admirateur du savant et surtout de l'homme, a voulu aussi consacrer ce volume à la glorification de son ami et faire partager aux lecteurs son enthousiasme, en résumant l'œuvre et les qualités morales et intellectuelles de son héros. « J'ai voulu, dit-il, m'aidant de mes souvenirs personnels, le faire connaître tel qu'il se révèle par ses écrits et ses lettres. »

Ce volume est écrit sans prétentions littéraires, avec le cœur plutôt qu'avec l'esprit, et ce que l'on se plaît surtout à y trouver, c'est Taine, homme privé, bon fils, bon ami, bon époux, bon père, bon citoyen. Des vertus intérieures de Taine, il n'est peut-être plus besoin de parler : Bientôt les biens et les personnes seront nationalisés, les vieillards seront entretenus par l'Etat; les enfants seront élevés par l'Etat, toutes les affections parentales disparaîtront faute d'objets, il ne restera plus dans l'homme que le citoyen, et encore... Considérons donc un peu Taine comme citoyen, peut-être sa conduite profitera-t-elle à quelques-uns.

Taine n'était pas enthousiaste de la démocratie. Il n'était pas non plus aristocrate. Il ne méprisait pas moins « les coquins d'en haut que les coquins d'en bas. » En conséquence, il refusa son assentiment au coup d'Etat de décembre, ce qui lui fit un tort considérable. Taine n'était pas davantage monocrate, tout monocrate est au fond autocrate. Il ne voulait pas gouverner ni même prendre la moindre part à la politique, avant de savoir ce que c'était. Les lignes suivantes extraites de ses lettres à Cornélis de Witt, prouvent qu'en politique, Taine ne voulait pas plus être dupe que fripon.



LE SYNDICALISME ANGLAIS. RÉSUMÉ HISTORIQUE (1799-1902), par  
F. FAGNOT, br. in-8°, Paris. Georges Bellaiz. 1902.

Le syndicalisme ou trade-unionisme, né en Angleterre, se répand un peu partout. Il est donc intéressant de connaître son histoire. M. Fagnot expose d'abord la situation syndicale en janvier 1902; il attribue une grande influence aux syndicats sur l'élévation des salaires et la réduction de la durée du travail. Il donne ensuite le résumé de l'*History of Trade-Unionism* de S. et B. Webb. Cette histoire ayant été publiée en 1894, M. Fagnot termine son résumé en donnant un aperçu du mouvement de 1894 à 1902. Le grand événement de cette période a été la grève des mécaniciens « Après avoir lutté pendant six mois et demi et dépensé 16 millions 446.475 francs, le syndicat dut s'avouer vaincu. » Ce petit volume fait partie de la *Bibliothèque Socialiste*, dont il forme le n° 16.

ROUXEL.

---

Réclamation. — M. Vincenzo Baldioli-Chiorando nous adresse une réclamation au sujet d'un paragraphe de la revue des publications étrangères de notre collaborateur M. Macquart. (Numéro de janvier). M. Macquart y disait qu'un article de M. Baldioli-Chiorando sur l'émigration italienne contenait « des choses excellentes et des choses énormes ». Celles-ci concernaient les traitements que subissent en France les ouvriers italiens. M. Baldioli-Chiorando proteste, en de fort bons termes, de ses sympathies pour la France et il fait preuve d'impartialité en reconnaissant que la concurrence des ouvriers étrangers n'est guère mieux accueillie en Italie qu'en France. Restons-en donc aux choses excellentes, et réduisons à des proportions modestes les choses énormes qui pèsent sur le cœur d'un de nos bons amis d'Italie, assurément contre le gré de notre collaborateur.

---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE : Le nouvel abaissement de la durée de la journée de travail, ses atténuations et ses effets. — Point de Maroc sans protection. — L'arrangement anglo-français. — Un nouveau progrès du protectionnisme colonial. — Le protectionnisme jacobin. — Le ralentissement général du mouvement de la population. — L'augmentation des dépenses et des dettes publiques. — Un arrêt militariste de la Cour d'arbitrage de la Haye. — Le Chamberlainisme en Hollande. — Le protectionnisme augmente-t-il les ressources de l'Etat? — Les exploits de l'hygiène en Angleterre. — La réglementation de l'immigration. — La protection du travail blanc contre le travail jaune.**

On sait qu'en vertu de la loi du 30 mars 1900, la durée de la journée dans les ateliers où les ouvriers adultes travaillant en commun avec des femmes et des enfants a été fixée à 11 heures jusqu'au 30 mars 1902, réduite à 10 heures 1/2 jusqu'au 30 mars 1904, et finalement à 10 heures à partir du 1<sup>er</sup> avril. L'application de cette loi n'a pas été sans difficultés. Dans les industries métallurgiques, où l'on n'emploie qu'une faible proportion de femmes et d'enfants, les industriels ont préféré les renvoyer plutôt que de réduire la durée du travail des adultes. Ailleurs, on s'est mis en règle avec la loi en séparant par une simple cloison les protégés des non protégés. L'abaissement de la limite à 10 heures va naturellement aggraver les difficultés et les inconvénients de cette intervention de l'Etat dans un domaine qu'il ne connaît guère qu'au point de vue fiscal. Ces difficultés, MM. Richard Waddington et Maxime Lecomte ont essayé de les atténuer en faisant voter par le Sénat quelques modifications aux règles par trop restrictives de la loi. Ces modifications ont pour objet : 1° de substituer au travail de 10 heures par jour, le travail de 60 heures par semaine, à la condition toutefois que la durée de la journée ne dépasse pas 12 heures ; 2° d'ajouter deux heures supplémentaires en dehors des heures réglementaires, pour le nettoyage des métiers et des machines ; 3° d'autoriser l'allonge-

ment de la journée dans les industries dites saisonnières et en cas de chômage causé par quelque accident de force majeure.

Ces atténuations rendront sans doute plus facilement applicable la loi du 30 mars 1900 ; mais on peut douter que les gênes et les contestations dont cette loi a déjà été la source et qui vont encore se multiplier soient suffisamment compensées par ses errements tutélaires. La suppression des droits qui élèvent artificiellement le prix des nécessités de la vie en obligeant les ouvriers à travailler 11 heures et même 12 pour se procurer ce qui leur coûterait à peine 10 heures sous un régime de libre-échange, ne contribuerait-elle pas davantage à améliorer la condition des femmes et des enfants aussi bien que celle des adultes ?

\*  
\* \*

Un arrangement dont on trouvera plus bas le résumé vient de se conclure entre la France et l'Angleterre. En vertu de cet arrangement, le Maroc sera compris désormais dans le système d'influence de la France. C'est un acheminement à l'annexion, et selon toute apparence à une guerre de conquête, laquelle ouvrirait un nouveau débouché aux fonctionnaires militaires et civils, mais ne manquerait pas de coûter fort cher aux contribuables. Car la guerre n'est pas un produit à bon marché. Parmi les adversaires de cette nouvelle aventure coloniale, nous avons été tout d'abord surpris de rencontrer M. Méline, et plus encore de trouver sous sa plume cette réflexion judicieuse :

Le plus simple bon sens nous commande de nous concentrer et non de nous étendre davantage, de grouper nos forces et non de les éparpiller. Nous le devons à la France d'abord et à nos colonies elles-mêmes que nous finirons par mettre en danger à force de vouloir prendre pied partout.

Toutefois, ce n'est pas la carte à payer de la conquête du Maroc, qui provoque l'opposition de M. Méline, c'est la porte ouverte. Et M. Méline redoute les courants d'air libre-échangistes de cette porte ouverte. Plutôt pas de Maroc que le libre-échange au Maroc !

\*  
\* \*

Voici le résumé de l'arrangement qui vient d'être conclu pour régler les questions pendantes entre la France et l'Angleterre.









traités de commerce, avaient imprimé une vigoureuse poussée à la population en étendant les débouchés des produits et du travail, le retour au protectionnisme et l'augmentation progressive des charges de son conjoint le militarisme, n'ont pas manqué de produire un effet contraire. Non seulement en France et dans la plupart des autres pays du Continent, mais encore en Angleterre, le mouvement de la population s'est ralenti :

Les statistiques nous apprennent qu'en Angleterre, sur 1.000 habitants, le nombre des naissances a été de 35.8 en 1872; de 36 en 1874 et de 36.4 en 1876, année qui marque le maximum. Depuis lors, le nombre des naissances n'a cessé de diminuer : 32.6 de 1879 à 1883; 31.2 de 1886 à 1888; 29.8 de 1889 à 1893; 29.1 de 1894 à 1898, et enfin 28.3 de 1899 à 1901.

1871-75; de 32.2 en 1881-85; de 31.5 en 1891-95 et de 27.35 en 1871-75; de 32.2 en 1881-85; de 31 5 en 1891.95 et de 27.35 en 1896-99.

Le déclin, en quarante ans, a été de 14.55 en Autriche; de 4.3 en France; de 3.2 en Italie; de 4.2 en Allemagne.

\*  
\* \*

Tandis que le mouvement de la population se ralentit à peu près partout, celui des dépenses et des dettes publiques s'accélère, et il n'est pas bien difficile de découvrir le rapport qui existe entre ces deux phénomènes.

Avons-nous besoin d'ajouter que la grosse part des dépenses est absorbée par les budgets improductifs de la guerre et de la marine, et que celle qui est employée aux travaux, qualifiés, on ne sait trop pourquoi, de publics, n'a, comme le remarquait M. Renkin, — un député belge, particulièrement au courant des affaires des chemins de fer de l'Etat — qu'une productivité fort incertaine :

Le développement du système des emprunts d'Etat est une des choses les plus curieuses et les plus inquiétantes que je connaisse.

La dette mondiale était de 177 milliards en 1900. Depuis elle s'est encore accrue de nombreux milliards. Cette dette énorme ne préoccupe pas le monde moderne. Il semble entendre qu'il a passé avec le progrès et la prospérité un bail perpétuel.

L'augmentation de la dette publique est donc un phénomène universel. Un pays aussi industriel que le nôtre ne pouvait échapper à son action.

Au 31 décembre 1903, notre dette était de 3.361 millions de francs. En 1850, elle était de 626.578.000 francs. Donc, elle a quintuplé en cinquante ans.

Sans doute, on consacre l'emprunt à l'outillage, mais les dépenses ne sont pas aussi productives qu'on le croit. La productivité théorique de ces dépenses est certaine. Leur productivité réelle l'est beaucoup moins.

\*  
\* \*

Tout en applaudissant aux intentions pacifiques et humanitaires du fondateur de la Cour d'arbitrage de la Haye, nous n'avons eu qu'une confiance limitée dans cette agence de la paix, commissionnée par les gouvernements. L'arrêt par lequel elle a accordé un droit de priorité à l'Angleterre et à l'Allemagne, dans l'affaire du Vénézuéla, — ceci en raison du bombardement au moyen duquel elles ont appuyé leurs réclamations, — n'a pas contribué à augmenter notre foi en l'efficacité de cet instrument officiel de pacification. D'après un correspondant de l'*Indépendance belge*, cet arrêt scandaleux a produit la même impression en Amérique :

L'arrêt de la Cour d'arbitrage de la Haye, accordant à l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie un privilège de priorité pour le recouvrement de leurs réclamations contre le Vénézuéla, a produit ici une très pénible surprise. Tout en s'inclinant sans protestation devant ce jugement, la presse constate que la mauvaise impression qu'il laissera dans l'esprit du peuple américain inspirera sans doute à l'avenir la plus grande attention et le plus grand soin dans le maniement des questions internationales se rapportant aux républiques sud-américaines et susceptibles d'être référées à La Haye.

Le traitement préférentiel accordé aux puissances alliées est, en effet, considéré comme une prime à la violence, comme un encouragement à opérer la rentrée de créances à la pointe de l'épée. Le verdict confère une récompense aux gouvernements qui, pour appuyer les réclamations convenablement gonflées de leurs nationaux, n'ont pas hésité à brandir la triple menace de leurs canons contre une faible petite république cela, au détriment des créanciers qui ont préféré ne pas se départir des procédés pacifiques offerts par la diplomatie. Il y a là certainement un fait regrettable. La Cour semble y nier son principe même, ou perdre



mation sans avoir subi un confectionnement complet au pays, sont frappés d'un droit de 6 à 8 0/0.

III. Enfin, sont tarifés de 6 à 12 0/0 de leur valeur tous les autres articles propres à la consommation directe. Le droit de 6 0/0 ou plus pour les articles de consommation générale; et le droit de 8 à 12 0/0 pour tous les articles considérés comme articles d'agrément ou de luxe.

Selon les mêmes principes, sont imposés les articles d'alimentation et d'agrément. Restent exemptes de droits les matières premières, comme les céréales, et sont imposés seulement les produits fabriqués.

Le produit actuel des droits d'entrée est de presque 11 millions de florins; le gouvernement estime le produit selon le nouveau tarif à 20 millions de florins.

Dans son exposé des motifs, le ministre des Finances s'efforce de démontrer que son tarif n'a nullement une tendance protectionniste. Cependant, le gouvernement a voulu se réserver la faculté de protéger en ce sens l'industrie nationale, et il veut être à même de prendre des mesures de représailles envers les Etats où les produits néerlandais ou de ses colonies sont soumis à un traitement inférieur aux produits similaires d'autres pays.

A cette fin, le gouvernement veut avoir la faculté de pouvoir augmenter de la moitié des droits les articles provenant de pays qui n'ont pas conclu de conventions douanières avec la Néerlande et où les produits néerlandais sont soumis à une tarification plus élevée que les articles non tarifés par le tarif néerlandais, le droit d'entrée peut être établi à 15 0/0 de la valeur.

Cette importation du chamberlainisme dans le pays qui a inauguré la politique de la liberté commerciale, et qui lui a été redevable de sa prospérité à une époque où le protectionnisme sévissait dans le reste du monde, est vivement combattue par la presse libre-échangiste. Nous nous plaisons à espérer qu'elle n'aura pas plus de succès en Hollande qu'en Angleterre.

\*  
\* \*

En analysant la très instructive revue des *finances contemporaines* de M. Alfred Neymarck, notre collaborateur, M. Yves Guyot fait bonne justice de cette prétention qu'affichent les protectionnistes d'augmenter les ressources de l'Etat :



opposant une barrière hygiénique à l'importation des émigrants non désirables. Et c'est à la fois la santé morale aussi bien que la santé physique du peuple anglais qu'il s'agit de préserver de la contamination étrangère. Dans ce but, lisons-nous dans l'*Economist*, le secrétaire d'Etat, d'accord avec le Board of trade et le local Government board, sera autorisé à exiger des capitaines de navires importateurs d'émigrants, toutes les informations nécessaires. Des inspecteurs seront chargés de s'enquérir de leur caractère et de leurs antécédents, et d'empêcher le débarquement « de toute personne adonnée au crime ou à la prostitution, ou ne possédant pas de moyens probables d'entretien, ou d'un caractère notoirement mauvais (*persons of notoriously bad character*) ou souffrant d'une maladie infectieuse ou dégoûtante, ou refusant de donner des renseignements satisfaisants sur son origine ». Bref, l'Angleterre ne sera désormais accessible qu'aux émigrants que le secrétaire d'Etat et ses inspecteurs considéreront, non seulement comme parfaitement sains d'esprit et de corps, mais encore pourvus de moyens d'existence suffisants, sans oublier un bon caractère. Si, après cela, l'Angleterre ne tient pas le record de la santé physique et morale, ce ne sera pas la faute du protectionnisme hygiénique.

Mais ce qui nous paraît plus étonnant que tout le reste, c'est l'approbation que donne notre libéral confrère l'*Economist* à ce bill qui met les émigrants à la merci de l'arbitraire du secrétaire d'Etat et de ses inspecteurs. Et pourtant de toutes les contagions la pire n'est-elle pas celle de l'arbitraire ?

\*  
\* \*

L'importation de la main-d'œuvre chinoise dans les mines du Transvaal a soulevé une violente opposition dans l'Afrique du Sud et en Angleterre. Cette opposition est colorée par des motifs ou pour mieux dire par des prétextes humanitaires, mais en réalité, elle a pour unique objectif la protection du travail blanc contre le travail jaune. Nous avons nous-même vivement critiqué les mesures restrictives de la liberté des engagés (Voir notre Chronique du 15 février), mais si les protectionnistes anti-chinois étaient animés, comme ils le prétendent, d'intentions purement humanitaires, ne se borneraient-ils pas à réclamer pour les engagés le bénéfice du droit commun ?

Notons à ce propos que la race blanche a déjà fermé à la race jaune les Etats-Unis, le Canada et l'Australie. Elle est

en train, aujourd'hui, de lui fermer l'Afrique et de la chasser de la Mandchourie. C'est une race protectionniste.

Paris, le 14 avril 1904.

G. DE M.

---

Vient de paraître : *Finances Contemporaines*, par Alfred NEYMARCK.

Tome II : *Les Budgets de 1872 à 1903*, 1 vol. in-8, 592 p. avec Tables chronologique et analytique, graphique, tableaux, etc. Guillaumin et Cie, édit., 14, rue Richelieu. — Prix : 7 fr. 50.

Le second volume des *Finances Contemporaines*, qui vient de paraître à la librairie Guillaumin, est consacré à l'étude, année par année, des budgets de 1872 à 1903.

Le premier volume des *Finances Contemporaines*, *Trente Années Financières*, dont deux éditions n'ont pas épuisé le succès, était consacré aux faits généraux politiques, financiers et économiques qui se sont produits depuis 1872.

L'histoire de nos budgets, année par année, avec l'analyse ou le rappel des discussions principales qui y ont été soulevées, c'est, en quelque sorte, l'histoire de notre pays pendant cette longue période.

Le budget reflète, par ses recettes et par ses dépenses, par ses excédents comme par ses déficits, par la hâte ou le retard apporté dans sa présentation aux Chambres, dans sa discussion, dans le vote final et son règlement définitif, les incidents divers de la vie nationale.

On peut dire que les expéditions coloniales comme les réformes de tout genre ont sur lui une répercussion naturelle et immédiate, lui imposant le caractère de l'année où il a été dressé. Tous ceux qui veulent se rendre compte du changement survenu pendant ces trente dernières années dans la richesse nationale et dans la gestion de la fortune publique, pourront se reporter à ces études. Elles constituent, dit l'introduction, une sorte de « voyage du premier au quatrième milliard », c'est l'histoire des finances publiques depuis trente ans.

On trouvera, dans ce volume, les principaux changements survenus dans le budget, en recettes et en dépenses, les différents incidents de la présentation du vote et du règlement définitif.

Les résultats derniers de chacun de ces budgets, les variations survenues dans chacun des produits principaux, ont été groupés dans un graphique et résumés dans les tableaux synoptiques qui faciliteront l'usage de cet ouvrage.

Une table chronologique, qui comprend près de 80 chapitres, une table alphabétique analytique d'environ 200 noms et faits cités terminent ce second volume.

Le coût des deux volumes des *Finances Contemporaines* est de 15 francs.

1<sup>er</sup> volume (2<sup>e</sup> édit.). *Trente Années Financières*, 1872-1901.

2<sup>e</sup> volume. *Les Budgets de 1872 à 1903*.

En vente chez Guillaumin et Cie, 14, rue Richelieu, et dans les bureaux du *Rentier*, 83, rue Saint-Augustin.



---

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

*Finances contemporaines.* — Tome II. — *Les Budgets 1872-1903*, par AL. NEYMARCK. 1 vol. in-8°, 592 p., 1904, 7 fr. 50. Paris, Guillaumin et Cie.

*Science de la Bourse. Manuel du spéculateur et du Capitaliste*, par ET. ROUSSEL. 1 vol. in-18 (29 planches dans le texte), 136 p., 1904, 3 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

*Législation du travail et Lois ouvrières*, par D. MASSÉ. 1 vol. gr. in-8°, 974 p., 1904, 15 fr. Paris, Berger-Levrault.

*La Belgique agricole industrielle et commerciale*, par E. PROST. 1 vol. in-8°, cart., 343 p., 1904. Paris, Béranger.

*Combat pour l'individu*, par G. PALANTE. 1 vol. in-8°, 231 p., 1904, 3 fr. 75. Paris, F. Alcan.

*La concurrence sociale et les devoirs sociaux*, par J. DE LANESSAN. 1 vol. in-8°, cart., 311 p., 1904, 6 fr. Paris, F. Alcan.

*L'Industrie du Chiffon à Paris*. 1 vol. in-8°, 110 p., 1903. Paris, Imprimerie Nationale.

*Rapport sur la situation de la Tunisie en 1902*. 1 vol. in-8°, 585 p., 1904. Paris, Imprimerie Nationale.

*Le capital*, par C. ROEBERTUS-JAGETZOW, traduit par CHATELAIN. 1 vol. in-8°, 296 p., 1904, 6 fr. Paris, Giard et Brière.

*L'Intérêt du capital*, par A. LANDRY. 1 vol. in-8°, 367 p., 1904, 7 fr. Paris, Giard et Brière.

*Des conditions de la vie économique et sociale de l'ouvrier aux Etats-Unis.* — *Commission industrielle Mosely* — traduit par M. ALFASSE. 1 vol. gr. in-8°, 462 p., 1904, 12 fr. Paris, Giard et Brière.

*La Solution française de la Question du Maroc*, par E. FALLOT. 1 vol. in-18, 159 p., 1904, 1 fr. 20. Paris, Delagrave.

*La terre et l'atelier. Jardins ouvriers*, par L. RIVIÈRE. 1 vol. in-18, 219 p., 1904, 2 fr. Paris, V. Lecoffre.

*La Politique franco-anglaise et l'arbitrage international*, par L. JARAY. 1 vol. in-18, 332 p., 1904, 3 fr. 50. Paris, Perrin et Cie.

*Psychologie du Député*, par J. DELAFOSSE. 1 vol. in-18, 309 p. Paris, Plon Nourrit et Cie.

*La protection légale des travailleurs*, par R. Jay. 1 vol. in-18, 238 p., 1904, 3 fr. 50. Paris, L. Larose.

*Le « Sweating-System », Étude sociale*, par T. COTELLE. 1 vol. in-18, 288 p., 1904. Angers, J. Siraudeau.

*Congrès des Caisses de crédit agricole mutuel tenu à Montpellier les 8, 9 et 10 janvier 1904*. 1 vol. gr. in-8°, 278 p., 1904.

*Les pêcheurs bretons en Tunisie. Un essai de colonisation maritime*, par M. PARKER. 1 vol. in-18, 121 p., 1904, 2 fr. Paris, 37, rue Barbet-de-Jouy.

*Enquête sur l'industrie textile. Rapport de M. CARRIÈRE*. Broch. in-8°, 18 p., 1904. Montpellier, Chambre de Commerce.

*Loi sur les usines hydrauliques. Rapport de M. J. DE QUEYLAR*. Broch. gr. in-8°, 24 p., 1904. Marseille, Société pour la défense du Commerce.

*Les industries insalubres. Rapports*. 1 vol. gr. in-8°, 460 p., 1903, 9 fr. 50. Iéna, G. Fischer.

*Le travail de nuit des femmes dans l'industrie. Rapports*. 1 vol. gr. in-8°, 384 p., 1903, 7 fr. 50. Iéna, G. Fischer.

*Rapport de l'administration des Monnaies de Belgique*, 4<sup>e</sup> année 1903. Broch. in-8°, 86 p., 1904. Bruxelles, Impr. Vanbuggenhoudt.

*Annual Report of the comptroller of the Currency of the United States*. Vol. I, in-8°, 1066 p., 1903. Washington, Imprimerie du gouvernement.

*Budget de la Principauté de Bulgarie pour 1904*. Broch. in-8°, 32 p., 1904. Sofia, Imprimerie de l'Etat.

*Compte rendu des opérations de la Commission financière internationale pour l'année 1903, 6<sup>e</sup> exercice*. 1 vol. in-4°, 96 p., 1904. Athènes, Imprimerie Sakellarios.

*I Lavoratori delle Risaie*, par G. LORENZONI, parte I. 1 vol. in-4°, 180 p., 1904. Milano, Societa Umanitaria.

*La Disoccupazione nel Basso Emiliano*. 1 vol. in-4°, 227 p., 1904. Milano, Societa Umanitaria.

*La questione delle case operaie*, par le professeur MONTEMARTINI. Broch. in-4°, 32 p., 1904. Milano, Societa Umanitaria.

*L'Industria delle Calzature in Milano*, par le professeur MONTEMARTINI. Broch. in-4°, 1904. Milano, Societa Umanitaria.

*Relazione-progetto per la costituzione di un consorzio dell'assistenza pubblica e per la creazione di un ufficio centrale delle istituzioni di beneficenza*. Broch. in-4°, 20 p., 1904. Milano, Societa Umanitaria.

---

La Gérante : PAULINE GUILLAUMIN

---















# JOURNAL

DES

# ÉCONOMISTES

---

## LA FONCTION RÉGULATRICE DES LOIS NATURELLES DE LA CONCURRENCE ET DE LA VALEUR

---

A mesure que l'industrie progresse, la production indirecte se substitue à la production directe. On ne produit plus pour consommer les fruits de son industrie, on produit pour les échanger. Cette substitution de la production en vue de l'échange à la production en vue de la consommation, s'est particulièrement accélérée depuis l'avènement de la grande industrie. Après avoir été la règle, la production directe est devenue l'exception. Dans les pays où l'industrie est le plus avancée, on ne consomme soi-même qu'une faible partie des choses que l'on produit, et la plupart même des procédés et des expériences de la production s'en consomment aussitôt. Cette généralisation de la production indirecte tient à l'essor prodigieux que le progrès a imprimé à la puissance productive de l'homme, en comparaison de la production directe. A l'époque où les vêtements étaient fabriqués à la main, il pouvait être avantageux de les confectionner soi-même : il est plus économique de les acheter tout faits depuis qu'ils sont fabriqués à la machine, et il en est de même pour tous les autres articles de consommation. On ne produit plus pour soi-même, on produit pour échanger.

Cette substitution de plus en plus générale de la production

en vue de l'échange à la production en vue de la consommation a fait surgir les problèmes de l'équilibre de la production et de la consommation, et de la répartition des produits entre les coopérateurs de la production. Comment ces problèmes se résolvent par l'opération combinée des lois naturelles de la concurrence et de la valeur, c'est ce que nous allons essayer de résumer.

Mais si l'on veut se rendre clairement compte de cette opération, il faut d'abord savoir pourquoi on produit et ce qu'on produit, autrement dit, avoir présentes à l'esprit les notions du besoin, de l'utilité et de la valeur.

## I

### *Le besoin, l'utilité et la valeur.*

C'est au phénomène de la vie que nous devons remonter pour avoir la notion du besoin. L'homme est un composé de matières et de forces. Ces matières et ces forces dans lesquelles réside la vie ne peuvent se conserver et se développer que par l'assimilation ou, pour nous servir de l'expression économique, par la consommation de matières et de forces adaptées à leur nature. De là le besoin. Le besoin se manifeste par une sensation pénible, une souffrance. Averti par cette souffrance, l'être vivant cherche à se procurer les matières et les forces en possession du pouvoir de satisfaire à la demande du besoin, et de réparer ainsi la perte de vitalité qui provoquait cette demande. Ce pouvoir réparateur, c'est l'utilité. L'assimilation ou la consommation de l'utilité provoque une jouissance. Tout être vivant est donc averti par la souffrance de la nécessité d'agir pour se procurer les matériaux réparateurs de sa vitalité et excité, de plus, à les acquérir par la jouissance qui en accompagne la consommation. Tel est le mobile de son activité.

Cependant, cette nécessité d'agir ne s'imposerait point à l'être vivant, si la nature lui fournissait les matériaux nécessaires à la satisfaction de ses besoins sans qu'il eût à faire aucun effort, partant, à s'infliger aucune peine pour les obtenir, autrement dit si l'utilité qu'ils contiennent était gratuite. Mais il n'en est pas ainsi. Le plus grand nombre des matériaux nécessaires à la satisfaction des besoins de l'homme doivent être acquis par des efforts plus ou moins intenses et prolongés, que l'on désigne sous le nom de travail. Le travail consiste en une dépense de forces employées à l'acquisition des matériaux contenant des

pouvoirs de satisfaction des besoins ou des utilités et cette dépense de forces cause une sensation de peine. Il y a donc deux sortes d'utilités, celles qui sont fournies par la nature sans que l'homme ait à faire aucun effort, à se donner aucune peine pour les acquérir, les utilités gratuites, et les utilités acquises par le travail, les utilités produites. Celles-là sont simplement qualifiées d'utilités, celles-ci prennent le nom de valeurs, et, elles sont exclusivement l'objet de l'économie politique.

Mais avant d'aller plus loin, achevons de nous rendre compte de la nature des besoins. Chaque besoin répond à une catégorie particulière de forces vitales. Il se manifeste par la souffrance que cause la déperdition de ces forces, lorsqu'elles ne sont pas entretenues et renouvelées par l'assimilation d'éléments qui leur conviennent. Selon leur nature, physique, intellectuelle ou morale, elles sont plus ou moins nécessaires à la conservation de la vie de l'individu dans lequel elles sont investies. Sous ce rapport, les besoins physiques tiennent le premier rang, et, parmi eux, le besoin de nourriture, car la non satisfaction de ce besoin, dit de première nécessité, provoque la souffrance la plus vive et est suivie de la perte la plus certaine de la vie. Viennent ensuite le besoin de défense contre les êtres et les choses du milieu ambiant, le besoin de reproduction, etc. Ces besoins physiques sont communs aux hommes et aux espèces inférieures. Parmi les besoins intellectuels et moraux, quelques-uns appartiennent, quoique à des degrés divers, à l'homme et aux animaux supérieurs, d'autres n'appartiennent qu'à lui, mais au point de vue de la conservation de la vie, les uns et les autres ne viennent qu'après les besoins physiques. C'est pourquoi la valeur des produits qui sont propres à satisfaire ceux-ci peut s'élever plus haut que la valeur de ceux-là.

Parmi les besoins, il faut distinguer encore ceux qui se rapportent à l'individu lui-même et ceux qui se rapportent à autrui, les besoins égoïstes et les besoins altruistes. Les uns et les autres demandent à être satisfaits et provoquent la création de produits matériels ou immatériels, adaptés à leur nature. Mais tous sont gouvernés par la même loi : l'individu qui les éprouve obéit au mobile de la peine et du plaisir en satisfaisant un besoin altruiste, aussi bien qu'un besoin égoïste. S'il s'impose, par exemple, des privations pour satisfaire aux besoins de ses enfants et, en général, des êtres qu'il aime, c'est qu'il souffre de leur souffrance, et que cette souffrance est supérieure à celle qu'il s'impose à lui-même pour l'apaiser ; c'est que la jouissance



## II

*La production directe et la production indirecte. — L'échange.*

L'homme a commencé par produire directement lui-même les choses nécessaires à sa consommation. Mais dans cet état embryonnaire de son industrie, où il se trouvait réduit à ses propres forces, il ne pouvait satisfaire que ses besoins les plus urgents, ceux dont la non satisfaction entraînait, après un maximum de souffrance, l'extinction de sa vitalité. Encore sa production, entièrement dépendante du milieu ambiant, était-elle trop souvent insuffisante. Sous l'impulsion du mobile de la peine et du plaisir, il s'efforça donc d'augmenter la productivité de son industrie. Il inventa le procédé de la division du travail et de l'échange. A la production isolée succède alors la production divisée et combinée. La productivité du travail s'accroît successivement par la séparation et la spécialisation des industries, la multiplication des capitaux et l'emploi des machines. En échange de la même dépense de travail et de peine, le producteur obtient une quantité croissante de produits, cent fois, mille fois plus grande que sous le régime primitif de la production isolée. L'espèce humaine s'élève au-dessus de l'animalité avec laquelle elle était confondue à ses débuts, elle peut aspirer à un état de choses où tous les besoins matériels et moraux de la généralité de ses membres pourront être satisfaits, moyennant une dépense de plus en plus réduite de travail et de peine, où elle atteindra le summum de puissance matérielle et morale que comporte sa nature.

Mais le régime de l'échange soulève un problème d'une importance capitale, qui ne se pose point sous le régime de la production isolée : celui de l'équilibre utile de la production et de la consommation.

Le producteur se trouvant désormais séparé du consommateur cesse de produire pour lui-même, il produit pour autrui. Le producteur-consommateur connaissait ses besoins, et il pouvait, suivant la sensation plus ou moins pénible qui provoquait leur demande, répartir entre eux ses produits, ajuster sa production avec sa consommation. Le producteur qui travaille pour autrui ignore le plus souvent où se trouve autrui et quels sont ses besoins. De nos jours, les consommateurs des produits de

la plupart des industries ont cessé d'être concentrés dans la même localité, ils sont disséminés sur toute la surface du globe. Il faut les chercher, les découvrir et savoir de quelles quantités ils ont besoin, en un mot, connaître leur demande. C'est un problème qui s'impose aux producteurs et qu'ils doivent résoudre sous peine de ruine.

Ce problème, disons-nous, ne se posait point à l'individu isolé. A quel mobile obéissait-il ? A son double intérêt de producteur et de consommateur, car ces deux intérêts étaient joints. Si, comme producteur, il était intéressé à diminuer la quantité de travail et de peine que lui coûtait un produit, il ne l'était pas moins, comme consommateur, à obtenir de ce produit la plus grande somme de jouissance. En est-il encore ainsi sous le régime de l'échange ? En aucune façon. Quand le producteur confectionne un produit, il ne s'inquiète nullement de savoir quelle somme de jouissance ce produit procurera à un consommateur qui lui est presque toujours inconnu : il se préoccupe uniquement d'obtenir par l'échange, en sus de sa dépense de frais de production, le profit le plus élevé possible. Donner le moins pour recevoir le plus, tel est son objectif. Et, quand le producteur est le plus fort, quand le besoin qu'il a de vendre est moins pressant que n'est celui du consommateur d'acheter, il ralentit son offre, tandis que le consommateur accélère sa demande. Alors, à mesure que l'écart entre les quantités offertes et les quantités demandées s'agrandit, la valeur du produit s'élève. Jusqu'à quel point peut-il s'élever ? Jusqu'au point où le produit aurait coûté à l'acheteur une dépense moindre de travail et de peine s'il l'avait confectionné lui-même, chose, d'ailleurs, presque toujours impossible sous le régime de l'échange, ou bien encore, où il aurait subi une privation et une peine moindres en s'abstenant de l'acheter. Il y a là une marge plus ou moins étendue selon la nature du produit, selon qu'il répond à un besoin plus ou moins urgent et nécessaire. A la vérité, l'échange ne peut s'opérer qu'à la condition d'être profitable à l'acheteur aussi bien qu'au vendeur. Mais ce profit qui réside dans la différence de productivité de la production isolée et de la production combinée et qui va s'augmentant avec elle, peut être inégalement partagé, et procurer aux plus forts un accroissement progressif de richesse aux dépens des plus faibles.

Cependant, si l'on considère l'intérêt général et permanent des producteurs et des consommateurs sous le régime de l'échange, on trouvera qu'il est absolument le même que celui du produc-

leur-consommateur sous le régime de la production isolée. Si, sous ce dernier régime, l'individu était intéressé comme producteur à ne dépenser qu'un minimum de travail et de peine dans la création des produits, il ne l'était pas moins comme consommateur à en obtenir la plus grande quantité possible, à répartir entre ses besoins. Ce double intérêt n'a pas cessé de subsister chez l'individu, sous le régime de la production divisée et de l'échange. Car s'il est producteur d'un produit, il est consommateur de tous les autres, et comme tel, intéressé à ce qu'il en soit créé la plus grande quantité possible. Or, ce résultat ne peut être atteint qu'autant que le consommateur ne se trouve pas obligé de consacrer à l'acquisition d'un produit au-delà de la somme nécessaire pour en déterminer la création. S'il lui en coûte davantage, il lui restera moins de ressources pour acheter les produits qui répondent à ses autres besoins. Il ne pourra en demander qu'une quantité moindre, et, par conséquent, la production en sera diminuée dans la proportion de l'excès du coût du produit, dont la valeur aura dépassé le taux nécessaire pour en déterminer la création. L'intérêt de la généralité des producteurs est donc conforme à celui de la généralité des consommateurs.

Mais les producteurs s'inquiètent peu de l'intérêt général et permanent de l'espèce. Ils ne voient que leur intérêt individuel et ils s'efforcent de le satisfaire aussi amplement que possible, fût-ce aux dépens des consommateurs. Ils ne se préoccupent pas davantage de savoir si leurs produits recevront une destination utile ou nuisible. Les consommateurs, de leur côté, n'ont pas plus de souci de l'intérêt des producteurs ; ils ne s'avisent point de chercher si le produit qu'ils achètent couvre ou non ses frais. Bref, les uns et les autres croient volontiers que, dans l'échange, le profit de l'un fait le dommage de l'autre.

Ce que nous venons de dire des rapports des producteurs et des consommateurs s'applique de même à ceux des coopérateurs de la production, employeurs et employés, salariants et salariés. Les employeurs s'efforcent d'obtenir des employés la plus grande quantité possible de travail au prix le plus bas, sans se préoccuper de savoir si cette quantité ne dépasse pas les forces humaines et si le salaire qu'ils paient suffit ou non à l'entretien de la vie des ouvriers. Ceux-ci, de leur côté, ne s'efforcent pas moins d'obtenir le salaire le plus élevé en échange de la moindre quantité de travail, sans se demander davantage si l'excès de leurs exigences ne causera pas la ruine des employeurs et, finalement,

la destruction de l'industrie à laquelle ils demandent leurs moyens d'existence.

Ces conflits des intérêts individuels aboutiraient à une anarchie permanente et à une guerre universelle, s'il n'existait point, en dehors et au-dessus des intérêts et des passions des hommes, un régulateur qui agisse pour fixer de la manière la plus juste et la plus utile le prix des produits et la rétribution des coopérateurs de la production, capital et travail, en les ramenant incessamment au taux nécessaire pour assurer la conservation et le progrès de la production, et de ses coopérateurs. Ce régulateur, c'est la concurrence associée à la loi de la valeur.

### III

#### *L'opération régulatrice des lois naturelles de la concurrence et de la valeur.*

La concurrence, sous sa forme productive ou économique, naît de l'échange, mais elle n'apparaît qu'après le monopole et c'est seulement lorsqu'elle a atteint un certain degré de développement qu'elle acquiert toute la puissance nécessaire pour remplir pleinement sa fonction de régulateur. Aussi longtemps qu'une seule entreprise de production suffit aux besoins de la consommation, et que, d'une autre part, la valeur de ses produits dans l'échange ou leur prix ne dépasse pas le taux nécessaire, l'établissement d'une entreprise concurrente ne donnerait aucun profit. Mais, sous l'impulsion du désir d'augmenter son profit, le détenteur de ce monopole cède facilement à la tentation de diminuer ses frais de production en abaissant la qualité de ses produits et d'élever ses prix au-dessus du taux nécessaire. L'abus du monopole suscite ainsi la concurrence en la rendant profitable. Un autre cas se présente lorsque le pouvoir d'achat des consommateurs s'augmente ou lorsqu'ils viennent à se multiplier. Alors une seule entreprise cessant de suffire à leurs besoins, de nouvelles entreprises, attirées par l'appât du profit, se créent pour y pourvoir. Cependant, le monopole ne disparaît pas entièrement. Le pouvoir que possédait le monopoleur de commander le prix s'affaiblit seulement en se partageant, du moins aussi longtemps que les consommateurs ne peuvent y échapper, en s'approvisionnant ailleurs. Telle est leur situation dans un marché naturellement ou artificiellement limité, où ils sont en présence d'un petit nombre de producteurs, même quand



ceux-ci ne sont pas coalisés ou unis par une entente tacite pour maintenir le prix. Dans ces marchés limités, c'est l'appréciation individuelle de l'intensité du besoin de vendre ou d'acheter, beaucoup plus que la quantité des produits disponibles pour la vente ou la somme de monnaie disponible pour l'achat, qui décide du prix. De là la pratique du marchandage. Mais dans les marchés qu'aucun obstacle ne limite, les inégalités individuelles des besoins de vendre et d'acheter s'effacent, les prix s'impersonnalisent et se fixent uniquement suivant le rapport des quantités offertes d'un côté, demandées de l'autre (1).

Comment les lois naturelles de la concurrence et de la valeur agissent, en ce cas, pour fixer le prix au niveau des frais et du profit nécessaire de la production, et l'y ramener aussitôt qu'il s'en écarte, on se l'explique, en examinant l'opération combinée de ces lois. Lorsque les quantités demandées dépassent les quantités offertes, la concurrence, que se font les consommateurs pour acheter, se développe d'un mouvement plus rapide que celui des producteurs pour vendre ; et cette différence va croissant à mesure que les quantités offertes s'épuisent, que les consommateurs sont, par conséquent, menacés davantage de ne pouvoir satisfaire le besoin auquel le produit répond. Le prix qu'ils consentent à payer s'élève alors dans la progression de l'utilité du produit, c'est-à-dire de la grandeur de la peine qu'il épargne ou de la jouissance qu'il procure. Tandis que les quantités offertes diminueront dans la progression arithmétique de 1, 2, 3, 4, l'utilité qu'elles contiennent s'augmentera dans la progression géométrique de 1, 2, 4, 8. S'il s'agit d'un aliment nécessaire à la vie, le prix de cet aliment pourra donc s'élever considérablement au-dessus de ses frais de production. S'il s'agit d'un produit moins nécessaire, dont la privation cause une peine moindre, le prix s'élèvera quand même dans la progression de l'utilité, mais cette progression s'arrêtera plus tôt. Elle s'arrêtera lorsque le prix du produit représentera pour le consommateur une somme de peine égale à celle que la consommation du produit peut lui épargner. Il n'aura alors aucun profit à conclure l'échange, et l'écart entre les quantités offertes et les quantités demandées cessant de croître, le produit cessera de hausser. Le prix d'un produit peut donc s'élever d'autant plus

---

(1) Voir le *Journal des Economistes* de novembre 1901. *La production et le commerce du travail*.

au-dessus de ses frais de production que ce produit a un caractère plus prononcé de nécessité. Il est, par conséquent, plus profitable de combler les déficits des produits les plus nécessaires que ceux des produits dont la privation est moins vivement sentie.

Lorsque les quantités offertes dépassent les quantités demandées, le prix tombe au-dessous des frais de production et du profit nécessaire, dans la même progression mais celle-ci descendante, d'utilité.

Or, qu'arrive-t-il dans l'un et l'autre cas ?

Lorsque le prix vient à dépasser le montant des frais de production et du profit nécessaire, l'esprit d'entreprise et les capitaux sont attirés dans l'industrie qui jouit de ce surcroît de profit, la production se développe, les quantités offertes s'accroissent, et le prix baisse. S'il tombe au-dessous des frais de production et du profit nécessaire, la production se ralentit, les quantités offertes diminuent et le prix hausse.

On le voit, c'est une gravitation économique qui ramène incessamment et d'un mouvement de plus en plus rapide, par l'opération combinée des lois de la concurrence et de la valeur, le prix des produits au niveau des frais et du profit nécessaire pour que la production puisse subsister, et assurer par là même la satisfaction permanente des besoins de la consommation. Il suffit pour cela que l'opération régulatrice de ces deux lois ne soit entravée par aucun obstacle naturel ou artificiel, autrement dit, qu'elles opèrent dans un milieu libre.

Les mêmes lois agissent pour régler de la manière la plus utile la répartition des produits entre les agents productifs, savoir : le capital investi dans les choses, et le capital investi dans les personnes, celui-là rétribué par l'intérêt, celui-ci par le salaire. Lorsque le taux courant de l'intérêt vient à dépasser le taux nécessaire pour que le capital soit mis au service de l'industrie, la production et l'apport de cet agent productif s'accroissent et l'intérêt baisse. Il hausse dans le cas contraire, et dans les deux cas, il est incessamment ramené au taux nécessaire. Il en est de même pour le capital investi dans les personnes, le capital personnel ou humain, dont le travail est rétribué par le salaire. Lorsque le salaire dépasse le taux nécessaire, ou tombe au-dessous, la production du capital humain s'accroît ou décroît et, dans les deux cas, le salaire gravite vers le taux nécessaire. Avons-nous besoin d'ajouter que les mêmes lois agissent pour établir l'équivalence de la rétribution des capitaux dans.

les différentes branches de la production, et, finalement, entre les deux catégories d'agents productifs : les capitaux investis dans les choses et les capitaux investis dans l'homme.

Comme les lois physiques, les lois économiques rencontrent des obstacles qui troublent leur opération régulatrice. Tels sont les monopoles naturels et artificiels. Telle est encore l'incapacité de l'homme à gouverner, conformément aux lois économiques, la production des denrées dont il ne peut se passer et sa propre reproduction.

La production du blé et des autres denrées alimentaires, sans parler des plantes industrielles, est soumise à l'influence capricieuse des saisons. Tantôt elle est insuffisante, et elle fait hausser le prix bien au-dessus du taux nécessaire ; tantôt elle est surabondante, et elle le fait baisser bien au-dessous. Dans le premier cas, c'est la disette et parfois la famine pour le consommateur, dans le second, c'est la ruine pour le producteur ; mais il faut remarquer que le progrès des moyens de communication, en permettant de transporter rapidement et à bas prix les denrées alimentaires dans l'espace, ont déjà sensiblement atténué ces deux sortes de maux, et que la suppression des obstacles que des intérêts aveugles opposent à la spéculation les atténuera davantage encore, en facilitant le transport dans le temps du surcroît des années d'abondance pour combler le déficit des années de rareté. Les progrès de l'agriculture conduisent au même résultat, en rendant les récoltes moins dépendantes de l'inégalité des saisons.

Les mêmes observations s'appliquent à la reproduction de l'homme. Lorsque cette reproduction est trop peu abondante pour remplir les emplois disponibles, il en résulte un ralentissement bientôt suivi d'une décadence de la production, insuffisamment pourvue du capital investi dans l'homme, et, obligée de le payer à un prix qui abaisse au-dessous du taux nécessaire la rétribution d'un autre agent non moins indispensable, le capital investi dans les choses. Lorsque la reproduction est surabondante, l'excédent non seulement demeure sans emploi, mais encore il pèse sur la rétribution du capital humain employé et le fait baisser au-dessous du taux nécessaire. Toutefois, comme l'a justement observé Malthus, en ce cas, et quels que soient les ressources et le zèle de la charité, la mort fait des coupes sombres dans l'excédent et détermine, avec le rétablissement au moins momentané de l'équilibre entre la production et les moyens de subsistance, le relèvement des salaires. Notons qu'ici

encore des progrès de différentes sortes ont agi pour faciliter le rétablissement de l'équilibre. Malgré l'absence de publicité et d'intermédiaires, les progrès des moyens de transport ont rendu le travail plus mobilisable, tandis que, d'un autre côté, l'homme s'est préoccupé davantage de régler utilement sa reproduction; peut-être même montre-t-il dans les classes supérieures de la population une tendance à la limiter à l'excès.

Ces divers et nombreux obstacles que rencontrent les lois de la concurrence et de la valeur dans l'exercice de leur fonction régulatrice ont pour effet de troubler l'équilibre de la production et de la consommation de la richesse et d'en fausser la distribution. Nous sommes loin encore de la constitution de ce « milieu libre », où les lois naturelles pourront remplir avec une pleine efficacité le rôle de régulateur. Mais nous nous y acheminons malgré tout. On s'en convaincra en jetant un coup d'œil sur la genèse de la concurrence et sur le développement des organes qu'elle s'est créés pour nous y acheminer.

#### IV

*Comment la concurrence, en se développant, a créé ses instruments et ses organes.*

Le trait caractéristique de l'économie des anciennes sociétés, c'est la limitation et l'isolement des marchés. L'obstacle des distances et l'état de guerre, en rendant les communications difficiles et intermittentes, restreignaient dans des limites étroites la sphère des échanges. Le plus grand nombre des articles nécessaires à la vie étaient produits sur les lieux mêmes où ils étaient consommés. Les articles de luxe, à peu près seuls, étaient l'objet du commerce avec les pays étrangers. Dans les marchés locaux, que l'obstacle des distances et du défaut de sécurité défendait contre la concurrence extérieure, les industries et les métiers empêchaient l'éclosion de la concurrence intérieure en s'organisant sous forme de corporations, et le commerce extérieur était de même monopolisé par des entreprises syndiquées. Tel était, au moyen âge, le commerce avec les contrées lointaines de l'Orient, d'où l'on retirait les pierres précieuses, les soieries, les parfums, les épices. Monopolisé par les Vénitiens et les Génois, qui en écartaient avec un soin jaloux les concurrents, ce commerce leur rapportait des bénéfices extraordinaires. Ces bénéfices de monopole, croissant avec la demande des



mande, et elles ont attiré, par l'appât des profits dont cette demande était la source, l'esprit d'entreprise et les capitaux nécessaires à leur application. En moins de trois quarts de siècle, nous avons vu construire 800.000 kilomètres de chemin de fer, se créer les lignes océaniques de navigation à vapeur, et le globe se couvrir d'un réseau de communications électriques qui ont supprimé la distance pour la pensée et les ordres de vente ou d'achat. Cette œuvre colossale s'est opérée, en dépit de tous les obstacles dont le moindre n'a pas été l'intervention soi-disant tutélaire des gouvernements ; et, à mesure qu'elle se poursuit, on aperçoit plus clairement le but auquel elle conduit : l'unification des marchés des échanges.

## V

### *Les agents de mobilisation des produits.*

Cependant les instruments matériels de transport ne suffisent pas seuls à la distribution des produits et à leur apport aux consommateurs, à travers l'espace et le temps. Cette distribution et cet apport nécessitent un organisme spécial, l'organisme du commerce, lequel s'est séparé de bonne heure de la machinerie de la production proprement dite et se compose de deux rouages distincts répondant à deux sortes de services : 1° services d'information ou d'éclairage des marchés, 2° services d'apport des produits dans le lieu et le moment où ils sont demandés. Quoique également nécessaires, ces deux rouages se sont inégalement développés et perfectionnés. Le premier, celui de l'information, est demeuré notoirement en retard et ne répond qu'imparfaitement au besoin qu'il a pour objet de desservir. La cause de ce retard réside, au moins pour la plus grande part, dans la main-mise des gouvernements sur l'industrie de la statistique et des renseignements commerciaux. Ce n'est pas que les statisticiens officiels, les agents consulaires et autres, soient investis d'un monopole, il n'est pas défendu de leur faire concurrence, mais en présence des masses de chiffres et de documents en apparence gratuits qu'ils amoncellent (en apparence, disons-nous, car les contribuables en font les frais), des entreprises libres ne peuvent avoir que des chances insuffisantes de couvrir leurs frais et de réaliser un profit. Quoique les informations officielles ne se recommandent ni par leur exactitude, ni par leur célérité, elles n'en font pas moins obstacle au dévelop-

pement et au perfectionnement d'un rouage nécessaire de la distribution des produits. A la vérité, les entreprises commerciales les plus puissantes suppléent à l'insuffisance des statistiques et des renseignements bureaucratiques en organisant un service particulier d'informations. Mais ces informations, elles se les réservent naturellement pour elles-mêmes, et elles accaparent ainsi des débouchés qui demeurent inaccessibles à leurs concurrents, réduits à se contenter de la manne officielle. Heureusement, bien d'autres instruments d'information, les Bourses de commerce, les circulaires et les feuilles spéciales, la presse politique elle-même contribuent à l'éclairage des marchés. En comparant, d'une part, l'état actuel de ces divers agents et instruments de la publicité commerciale à l'état embryonnaire où ils se trouvaient il y a un siècle à peine, et, d'une autre part, les grands magasins d'aujourd'hui aux boutiques d'autrefois, on pourra se faire une idée de l'importance de l'évolution qui est en voie de s'accomplir dans le commerce du monde.

Quoique les marchés n'aient pas cessé d'être limités par l'obstacle artificiel des barrières douanières que l'esprit de monopole a élevé à mesure que le génie de l'invention, l'esprit d'entreprise et la vertu de l'épargne s'unissaient pour abaisser l'obstacle naturel des distances, la sphère des échanges s'est progressivement agrandie, le « milieu libre » s'est étendu. Et dans ce milieu libre, les lois de la concurrence et de la valeur accomplissent chaque jour avec plus d'exactitude et de sûreté leur opération régulatrice, en impersonnalisant les échanges et en égalisant les prix. Dès que, sur un point quelconque du vaste marché du monde, l'insuffisance de l'approvisionnement fait élever le prix au-dessus du taux nécessaire, la concurrence, desservie par ses organes d'information et de mobilisation, y fait affluer les produits jusqu'à ce que le déficit soit comblé. Et plus grand est le déficit, plus rapidement il se comble sous l'impulsion irrésistible de la loi de la valeur. S'il y a, au contraire, surabondance, si le prix tombe au-dessous du taux nécessaire, si les produits se vendent à perte, la production se ralentit jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli. C'est ainsi, par la coopération de ces deux lois naturelles, que la production et la distribution des produits tendent à se régler de la manière la plus utile.

## VI

*Les agents de la mobilisation des capitaux.*

Cet énorme accroissement de la puissance productive de l'homme, qui a décuplé en moins de deux siècles la production des peuples civilisés et la somme des échanges de leurs produits a eu pour conséquence un développement correspondant de la production et de la mobilisation des capitaux. Les capitaux se produisent avec une telle abondance dans les pays où l'évolution progressive de l'industrie est la plus avancée, qu'ils débordent des frontières et se répandent sur toute la surface du globe. C'est par milliards que se chiffre l'exportation des capitaux anglais, français, belges, suisses, allemands. Et si cette production colossale alimente trop souvent les gaspillages des gouvernements, la plus grande part en est cependant mise au service de l'industrie, à l'intérieur et au dehors. A certains égards même, l'organisme de la mobilisation des capitaux à travers l'espace et le temps l'emporte sur celui de la mobilisation des produits, quoique ses progrès ne soient pas moins entravés par la fiscalité et le protectionnisme (1). Les Bourses et les institutions de crédit de toute sorte, qui remplissent l'office d'intermédiaires entre les producteurs et les employeurs de capitaux ont crû encore plus rapidement en nombre et en importance que les intermédiaires de la production et de la consommation des produits. Au double point de vue de l'information et de la mobili-

---

(1) La France ne s'est pas contentée du protectionnisme commercial, elle a légiféré pour empêcher l'exportation fructueuse des capitaux, comme elle empêchait l'exportation fructueuse des marchandises; car restreindre l'importation, c'est restreindre l'exportation.

M. Neymarck compare la Bourse de Paris avec celles de Londres, Francfort, Amsterdam, New-York, et remarque l'absence, à la cote officielle, de tous titres de premier ordre, émanant des sociétés anglaises, américaines, belges, suisses, hollandaises.

C'est une nouvelle conséquence de l'esprit méliniste.

Toujours disposés à se mêler de ce qui ne les regarde pas, nos législateurs frappent les titres étrangers pour favoriser les titres français, oubliant que ces titres se naturalisent par le seul fait de leur acquisition par des Français.

C'est une méconnaissance absolue du rôle des Bourses qui solidarisent les nations en dénationalisant les capitaux. C'est entraver les capitalistes dans leur rôle d'union entre les peuples (œuvre qui est leur mission suprême, œuvre très noble, quoique dictée par le seul intérêt); car, si les intérêts des gouvernements divisent les hommes, les intérêts du commerce des capitaux les unissent.

(Contre-amiral Reveillère. *Lueurs d'aube*. P. 60.)





## VII

*Conclusion.*

L'exposé que nous venons de faire de l'opération régulatrice des lois naturelles de la concurrence et de la valeur, a montré l'opposition radicale qui existe entre le socialisme et l'économie politique. Les socialistes de toutes les écoles s'accordent à nier que la production et la distribution de la richesse soient gouvernées par des lois que l'homme n'a point faites et auxquelles il est tenu d'obéir. A leurs yeux, l'une et l'autre n'ont d'autres règles, d'autres lois que celles que l'homme établit lui-même. Ces règles ou ces lois ont été jusqu'à présent l'œuvre d'une minorité capitaliste, — aristocratie ou bourgeoisie, — en possession du gouvernement, c'est-à-dire de la machine à fabriquer les lois et à les imposer. Lorsque le gouvernement appartiendra à la démocratie socialiste, elle emploiera cette toute-puissante machine à créer un nouvel organisme de la production et de la distribution, qui attribuera au travail seul la totalité des produits. Ce que sera cet organisme, comment il assurera l'existence et les progrès de la production, comment il règlera la distribution, ce sont là des questions que chaque école résout à sa manière ou qu'elle laisse au futur gouvernement de la démocratie le soin de résoudre. Mais avant tout, — et sur ce point, toutes les écoles s'accordent encore, — il s'agit de démolir la vieille société. Quelque Moïse socialiste, inspiré par l'Esprit de la Démocratie, se chargera alors de donner des lois à la nouvelle et de conduire à la Terre promise son peuple libéré de l'esclavage du capitalisme.

Les économistes n'ont point cette foi mystique. Ils savent que le monde économique est gouverné, comme le monde physique, par des lois immuables qui y maintiennent l'ordre et en assurent l'existence et le progrès. Toutefois, à la différence des lois physiques, les lois économiques rencontrent des obstacles non seulement dans le milieu où ils agissent, mais encore dans l'homme lui-même. Ces obstacles, il faut les lever, détruire les monopoles naturels, n'en pas créer d'artificiels et laisser faire.

G. DE MOLINARI.











pale de 1 0/0 additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations, à titre onéreux, de meubles et objets mobiliers, 320.000 fr. ; taxe municipale de 1 fr. 25 0/0 additionnelle aux droits d'enregistrement sur la cession des offices ministériels et sur la vente des fonds de commerce, et de 0 fr. 32 0/0 sur la vente des marchandises neuves attachées aux dits fonds, 1.800.000 fr. : taxe de 0 fr. 50 0/0 sur la valeur locative des locaux industriels et commerciaux, 1.698.200 fr. ; un demi-centime additionnel aux quatre contributions directes, 349.700 fr. (le centime vaut donc actuellement 700.000 fr. environ) ; taxe de 0 fr. 10 0/0 sur la valeur immobilière normale et proportionnelle des propriétés bâties ou non bâties, à l'exception des propriétés appartenant à la Ville, au Département ou à l'Assistance publique, 14.104.000 fr. Cette dernière taxe a dépassé de 3 millions en 1902 et en 1903 le chiffre primitivement prévu de 11 millions.

Du fait de la réforme et si l'on tient compte, comme il est juste, tant du produit de la surélévation des droits sur l'alcool que de la suppression du prélèvement sur l'octroi effectué en faveur des petits locataires pour leur contribution personnelle-mobilière, les charges nouvelles n'en ont pas moins frappé la propriété bâtie et non bâtie dans la proportion considérable de 52 0/0. On ne pourrait aller plus loin sans risquer une dépréciation sensible des immeubles dans Paris et sans atteindre l'industrie même des bâtiments.

Si maintenant nous examinons le budget de 1904 en le comparant à celui de 1903, nous constatons les principales différences que voici. Pour les recettes, majoration de 600.000 fr. dans le rendement des taxes de remplacement dont nous venons de parler ; majoration de 100.000 fr. dans le produit éventuel de l'octroi ; majoration de 700.000 fr. au chapitre de l'exploitation des voiries, vidanges et égouts et provenant tant du supplément des redevances dues pour écoulement à l'égout que du droit d'occupation du sous-sol de la voie publique pour l'établissement des lignes télégraphiques et téléphoniques autres que celles d'intérêt général.

Il est encore prévu des accroissements de recettes à différents autres chapitres : mais le plus important de tous, puisqu'il s'élève à 3.100.000 fr., consiste dans l'augmentation des redevances à acquitter par la Compagnie parisienne du gaz, comme conséquence de la diminution de 0 fr. 30 à 0 fr. 20 du mètre cube de gaz consommé dans Paris.

Une seule recette est portée en diminution pour une somme élevée au budget de l'année courante : il s'agit des produits des

















—	jusqu'en 1910 à la Compagnie générale des Eaux.....	8.120.000 »»
—	jusqu'en 1912 à la Compagnie Ducoux (Petites Voitures).....	3.240.000 »»
—	jusqu'en 1918 pour reprise d'anciens marchés couverts.....	7.667.528 43
—	jusqu'en 1915 pour reprise du marché de Grenelle.....	29.426 31
—	jusqu'en 1917, à la Compagnie parisienne de crédit, pour le marché aux bestiaux de la Vilette.....	19.261.376 82
—	variables (la dernière en 1922) pour le paiement des acquisitions immobilières facultatives .....	2.935.815 41
Total.....		4.861.868.076 05

Nous avons passé rapidement en revue, au cours de cet article, les charges très lourdes qui incombent au budget de la Ville de Paris et que ne pourraient qu'aggraver singulièrement les projets de municipalisation de certains services, s'ils venaient à se réaliser. Sans entraver en rien le fonctionnement des rouages administratifs de notre grand et beau Paris, le Préfet de la Seine et le nouveau Conseil municipal ont le devoir d'unir leurs efforts pour endiguer, dans la mesure du possible, le flot ascensionnel évidemment trop rapide des dépenses : ils auront ainsi bien mérité, l'un et l'autre, de la capitale dont la prospérité financière importe à un haut degré au pays tout entier.

E. LETOURNEUR.



# LA VIE AMÉRICAINA

## A SAINT-LOUIS

---

Le 15 mars dernier, nous racontions en quoi les habitudes des Ludoviciens diffèrent des nôtres. La description de leur fastueuse Exposition nous a écarté de ce sujet. Nous y rentrons. Parlons d'abord de la femme et de la place considérable qu'elle occupe dans la vie américaine. Une promenade dans Saint-Louis nous montrera le domaine où elle s'est installée, après en avoir expulsé ses concurrents. Les femmes n'ont pas moins de « combativité » que les hommes. Ici, la toute-puissance n'est pas du côté de la barbe. Il s'en faut. Et de beaucoup.

Nous demandons notre courrier à la poste. Une main de duchesse nous le glisse ; puis sa propriétaire, couronnée d'un monument capillaire, passe à un autre. Au bureau de renseignements une demoiselle, légèrement adulte, nous écoute posément, nous répond mathématiquement, et retourne à son pupitre méthodiquement, comme un commis des Hypothèques. Notre correspondance est enregistrée par un minois futé qui écrit le reçu avec rapidité et nous le tend avec vélocité. Un grand nombre de fonctionnaires du bureau principal portent des jupons qui voilent imparfaitement une culotte. Elles passent de l'une à l'autre section du pas décidé de nos petits soldats. Quelques-unes accentuent la note, effacent les épaules, portent le buste en avant, le regard à quinze pas, font résonner la dalle sous leur talon, comme un sergent instructeur sous ses godillots. A part ceux-ci, c'est tout à fait cela. Elles ne badinent pas. Leur ancien directeur l'a éprouvé. Il a été renvoyé l'année dernière pour avoir manqué de réserve dans ses rapports avec quelques-unes de ses subordonnées. Il y perd 25.000 francs d'appointements par an. Sa considération est écornée. De plus, l'on a supprimé quatre

ou cinq des emplois auxquels il pouvait prétendre comme ancien fonctionnaire, afin de l'exclure à tout jamais des cadres.

En prenant des informations dans les bureaux d'une fabrique de wagons, nous allons d'un bureau à l'autre, dans chacun desquels nous rencontrons une dame ou une demoiselle tapotant la correspondance de l'usine sur sa machine à écrire. L'insertion d'une annonce nous met en présence de sept ou huit dames ou demoiselles qui font tout ce travail. Toute la correspondance ayant trait aux insertions d'un autre journal est confiée à une célibataire, un peu adulte, qui fait marcher sa Remington comme un cheval-vapeur. Elle doit avoir une tête de fer et des muscles d'acier. Autour d'elle huit ou dix hommes ou jeunes gens ne font pas le quart de sa besogne. A l'Exposition, dans les bureaux de la publicité intérieure et de l'extérieure, un peu partout, vous en rencontrez des essaims faisant les écritures, la correspondance, les traductions, et recevant leur monde comme les commis d'une bonne maison de commerce. Pas une parole oiseuse. Demandes précises. Réponses catégoriques. Le soldat en service. Le regard droit. Les deux mains sur la couture. Voulez-vous vous rafraîchir la mémoire à la Bibliothèque ? Vous ne rencontrez qu'elles ; elles connaissent le catalogue et les rayons sur le bout des doigts. Il vous faut une maison. Vous allez à l'agence immobilière. Une demoiselle laisse son Grand-Livre pour vous donner toutes les indications. Vous êtes à la recherche d'un appartement. A l'agence mobilière vous trouvez une autre interlocutrice. A Saint-Louis, la femme est aux champs, ici, partout, comme le Père Eternel du catéchisme. Voulez-vous en savoir davantage ? Ouvrez l'un des grands journaux, colonnes des annonces. On en demande autant que d'hommes, souvent plus, pour la sténographie, la correspondance, la machine à écrire, la tenue des livres. Avec salaires mensuels, variant de 150 à 350 francs, selon expérience ou aptitudes. Un échantillon :

« On demande une dame compétente et expérimentée pour faire une correspondance de tout premier ordre. Forts appointements. »

Un autre :

« Une maison de gros demande une sténographe compétente. Emploi stable. Doit être à même de savoir la dictée exactement, de la lire rapidement, et de travailler rapidement la Remington. »

Un troisième :

« On demande pour un bureau des jeunes filles ayant une bonne écriture. »

Un quatrième :

« On demande une dame énergique pour voyager dans le Missouri. 100 francs par semaine. et tous frais payés. Position stable. »

Sur onze colonnes offrant des emplois, cinq sont consacrées aux dames : caissières, comptables, correspondantes, infirmières, pharmaciennes, avocates, doctresses, dames de salles ; femmes pour faire l'article à domicile avec échantillons, infirmières, téléphonistes, copistes. On les met à toutes les sauces, Et elles font partout un fort bon plat, puisque la demande s'accroît sans cesse. A la Société historique de Missouri, où nous consultations un manuscrit, nous fûmes reçu par une jeune fille de vingt-cinq ans qui paraît avoir les connaissances d'un vieil archiviste. En ce milieu austère, comme ailleurs, elles vous laissent l'impression d'une fleur apparaissant parmi les éternels cyprès.

L'Américaine prétend que le soleil luit pour tout le monde, et que ses rayons pénètrent en tous lieux. Elle en veut sa part et la prend. Elle fréquente les écoles de commerce, les lyriques, les dramatiques, y prend ses degrés. Puis vogue la galère. Les grimoires d'Hippocrate, ni ceux de Themis ne l'effraient. Moins encore ses condisciples du sexe fort. Elle sait les tenir à distance. C'est apparemment pour elle que le curé de Meudon avait créé l'abbaye de Thélème, où jeunes filles et garçons étaient élevés en toute bonne discipline. Après quoi ils se mariaient entre eux. C'est ce qui arrive tous les jours aux Etats-Unis. Madame reçoit les clients, met les dossiers au point. Monsieur plaide. S'il est occupé ailleurs, sa femme paraît à la barre où sa dialectique féminine met souvent en déroute les plus roués procureurs.

Les progéniteurs transmettent plus ou moins leurs aptitudes à leur descendance. Le capital intellectuel de l'Amérique s'accroîtra donc plus rapidement que le nôtre. Un jour viendra, très éloigné assurément, où sa puissance intellectuelle sera à la nôtre ce que sont les cataractes du Niagara au languissant cours d'eau de Marly.















yeux de la police, laquelle n'a pas fait les quatre pas de la statue du Festin de Pierre. Ensuite, les fonctionnaires des hôpitaux, qui vendaient la viande destinée aux infirmes, gobaient leurs œufs et buvaient leur lait. Après, un sénateur fédéral couvrant de son égide, moyennant 12.500 francs, une entreprise analogue à celles qui ont immortalisé le clan Humbert. Puis toute une kyrielle de mandataires municipaux, législatifs, députés, sénateurs, votant moyennant finance des concessions : tramways, transports pneumatiques ; éclairage, enlèvement des boues, en un mot tout ce qu'achètent, deniers comptants, les entreprises de travaux publics. Il y a encore tous les genres de trusts. Ceux-ci leur donnent peut-être plus de fil à retordre que tous les autres abus réunis. Arrêtons-nous. S'il fallait tout mentionner, nous ne terminerions pas entre le jour des Rameaux et la Saint-Sylvestre. La population honnête de l'Etat est soulevée en ce moment, et s'efforce de nommer un gouverneur déterminé à couper les vivres à la corruption.

Une population qui se trouve toujours sur la brèche acquiert une trempe exceptionnelle. Son esprit est une lame de Tolède. Il ne faut pas s'étonner si elle fait des choses peu ordinaires. Voici toute une série de preuves à l'appui.

De 1850 à 1900, la population de Saint-Louis a décuplé, tandis que celle des Etats-Unis a simplement triplé.

En dix-huit ans, de 1885 à 1903, la richesse publique a doublé à Saint-Louis, alors que celle des Etats-Unis n'a fait que quadrupler en un demi-siècle. Les habitants de Saint-Louis doublent leur fortune en dix-huit ans, les autres en un quart de siècle.

La production de ses manufactures est évaluée, pour 1903, à 1.450.000.000 de francs.

Les ventes de ses maisons de commerce, gros, demi-gros, et détail, à 2.112.000.000.

Saint-Louis importe 22.000.000 de tonnes de marchandises et en exporte 13.000.000. Nos lecteurs trouveront quelques statistiques intéressantes en note. S'ils veulent voir les Ludoviciens à l'œuvre, il leur suffit de feuilleter avec nous le rapport de leur Chambre de Commerce. Ils ne tourneront pas une page sans voir percer le bout de l'oreille, ou plutôt l'idée dont ils sont tous chaussés : « Progresser plus rapidement, plus sûrement, par leurs méthodes prudentes, que tous les autres Américains, et faire de leur ville le plus grand centre industriel et commercial de l'Union. Cette idée les empêche de dormir, mais ne les amène

~~jamais~~ à agir à la légère. Ils disent que Saint-Louis est le Gibraltar de la Finance. Elle reste ferme comme un roc, quand tous les autres marchés financiers de l'Union sont secoués par des procédés de casse-cou comme par un tremblement de terre.

Nous voici dans le tabac. Le rapport nous informe que Saint-Louis en fabrique plus qu'aucune ville du monde. Soit 36.000 tonnes.

Passons à la bière qui pousse à le consommer ? L'on nous apprend que la plus grande brasserie du monde est à Saint-Louis. Celle-ci et ses dix-huit concurrentes ont versé aux consommateurs, en 1903, 3.500.000 hectolitres de bière, à 27 francs l'un.

L'étiage de l'industrie patronnée par le bon Saint-Crépin atteint une marque voisine de l'inondation. En 1903, trois manufactures de Saint-Louis ont augmenté leur vente de 5.000.000 de fr. chacune. Beaucoup d'autres ont approché ce chiffre sans l'atteindre. Or, la vente chez 1.000 fabriques de chaussures des Etats-Unis est, en moyenne, de 800.000 francs par an. Il y a douze grandes manufactures de souliers à Saint-Louis. Les ventes de l'une d'elles se sont élevées, en 1903, à 40.000.000 de fr.

Mais... Il y a un mais. Plusieurs même. La qualité ne répond pas à la quantité. Il nous souvient d'avoir acheté, en 1890, à Saint-Germain-en-Laye, une paire de chaussures dont l'endurance, en terrains variés, et la longue existence, émerveillent tous les Américains. Elles ont duré trois ans en France et un an aux Etats-Unis, où elles ont subi les plus dures épreuves, sans laisser entamer leur âme. Ces souliers coûtaient 15 francs. Leurs congénères américains, payés le même prix, commencent à bailler après deux mois de marche. Ils meurent de consommation vers la fin du troisième. Ceci nous amène à la Compagnie des savetiers de Saint-Louis, Olive Street, près la poste. Vous tirez vos bottes. Une demi-heure après on vous les rend ressemelées. Il y a là une quinzaine d'ouvriers dont le travail est abrégé par trois machinettes mues par l'électricité. Coût de l'opération 1 fr. 75. L'outillage du savetier vous fait pressentir ce que doit être celui des fabricants. Le rapport caresse une douce espérance. D'ici quelques années, sept au plus, Saint-Louis occupera le premier rang de la hiérarchie crépinante, dans l'Union américaine.

Du cuir à la laine. « Félicitons les commerçants de Saint-Louis, dit le rapport, de l'intrépidité et de l'esprit d'entreprise qu'ils ont déployés, en entreposant d'immenses quantités de lai-

nes, qu'ils tiennent à la disposition des manufacturiers. Les transactions se sont élevées à 37.000.000 et demi de francs. Saint-Louis est le deuxième parmi les grands marchés lainiers de l'Union. » Vous jugerez là-dessus que dans les étoffes de laine américaine, il y a de tout, sauf de la laine. C'est à cela, qu'en ce pays, les vieux vêtements sont redevables de leur brillante destinée. Comme le phénix, ils renaissent toujours de leurs cendres. Et la matière dont ils sont faits a une vie éternelle. On les effile. On passe les fils dans des bains de jouvence. On les refile. On les retisse. On leur donne de l'apprêt. On ne leur marchandé pas le bon teint. Après quelques autres opérations, un beau jour, ma vieille redingote parisienne est tout étonnée de se trouver à la vitrine du tailleur à la mode. Elle a failli tomber en syncope quand un sénateur l'approchant, la reluke et l'emporte pour l'endosser à l'inauguration de l'Exposition de Saint-Louis.

La protection nous empêche de filer la laine, dit le manufacturier. Filons les loques. Aux Etats-Unis, tout le monde en a sur le dos. Peut-être aussi plein le dos. Résultat : un ouvrier achète un costume de travail. Après l'avoir porté deux mois les coudes baillent comme des huîtres, le fondement les imite et appuie sur la chanterelle, le bas du pantalon est édenté comme un cric. Il en est de même des vêtements de dessous. Chemises, flanelles, caleçons, chaussettes craquent de toutes parts comme les marrons de Lyon sur le feu. Tant il y a que le budget des laborieux est fortement grévé. Un point de repère. Voici un caleçon de coton. Coût 3 francs. Il débute à Valenciennes (Nord) en 1898. Après avoir parcouru la France et une partie des Etats-Unis, il est encore en bon état. Ergo : les chaussures, les vêtements, le linge, les flanelles, les chaussettes de France durent quatre fois plus longtemps que leurs similaires américains et coûtent meilleur marché. Aussi, ne faut-il pas aller bien loin pour voir des gens manifestement dans l'aisance avec des vêtements tout en œils-de-bœuf. Seulement ils ont dans une garde-robe un complet payé 300 fr. que nos tailleurs bourgeois cotent 5 louis. Nous y revenons.

Partout la nature a placé le remède à côté du mal. Prévoyant le tarif Dingley, elle inventa le castor, pour abriter les chairs que les vêtements américains exposent aux morsures de l'air, sans se soucier des mœurs. « Saint-Louis, dit le rapport, est le plus grand marché de fourrures du monde entier, et son importance comme grand centre « fourreur » s'accroît d'année en an-



qu'à Paris. Les ébénistes, comme tous les commerçants et industriels ludoviciens, divisent le travail de leur vue. Ils ont un oeil sur leurs affaires. L'autre, le plus américain, sur celles de leurs concurrents du dehors. « Des marchés voisins, très ambitieux, dit le rapport, offraient de grandes facilités aux consommateurs. Nous avons établi ici, l'an dernier, l'Exposition Permanente de l'Ameublement, qui leur a enlevé pas mal de clients. Nous avons amélioré la qualité. Nos meubles sont de meilleur goût, plus élégants. Nous n'avons guère augmenté nos prix, quoique ceux des matières premières se soient élevés. » On peut considérer tout ce qui précède comme la devise de tous les producteurs de Saint-Louis. La loi et les prophètes.

En dehors de tout ceci, ils ont dans leur jeu le maître-atout. Le charbon ne leur coûte que 5 francs par tonne, à pied-d'œuvre. Ils l'achètent en Illinois, qui leur fait des prix plus favorables que les charbonnages du Missouri. Ceux-ci ont vendu leur production, 4.600.000 tonnes, à 6 fr. 30, sur wagon à la mine.

On a extrait des quantités considérables de : nickel, cobalt, cuivre, fer, baryte, et tripoli. Combien ? La statistique est muette. Les mines de zinc ont donné 212.000 tonnes. Prix : 170 fr. sur place. Les mines de plomb, 143.000. Prix : 226 fr. Le rapport a le caractère de tous les autres : un imperturbable optimisme. « 1904 nous offre les plus belles espérances. Des nouvelles mines, vastes et nombreuses ont été ouvertes. Elles sont aussi bien administrées et outillées que celles des autres Etats. La sécurité et les conditions sanitaires défient toute comparaison. »

Les trois ateliers de matériel de chemins de fer, ont construit 70.000 wagons, pour voyageurs et marchandises, à 4.000 francs l'un. Soit 280 millions. Nous nous demandons s'ils sont du même bois que les caleçons et les redingotes américaines. Les plaintes des meuniers et marchands de grains semblent l'indiquer. La statistique les appréciera. La Chambre de Commerce constate méticuleusement l'état des wagons déchargés à Saint-Louis. Voici ce que ses inspecteurs ont relevé :

	Wagons.
Coulage aux portes.....	2.730
— à la fenêtre du bout.....	266
— aux parois.....	1.553
— au plancher .....	215
	<hr/>
	4.773

Soit, sur 22.517 wagons déchargés, 4.773 wagons qui ont égrené le blé sur le ballast, comme le semeur de l'Évangile sur le roc. Outre cela, 2.450 n'avaient pas été plombés par les chemins de fer, qui sont le cauchemar des producteurs américains. Ils ne surveillent pas les voies de déchargement, où l'on chaparde et gaspille tout le long de l'année. Les pertes annuelles se chiffrent par milliers de dollars. Les railways avaient promis de régler tout cela. Ils n'en font rien. Les plaintes du public ne troublent pas leur sommeil. La Chambre de Commerce a dû payer des gardes pour veiller au grain des meuniers. C'est une économie pour les railways. Tous tondent sur un œuf et sont toujours en mal de tonsure.

Cette maladie amène, en ce moment, devant les tribunaux, l'Association Terminus de Saint-Louis. Ce trust de quatorze grandes lignes a, dans la poche, les clefs de toutes les portes par lesquelles Saint-Louis fait entrer et sortir ses marchandises. Le Procureur Général vient de l'assigner, devant la Cour Suprême du Missouri, pour violation de la loi, qui fait défense de se coaliser aux lignes parallèles et concurrentes. « Je considère ce trust, dit le Procureur, comme infiniment plus vaste et plus ruineux que celui des *Northern Securities*, qui a été déclaré illégal (1). »

De tout ce qui précède, nos lecteurs concluront que les habitants de Saint-Louis ont un vaste débouché pour les aptitudes combattives qu'ils tiennent des Puritains et des Cavaliers. Ce fonds est celui qui leur manque le moins, et qui leur permet d'écarter leurs concurrents. Le seul dont ils ne viennent pas à bout, c'est la femme qui les supprime un peu partout, dans les professions bureaucratiques et même libérales.

*Chiffres des ventes des maisons de commerce de Saint-Louis, gros et détail, en 1903.*

Vêtements, linges, tapis, etc.....	Fr.	250.000.000
Modes .....		37.500.000
Articles de bazars .....		20.000.000
Véhicules .....		32.000.000

---

(1) Ce jugement menace la plupart des Trusts suivants: Tabac, Marine Marchande Internationale, Acier, Huile, Bidons, Instruments Agricoles, Cuirs, Laines, Camionnage, Nickel, Papier, Viandes, Sel, Charbons, Chemins de Fer, Sucre, Cuivre. Outre ceux ci-dessus, il resterait encore trois cent-quatre-vingts grands trusts. Ils ne tombent pas sous le coup de la loi, parce qu'ils ne suppriment ni ne limitent la concurrence.

Plomberies .....	15.000.000
Epiceries (Potin).....	390.000.000
Chaussures .....	225.000.000
Tabacs et cigares.....	180.000.000
Quincailleries .....	175.000.000
Confiseries .....	20.000.000
Bière .....	85.000.000
Marchands tailleurs.....	35.000.000
Poëles, étuves.....	20.000.000
Machines agricoles.....	75.000.000
Fer, acier, matériel pour charrons et carrossiers...	75.000.000
Articles électriques.....	35.000.000
Peintures, couleurs.....	50.000.000
Sellerie, harnachement.....	25.000.000
Chapellerie, ganterie.....	25.000.000
Drogueries et produits chimiques.....	107.500.000
Verreries .....	27.500.000
Poteries .....	17.500.000
Fourrures .....	25.000.000
Matériel pour chemins de fer.....	125.000.000
Malles-sacs de voyage.....	10.000.000
Papeterie .....	34.750.000
<hr/>	
Total.....	Fr. 2.112.250.000

*Nombre des animaux abattus à Saint-Louis en 1903.*

Bœufs, chiffres ronds.....	740.000
Veaux — .....	126.000
Moutons — .....	482.000
Porcs — .....	1.519.000
<hr/>	
Total.....	2.867.000

*Mules et chevaux importés à Saint-Louis...*

En 1903.....	138.000
--------------	---------

LABORER.





## REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE

---

**SOMMAIRE :** *L'Acacia* : La séparation de l'Eglise et de l'Etat. — *Revue populaire d'Economie Sociale* : Les Bureaux de placement. — *Bulletin de la Société Turgot* (au Havre). — *Revue des Deux-Mondes* : Les grands hôtels. Le domaine des mers. Le Japon économique. — *Le Correspondant* : L'Eglise et l'Etat. Le municipalisme anglais. — *Revue de Paris* : L'indépendance du Japon. — *La Revue* : Le patriotisme. Déboisement et décadence. Les déclarations de guerre. — *Revue Générale* : Le municipalisme. — *Les Etudes* : Les écoles confessionnelles. Les assurances libres. — *La Réforme sociale* : L'assistance parisienne. — *Revue d'Economie politique* : La concurrence effrénée. Les idées économiques d'Aristophane. Quesnay. — *Revue socialiste* : Le singe et les bonnets de coton. — *Le Mouvement socialiste* : Politique et socialisme. — *Revue économique de Bordeaux* : L'industrie américaine. Le profit du faible. — *L'Echo de l'Industrie* : L'industrie japonaise. — *Le Rentier* : Le rachat des chemins de fer. — *Les Temps Nouveaux* : Guerre et révolution. L'esprit dogmatique laïque. — *La Revue des idées* : Son programme. — *L'Enseignement libre* : Son programme.

Dans l'*Acacia* de novembre, le M.<sup>r</sup> Hiram insère une étude sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat comme on devrait en publier souvent et depuis longtemps, c'est-à-dire sous forme rationnelle, et non sous forme déclamatoire et combative. Je ne dis pas que tout soit inattaquable dans la thèse de l'auteur, je dis qu'elle est bien traitée et mérite un sérieux examen.

Dans tous les pays et dans tous les temps, dit en substance M. Hiram, le culte a été une fonction publique ; mais cela n'a plus de raison d'être, et il est temps que cela change. « Il faut casser, il faut non seulement rompre le lien : il faut briser l'Eglise, il faut détruire cette puissance rivale et dangereuse. »

Cette mesure paraît bien radicale, mais l'auteur ne tarde pas à se radoucir ; il comprend que tout le monde, en France, n'est pas aussi... franc-maçon que lui, et la fermeture brusque des

églises ne se ferait pas sans résistance. Il s'agit donc de procéder graduellement : ne pas supprimer du jour au lendemain le budget des cultes, mais décider simplement que les prêtres en exercice conserveront leurs traitements jusqu'à la fin de leur vie, et ne seront pas remplacés. Ceux qui, dorénavant, embrasseront cette profession, le feront à leurs risques et périls. « Le traitement maintenu ne serait pas accordé à la collectivité appelée l'église catholique, mais personnellement aux individus exerçant présentement la profession de prêtres. »

L'auteur passe ensuite à des considérations très justes sur les biens de l'Eglise, confisqués par la Révolution, puis au rôle de la franc-maçonnerie dans la question religieuse. Son principe fondamental, dit-il, est la liberté pour tous. « Soumettre l'ancien oppresseur à l'oppression serait commettre le même crime dont il se rendit coupable... Il faut aussi être prudent et craindre, pour pousser à bout l'avantage contre l'Eglise tyrannique, de fournir des armes à une autre tyrannie bien plus redoutable aujourd'hui : celle de l'Etat. »

---

La *Revue populaire d'économie sociale* a fait une enquête sur les bureaux de placement près de quelques économistes appartenant aux écoles les plus diverses. Deux questions ont été posées : 1° L'industrie des bureaux de placement payants est-elle licite et doit-elle être abandonnée à la libre concurrence ? 2° Le placement gratuit n'est-il pas une conséquence nécessaire du droit au travail ?

M. Frédéric Passy répond en substance, que personne n'oblige les ouvriers à s'adresser aux bureaux payants, puisqu'il y a une infinité de bureaux gratuits. Supprimer les bureaux payants, c'est donc porter atteinte, non seulement à la liberté des placeurs, mais à celle des placés.

« Ces bureaux de placement, dit M. Cauwès, ne doivent pas faire l'objet d'une industrie libre ou même réglementée, de trop graves abus étant inhérents à leur fonctionnement. » — *Inhérents*, est-ce bien sûr ? — C'est aux syndicats, aux Bourses du Travail et aux municipalités qu'incombe le soin de rapprocher l'offre de la demande de travail. — Le soin, donc aussi la responsabilité. Cela peut mener loin.

Opinion de M. Ed. Vaillant : Tout homme voulant et ne pouvant travailler est une accusation, une condamnation vivante du dé-

**sordre social.** — Il faudrait remonter à la source de ce désordre, ce que l'orateur néglige de faire.

**M. de Molinari** est certainement l'homme qui a le plus et le plus longtemps creusé cette question. A son avis, il faut non supprimer les bureaux de placement, mais les placer dans le droit commun. Pourquoi ? parce que la principale source des abus dont on se plaint dérive de ce que ces établissements sont soumis à l'autorité arbitraire de l'administration, et peuvent être fermés du jour au lendemain. « Qui voudrait aventurer des capitaux considérables dans une industrie exposée à un tel risque ? » Et qui consentirait à se mettre ainsi à la discrétion de la police ? Méditez ceci, MM. Vaillant et Cauwès.

« Je verrais de graves inconvénients, dit M. Ch. Gide, à attribuer aux syndicats ouvriers le monopole du placement. Ce serait leur attribuer une sorte de droit de vie et de mort sur tous les salariés. »

Cette considération n'empêche pas M. Paul Pic de se prononcer pour le monopole des syndicats, qui devront édifier sur les ruines des bureaux « une organisation centralisée de placement gratuit, répondant à toutes les nécessités de l'industrie. »

Il semble que M. Pic n'a pas vu et que M. Gide n'a pas suffisamment indiqué les conséquences de la suppression de l'industrie du placement. Le placement dit gratuit — bloc enfariné — pourra être organisé par les mairies, mais aussi par les paroisses ; par les syndicats rouges, mais aussi par les syndicats jaunes. Dans les deux cas, c'est la lutte établie sur un nouveau terrain entre cléricaux et anticléricaux.

Qui remportera la victoire ? Cette question se réduit à la suivante : à quelle couleur de bureaux s'adresseront de préférence non seulement les patrons, mais les ouvriers sérieux et plus soucieux de travailler que de politiquer ? Quant à moi, si j'étais cléricale, je ferais tous mes efforts pour obtenir la suppression des bureaux de placement ; je ferais payer mes services de placement par les patrons, qui ne demanderont pas mieux, et je me moquerais de la suppression de l'enseignement congréganiste, bien convaincu que la division ne manquera pas de s'introduire dans les écoles étatiques.

---

La Société Turgot (du Havre), est toujours, non seulement vivante, mais active. Les rapports qui y sont présentés et les discussions qui en suivent la lecture sont du plus haut intérêt ; il

est seulement à regretter... qu'un si bon exemple ne soit pas imité au moins par toutes les grandes villes industrielles. Je l'ai déjà dit ? Ne perdez pas patience, je le dirai encore. Les questions traitées dans le dernier semestre ont été : 1° De l'inscription maritime, par M. Raoul Duval ; 2° Etude d'un budget municipal, par M. du Pasquier ; 3° Du Féminisme, par M. Sorel ; 4° Du monopole de l'alcool, par M. A. Bégouen ; 5° De l'état actuel de la question du divorce, par M. Lévarey ; 6° Des conditions normales de la famille, par M. Delivet.

Les opinions émises sur ces divers sujets sont généralement libérales, d'un libéralisme modéré mais ferme. Dans le budget municipal, par exemple, on n'admet pas que les Conseils municipaux soient si prodigues de subventions à des sociétés d'utilité plus ou moins réelle, ni que ces sociétés en sollicitent. M. du Pasquier leur conseille d'imiter l'exemple de l'Université populaire et de la Société Turgot « qui ne veulent pas de subventions ». A la bonne heure ! S'il était aussi honteux qu'il est glorieux, aux yeux du public, d'obtenir des subventions officielles, la face du monde serait bientôt changée ; mais démocratie oblige.

En féminisme, les Turgotins du Havre s'accordent pour demander « la suppression des obstacles légaux qui peuvent empêcher la femme de suivre sa destinée en embrassant telle carrière qu'elle se croit apte à remplir. »

Qui pourrait, en effet, être meilleur juge, en cette matière, que la femme elle-même ? Et quel autre moyen que l'expérience pour déterminer la nature et la mesure de ses aptitudes et capacités

Le vie moderne devient de plus en plus compliquée. M. d'Avenel ne l'apprend sans doute à personne, mais il le prouve par la longue série d'études qu'il continue de publier dans la *Revue des Deux Mondes* sur son *mécanisme*. C'est du mécanisme des Grandes Hôtelleries dont il est question dans la livraison du 15 janvier. L'auteur y décrit l'organisation et le fonctionnement des principaux hôtels de France et de l'étranger.

Nous engageons les philanthropes en quête d'inventions ou d'imitations à s'inspirer de ce qui concerne les Mills Hôtels (hôtels populaires), des Etats-Unis, et à tâcher de faire aussi bien et à aussi bon compte. Ce qui caractérise cette œuvre d'excellente démocratie, dit M. d'Avenel, c'est de ne pas être une institution « charitable », ni même « philanthropique », où le pau-



faut voir, dans l'article de M. Moireau, les chiffres des dépenses pour la marine anglaise. Le budget de la marine, de 407 millions de francs en 1889-90, est arrivé à 870 millions pour 1903-1904 ; il sera peut-être d'un milliard pour 1904-05.

Jusques à quand cela pourra-t-il continuer ? M. Moireau examine si l'Angleterre aura assez d'hommes pour armer tous ses navires ; si, en cas de guerre, les approvisionnements ne lui manqueront pas, réduisant ainsi tout cet imposant appareil à l'inaction ; si, etc.

Deux lignes de la conclusion nous expliquent le délire belliqueux des gouvernants : « Les énormes sacrifices que s'impose la nation anglaise, dans un accord *patriotique* vraiment superbe du peuple et du gouvernement... » Tant que le patriotisme consistera, non à se défendre, mais à attaquer les autres, les gouvernants auront beau jeu. Mais appelons les choses par leur nom : disons que les gouvernements sont des organes d'attaque et non de défense, de domination et non d'indépendance.

— Il n'y a plus à en douter, le Japon se civilise. Il est, d'ailleurs, à bonne école et il profite des leçons de ses professeurs. Toutes les revues de ce trimestre parlent plus ou moins de sa puissance militaire, maritime, industrielle, des chances qu'il a de remporter la victoire. On pense bien que nous n'analyserons pas tous ces articles japonisants. Nous allons cependant dire quelques mots des renseignements que publie sur ce sujet M. Pierre Leroy-Beaulieu dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars.

D'abord, les salaires japonais ont plus que doublé depuis une quinzaine d'années.

Quels bienfaits la civilisation introduit dans les pays qui veulent bien lui donner l'hospitalité ! Attendez.

« Le prix de toutes choses a beaucoup augmenté aussi. »

L'auteur nous montre que les prix des denrées ont aussi doublé et même souvent triplé ; de sorte que l'ouvrier japonais est aussi japonais que devant.

Pourquoi le prix de toutes choses a-t-il augmenté ?

La cause n'est pas difficile à découvrir : « Les recettes budgétaires ont presque triplé en dix ans, et elles ne suffisent pas à couvrir les dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires. » Il va sans dire que les insuffisances budgétaires s'accumulent et font la boule de neige qui s'appelle la Dette publique. Heureux Japonais !









— Déboisement et décadence vont de pair, si l'on en croit le Dr Regnault, (même *Revue*). « Avec les arbres, sont mortes les villes », et l'auteur cite de nombreux exemples à l'appui. « La dépopulation dérive de là, l'appauvrissement aussi, et par suite la décadence intellectuelle. »

Que faire donc pour enrayer déboisement et décadence ? L'Administration des forêts n'y peut rien, puisque, comme les chèvres, elle vit de leur produit ; mais « quand par hasard le propriétaire a intérêt à boiser, il n'hésite pas à le faire ». Seulement les propriétaires ont moins que jamais intérêt à boiser : l'épée de Damoclès de la nationalisation du sol suspendue sur leur tête suffirait pour les en détourner, et ce n'est pas la seule cause qui les paralyse.

— A propos de la guerre russo-japonaise, M. Jean Finot écrit un article très intéressant sur les races dans la *Revue* du 15 mars. L'auteur y soutient que tous les hommes sont des hommes ; hérésie bien manifeste pour la « science moderne ». La forme et les dimensions du cerveau ne sont pas des indices de races supérieures ou inférieures. S'il y a des races inférieures ce sont évidemment les plus féroces, celles qui, se croyant les plus fortes, vont attaquer les autres à tous les bouts du monde.

On reproche au lapin japonais d'avoir commencé les hostilités contre les Russes, sans une déclaration préalable de la guerre. M. Finot observe qu'ils ont profité de nos leçons et il cite plusieurs exemples d'hostilités sans déclarations. Je dis plusieurs, c'est 110 sur 120. « Les Japonais, conclut M. Finot, ont donc agi sciemment en peuple civilisé ! »

---

L'entrée des socialistes au Parlement belge, la conquête qu'ils ont faite de nombreux hôtels de ville, la majorité qu'ils ont acquise dans deux conseils provinciaux, ont rendu journalières en Belgique, les discussions sur la municipalisation des services publics. L'exemple de l'Angleterre est là, et M. Joseph E. Nève examine, dans la *Revue Générale*, les raisons invoquées par les Anglais en faveur du municipalisme et les résultats obtenus.

La raison de salubrité a été la principale pour municipaliser les services d'eau et des logements ouvriers. Les concessions d'eau étaient données à l'aveugle, sans limite de temps, sans contrôle aucun. Il était facile de redresser ces errements. On a pré-

léré recourir à la régie directe ; mais à Birmingham, la distribution d'eau par la ville n'a fait descendre la mortalité qu'à 22 0/00, alors qu'à Londres, cette ville desservie par des compagnies accusées de ne fournir qu'une eau « de jour en jour plus pestilentielle et plus corrompue », la mortalité moyenne varie de 18 à 20 0/00.

Le Conseil de Comté de Londres a rasé des *slums* et élevé à leur place de monumentales constructions pour loger les ouvriers ; mais les loyers de ces logements sont relativement élevés, aussi sont-ils occupés par une population plus aisée, et les ouvriers sont allés porter leurs pénates plus loin. La salubrité n'a fait qu'y perdre et pour plusieurs raisons : les ouvriers expulsés paient leur part directe ou indirecte des charges municipales qui profitent à plus aisés qu'eux ; l'intervention de la municipalité a détourné l'initiative privée de l'entreprise de logements ouvriers.

Une autre raison ou prétexte des municipalistes : réaliser des bénéfices par le moyen de la régie et se créer des ressources nouvelles. M. Nève découvre les artifices de comptabilité et montre que les bénéfices se traduisent par des dettes.

Le pire, c'est que le socialisme municipal, qui prétend corriger les injustices et les inégalités sociales, ne fait que les augmenter. L'eau municipale, le gaz, l'électricité, les trams, sont payés par tout le monde également et ne profitent pas également à tout le monde. Le pauvre paie autant que le riche et jouit moins. L'ouvrier ne dépense pas tant d'eau, de gaz, d'électricité que le bourgeois. Il n'en supporte pas moins sa bonne part de la charge des emprunts contractés pour municipaliser tous ces services.

Ces considérations et beaucoup d'autres non moins fortes déterminent M. Nève à conseiller à ses compatriotes de ne pas s'embarquer dans la chaloupe municipaliste, d'estimer plus que jamais l'initiative privée « qui a fait tout ce qu'il y a de beau, de bon et de grand dans notre patrie ».

Les « portes de l'enfer » heurtent terriblement l'Eglise catholique, apostolique et romaine. M. Wilfrid Tappé recherche, dans les *Etudes*, les moyens de résister à l'assaut maçonnique, au jacobinisme, à l'anarchie intellectuelle.

On a suggéré de christianiser l'Université, comme on a fait



loin et dire : « Puisque l'Etat se charge de notre avenir, à plus forte raison doit-il pourvoir à nos besoins présents. »

Si les partisans des retraites obligatoires se proposent de combattre le socialisme et de faire le bonheur des ouvriers, on voit qu'ils ont la main heureuse dans le choix de leurs moyens.

---

Une discussion instructive et édifiante a eu lieu à la Société d'économie sociale (publiée dans la *Réforme sociale* du 16 mars), sur l'Etat, le département, la commune et l'initiative privée en matière d'assistance.

M. A. Rendu, conseiller municipal de Paris, nous apprend que Paris et le département de la Seine consacrent aux œuvres d'assistance et à l'entretien des hôpitaux ou hospices la somme totale de 86.962.033 francs. Le département de la Seine contient le dixième de la population totale, et les 85 autres départements ne dépensent, pour l'assistance, que 77.985.683 francs. M. Rendu trouve que c'est injuste, d'autant plus injuste que beaucoup de provinciaux et surtout de provinciales viennent se faire soigner, opérer, accoucher, assister à Paris.

C'est ainsi qu'en 1893, on ne comptait que 8.084.575 journées pour les hôpitaux et hospices et qu'aujourd'hui, on est arrivé à 10.008.858, soit une augmentation moyenne de 132.420 par an. C'est encore ainsi que le département de la Seine élevait 37.760 enfants en 1893 ; 43.715 en 1895 ; et 52.000 en 1903.

Paris et le département de la Seine ne sont pas seulement de bons assistants et de bons éleveurs ; ils sont aussi de bons accoucheurs. « On accouche près des deux tiers des femmes dans nos maternités et chez nos sages-femmes. On fait là tout près de 60 0/0 des accouchements de Paris !... Voilà ce qui se passe. C'est la déroute, la faillite des accoucheurs. »

Notez que, après avoir ainsi coupé l'herbe sous les pieds des médecins, on ne réduit pas leur patente, au contraire. Ce n'est donc pas sans raison que M. Rendu dit que cette philanthropie tourne en collectivisme médical.

M. Romain de Sèze observe qu'il ne faut pas seulement tenir compte de la proportion des habitants de la Seine à ceux de la France, puis de la proportion des secours. Il faut aussi considérer la richesse du département capital par rapport à celle des autres départements.

M. Delbet adresse diverses critiques à la capitale et à son assistance. Les hospices parisiens, dit-il, sont propriétaires, dans

toutes les contrées de la France, d'immeubles qui ne sont pas toujours bien gérés. L'administration se défend très bien, peut-être même trop bien contre les pauvres. C'est contre les riches qu'elle se défend le moins.

M. Marbeau veut que l'on renverse les données du problème de l'assistance : rechercher avant tout ce que fait, ce que peut faire, ce que doit faire la bienfaisance privée ; on examinerait ensuite ce qui reste à faire à l'autorité publique. « Toute société qui ne veut pas être en décadence doit avoir pour première base l'effort individuel. Aussi la bienfaisance privée devrait être la base de l'assistance. »

M. Rendu a beaucoup insisté sur l'injustice qu'il y avait à ce que la province rejetât la charge de ses filles-mères et de leurs enfants sur la capitale. Personne ne lui a répondu que, par contre, la province élève un bien plus grand nombre encore d'enfants légitimes, qui viennent ensuite enrichir la capitale par leur travail. Et puis, les pères des enfants de ces filles-mères ne sont-ils pas quelquefois des Parisiens ?

La *Revue d'Economie politique* de janvier, contient un article sur les transformations économiques et sociales contemporaines, par M. Blondel, qui fournirait matière à plusieurs autres, s'il fallait discuter toutes les questions qui y sont touchées. Nous n'en effleurons donc qu'une ou deux.

Les grands changements qui viennent de se produire dans l'humanité, dit M. Blondel, sont avant tout la conséquence de faits matériels, tels que l'affluence de l'or en Europe, l'invention et le perfectionnement des machines de toutes sortes, le développement des moyens de transport, etc. Ces faits ont eu un contre-coup d'autant plus considérable qu'ils se sont produits sous un régime de grande liberté économique...

La liberté économique est donc bonne à quelque chose. Mais elle a aussi de graves inconvénients, si l'on en croit M. Blondel. « On ne peut nier, dit-il, que la concurrence n'entraîne aisément des abus, qu'elle ne provoque à une exploitation des forces humaines... La concurrence effrénée, si elle favorise le progrès matériel, n'entraîne pas nécessairement le progrès moral. »

Assurement, la concurrence effrénée n'entraîne pas le progrès moral, elle fait même tout le contraire : mais la concurrence toute simple ? Les économistes ont démontré que la concurrence libre est éminemment juste, qu'elle porte en elle son frein et son

aiguillon, et personne ne les a réfutés. Il faudrait pourtant le faire avant de confondre la concurrence effrénée avec la concurrence libre qui ne l'est pas.

M. Blondel nous présente aussi une nouvelle justification du protectionnisme qui ne justifie rien. « C'est pour se garantir des secousses qu'une crise survenue dans un pays déterminé imprime aux pays voisins qu'on fait aujourd'hui de la « protection » à outrance et qu'on se préoccupe tant du marché intérieur. »

C'est aussi pour se garantir de la pluie que Gribouille se jette dans la rivière. La concurrence portant en elle son frein et son aiguillon, — ne nous laissons pas de le redire, puisqu'on ne se lasse pas de l'ignorer, — les crises sont impossibles en régime de libre concurrence ; pour qu'elles naissent, il faut que la concurrence soit faussée, effrénée.

— Dans le même numéro, M. René Gonnard recueille les idées économiques d'Aristophane. Il nous parle des Cléon et de leurs semblables, qui moissonnent, vendangent et cueillent les figues « avec la langue ». Tout à fait d'actualité : nos Cléon n'ont pas la langue moins longue ni moins agile que ceux des Grecs.

Voici pour les pacifistes et les libres-échangistes : Xénophon a insisté sur ce point que, dans la paix, deux peuples peuvent tirer l'un de l'autre de plus grands avantages que n'en tire, dans la guerre, le vainqueur, du pillage du vaincu. Aristophane partage la même opinion : cette idée d'enrichissement par la guerre, il la réfute nettement et lui oppose l'enrichissement par les travaux de la paix.

Ce n'est donc pas d'aujourd'hui que la guerre est une mauvaise industrie, qui ne paie pas.

Un argument pour les féministes : Aristophane démontre péremptoirement le conservatisme des femmes (Assemblée des femmes). Les républicains ont certainement grande envie de conserver le pouvoir. Qu'ils s'empressent donc d'investir les femmes des droits politiques, et ils sont sûrs de leur affaire.

— M. Schelle, dans la *Revue d'Economie politique* de mars, nous présente Quesnay avant d'être économiste ; il aurait pu intituler son étude : *Quesnay-Chirurgien*. C'est, en effet, la lutte de Quesnay pour les chirurgiens contre les médecins, qui a été son principal titre à la notoriété avant d'être économiste.

A signaler, parmi les nombreux renseignements contenus dans cette étude, la manière dont Quesnay entendait la formation des

médecins et des chirurgiens ; il s'y montre déjà économiste et donne au consommateur du service médico-chirurgical la priorité sur le producteur.

Quesnay ne paraît pas avoir une foi illimitée dans son art : « La première chose qu'il semble qu'on devrait se proposer serait d'examiner si ces professions sont plus utiles que nuisibles à la société, afin de les conserver ou de les proscrire. L'obscurité de l'art de guérir inspire, en effet, des doutes suffisants pour hésiter sur le parti qu'on devrait prendre... »

Nous n'avons plus de pareilles hésitations aujourd'hui ; l'art de guérir n'a plus d'obscurité, du moins quand l'œil est armé du microscope ; nous avons des vaccins et des sérums à *gogo*, et qui seront infaillibles, comme tant d'autres médicaments, tant qu'ils seront à la mode.

---

Les amateurs de belles phrases liront avec plaisir le discours que M. Jaurès publie dans la *Revue socialiste* de janvier ; ils pourront savourer à loisir les périodes ternaires chères aux prédicateurs et aux rhéteurs : le devoir des minorités d'avant-garde, des militants de la première heure, c'est d'aller trouver « les travailleurs immobiles, les travailleurs passifs, les travailleurs somnolents », c'est de ne jamais se rebuter et de ne jamais les rebuter, « c'est de les appeler, c'est de les encourager, c'est de les éveiller à la conscience d'eux-mêmes, à la conscience de leur dignité, à la conscience de leur force, à la conscience de leurs droits... » Et un peu plus loin : « Le prolétariat doit se préparer peu à peu « à devenir l'Etat, à devenir le souverain, à devenir la loi nouvelle de l'humanité affranchie. »

Quant aux idées exprimées dans ce discours... la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a ; il en est de même du plus bel orateur. Il s'agit de combiner l'action politique et l'action syndicale, pour la conquête des pouvoirs nationaux et municipaux.

« Il est temps, laissez-moi le dire, — allez-y, — il est temps que la France républicaine apporte sa part de réformes sociales dans le contingent des efforts européens. Nous nous sommes laissé devancer par l'Allemagne impériale dans l'organisation des retraites ouvrières et paysannes, et voici, citoyens, que pour les élections anglaises prochaines, tout le grand parti libéral, qui est pourtant un parti bourgeois, s'unit aux Trade-Unions ouvrières pour proclamer précisément un programme municipal qui



va, en hardiesse, bien au-delà des premières réalisations de la régie relative du gaz. Le programme commun des libéraux anglais et des Trade-Unions anglaises ouvrières comprend la mise en régie, non seulement du gaz, mais de l'eau, des transports et dans une certaine mesure du logement lui-même. »

Cette tirade me rappelle la fable : *Le singe et les bonnets de coton*. Le marchand de bonnets en prend un pour dormir un somme. Tous les singes du voisinage, qui le voient, en font autant. Les Allemands organisent des retraites, les Anglais municipalisent certains services. Ne considérons pas si ces mesures sont utiles ou nuisibles à la société ; n'attendons pas d'en voir les résultats ; dépêchons-nous de les imiter. Les singes sont excusables d'imiter les hommes, puisque ceux-ci se disent des êtres supérieurs ; mais les Français le sont-ils d'imiter les Anglais et les Allemands par simple esprit d'imitation ?

M. Jaurès veut introduire le suffrage universel du domaine politique dans l'économie. Toujours la tendance simiesque. « Par la République, par la démocratie, nous avons une idée de ce que serait l'atelier, l'usine, la mine, si *elle* (sic) était gouvernée selon la loi du suffrage universel par tous les producteurs qui y travaillent, par les régies municipales, nous avons une première application du collectivisme, par les services publics nationaux, nous avons l'ébauche de ce que pourront être demain les grands services sociaux. »

La République est si bien gouvernée par le suffrage universel, qu'il faut en avoir une dose de clairvoyance pour vouloir étendre ce régime à l'industrie !

---

L'optimisme démocratique de M. Jaurès n'est pas partagé par M. Edouard Berth. L'Etat, dit celui-ci, dans le *Mouvement socialiste* du 15 janvier, l'Etat n'a de prix aux yeux des partis politiques, (sans en excepter le parti socialiste), que s'il est ou une source de richesses et de faveurs, ou un instrument de domination idéaliste ; « tous les partis sont protectionnistes et casent leurs amis dès qu'ils sont au pouvoir ; les questions techniques sont subordonnées par eux à la question politique ; leur triomphe ne se traduit que par un changement du personnel gouvernemental et administratif. Ce sont là des truismes que la politique du Bloc, depuis quatre ans, n'a fait que rendre plus évidents encore, s'il est possible... Le sens révolutionnaire s'émousse ter-

riblement dans le vestibule du pouvoir ! Nous vivons sous le despotisme des parlementaires et d'une nouvelle Convention. »

D'où vient que les démocraties font preuve d'une si grande absence d'esprit public ? « Chaque individu, dit M. Berth, est trop absorbé par ses affaires personnelles pour songer aux affaires publiques ; la politique devient une carrière, *la chose des politiciens* ; c'est ainsi que pratiquement s'exprime le divorce idéal entre le citoyen et l'homme privé. »

D'où vient que chaque individu est trop absorbé par ses affaires personnelles ? M. Berth ne se le demande pas. La question vaut pourtant la peine d'être creusée. Pour notre compte nous inclinons fort à croire que, plus on augmente les attributions de l'Etat, plus il est difficile au commun des citoyens de les connaître et de les contrôler, par la double raison qu'elles sont trop nombreuses et complexes et que, surmené de travail pour emplir le Trésor, on n'a pas le loisir de se tenir au courant des affaires publiques.

Si l'Amérique a jamais eu besoin de protection pour son industrie, il est certain que ce temps est passé et que l'industrie américaine est en état de soutenir la concurrence mondiale. C'est ce que montre M. Joseph Benzacar dans la *Revue Economique de Bordeaux*.

De 1870 à 1900, dit-il, la valeur de la production agricole des Etats-Unis s'est accrue de 142 0/0, celle des manufactures de 207 0/0. La production industrielle s'est même accrue au point de déprécier les produits : « Alors que de 1870 à 1900, la production du coton est passée de 3.1 millions de balles à 10.3, la valeur correspondante n'a progressé que de 303 à 469 millions de dollars. Il n'est pas douteux que cette dépréciation ne soit due au rendement croissant des industries de plus en plus concentrées. »

De ces faits et de beaucoup d'autres M. Benzacar tire la conclusion suivante : « La politique douanière des Etats-Unis n'a-t-elle pas fait son temps ? Ne serait-il pas utile à tous les peuples de rétablir les canaux du commerce, de les dégager des entraves artificielles qui découragent le négoce et avilissent les prix par un engorgement intérieur des produits ? »

— La même *Revue* (n° de mars) renferme une conférence de M. E. Martineau sur le commerce international, où il est démon-

tré que, dans l'échange libre, « le profit de l'un est aussi le profit de l'autre. »

C'est très bien ; mais les protectionnistes et surtout les socialistes répondent : « Pourvu que les deux échangistes soient d'égale force ; mais, en fait, le pays riche et bien outillé écrase le pays pauvre ; le patron, bien pourvu de capital, exploite l'ouvrier qui n'en a point. » Il faut donc aller plus loin et démontrer que le libre-échange profite encore plus au faible qu'au fort, au pays pauvre qu'au pays riche, au prolétaire qu'au capitaliste

Cette démonstration aurait répondu par anticipation aux objections qui ont été opposées à M. Martineau sur le protectionnisme militaire, le protectionnisme de transition, le protectionnisme éducateur, etc.

M. Martineau observe bien judicieusement que le libre-échange « réalise progressivement, et selon les mérites, une répartition plus équitable de la richesse universelle ». C'est là son plus grand défaut aux yeux des parasites, qui sont bien loin de vouloir la répartition selon les mérites.

Le libre-échange, dit encore M. Martineau, « établit entre les peuples des liens indissolubles d'intérêt qui rendent de plus en plus difficiles les brutalités de la guerre et font entrevoir ce rêve lointain caressé par toutes les intelligences d'élite, la fraternité des peuples fondée sur l'harmonie des intérêts. »

Un grand pas sera fait dans la bonne voie quand les pacifistes auront compris que c'est par le libre-échange qu'on arrivera à l'arbitrage et à la pacification et non l'inverse ; et qu'il serait beaucoup plus facile d'amener l'opinion publique à imposer aux gouvernants le libre-échange que la suppression des armements, des écoles militaires et de tout l'attirail guerrier.



Le Japon va-t-il se mettre sur le pied d'en remonter à ses professeurs ? Dans l'*Echo de l'Industrie* du 31 janvier, M. H. de Nimal donne de nombreux extraits de l'*Annuaire financier et économique* publié à Tokio, par le ministère des Finances. Les lecteurs ont de quoi se rassasier de renseignements de ce genre en ce moment, dans tous les Journaux et Revues ; donc, inutile de s'y arrêter ; mais la conclusion qu'en tire M. de Nimal est bonne à noter :

« Il serait hautement à souhaiter que les autres pays et notamment la Belgique, prissent exemple sur le Japon, en publiant régulièrement un *Annuaire* aussi complet et aussi pratique où

sont groupés avec méthode, ordre et clarté, par tableaux récapitulatifs et comparatifs, année par année, les données les plus variées et les plus détaillées sur le mouvement démographique, social, économique, commercial, industriel, agricole et financier. Rien ne manque dans ce petit volume de 177 pages. »

Le Japonais meilleur statisticien, plus clair, plus concis que son maître l'Européen ! Où allons-nous ?

De ce que le Japon fait des progrès si rapides, faut-il conclure, comme quelques-uns le font, que la concurrence de l'industrie japonaise est à craindre pour l'industrie européenne ? M. de Nimal ne le croit pas et donne de très bonnes raisons de son opinion dans l'*Echo* du 28 février.

On a agité le péril jaune : l'Orient, (Chine et Japon) envahissant l'Europe comme aux âges héroïques. Aujourd'hui on veut bien croire que les fils du Ciel et du Soleil levant resteront chez eux ; mais, dit-on, grâce au bas prix de la main-d'œuvre, à défaut de leurs personnes, ils nous inonderont de leurs produits à bon marché et toute lutte nous sera impossible.

M. de Nimal montre que l'industrie japonaise, prise dans son ensemble, est encore des plus rudimentaires. Jusqu'à présent, par exemple, l'industrie métallurgique est dans l'enfance, de même que la verrerie et la sucrerie.

Mais le grand obstacle à l'inondation, c'est la hausse des salaires et du prix des denrées. Les salaires ont plus que doublé depuis quinze ans et s'ils continuent à progresser, ils ne tarderont pas à atteindre les taux payés en Europe. Or, il est de toute nécessité qu'ils continuent, puisque les besoins se multiplient et que les prix des moyens de les satisfaire montent encore plus rapidement que les salaires.

Ajoutez la hausse des prix des matières premières nécessaires à l'industrie et vous serez rassurés sur le danger de l'inondation japonaise, d'autant plus que la présente guerre, par les impôts et les emprunts qu'elle entraîne, ne fera qu'accélérer le mouvement d'ascendance des denrées, des matières et des salaires.

« Bref, conclut M. de Nimal, le jour où le Japon aura atteint le degré de développement industriel de l'Europe et des États-Unis, il apparaît comme infiniment probable que les produits et fabricats y reviendront aussi cher que partout ailleurs. A l'heure actuelle déjà, le prix des produits fabriqués y est fréquemment plus élevé qu'à l'étranger, malgré les salaires en apparence inférieurs. »

---

A l'occasion de la discussion sur le rachat des chemins de fer, M. Neymarck expose, dans le *Rentier*, les progrès accomplis par les compagnies depuis les conventions dites scélérates. La durée des voyages a été considérablement réduite. Les prix des transports ont subi d'importantes diminutions. Le public a donc économisé du temps et de l'argent.

Et les actionnaires ? Et les employés ? Et l'Etat ? Les actionnaires ont vu leurs dividendes et intérêts rester à peu près immobiles : 342 fr. en 1855, 298 en 1865, 298 en 1883, 303 en 1902. Les employés ne doivent pas se trouver trop mal dans cette administration, puisqu'il y a toujours plus de postulants que de places. L'Etat est encore le mieux partagé.

« C'est l'Etat qui s'est fait, et a la part du lion. Les actionnaires des six grandes Compagnies ont à se partager annuellement environ 150 millions pour intérêts et dividendes. Or, les impôts payés à l'Etat par les Compagnies et les charges patronales qu'elles supportent s'élèvent à près de 120 millions, soit 80 0/0 du dividende. Autrement dit, quand un actionnaire d'une Compagnie de chemin de fer reçoit 1 franc, 0 fr. 80 vont à l'Etat et aux charges patronales. »

Bref, les actionnaires reçoivent 150 millions ; les Compagnies paient plus de 400 millions de salaires, 60 millions de charges patronales, 55 à 60 millions d'impôts sur leurs titres. Elles procurent plus de 200 millions de profits à l'Etat par voies d'économies réalisées, de réduction dans les tarifs, etc.

Dans ces conditions, M. Neymarck considère que le rachat serait un désastre financier. Le système des conventions a permis de continuer les travaux publics avec les ressources procurées par les Compagnies, ce que l'Etat n'aurait pas pu faire. Le rachat présenterait un grand danger en identifiant la dette des Compagnies avec celle de l'Etat, déjà trop forte. On a donc bien fait de rejeter ou d'ajourner le rachat.

Ce qui résultera du débat ? Il y a toute apparence qu'on donnera au réseau de l'Etat « une tête et une queue » ; mais on ne fera pas du réseau un modèle à suivre et un champ d'expériences. M. Neymarck rappelle fort à propos les paroles de Léon Say : « Il n'y a pas de modèle à chercher dans une exploitation de l'Etat, par la raison que, si l'Etat veut faire du commerce, c'est à lui de se mettre à l'école et de chercher des modèles dans l'industrie. »

En effet, quelle compétence peut bien avoir l'Etat en matière de commerce et d'industrie ? Pour répondre sainement à cette

question, il suffit de considérer de quoi est composé l'Etat. D'hommes qui ont passé leur vie, depuis leur plus tendre enfance, séquestrés du monde réel, absorbés dans les Bibles, les Sommes, les Encyclopédies, les Dictionnaires, les Manuels, hommes qui, par conséquent, ne connaissent rien en affaires, et qui sont d'une présomption proportionnée à leur ignorance. Les bons modèles que nous avons là !

---

Le format des *Temps Nouveaux* a été agrandi, quoique ce journal eût de la peine à vivre. Cette réforme lui réussira-t-elle ? Peut-être. Les premiers numéros du nouveau format nous paraissaient plutôt faibles, surtout dans la partie critique ; mais une amélioration très sensible se manifeste dans les numéros suivants. Nous ne ferons que signaler une longue étude sur Herbert Spencer, par M. Kropotkine, et une non moins longue, sur les organes de la religion et de la morale par M. Elisée Reclus. Ces études sont trop longues, et peut-être trop substantielles, pour être analysées ici. Passons donc à l'article de M. Kropotkine sur la guerre russo-japonaise.

Cette guerre, dit l'auteur, est une calamité qui va nécessairement causer un retard dans le développement du mouvement révolutionnaire en Russie. Elle coûtera immensément de souffrances au peuple russe, et elle détournera son attention des graves problèmes intérieurs. On s'agitiera pour savoir si la guerre est conduite avec plus ou moins d'habileté ; si tel général et tel ministre méritent la confiance. « Chaque guerre est un mal, qu'elle finisse par une victoire ou par une défaite. Un mal pour les combattants, un mal pour les neutres. Je ne crois pas aux guerres bienfaisantes. »

Si toute guerre est un mal, la guerre des classes doit aussi en être un. Alors ?...

— Et la guerre aux congrégations, est-elle un bien ? Est-ce une victoire ? Est-ce un progrès ? M. André Girard, qui se pose cette question dans les *Temps Nouveaux*, répond : « En apparence, oui ; en réalité non. »

C'est l'esprit religieux, dit M. Girard, qu'il importait de bannir de l'enseignement, et par « esprit religieux » j'entends, cet esprit dogmatique qui caractérise les religions, qui en est l'essence. Mais l'enseignement laïque n'exclut pas le dogme. S'il

écarte certains d'entre ceux qui sont communs aux deux enseignements, il en est aussi qui lui sont propres.

M. Girard cite un certain nombre de ces dogmes laïques, et il conclut que le progrès consiste à inciter l'enfant à développer sa raison par l'exercice continu et en toute occasion de la faculté qui distingue l'homme de la brute.

Est-il bien sûr que la raison ait besoin d'être « incitée » et que l'enfant ne soit pas assez porté de lui-même à l'exercer ? Pourquoi inciter l'intelligence plutôt que les autres organes ?

---

La *Revue des Idées*, études de critique générale paraissant le 15 de chaque mois, a vu le jour le 15 janvier 1904. Cette revue sera, dit son programme, pour tous ceux qui pourront se rendre capables d'attention soutenue, un instrument de culture générale ; tout en faisant une place importante à la science, elle ne sera pas une revue scientifique, mais bien une revue critique. On y trouvera, à côté d'une étude de biologie, des pages de philosophie, d'esthétique, de sociologie ou d'histoire.

Nous signalerons aux lecteurs, dans les premières livraisons : *le Radium et la radio-activité de la matière*, par le Dr Georges Bohn. *L'économie du travail et l'élasticité*, par M. E. J. Marey. *Schopenhauer et Nietzsche*, par M. Jules de Gaultier. Nous ne voyons pas d'articles sur la science économique dans ces trois premiers numéros, mais nous ne perdrons peut-être pas pour attendre.

---

— Encore une nouvelle Revue : *L'Enseignement libre*, Bulletin de la Ligue de la Liberté d'Enseignement. Fondée en août 1902, la Ligue de la Liberté d'Enseignement, « fidèle à toutes les libertés, étrangère à tout esprit de haine et d'exclusion, n'a pas seulement pour mission de combattre, sous leur forme la plus générale, ces idées fausses, ces projets indignes d'une nation civilisée — la guerre aux congréganistes ; — elle doit, sous une forme précise et pratique, regarder l'avenir et mesurer ce qu'il nous réserve d'après le chemin parcouru. »

Ce que l'avenir nous réserve, c'est le monopole de l'enseignement à tous les degrés par l'Etat. En effet, pourquoi l'Etat exclut-il de l'enseignement les congréganistes, même en tant qu'individus ? Parce qu'ils ont des opinions différentes des siennes.

Quand les congréganistes auront disparu, s'il se trouve des laïques professant les mêmes opinions que les congréganistes, ou d'autres opinions qui diffèrent de celles de l'infailible Etat, ils seront également exclus et ainsi de suite.

N'est-il pas curieux de voir des renégats de la République, qui se sont tant moqués de l'infailibilité papale, s'attribuer à eux-mêmes la même vertu surnaturelle !

Ce que nous réserve encore l'avenir, c'est la suppression de la liberté de réunion, de la liberté de la presse, moyens de propagande des idées et des opinions bien plus influents que les écoles, malgré toutes les vertus morales de l'*a b c*, de la table de Pythagore, de la conjugaison des verbes et de toutes les choses dangereuses que les ignorantins enseignent aux enfants.

Puisque nous vivons dans un monde renversé, on devine que la plupart des membres de la Ligue de la Liberté de l'Enseignement sont des catholiques en religion et des réactionnaires en politique. Voilà où nous en sommes !

ROUXEL.

---





crétaire de l'Agriculture, il n'y a pas moins de quatre ou cinq cent mille dollars déposés, par les fermiers seuls, dans les banques ou prêtés par eux sur hypothèques. En Iowa, les agriculteurs ont pu envoyer environ \$ 60.000.000 au Canada pour acheter des terres arables et des pâturages.

— Il ne faudrait pas conclure de l'état prospère de la récolte dernière que les exportations de céréales des Etats-Unis aient augmenté en 1903. Il y a, au contraire, une diminution sensible, due en partie à une consommation nationale infiniment plus considérable que par le passé; et aussi, au fait que le fermier est en position de garder ses produits en attendant de meilleures occasions financières; mais on ne saurait nier l'influence de l'abondance sur le marché européen de blés indous (1), russes et argentins; il sera intéressant de voir, en 1904, ce qui résultera de cette influence augmentée sans doute de l'appoint du blé d'Australie, nul en 1903 par suite d'une mauvaise récolte.

Si nous jetons un coup d'œil sur les exportations générales, nous remarquons qu'elles sont un peu supérieures, dans leur chiffre total, à celles de l'exercice précédent. Les totaux des quatre dernières décades sont les suivants :

1873.....	\$	567.000.000
1883.....	\$	795.000.000
1893.....	\$	876.000.000
1903.....	\$	1.465.000.000

Les instruments aratoires sont un des principaux articles dont l'exportation a augmenté. Quant aux diminutions, elles portent outre le blé dont nous avons parlé plus haut, sur les cotonnades expédiées en Chine; l'ensemble des articles manufacturés présente également une différence en moins avec l'exercice précédent; mais, étant donnée l'augmentation de l'importation des matières premières et le total de la production aux Etats-Unis, la différence en question ne doit s'expliquer que par une plus grande consommation sur place.

Il est à noter, néanmoins, que les économistes, comme les hommes d'affaires, s'entendent aujourd'hui pour regretter que les négo-

---

(1) Il est à remarquer que le blé de l'Inde, après avoir donné, pendant des années, des récoltes médiocres, a pris son essor en 1903 au point de déverser 75 millions de *bushels* sur le marché d'exportation.

ciants américains n'aient fait, jusqu'ici, que relativement peu d'efforts pour s'établir à demeure sur les marchés étrangers; ou, en d'autres termes, pour organiser systématiquement l'exportation. On en est arrivé à surcharger les marchés nationaux, et, d'autre part, les manufacturiers, sous l'empire des influences factices dominant depuis quelques années, ont tellement augmenté leurs moyens de production, qu'à l'heure actuelle, afin de réaliser ce qui, il y a une huitaine de mois, était considéré comme un bon bénéfice, ils doivent écouler quinze ou vingt fois plus de marchandises qu'auparavant.

Certains experts (1) font, d'ailleurs, observer que les Etats-Unis, au point de vue des exportations, ne tirent pas tout le parti possible de leurs ressources. Ils déplorent, par exemple, que ce pays, qui produit 85 0/0 de tout le coton du globe, n'exporte guère plus de cotonnades que la Suisse, où cette plante ne pousse pas! Ajoutons que l'Amérique, malgré ses énormes facilités pour la construction des machines, est la tributaire de l'Angleterre en ce qui concerne les locomobiles (*stationary engines*).

— Le commerce intérieur, en 1903, a été estimé à environ vingt milliards, c'est-à-dire à la somme des exportations et importations des principales contrées du monde. Notons, une fois de plus, qu'il s'est développé ainsi sous l'égide du free trade absolu régnant entre les quarante-cinq républiques ou territoires qui composent l'Union.

Quant aux chemins de fer, il y a eu quelques fluctuations dues à l'augmentation des salaires et à des dépenses d'amélioration extraordinairement hautes. Toutefois, les tarifs se sont soutenus et le résultat final est des plus satisfaisants; les différentes compagnies ont pu construire presque autant de nouvelles lignes qu'en 1902: 5.655 milles (2).

La caractéristique de 1903, en somme, pour les railroads de l'ensemble de l'Union est cette élévation de salaires à laquelle je faisais allusion plus haut. C'est, là, une source d'augmentation de dépenses très sérieuses, car elle est permanente et — ainsi que le disaient, dans des interviews récentes, les présidents du *Wabash*, du *Saint-Louis and San Francisco*, et du *Cleveland-Chicago-Saint-Louis* — c'est là le dernier chapitre auquel, aujour-

---

(1) Notamment M. Bartlett, chef du bureau des renseignements du Musée commercial de Philadelphie.

(2) 6.020 milles en 1902.

d'hui, les compagnies puissent toucher en cas d'économies urgentes à réaliser.

Parlant des salaires, il faut noter que ceux-ci sont plus élevés actuellement qu'ils ne l'ont jamais été dans l'histoire économique des Etats-Unis; et bien qu'il y ait eu, par suite, une certaine avance dans le prix des nécessités de la vie, cela ne saurait faire compensation et le pouvoir d'achat des gages ou salaires reste, en dernière analyse, supérieur à ce qu'il était, il y a deux ou trois années à peine.

— 1903 a aussi vu s'élargir le champ des tentatives faites par les employeurs pour venir en aide aux ouvriers, que leur âge oblige à cesser de travailler. Sous ce rapport, l'Amérique est singulièrement en arrière de la vieille Europe. Jusqu'à présent, il est vrai, l'élévation des salaires dans ce pays-ci avait été regardée — à tort — comme rendant en quelque sorte inutile un système de pensions: du moins, telle était l'excuse habituelle des patrons pour ne pas s'occuper de la question. Ces derniers trouvaient, du reste, extraordinaire, que leurs employés s'appuyassent, pour leurs revendications, sur le fait qu'en aucune autre contrée non plus les employeurs ne réalisent autant de profits. Mais, aujourd'hui, les grands industriels semblent se préoccuper, enfin, de l'avenir de leurs humbles mais indispensables auxiliaires. Est-ce par pure philanthropie, est-ce plutôt pour s'attacher les ouvriers et éviter des chances de grève? Toujours est-il que de différents côtés on voit les patrons manifester une tendance à suivre les errements de l'Europe.

Il faut bien dire aussi que c'est seulement depuis peu d'années que les travailleurs comprennent les pensions ou secours dans la liste de leurs desiderata: ils paraissent n'en avoir compris toute l'importance qu'à la suite des échanges de vues qui sont devenus si fréquents entre leurs leaders et ceux des ouvriers allemands, et surtout anglais.

\*  
\* \*

Il est à peine besoin de mentionner, ici, les difficultés où se trouve le trop fameux Trust de l'Acier. Il n'est guère de journal en Europe qui n'en ait parlé avec plus ou moins de développements. Le mal, on le sait, vient en grande partie, de la surcapitalisation de ce syndicat et de l'extrême dissémination de ses titres. La question qui se pose maintenant aux directeurs de l'*United States Steel Corporation*, est de relever le montant des profits



Mais il est indéniable que les plus intelligents d'entre eux, ceux sur lesquels on serait en droit de compter le plus pour faire progresser les trade-unions, sont beaucoup trop conservateurs pour cette tâche, et, c'est ce qui fait que M. Burns a « peu d'espoir en la cause du travail en Amérique (1) ». La facilité avec laquelle nombre d'individus font fortune ici, l'exemple des Rockefeller, des Carnegie, des Cramp, sont des facteurs capables d'arrêter pendant longtemps le développement des unions américaines sur le modèle de celles de la vieille Angleterre.

Cela explique aussi, dans une large mesure, pourquoi le socialisme avance si lentement chez nous. Le *labor leader* anglais le déplore, s'écrie que, sous le rapport industriel, « *America is hell with the lid off* » — l'enfer avec le couvercle enlevé : toutefois, puisque les travailleurs se montrent, en somme, satisfaits de leur sort, pourquoi être plus royaliste que le roi ? Pourquoi surtout venir essayer d'acclimater dans notre pays des institutions faites pour un autre pays ? Les conférences de M. Burns ont été applaudies, parce que l'ouvrier, le prolétaire quelconque aime toujours être plaint et à être regardé comme un martyr. Mais le conférencier, lui-même, reconnaît, qu'au fond, une grande partie de son auditoire de travailleurs n'était pas en sympathie d'idées avec lui.

D'un autre côté, une Commission, envoyée aux Etats-Unis par la *British Iron Trade Association*, déclare — ce qui n'est pas absolument nouveau — que les ouvriers américains, dans les usines, travaillent beaucoup moins qu'en Angleterre, en ce sens que le perfectionnement de l'outillage nécessite moins d'efforts physiques. D'ailleurs, ainsi qu'on peut le constater tous les jours davantage, le *Yankee laborer*, ne se soucie guère des « gros ouvrages » dans les établissements industriels. Tout ce qui ne réclame que de la force musculaire et n'offre que peu de chances d'avancement pour l'ouvrier est laissé par le Yankee aux nègres dans le Sud, et, dans le Nord, aux immigrants irlandais, slaves, italiens, polonais, hongrois, etc.

Soit dit en passant, cette tendance à créer une classe d'ilotes parmi les travailleurs développe chez ces derniers un esprit de caste qui n'est pas fait pour simplifier cet aspect de la question sociale, et qui pourrait aider à expliquer la stagnation relative du socialisme.

Entre ces immigrants qui gagnent un dollar et demi par jour

---

(1) Nous nous réservons d'examiner, dans une prochaine lettre, si ces craintes sont bien fondées.

et les Américains qui, dans le même atelier, arrivent à se faire douze et quinze dollars, parfois en huit heures de travail, il y a naturellement toute la différence d'un prolétaire à un parvenu. Les uns comme les autres, il est vrai, ont leurs unions; mais entre des syndicats composés d'éléments si profondément dissemblables sous tous les rapports, il ne saurait y avoir grande entente ni grande cohésion.

Mais, pour en revenir à l'enquête de l'Iron Trade, notons encore qu'elle relève, ainsi que le fait, du reste, remarquer un économiste anglais, M. J. Foster Fraser, dans « The Century » (1), que les *labor unions* américaines poussent à l'augmentation de la production au lieu de tâcher de réduire cette dernière comme le font les syndicats anglais.

Il est à peine besoin d'ajouter que les faits qui frappent le plus l'observateur étranger, à quelque école qu'il appartienne, sont, tout d'abord, l'esprit d'entreprise des travailleurs yankees, toujours prêts à adopter les nouveaux perfectionnements à la machinerie — ce en quoi ils font preuve de plus d'ampleur de vue que leurs confrères d'Europe; et en second lieu, la préférence montrée par les patrons pour les jeunes gens, lorsqu'il s'agit de remplir des fonctions entraînant de la responsabilité et nécessitant de l'initiative.

GEORGE NESTLER TRICOCHÉ.

---

(1) The success of American manufacturers (1903).

---

## LETTRE D'AMÉRIQUE

---

### I. — Mexique.

« Le Mexique est un pays heureux », écrit-on tous les jours. — Pourquoi ? — « Parce qu'il n'a pas d'histoire ! » — Comment, pas d'histoire ? Qu'entend-on par là ? Pas d'histoire, un peuple qui, au lieu de dépenser des millions et des millions en armements, les dépense en œuvres de progrès, — qui, au lieu de faire construire sans cesse des cuirassés, des croiseurs, des torpilleurs, contre-torpilleurs, sous-marins, canons-monstres, etc., etc..., s'applique à améliorer ses ports, à en ouvrir de nouveaux, à élever des phares, pour donner plus de sécurité à la navigation, à outiller, en un mot, ses 8.830 kilom. de côtes, — qui, au lieu de chercher querelle à ses voisins, s'efforce de vivre en paix avec eux, — qui, au lieu d'ameuter le monde autour de ses révolutions, paie ses dettes, augmente ses recettes, travaille à développer ses ressources naturelles et à donner aux capitaux étrangers, qu'il sollicite, les plus sérieuses garanties. — Oui, ce peuple a une histoire, et il est en train d'en écrire la plus belle page. Il l'écrit en lettres d'or ; d'autres l'écrivent en lettres de sang. Il est sage ; les autres sont fous.

Je parlerai de l'outillage maritime du pays. Il ne saurait être évidemment comparé à celui des grandes puissances d'Europe ou à celui des Etats-Unis ; mais il est déjà fort avancé, et, d'un bout de l'année à l'autre, on y travaille sans relâche. J'indiquais, dans ma dernière correspondance, d'après le rapport du Président de la République, les principaux ports du Pacifique et du Golfe où l'on avait commencé, au cours de ces dernières années, de grands travaux. Je citais le port de Vera Cruz à peu près terminé ; le dernier rapport du Consul de France dans cette ville contient à ce sujet d'intéressants détails (1). A Tampico, à la barre de Nautla,

---

(1) Voir Rap. commerciaux. *Moniteur officiel du Commerce extérieur*.











portation. — Dans la même période de 1902, le chiffre total n'atteignait que 43.307.000 \$. — Si l'on tient compte que, pendant la même période de 1901, ce commerce ne se chiffrait que par 39.796.000 \$, il y a lieu de se montrer très satisfait de cette marche progressive. Il est curieux de noter qu'à l'exportation les produits de l'élevage et des *saladeros* (établissements où se prépare la viande salée et séchée au soleil; ils sont au nombre de 18 dont 12 groupés aux environs immédiats de Montevideo), fournissent un chiffre de 27.420.000 \$; les produits agricoles figurent pour 1.266.400 \$; et les 1.205.600 \$ restant sont fournis par le bétail sur pieds (705.000 \$), et par divers autres produits très secondaires tels que vieux cuivre, vieux fer, vieux chiffons et provisions pour navires.

Comme on le voit, l'année 1903 a été une des meilleures pour le pays. Le calme régnait sur tout le territoire; les plus difficiles se félicitaient de l'élection de M. Battle y Ordoñez; le commerce travaillait en paix sans manifester la moindre crainte du lendemain. — Rien ne faisait prévoir la crise qui devait inaugurer si tristement l'année 1904. — Mais vite, j'ajoute qu'avec l'Uruguay il ne faut désespérer de rien: ce tout petit pays est un des plus vigoureux de l'Amérique. Un jour, il deviendra comme une petite France de l'hémisphère sud.

J.

---

---

## BULLETIN

---

PUBLICATIONS DU « JOURNAL OFFICIEL »

(Avril 1904)

1<sup>er</sup>. — **Loi** portant ouverture, au ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1904, d'un crédit de 295.000 fr. pour combattre l'invasion des rats et autres animaux nuisibles et venir en aide aux agriculteurs victimes de leurs ravages (page 2050).

— **Loi** accordant des encouragements à la culture du lin et du chanvre (page 2050).

2. — **Rapport** adressé au Président de la République par la commission supérieure des halles centrales de Paris sur la situation des halles en 1903 (page 2096).

— **Rapport** adressé au Président de la République par le conseil supérieur des habitations à bon marché pour l'année 1903 (page 2098).

— **Loi** portant ouverture au ministre des Travaux Publics d'un crédit spécial de 7.121.474 fr. 05 en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1900 (soulte à la compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'Etat) (page 2121).

7. — **Loi** portant approbation de la convention signée à Bogota, le 4 septembre 1901, entre la France et la Colombie, pour la protection réciproque de la propriété industrielle (page 2169).

— **Décret** relatif à la participation de la France à l'exposition internationale de Liège (Belgique) (page 2171).

8. — **Rapport** au Président de la République, relatif à la nomination d'une commission chargée d'examiner la situation de notre marine et de nos défenses coloniales et portant constitution de cette commission (page 2202).

12. — **Situation** au 1<sup>er</sup> avril 1904 du tonnage admis à participer aux primes à la navigation et compensations d'armement dans la limite de 150 millions prévue par l'article 23 de la loi du 7 avril 1902 (page 2314).

16. — **Loi** faisant bénéficier le demi-soldier (inscrit maritime)











même nécessaire de sortir de chez soi, surtout si on est abonné au téléphone, pour en recueillir des chapelets.

Et cependant, on trouve que cela ne suffit pas. On rêve, pour améliorer nos conditions d'existence, de transformer dans le même sens toute notre économie. Les expériences que nous faisons chaque jour dans les domaines où nous avons permis à nos législateurs d'étouffer le principe salubre de la concurrence, ne nous apprennent rien. Nous sommes prêts à renoncer, en faveur de l'Etat, au peu d'initiative que nous avons conservée. On nous dit que lorsqu'il sera tout-puissant, il fera mieux ce qu'il fait mal; qu'il attend, pour nous montrer ses capacités bienfaisantes, que nous nous soyons livrés plus complètement encore à sa merci; qu'une fois qu'il tiendra toutes les ficelles de notre existence, il ne les tirera que pour notre bonheur parfait. On nous dit cela, et nous le croyons! On nous démontre que le meilleur moyen de mettre fin aux abus du fonctionnarisme, c'est de l'augmenter indéfiniment: parce que, quand chacun sera fonctionnaire, ce sera comme si personne ne l'était. Et nous ne demandons qu'à nous laisser persuader...

Après tout, le raisonnement est habile. Il démontre en tout cas, chez ceux qui le tiennent, une jolie connaissance du cœur humain, de ses penchants éternels, de ses secrètes faiblesses, et de l'égoïsme qu'il aime à dissimuler par des déclamations trompeuses! Quand chacun pourra contribuer pour sa petite part à l'oppression universelle, on sera persuadé qu'il n'y a plus de tyrans.

Mais la tyrannie n'y perdra rien.

(Figaro)

EDOUARD ROD.

---

# SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

RÉUNION DU 5 MAI 1904

---

**NÉCROLOGIE.** — M. Fournier de Flaix.

**COMMUNICATIONS.** — Avis relatif aux prochaines élections de membres de la Société. — Le Centenaire de Richard Cobden. — Prix Ad. Coste, à la Société de Statistique.

**DISCUSSION :** Du projet de loi sur les zones franches.

**OUVRAGES PRÉSENTÉS.**

La séance est présidée par M. Frédéric Passy, de l'Institut, président.

Il annonce la présence, à la réunion, de MM. Chaumet, député de la Gironde, rapporteur à la Chambre de la question à l'ordre du jour de ce soir ; Schatz, professeur à la Faculté de droit d'Aix ; René Dollot, qui a publié d'importantes études sur les ports francs et spécialement sur le port de Hambourg.

M. le Président fait part à la réunion de la mort de M. Fournier de Flaix, qui a fait partie de la Société depuis de longues années et qui était des plus âgés parmi nos confrères. M. Fournier de Flaix avait publié d'intéressantes *Etudes économiques et financières* et d'importants travaux sur l'impôt en France et à l'étranger. Il était le père de notre confrère M. Marcel Fournier, directeur général de l'Enregistrement.

M. le Président rappelle à ses collègues qu'une session pour l'élection de membres de la Société va bientôt être ouverte, et que les candidats aux places vacantes doivent se presser de produire leurs titres

Il communique ensuite une lettre adressée à la Société d'économie politique par le Cobden Club de Londres, qui se prépare à célébrer, le 3 juin prochain, le centenaire de la naissance de Richard Cobden. Le Cobden Club demande à la Société d'économie politique de s'associer aux manifestations qui auront lieu à cette occasion dans toute la Grande-Bretagne. La réunion répond avec un unanime empressement à cette demande, et auto-



çus par la Société depuis la précédente séance, et dont la liste est ci-après.

Il rappelle ensuite que la Société de statistique, dont font partie beaucoup de nos collègues, a ouvert un concours pour l'attribution d'un prix de 3.000 fr., qui portera le nom de Prix Coste ; ce prix sera décerné à l'auteur du meilleur mémoire sur le sujet suivant : *Quelles sont les meilleures méthodes d'évaluation de la fortune de la France (fortune publique et fortune privée ; capitaux et revenus) ?* Le candidat aura à discuter les sources d'information et à proposer des cadres statistiques. Il pourra faire application de ses conclusions à une branche particulière de la richesse ou à une région déterminée.

Les mémoires des concurrents devront être adressés, avant le 31 décembre 1905, à M. Fléchey, secrétaire général de la Société, 8, rue Garancière, à qui l'on peut s'adresser, pour tous renseignements.

La réunion adopte comme sujet de discussion la question suivante, proposée par M. Courcelle-Seneuil :

#### DU PROJET DE LOI SUR LES ZONES FRANCHES.

**M. Courcelle-Seneuil** expose ainsi le sujet :

A la suite de l'établissement du régime économique institué en 1892, un mouvement d'opinion s'est manifesté pour l'augmentation des facultés d'entrepôt réel et fictif, d'admissions temporaires, puis enfin pour la création de zones franches.

En 1897, M. Ch. Roux, rapporteur du budget du commerce, concluait : « Il faut réclamer que le gouvernement autorise la création de « zones franches » à l'imitation de celles existant chez nos voisins. Les ports francs tels que nous les comprenons ne peuvent porter atteinte à aucun intérêt existant, mais ils ouvrieraient un champ nouveau à des industries qui ne sauraient se créer sous la législation actuelle et donneraient certainement beaucoup plus d'activité à notre commerce. »

En 1899, le 30 mars, le 2 mai, MM. Thierry, L. Brunet, Rispal, Brindeau, Jourde, réclamaient, à des titres divers, la création des zones franches dans les ports et dans les villes de l'intérieur.

Le 4 mai 1899, proposition de loi de M. Antide Boyer.

Le 6 juillet 1901, dépôt du rapport favorable de la Commission d'enquête de la Chambre des Députés. Mais la législature se termine sans que ce rapport ait pu être discuté. Il devient donc caduc. Aussi dès le début de la législature nouvelle cette importante question se représente avec trois propositions de loi :

1° de M. Thierry et plusieurs de ses collègues ; 2° de M. Antide Boyer ; 3° de MM. Louis Brunet et Charruyer.

Des vœux dans le même sens ont été, de tous côtés en France, émis par des Chambres de commerce, des Conseils généraux ou municipaux, des Syndicats du commerce et de l'industrie, des Syndicats ouvriers, etc.

Le gouvernement se décide à intervenir et à présenter lui-même un projet de loi relatif à l'établissement de zones franches dans les ports maritimes.

Ce projet de loi a été déposé le 4 avril 1903 par MM. Trouillot, ministre du Commerce, Rouvier, ministre des Finances et Maruéjols, ministre des Travaux publics.

L'exposé des motifs indique très nettement comment et pourquoi la création des ports francs peut être réclamée.

« Notre commerce extérieur et notre marine marchande sont en décadence.

« D'année en année, nos échanges augmentent lentement, alors que dans les pays rivaux les échanges suivent une progression très rapide.

« De 1891 à 1901, nos exportations se sont élevées de 3.460 millions à 4.012 millions. C'est une augmentation de 552 millions. Dans le même temps les exportations se sont accrues : en Allemagne de 2.127 millions, en Angleterre de 1.420 millions, aux de 56 0/0 en Italie, de 46 0/0 en Allemagne, de 29,6 0/0 en Angleterre gagnait près de 3, l'Allemagne 4, les Etats-Unis près de 5.

« Si nous retirons des 552 millions précités les exportations faites en Algérie, en Indo-Chine et à Madagascar, l'augmentation de notre commerce extérieur devient insignifiante, la supériorité de nos concurrents est encore plus marquée, plus écrasante.

« Notre flotte-vapeur était en 1875 de 318.000 tonneaux ; en 1900 elle atteignait 985.000 tonneaux ; soit en 25 ans une augmentation de 667.000 tonneaux. Mais dans le même espace de temps l'Angleterre gagnait 8.078.000 tonneaux, et l'Allemagne 1.605.000 tonneaux. La flotte-vapeur des Etats-Unis, longtemps inférieure à la nôtre, arrive en 1900 à lui être à peu près égale. La Norvège passe de 51.000 tonneaux en 1875 à 672.000 tonneaux en 1900.

« Dans un plus court espace de temps les constatations sont plus affligeantes encore.

« Sous le régime de la loi de 1893, le tonnage de notre flotte-vapeur demeure presque stationnaire alors que le tonnage analogue augmente de 101 0/0 en Norvège, de 96 0/0 en Autriche,

de 56 0/0 en Italie, de 46 0/0 en Allemagne, de 29,6 0/0 en Angleterre.

« La loi du 7 avril 1902 accordant des primes à la marine marchande, n'a produit que des déceptions.

« Pour assurer la prospérité de la marine marchande il faut lui permettre de trouver dans les *ports* un fret abondant.

« Les ports anglais sont florissants sous le régime de la liberté commerciale.

« Dans les pays relativement protectionnistes, il existe aussi des ports dont la prospérité croissante, l'essor admirable, sont en partie dus à ce qu'ils échappent à l'action des tarifs douaniers : ils sont *ports francs*, possèdent des *zones franches* ou des *dépôts francs*. »

L'Allemagne possédait deux grands ports francs : Hambourg et Brême. L'expérience ayant réussi, des zones franches ont été successivement créées à Emden, Goëstmunde, Cuxhaven, Stettin et Dantzig.

La zone franche du port de *Hambourg* fut inaugurée en 1888. L'exploitation est assurée par la Société des Entrepôts du port franc.

Les terrains sont concédés par l'Etat, sans limite de temps. Sous l'impulsion de la Société, ils se sont couverts d'édifices nombreux, vastes, pratiques, aménagés avec tous les perfectionnements modernes.

Des voies ferrées mettent le port en communication avec le réseau des chemins de fer allemands. Les quais sont installés pour assurer le déchargement prompt et facile des marchandises et leur classement dans de vastes hangars selon leur genre et leur destination.

Un certain nombre d'établissements industriels fonctionnent à l'intérieur de la zone franche.

Il est évident que le développement prodigieux de Hambourg tient surtout à l'intelligente activité des habitants de l'antique et riche cité commerciale, à sa merveilleuse situation géographique, aux progrès économiques de l'Allemagne, mais il est certain que la franchise du port a contribué à l'accroissement de sa prospérité.

De 1870 à 1901 le tonnage des navires entrants est passé de 1.390.000 tonnes à 8.383.000 tonnes, depuis la création du port franc (1895) on constate une augmentation dépassant 3 millions de tonnes.

Chaque année antérieure à 1895 rapportait en moyenne une





l'éventualité de la suppression de la zone franche résultant de l'intervention du législateur ou d'un changement dans le régime économique de la France, aurait eu pour conséquence certaine de rendre impossible toute acquisition de terrains, toute organisation des futures zones franches.

Par l'art. 5, la Chambre de commerce peut concéder temporairement ses terrains à des Sociétés se chargeant de construire et d'entretenir les bâtiments et l'outillage.

L'art. 6 dans son premier alinéa dit : « Sont autorisés dans les zones franches toutes opérations de manutention, de triage, de mélange, d'assortiment et de manipulation. »

Le reste de l'art. 6 et le 2° de l'art. 10, autorisent les industries des constructions de navires, les 67 industries auxquelles le bénéfice de l'admission temporaire est accordé par la législation en vigueur, mais interdisent toutes autres opérations industrielles ayant pour objet de fabriquer ou de transformer des produits.

Le rapport de M. Chaumet propose d'autoriser la fabrication des allumettes, la manipulation des tabacs étrangers, les industries ou nouvelles ou disparues lorsqu'il n'existe pas sur le territoire douanier d'industrie identique ou similaire.

Il insiste sur l'utilité de faire disparaître toute restriction, pour que, de droit, toutes les industries jouissant du bénéfice de l'admission temporaire soient autorisées à s'installer dans la zone franche et que le gouvernement ait la faculté d'en étendre le nombre par voie d'assimilation et par décret rendu en Conseil d'Etat.

L'art. 7 prohibe les marchandises en provenance des pays contaminés, les poudres, armes et munitions, la saccharine et ses succédanés, et les contrefaçons en librairie.

L'art. 9 soumet au *tarif général des douanes* en vigueur et aux *surtaxes* spécifiées dans la loi du 11 juin 1892, toutes marchandises qui passeront de la *zone franche* en *territoire douanier*, à moins qu'elles proviennent directement des pays d'origine ou du territoire douanier.

L'art. 10 détermine notamment les justifications à produire pour l'application de l'art. 9 et les marques apposées sur les produits sortant de la zone franche.

L'art. 11 établit des pénalités rigoureuses pour les contraventions aux art. 6, 7 et 8.

L'art. 12 maintient applicables dans les zones franches toutes les lois sur les altérations ou suppositions de noms en matières commerciales, sur les marques de fabrique et de commerce, les timbres apposés sur ces marques, les traités et les arrangements







croire qu'il y a eu oubli bien plutôt qu'hostilité, — l'industrie du jute redoute de voir son importance diminuée de moitié.

Comme elle paie en ce moment 37 millions et demi environ de salaires, ce serait donc rendre un bien mauvais service aux ouvriers, dont M. le rapporteur parlait tout à l'heure avec sollicitude, que de les priver d'une pareille source de profits.

Par cet exemple, et il n'est pas douteux qu'avec le concours d'autres spécialistes on pourrait les multiplier, il est loisible d'apprécier combien il importe de prendre des précautions étudiées lorsqu'on entre sur le terrain des innovations pratiques.

**M. René Dollot** se bornera, pour sa part, à exposer l'organisation et le fonctionnement du port franc de Hambourg qu'il a eu l'occasion d'étudier d'une façon particulière.

Auparavant, il tient à préciser la distinction qui existe en Allemagne entre le *Freihafen* ou port franc, dont Hambourg est le seul représentant, et le *Freibezirk* ou zone franche, dont Brême est le type le plus parfait. Le premier admet, dans la zone réservée, l'existence d'une industrie que le second exclut. Il y aurait intérêt à adopter en France une terminologie aussi claire. Bien des malentendus entre libre-échangistes et protectionnistes seraient par là même évités.

Sans insister sur les raisons historiques qui expliquent le régime actuel, il convient toutefois de faire observer qu'à Hambourg, le port franc ne constitue pas, ainsi que ce serait le cas en France, une extension de libertés, mais au contraire une restriction des libertés anciennes.

M. Dollot étudie la situation faite aux marchandises qui pénètrent dans le port franc de Hambourg. On peut les déclarer soit en transit (*Durchfuhr*), soit en importation (*Einfuhr*). Dans le premier cas la marchandise n'a à payer que le timbre de la statistique ; dans le second, elle doit acquitter une taxe de 1 0/0 *ad valorem* quand elle arrive par mer. Si elle ressort, après opération commerciale, elle donne lieu à une « *Durchfuhr Declaration* » ou déclaration d'exportation ; dans le cas où la sortie s'effectue par mer, il y a droit de sortie (un dixième par mille). Au cas où la marchandise destinée au transit est l'objet d'une opération de commerce en port franc, la *Durchfuhr Declaration* doit être transformée dans les trois jours en *Einfuhr Declaration*.

C'est à ce moment que la douane entre en scène. Quels tarifs va-t-elle appliquer ? L'Allemagne, comme la France, a adopté une politique protectionniste ; elle a un tarif général autonome, un tarif



établissements industriels, pour la plupart antérieurs à l'entrée de Hambourg, dans le Zollverein, prospèrent peu, entravés qu'ils sont, par l'importance des droits sur le produit fabriqué, d'une part, et de l'autre par l'insécurité du marché extérieur. Si la réputation qu'ont valu à Hambourg, ses fraudes, est pleinement justifiée, il n'en résulte pas que ce soit là une conséquence de l'établissement du port franc. Pour les vins en particulier, une fois les mélanges accomplis, les produits ainsi fabriqués sont importés dans le Zollverein, ils paient à peu près les mêmes droits d'entrée que les vins qui ont servi à les constituer. Il est donc tout aussi avantageux de faire les mélanges à l'intérieur même du Zollverein.

Voilà pour les objections tirées des fraudes ; il en est deux autres qu'il convient de mentionner brièvement. Le gouvernement allemand avait redouté longtemps que le port franc industriel, opérant comme une admission temporaire générale, ne vint concurrencer l'industrie nationale. Depuis l'expansion économique remarquable prise par l'empire, ses craintes ont disparu ; la création d'un nouveau port franc à Emden en est la preuve. — Enfin, pour établir une industrie dans le port franc, il faut une autorisation du Sénat, ce qui écarte tout danger de concurrence pour l'industrie nationale, de la part de l'industrie de la zone franche.

Dans quelle mesure le port franc a-t-il contribué à la prospérité de Hambourg ? On ne peut le préciser. Au point de vue général, il a permis des simplifications dans les formalités administratives dont on ne saurait exagérer l'efficacité ; au point de vue spécial du trafic de certains produits, il est certain que relativement aux denrées coloniales, par exemple, son importance est considérable. Mais il ne faut pas oublier que Hambourg doit surtout sa prospérité à des causes naturelles. Le développement économique général de l'Empire, l'admirable hinterland dont jouit le grand port de l'Elbe, doivent entrer en première ligne. Des causes artificielles non négligeables doivent intervenir également. Les tarifs combinés entre les chemins de fer et certaines compagnies de navigation, ont une réelle efficacité. On sait qu'un projet de primes fondé sur les même principe est actuellement soumis à la commission de réformes de la marine marchande, par M. Jules Lefaivre, consul général de France à Hambourg. — Enfin, il convient de mentionner l'ingénieux système des bateaux plombés par la douane qui permet d'effectuer en transit le transport des produits débarqués à Hambourg, sans acquit-





pour entrer dans le territoire national en seront frappés, ou bien la liberté de manipulation n'existera pas dans le port franc : et alors nous restons sous le régime actuel de l'entrepôt réel.

Y a-t-il intérêt à avoir cette liberté de manipulation ? Oui à coup sûr. Ainsi Bordeaux avait le monopole du commerce du vin dans le monde. Il était entendu que tout vin devait en venir. La protection a appris au monde qu'on pouvait se procurer du vin ailleurs à meilleur marché. Les Bordelais, qui faisaient des coupages avec des vins étrangers, ont dû aller les faire à Pasages en Espagne. Il est impossible de voir ce que la Gironde y a gagné.

L'établissement d'une zone franche aurait pour résultat de permettre de revenir à ces pratiques, tout en maintenant une marque de port pour les vins exportés du port franc.

Un port franc ne comporte comme dépense d'installation qu'une clôture. Son outillage matériel n'a aucun rapport avec le régime douanier : c'est ce régime qui le constitue.

**M. Julien Hayem** rappelle que, comme vient du reste de le dire M. Yves Guyot, la question des zones franches et des ports francs a déjà été longuement étudiée par la Société des industriels et des Commerçants de France.

M. Henri Klotz a fait sur la matière un rapport très documenté où était exposée, de la façon la plus complète, la proposition de loi déposée par le gouvernement.

La Société des industriels et commerçants n'avait pas été loin de considérer l'institution des zones franches et des ports francs comme un instrument de prospérité indéniable.

Au sein du Congrès international du commerce et de l'industrie, les ports francs et les zones franches s'étaient présentés sous le même aspect et leur création avait été considérée comme une des réformes les plus propres à développer les affaires de notre pays.

Le projet de loi déposé par M. Trouillot et dont M. Chaumet est le rapporteur, n'hésite pas à déclarer que si la France est dotée de cette institution, nos affaires d'exportation ne manqueront pas de prendre un essor nouveau, qu'à la langueur actuelle succédera un élan incomparable et que l'exportation atteindra des chiffres jusqu'à présent inconnus.

Au sujet des affaires d'exportation, M. Hayem croit devoir combattre la théorie exposée par M. Guérin-Pellissier et de laquelle il résulterait que, trop souvent, l'extension des affaires

d'exportation ne correspond pas à la prospérité réelle du pays.

M. Guérin-Pellissier a dit que l'exportation était très souvent synonyme de sacrifice et que l'on écoulait au dehors des marchandises sur lesquelles les fabricants et les commerçants consentaient des pertes, qu'en un mot l'exportation était l'écoulement d'une surproduction dont le placement n'était point aisé à l'intérieur.

En sa qualité d'industriel, M. Hayem déclare que les fabricants et les commerçants qui ne chercheraient point à développer leurs rapports avec les autres pays seraient véritablement frappés de cécité et indignes de représenter au dehors le nom et le renom des industriels et commerçants français.

M. Guérin-Pellissier a encore fait allusion aux fraudes possibles qui dériveraient de la création et du fonctionnement des ports francs. C'est encore dans le système protectionniste que l'on tire le plus volontiers argument des fraudes possibles et c'est avec de pareilles craintes que l'on empêche toute innovation heureuse et qu'on décourage les meilleures intentions et les plus énergiques volontés.

M. Hayem demande l'autorisation de revenir sur les réserves qui ont été formulées contre le projet en question. Il reconnaît toutefois et il appuie sur ce point que la Société des industriels et des commerçants de France a approuvé le principe des zones franches.

Toutefois, ce principe posé, il est nécessaire de reconnaître que le projet de loi n'a pas l'ampleur que l'on souhaiterait, ne répond pas au régime libéral qu'il s'agit de fonder et va à l'encontre des résultats que l'on voudrait voir se produire tout de suite.

Il reste, en effet, encore beaucoup de questions à résoudre.

Quelles sont les opérations autorisées dans les zones franches ?

M. Chaumet pense que l'on pourrait se livrer à des manipulations qui, par exemple pour les vins, constitueront des mélanges, à toute espèce de triage ou de division de marchandises ; mais le projet n'est pas très précis sur ce point et il y aurait lieu d'étendre singulièrement la liste des industries que l'on pourrait installer dans un port franc.

D'après les explications fournies au sujet des ports francs de Hambourg, de Brême, de Copenhague, de Brémerhaven, et par M. Yves Guyot et par M. Chaumet, il faut reconnaître que, dans les ports francs actuellement existants, il n'est pas à proprement

parler de nombreuses industries qui soient organisées et exploitées.

A Hambourg, sur 10.000 ouvriers employés dans les ports francs, il y en a plus de 7.000 qui sont consacrés aux constructions navales.

Le projet de loi ne tranche pas d'une façon très nette la question délicate soulevée par l'entrée des marchandises pénétrant des zones franches sur le territoire national. Quel serait, en effet, le tarif applicable à ces marchandises introduites au sein du pays ?

Des difficultés également sérieuses se présentent sur la nature des mentions qui pourront figurer sur les produits exportés des zones franches.

A quelles institutions, à quelles collectivités ou à quelles personnes seront confiées l'organisation et la gestion des zones franches ? A l'étranger, des Sociétés privées se sont fondées au capital de 10 et 15 millions ; où trouvera-t-on en France un afflux pareil de capitaux destinés à une institution d'utilité générale ? Verrons-nous se produire, en France, de semblables initiatives ?

Où conviendra-t-il d'installer des zones franches ? Si l'on voulait imiter ce qui se passe à l'étranger, il faudrait consacrer à cette institution des espaces immenses, des territoires qu'il serait difficile de trouver soit sur l'Océan, soit sur la Méditerranée, pour l'établissement rapide des ports francs et des zones franches.

D'après M. Chaumet, il y aura à vaincre la résistance d'une majorité à la Chambre des députés trop disposée à suivre les voies protectionnistes ; il y aura à vaincre la résistance d'un très grand nombre de Chambres de commerce ; il y aura à vaincre la résistance de beaucoup de Syndicats. Il y aura aussi, ce qui n'est pas moins à redouter, la concurrence ardente des ports et la surenchère qui pourra se produire à l'égard de la fixation des ports à doter de cette institution.

Au point de vue matériel, dans quelle mesure interviendra l'Etat ? Quelles seront les contributions soit des départements, soit des communes, soit de l'Etat, soit des justiciables des Chambres de commerce ?

Certains ports eux-mêmes, qui auraient beaucoup à profiter de l'installation des ports francs, se sont montrés pendant très longtemps réfractaires à cette heureuse innovation.

Pour triompher des hésitations des agriculteurs et de certains



L'identité des marchandises est assurée par ce fait que toutes les introductions doivent être déclarées à la douane et contrôlées.

La marchandise non douanée et destinée au dépôt est délivrée au titulaire du compte.

Le local du dépôt doit être déclaré à la douane. Certains registres sont obligatoires.

Le titulaire du compte peut sortir les marchandises, changer l'emballage, même perfectionner et transformer.

Le contrôle du dépôt se fait sur le compte à l'aide de ce qu'on appelle le certificat, base de tout le système des comptes de transit.

La sincérité du certificat réside dans la personne même du compte : aussi l'autorisation du dépôt est une pure concession, une tolérance *ratione personæ* et aussi à raison d'un commerce important.

Ce privilège, puisque privilège il y a, ne peut être supprimé que s'il y a des abus et des fraudes constatés par le service des douanes.

Grâce à ces facilités, le commerce de transit indirect fait de très sensibles progrès ; par là les places de commerce intérieures peuvent lutter avantageusement contre les ports francs et les districts francs (*Freihäfen* et *Freibezirke*).

L'Allemagne qui est un pays très réglementé et où, comme le disait M. Guérin-Péllissier, l'administration est très hiérarchisée, est donc aussi un pays qui, au lieu d'ériger en principe le soupçon et de présumer la fraude, fait au contraire, dans la mesure la plus large, confiance à ses concitoyens.

C'est par de pareilles interprétations des sentiments qui animent les commerçants et les industriels, que l'on peut arriver à moraliser et à élever tous ceux qui participent aux affaires d'un pays.

**M. Chaumet** répond à M. Guérin que si l'industrie du jute craint que la création des zones franches ne vienne aggraver la situation qui lui est faite par l'admission temporaire des sacs, en réalité elle se plaint surtout de l'admission temporaire. Cette situation est donc très particulière et ne saurait être invoquée contre les ports francs.

M. Hayem a demandé dans quels ports seront établis les ports francs ? Partout où les Chambres de commerce voudront et pourront faire les sacrifices indispensables. L'Etat ne doit pas donner

un centime pour l'installation des zones franches. Les intéressés seuls, qui doivent en retirer des bénéfices, doivent en assumer les charges. On évitera ainsi la création de zones franches trop nombreuses et on laissera moins de place à l'arbitraire gouvernemental. Les dépenses avancées par les Chambres de commerce seront remboursées en grande partie par les commerçants et les industriels établis dans la zone.

M. Chaumet pense avec M. Hayem qu'on pourra, tout en créant les zones franches, améliorer le régime des entrepôts. Mais il ne croit pas possible d'établir un système analogue à celui des comptes de douane allemands que M. Hayem vient d'exposer. Ce système place le négociant à la merci de l'arbitraire administratif ; il est incompatible avec un gouvernement démocratique basé sur l'égalité de tous les citoyens.

**M. Philippe**, lui aussi, croit volontiers qu'il y a, comme on l'a dit tout à l'heure, des exportations onéreuses. Mais M. Yves Guyot a parfaitement établi que la perte sur les exportations est tout artificielle et fictive, car s'il y a surproduction, celle-ci est causée par l'excitation de mauvais aloi donnée à la production par le protectionnisme.

**M. L. Guérin-Pellissier** avoue qu'il n'a pas vu de ports francs et il en exprime le regret à M. Yves Guyot, mais il vient d'en voir un par les yeux et à travers l'intéressant récit de M. Dollot.

Ce qu'il croyait savoir, d'après une communication faite antérieurement par un consul, c'est que lorsqu'il entraît une bouteille de vin dans le port franc, par exemple, il en sortait quatre.

M. Guérin ne craint pas qu'on établisse des industries nombreuses dans la zone privilégiée, l'industrie est trop mauvaise pour cela, mais on aura fait par là, brèche aux tarifs et c'est ce que M. Guérin redoute.

Il est à remarquer combien, d'après le récit même de M. Dollot, l'autorité prend de précautions et édicte des réserves au sujet du fonctionnement des industries dans la zone franche. M. Hayem lui-même multiplie les réserves et les restrictions dans ses considérants, comme l'honorable M. Chaumet vient de lui en exprimer le regret. C'est donc bien qu'il y a beaucoup à dire et qu'on a le pressentiment d'être en face d'un inconnu qui n'est pas sans danger. Il resterait à prouver, ce qu'on n'a pas fait, que la prospérité de Hambourg et de Gênes tient au port franc. Or, à Hambourg notamment, le développement du port ne





l'opinion et sur la législation nationale. Je suis, conclut M. Passy, je n'ai pas besoin de le répéter, partisan de la liberté complète des échanges, sauf à ne la réaliser que par étapes ; mais je ne suis pas partisan de la doctrine du tout ou rien, et si nous pouvons faire un pas hors de l'ornière protectionniste, si petit qu'il soit, faisons-le. L'activité vient en marchant.

La séance est levée à onze heures un quart.

CHARLES LETORT.

#### OUVRAGES PRÉSENTÉS

ANDRÉ-E. SAYOUS. *Les Trusts. Vue d'ensemble.* — Paris, 1904, in-8°.

FRÉDÉRIC PASSY. *Feuilles éparses (1840-1904).* — Paris, 1904, in-18.

*Boletín demografico argentino. Año IV. Enero à Diciembre de 1903, n° 10.* — Buenos-Aires, 1903, fol.

*Monthly summary of commerce and finance of the United-States.* Janvier 1904. — Washington, 1904, in-4°.

M. et A. MÉLIOT. *Dictionnaire financier international.* Nouv. édition. — Paris, 1904, in-8°.

A. MICHAUT. *L'industrie aurifère au Transvaal, 1904.* — Paris, 1904, in-8°.

*Chambre de commerce de Reims. Séances et travaux. Année 1903.* — Reims, 1904, in-8°.

H.-L. FOLLIN. *La philosophie économique devant la Sociologie.* — Paris, 1904, in-8°.

YVES GUYOT. *La politique protectionniste en Angleterre.* — Paris, Guillaumin et Cie, 1904, in-8°.

*American Chamber of Commerce, Paris, Year-Book, 1904.* — Paris, 1904, in-8°.

ANDRÉ-E. SAYOUS. *Un Etat de l'Ouest américain. Le Wyoming et Considérations générales sur le « Far West ».* — Paris, 1904, in-8°.

E. D'EICHTHAL. *L'abrogation des art. 414 et 415 du Code pénal proposée par la Commission du travail de la Chambre des Députés.* — Paris, 1904, in-8°.

Y. GUYOT. *Le vieux neuf protectionniste en Angleterre.* — Paris, Guillaumin et Cie, 1904, in-8°.

L. VOSSION. *La campagne des sucres dans l'Inde pour 1904. Possibilité d'une exportation de nos sucres français.* — Paris, mars 1904, in-8°.



dans le pays une position plus secondaire dans une autre maison, j'eus la curiosité, sans en avoir trop l'air, de lui demander à quelle époque il avait commencé sa carrière personnelle. « En 1861 », me répondit-il. C'était donc dans l'espace d'une vingtaine d'années, et sous le régime douanier dont il se plaignait, qu'il avait, grâce à une incontestable capacité, il est vrai, édifié sa très respectable fortune.

Je pourrais citer beaucoup d'exemples analogues, dans divers ordres d'industries. Cent grues, par exemple, alignées sur le quai du port d'Anvers, et fournies par une seule maison de Paris, qui probablement se plaignait de ne pouvoir soutenir, en France, la concurrence des métallurgistes belges; ou ce mot de M. Schneider, dont je visitais les établissements au Creusot, en 1859, et qui ne voulait pas séparer sa cause de celle de ses amis les cotonniers: « Je viens pourtant de soumissionner la fourniture de quatre-vingts locomotives pour l'Espagne. Une maison comme la nôtre peut la fabriquer à perte pour la montre, comme dans les expositions. Mais quatre-vingts, c'est une trop grosse affaire, et il faut qu'on y trouve son compte. Dieu sait pourtant ce qu'il y a de frais à supporter pour envoyer des machines comme les nôtres du milieu de la France de l'autre côté des Pyrénées! »

Je ne fais aucun commentaire; je cite des faits pris au hasard parmi beaucoup d'autres. Vous verrez, mon cher collègue, s'ils valent la peine d'être annexés au compte rendu de notre séance.

Votre bien dévoué.

FRÉDÉRIC PASSY.















restera, comme un observateur d'une acuité d'observation presque sans exemple, pour la vie économique de son temps — comme un penseur économique, d'une génialité créatrice... — comme un philosophe, dont la pensée a été aussi large que profonde — comme un « éveilleur » de consciences... » etc., etc. — Son œuvre a beau avoir une « loi fondamentale » inexacte en fait, être à moitié incompréhensible, être composée surtout de « restes d'optimisme », (car « ce grand esprit scientifique était somme toute le prisonnier d'une doctrine », a écrit Bernstein) —, M. Franz Oppenheimer estime qu'on ne peut la considérer sans se sentir « rempli d'une vénération étonnée ».

— Que serait-ce si la « loi fondamentale » n'avait pas été fausse et si, de l'aveu de M. Franz Oppenheimer, lui-même, « toutes les importantes déductions du système marxien » ne tombaient avec elle ?

M. Franz Oppenheimer a la foi robuste. Il a aussi le préjugé robuste. Il écrit sérieusement que le libéralisme est une « théorie de classe » et il croit en un 89 économique. Il a soin de préciser : « libéralisme bourgeois », car libéralisme tout court est à ses yeux le synonyme de socialisme (p. 134). Mais qu'entend-il donc par « socialisme » ? Une citation de David (*Sozialismus und Landwirtschaft*, p. 608) va nous l'apprendre :

— « Le socialisme est un *but* ; le collectivisme n'est qu'un moyen pour parvenir à ce but. »

— Que M. Franz Oppenheimer nous permette de lui faire remarquer que l'économie politique n'est ni un *but*, ni un *moyen*, mais une science.

EMILE MACQUART.

**BORSE, BORSEGESETZ UND BORSEGESCHÄFTE**, (*La Bourse, sa législation et ses affaires*), par M. GEORG WERMERT. Un vol. in-8°. Duncker et Humblot. Leipzig, 1904.

Nous ne savons plus quel auteur, parlant d'articles d'un de ses confrères, que celui-ci venait de réunir et de publier en librairie, déclara : « Il est certaines choses qui se laissent lire par morceaux, mais qu'on ne peut relire en volume, surtout relié(es) ». — Les deux méchants calembours de cette phrase ne l'empêchent pas de posséder très souvent un grand fond de vérité. Ce n'est pas ici le cas. Les articles publiés par M. Georg Wermert sur « La Bourse, sa législation et ses affaires », tant dans les *Jahrbücher für*

















l'amélioration du sort du travailleur agricole irlandais. On nous a dit que les résultats n'avaient pas répondu aux espérances conçues; mais, n'est-il point un peu présomptueux de croire qu'une chose quelconque puisse réussir d'emblée ?

Le tenancier irlandais a beaucoup à apprendre (Mme O'Brien le voit aussi bien que quiconque); comme il est généralement d'intelligence vive et vaillant au travail — sans parler de sa moralité et de sa probité — il possède là des éléments primordiaux de succès. L'exemple de résidents actifs et entreprenants aurait un excellent effet — on en a déjà la preuve — le cultivateur n'y étant pas plus routinier qu'ailleurs dans les vieux pays (il est vrai que ce n'est pas peu dire!). Mais, si les Irlandais ont à apprendre, ils ont aussi à oublier: le ressentiment de l'injustice commise à leur égard, il y a quelques siècles est resté aussi vivace dans les cœurs qu'au premier jour... Ne serait-il pas sage aux politiciens de s'efforcer de faire reculer ce souvenir dans les brumes du passé et non de continuer à le lancer en brandon de discorde entre classes qui devraient se rendre mutuellement la vie tolérable et ne chercher qu'à unir leur intelligence, leur savoir, leurs richesses et leurs forces pour faire renaître, dans la charmante île d'Emeraude, des jours plus beaux, — puisque nous possédons actuellement davantage de moyens de satisfaire nos désirs — que ceux des antiques légendes.

M. LR.

---

SIBÉRIE ET CALIFORNIE. *Notes de voyage et de séjour. Janvier 1899 — Décembre 1902*, par ALBERT BORDEAUX. 1 vol. accompagné de 22 gravures hors texte. Plon, Nourrit et Cie, éditeurs. Paris 1903.

Transcrire exactement des carnets de voyage, c'est parfait lorsqu'ils ne renferment que des renseignements intéressants; mais lorsqu'ils contiennent de longues conversations sur des sujets qui ne touchent en rien à l'objet du livre, c'est au moins inutile. Apprendre l'opinion sur la musique, la littérature, etc., de personnes rencontrées au hasard de la route semble oiseux à ceux qui, sur la foi du titre, cherchent surtout des informations sur des pays peu connus; notre auteur l'a trop souvent oublié. De plus, l'énoncé de ses opinions personnelles prouve que les études d'ingénieur des mines ne donnent pas des notions précises sur toutes choses, ce dont on se doute; ne dit-il pas quelque part: « L'économie politi-















lement. Lassalle sent si bien lui-même que ses explications n'ont aucune valeur qu'il est obligé de dire : « Une poignée d'individus est venue par les nations et a confisqué pour son usage individuel cette loi de nature (la division du travail) qui n'existe qu'en vertu de la nature spirituelle de tous; et aux peuples étonnés et indigents, enserrés dans d'invisibles chaînes, de tout le produit de leur travail, produit toujours plus riche et sans cesse grandissant, de ce produit ces hommes ont accordé aux peuples la même part que, dans des circonstances favorables, l'Indien lui-même se procure avant toute civilisation, la subsistance nécessaire à l'entretien de la vie. »

Une poignée d'individus a pu faire cela et tous les autres se sont laissé faire et refaire ! Il faut avoir un bon estomac socialiste pour avaler et digérer de pareilles bourdes.

On sait que la solution proposée par Lassalle à la question sociale, consiste dans les associations de production, créditées par l'Etat. Il peut paraître au moins singulier que cette masse des travailleurs qui se sont toujours, d'après lui, laissé duper par « une poignée d'individus » soient assez intelligents, assez prévoyants, assez persévérants, etc., pour s'unir, s'entendre, pour produire à propos ni trop ni trop peu, pour trouver des débouchés à leurs produits.

Karl Marx a renvoyé du premier volume de son *Capital* au III<sup>e</sup> le dernier mot de son système; le tome III est publié et on ne l'y a pas trouvé. Lassalle suit la même méthode, il dit (p. 221) que l'excès du revenu du travail provenant de la vente du produit sur les nécessités de la vie exigées pendant la durée de la production, reste entre les mains de l'entrepreneur qui, « en vertu d'autres lois que nous ne pouvons étudier ici, répartit ce surplus entre lui et les simples capitalistes: l'intérêt, rente du propriétaire foncier, dont nous pouvons encore moins examiner ici les lois spéciales. »

Quel dommage que Lassalle n'ait pas étudié et examiné ces lois d'une importance si décisive. Ses disciples, qui ne parlent jamais de cette lacune dans l'œuvre principale du maître, ignorent-ils qu'elle existe ou ne pourraient-ils pas la combler ? Tant qu'elle existera, le socialisme pourra être tout au plus une critique sociale, mais jamais une doctrine.

H. Bouët.

---

**LE SOCIALISME ANGLAIS CONTEMPORAIN**, par **RENÉ GONNARD**, br. in-8°, Lyon, A. Bonnavial, 1903.

Le Socialisme anglais diffère du socialisme allemand et du socialisme français à beaucoup d'égards. Ce qu'il paraît avoir de commun, c'est que la critique fait son succès plus que la doctrine. Le socialisme tient à confirmer le dire de Boileau : La critique est aisée... On pourrait encore lui trouver un point de contact avec le socialisme étranger, c'est qu'il a peu d'influence sur les ouvriers, ce qui fait le désespoir des apôtres de la nouvelle foi. Car le socialisme intégral est bien un article de foi. « Les catholiques, observe M. Bax, disent qu'il est impossible de retrancher ou de modifier un seul article de leur Credo, sans renier leur foi tout entière. Nous agissons de même à l'égard du socialisme. »

Ils ont beau agir à la manière des catholiques, les socialistes révolutionnaires n'ont pas grand succès en Angleterre. M. Gonnard constate que « le socialisme révolutionnaire et les formules du collectivisme intégral n'y semblent rallier qu'un très petit nombre d'esprits. » Le socialisme agraire même ne fait pas de nombreuses recrues.

Le socialisme municipal, plus pratique que théorique, a pris une extension considérable, mais continuera-t-il ? Ce qu'il y a de certain, c'est que, en matière d'habitations, le municipalisme a été plus nuisible qu'utile aux ouvriers. Il a expulsé ceux-ci de leurs logis insalubres, et en a construit d'autres à la place ; mais ils sont trop chers pour que les ouvriers en profitent et ils sont occupés par la classe moyenne. Quant à la majorité des ouvriers, « elle ira n'importe où et y sera peut-être beaucoup plus mal qu'avant les travaux entrepris pour son plus grand bien. »

Si le socialisme municipal se comporte ainsi dans toutes ses entreprises, il est peu probable qu'il conquière plus d'ouvriers que le socialisme intégral.

M. Gonnard ne conclut pas moins de son étude que, « à mesure qu'il abandonne la rigueur de ses programmes et l'absolutisme de ses réformes, le socialisme se fait plus pratique, plus proche, plus réel ; il devient pour ses adversaires moins effrayant et plus menaçant à la fois. »

Menaçant de quoi ? S'il abandonne ses programmes et ses réformes, il ne peut nous menacer que du *statu quo*.

H. Bouët.



*laissez faire*, au *laissez passer*, en quoi que ce soit, il faut tout réglementer; il faut *laissez faire* les législateurs. Plus de hasard, plus d'arbitraire. S'il fut un temps, dit l'auteur en un français plus ou moins correct, « s'il fut un temps où les philosophes étaient dans leur droit de crier *laissez faire, laissez passer*, il est maintenant le tour à ces derniers (les *législateurs*) de crier aux philosophes : laissez faire notre *manie* législative, laissez passer nos *régléments* et nos interventions. »

Le principe admis que l'homme social est le produit exclusif de la société, de la tradition, de la suggestion, etc., la conclusion est assez logique; mais ce principe est-il admissible? Pour décider ce point, il nous faudrait soumettre à la critique toutes les erreurs et les demi-vérités sur lesquelles M. Draghicesco échafaude son système. Nous ne le pouvons ici, mais nous en discuterons deux ou trois pour l'exemple.

« La source de la pensée n'est pas dans l'individu, mais dans l'atmosphère sociale où il respire. »

Demi-vérité. Il en est de la respiration sociale comme de la respiration vitale. L'atmosphère n'est rien sans les poumons qui élaborent les gaz qu'elle contient et se les assimilent.

« La sociabilité humaine est le produit de la contrainte, de l'autorité. » Il ne suffit pas de poser cette assertion, il faut montrer comment cela peut se faire, comment cela s'est fait; il faut indiquer pourquoi la sociabilité est acquise chez l'homme et naturelle chez beaucoup d'espèces animales, etc.

La tradition, la suggestion, l'éducation, etc., peuvent être des facteurs du progrès social, une fois la société établie; mais ils ne sont pas les seuls ni les premiers. Il faut au moins deux facteurs pour obtenir un produit; l'hérédité sociale n'est qu'un facteur dérivé.

La civilisation n'est pas *exclusivement* artificielle, elle ne l'est que partiellement et cette partie n'est pas la meilleure. L'art pré-suppose toujours la nature; il en diffère, mais il ne doit pas être en opposition avec elle. M. Draghicesco se plaît à comparer la vie et la société à la plante et la greffe. Or, la greffe ne réussit qu'entre plantes de même espèce; elle ne change pas la nature de l'arbre, mais seulement la qualité des fleurs et des fruits.

« Laissez faire le législateur. » Mais qui sera le législateur? Pourquoi serait-ce vous plutôt que moi? Et si tout le monde légifère, nous retombons dans l'anarchie de laquelle l'auteur prétend nous faire sortir.

M. Draghicesco veut organiser l'égalité, l'uniformité. Il oublie





de la population aurait donc pour effet de l'entraver. Bien loin d'accorder des bourses aux familles nombreuses, il serait plus à propos de les supprimer toutes. Ce sont ces encouragements de l'Etat aux carrières intellectuelles qui font croire aux travailleurs manuels qu'ils ne sont dans la société que des rouages inférieurs, et qui les poussent à vouloir sortir de leur condition au lieu de s'attacher à l'améliorer.

C'est ainsi, comme le dit M. Jung, que « l'ouvrier, ambitieux pour son fils, désire faire de lui un aspirant surnuméraire dans une administration quelconque et il s'astreint à toute les privations et limite volontairement sa famille.

« Le fils, à son tour, contraint par la médiocrité d'une situation sans avenir, se condamne au célibat pour promener une inutilité médiocre et décente.

« Le commerçant et l'industriel veulent vivre la grande vie et faire souche de grands seigneurs; ils fuient le danger d'avoir une nombreuse famille, qui ne permet pas les dépenses de haut luxe et morcèle les fortunes laborieusement édifiées. »

Est-il étonnant qu'au bout d'un siècle de pratique d'un pareil système, qui se développe en proportion géométrique, la population tende à diminuer?

Nous ne saurions donc trop exhorter les médecins sociaux à méditer les critiques que fait M. Jung de leurs projets et à en chercher d'autres eux-mêmes, car toutes les objections ne sont pas présentées dans cette étude. Peut-être arriveront-ils ainsi à reconnaître que tout ce que la Loi et l'Etat peuvent faire de mieux pour la population, c'est de ne pas entraver son essor.

H. BOUËT.

---

LA RESPONSABILITÉ ET LA SOLIDARITÉ DANS LA LUTTE OUVRIÈRE, par M. NETTLAU, br. in-8°. Paris, aux Temps-Nouveaux, 1903.

M. Nettlau trouve trop lent le progrès dans le mouvement ouvrier. Les idées qui nous semblent si claires, dit-il, rencontrent un tel amas de préjugés et d'ignorance qu'il est douteux que les grandes masses les acceptent jamais. Il s'agit donc de chercher de nouveaux moyens d'action plus efficaces. L'auteur en indique deux : l'un s'adresse au public, l'autre aux ouvriers.

Il faut que le public s'oppose à l'élévation des prix des produits lorsque les entrepreneurs veulent les élever à la suite d'une grève dont l'issue a été favorable aux ouvriers.

Pour que ce moyen d'action ait quelque efficacité, il est nécessaire que les entrepreneurs soient contraints à continuer leur industrie quand même ils travailleraient à perte. Qui les y obligera ?

Le second mode d'action socialiste concerne la responsabilité des travailleurs relativement à l'ouvrage qu'ils font. Les travailleurs ne doivent pas prêter leur concours à des travaux de qualité inférieure, tels que les réparations de vieilles maisons, de vieux meubles, de vieux habits. *Recedant vetera, nova sint omnia*. Encore moins doivent-ils accepter de fabriquer des produits neufs mais de qualité inférieure et surtout des produits falsifiés.

Ici les ouvriers regimbent. « Je ne puis pas choisir mon travail. Si je ne le fais pas, un autre le fera. Je préférerais faire un ouvrage de bonne qualité, mais je n'en suis pas responsable ; la responsabilité incombe à l'employeur. » Et puis, argument suprême : « Il faut bien que je vive. »

Pour que les ouvriers puissent ainsi faire la loi aux patrons, il faudrait qu'ils consentissent à changer de profession et, de proche en proche, à retourner au travail de la terre. Ce serait le renversement du courant migrateur actuel. Il est probable que nous attendrons longtemps ce revirement et que les ouvriers continueront d'être rebelles aux enseignements du socialisme révolutionnaire.

H. BOUËT.

LE PEUPLE-ROI, ESSAI DE SOCIOLOGIE UNIVERSALISTE, par TH. DAREL, 1 vol. in-8°, Paris, Félix Alcan, 1904.

M. Darel est universaliste. Je ne sais pas ce que c'est et il n'a pas eu la précaution de nous l'apprendre. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'est guère économiste. Je n'en veux pour preuve que son chapitre sur la propriété.

« Le premier pas vers la propriété particulière fut caractérisé par la prise brutale... » Pourquoi brutale ? Dans quel but ? Avant d'être cultivée, la terre n'avait aucune valeur ; et le premier qui a eu l'idée de la mettre en culture n'a pas fait acte de brutalité, mais bien d'intelligence plus puissante que tous ses semblables.

La propriété individuelle a pourtant eu sa raison d'être, d'après l'auteur, en régime autocratique, mais elle ne l'a plus en démocratie. La propriété doit donc devenir commune et revenir à l'Etat qui la gèrera paternellement. « L'Etat deviendra propriétaire à la façon d'un père de famille soucieux de ne point froisser les susceptibilités de ses enfants. »











---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE.** — La convention du travail conclue entre la France et l'Italie. — Une prime à la repopulation. — Le budget anglais. — Résultat des droits de sortie sur le charbon. — Un ministère ouvrier en Australie. — Le fonctionnarisme à Madagascar. — Le protectionnisme aurifère. — La condition des engagés des Nouvelles-Hébrides ; celle des abonnés du téléphone en France. — La grève de la marine marchande. — Les emprunts de guerre. — M. Fournier de Flaix.

Une convention a été conclue le 15 avril entre la France et l'Italie, sauf ratification par les parlements des deux pays, pour établir, en faveur des ouvriers italiens en France et des ouvriers français en Italie, un régime de réciprocité :

Le traité en question, porte sur deux points principaux. D'abord il organise un système de réciprocité au sujet de la prévoyance sociale. Pour cela, il donne aux nationaux de chaque pays, travaillant à l'étranger, la facilité de jouir de leurs épargnes. L'accord est déjà réalisé pour les échanges de livrets d'épargne entre la Caisse nationale d'épargne de France et la Caisse d'épargne postale d'Italie. Notre Caisse nationale d'épargne est, on le sait, postale aussi. Les deux administrations sont donc similaires et offrent à beaucoup d'égards les mêmes avantages. Désormais, le remboursement sans frais des sommes déposées à la Caisse d'épargne de l'un des pays pourra être effectué dans l'autre. C'est la partie ferme et précise du traité, celle qui présente un intérêt réel, immédiat. Toujours, au sujet de la prévoyance sociale, il y aurait des relations établies entre les caisses nationales de retraites ; de plus, un arrangement doit intervenir relativement aux retraites ouvrières, lorsque les lois, les organisant, seront établies. Sur le premier point, nous n'avons pas de renseignements susceptibles de nous permettre d'apprécier l'entente et ses résultats possibles ; sur le second, nous ne pouvons que cons-

tater le caractère tout à fait éventuel de la clause. Il en est de même pour les pensions. C'est un arrangement complémentaire qui déterminera les indemnités ou les pensions qui devront être allouées, soit aux Italiens victimes d'accidents en France, qui cesseront de résider dans ce pays, soit aux représentants des victimes d'accidents mortels qui, eux-mêmes, n'habitent pas la France. L'Italie s'oblige, par réciprocité, à verser, de même, des indemnités ou pensions équivalentes. Ici, le principe serait donc établi; il ne resterait plus qu'à régler le montant de ces indemnités. En tout cas, ce principe de la réciprocité entre nations n'étant pas inscrit dans la loi sur les accidents d'avril 1898, il serait nécessaire d'attendre le vote du projet de loi déjà adopté par la Chambre et soumis actuellement au Sénat, projet qui prévoit cette question de la réciprocité. Enfin, des mesures efficaces doivent être prises pour éviter les erreurs, assez fréquentes jusque-là, commises dans la rédaction des livrets des ouvriers. Elles empêcheront le *padrone* d'établir de faux livrets pour engager des enfants de moins de douze ans, et elles tendront à restreindre l'exploitation dont ces petits malheureux sont l'objet.

Le second point concerne la réglementation du travail qu'il s'agirait d'uniformiser entre les deux pays. Il nous paraît douteux qu'on y réussisse et surtout que l'accord se réalise sur la base d'un minimum de réglementation. Souhaitons donc que l'on s'en tienne au premier point, lequel apportera seul, aux ouvriers des deux pays, une amélioration pratique et sérieuse.

\*  
\* \*

Les six grandes compagnies de chemins de fer ont pris l'habitude de distribuer des secours à ceux de leurs agents qui sont chargés de famille. Cette habitude philanthropique ne leur a pas coûté moins de 1.463.000 fr. en 1902 et elle leur a valu un grand prix à l'Exposition universelle de 1900 et la grande médaille d'or de la fondation Audéoud, décernée en 1901 par l'Académie des Sciences morales et politiques.

La Compagnie P.-L.-M. vient de transformer ces secours en majoration de traitements, sur l'échelle suivante, établie d'après le chiffre des appointements et le nombre des enfants :

A. Des secours pour famille nombreuse sont alloués gracieu-

sement aux agents de toute catégorie autres que les auxiliaires et les journaliers, qui ont un grand nombre d'enfants.

Sont assimilés aux enfants pour l'établissement du droit au secours de famille :

1° Les petits-enfants, frères, sœurs, neveux et nièces de l'agent, s'ils sont orphelins de père et de mère et entièrement à sa charge ;

2° Les père, mère, beau-père, belle-mère, grand-père et grand'mère de l'agent, ainsi que les grand-père et grand'mère de sa femme, s'ils sont entièrement à sa charge et demeurent avec lui d'une façon permanente.

B. Ces secours sont fixés aux chiffres annuels suivants d'après le traitement des agents et le nombre d'enfants (ou assimilés) à leur charge.

Il est alloué :

1° A tous les agents dont le traitement ne dépasse pas 2.100 francs :

30 francs pour 3 enfants (ou assimilés), 80 fr. pour 4 enfants (ou assimilés), 150 fr. pour 5 enfants (ou assimilés), 240 fr. pour 6 enfants (ou assimilés), 350 fr. pour 7 enfants (ou assimilés), 480 fr. pour 8 enfants (ou assimilés), 630 fr. pour 9 enfants (ou assimilés).

2° Aux agents ayant 2.400 fr. de traitement :

80 fr. pour 6 enfants (ou assimilés), 150 fr. pour 7 enfants (ou assimilés), 280 fr. pour 8 enfants (ou assimilés), 440 fr. pour 9 enfants (ou assimilés) :

3° Aux agents ayant 2.700 fr. de traitement :

100 fr. pour 8 enfants (ou assimilés), 250 fr. pour 9 enfants (ou assimilés).

C. Les enfants ou orphelins assimilés ne sont pas décomptés pour donner droit aux secours de famille qu'autant qu'ils n'ont pas atteint l'âge de seize ans révolus.

L'anfer est pavé, dit-on, de bonnes intentions. Nous n'en voudrions pas dire autant de la philanthropie, mais en admettant que la nouvelle forme de protectionnisme que vient d'inaugurer le P.-L.-M., se généralise, nous nous demandons si l'industrie gagnera à rétribuer ses employés en raison de leurs aptitudes productrices plutôt que de leur capacité productive, de leur zèle et de leur assiduité au travail.

\*  
\* \*

Au milieu du siècle dernier, en 1851, année de la première exposition universelle, le budget des dépenses de l'Angleterre n'atteignait pas encore 50 millions de liv. st. (49.506.000). Il s'est élevé dans l'exercice de 1903-4 à 146.961.000, et il est évalué à 142.880.000 fr. en 1904-5, tandis que les recettes, marchant d'un pas moins rapide, ne sont que de 141.545.000 et 139.060.000. Il faut remarquer que les budgets de la guerre et de la marine absorbent à eux seuls 72.153.000 liv. st., soit environ un tiers de plus que la dépense totale de 1851.

Pour combler ses deux déficits de 5.115.000 liv. sterl. et de 3.820.000 liv. st., le Chancelier de l'Echiquier, M. Aug. Chamberlain, ajoute 1 penny à l'impôt sur le revenu, qui de 11 pence par livre est porté à 1 shilling et augmente les droits d'entrée sur le tabac et le thé.

Depuis un demi-siècle, l'Angleterre a doublé *manu militari* l'étendue de son empire colonial, mais on peut douter que les frais de conquête et de conservation de cet empire colossal soient compensés par les profits qu'elle en tire. On peut se demander encore si la satisfaction d'orgueil que l'impérialisme procure aux contribuables de l'income tax et aux consommateurs de thé et de tabac équivaut aux privations qu'il leur impose, et finalement si, après avoir causé la décadence de l'Espagne, il augmentera la fortune et la puissance de l'Angleterre.

\*  
\* \*

Déjà, pour subvenir à l'augmentation de ses dépenses impériales, l'Angleterre a établi un droit de sortie sur les charbons. Qu'en est-il résulté ? C'est que les charbons allemands ont commencé à remplacer, sur le marché français, les charbons anglais. L'importation s'en est élevée de 57.000 tonnes en 1902 à 133.000 en 1903. Comme il fallait s'y attendre, le droit de sortie a fait l'effet d'une prime d'encouragement accordée aux dépens des charbonnages anglais aux charbonnages allemands.

\*  
\* \*

L'Australie est gouvernée, depuis le commencement de ce mois, par le parti ouvrier. Le président du nouveau Cabinet, constitué





Belgique .....	6.694.000	118.500.000	17 40
Paraguay .....	636.000	11.007.000	17 30
Autriche-Hongrie .....	45.405.000	647.969.000	14 27
Argentine .....	4.794.000	60.757.000	12 68
Cuba .....	1.573.000	19.515.000	12 40
Pays-Bas .....	5.347.000	61.468.000	11 49
Portugal .....	5.429.000	62.170.000	11 45
Espagne .....	18.618.000	187.846.000	10 09
Suède .....	5.199.000	49.593.000	9 54
Empire allemand .....	58.549.000	553.222.000	9 45
Canada .....	5.457.000	50.759.000	9 30
Etats-Unis .....	80.372.000	640.323.000	7 97

\*  
\* \*

Si les colons n'affluent pas dans nos colonies, il en est autrement des fonctionnaires. Ils y affluent à tel point que l'*Echo de Madagascar* n'hésite pas à réclamer des mesures sommaires pour arrêter l'invasion de ces sauterelles administratives :

Le Gouvernement local, dit ce journal, fait depuis deux ans de louables efforts pour réduire le personnel de nos diverses administrations au strict minimum ; et plus il le réduit, plus le personnel inutile augmente.

Tout le monde en connaît les raisons : le ministre des Colonies nous en expédie à jet continu, avec une persévérance qui ne s'est jamais démentie.

Chaque paquebot en débarque une demi-douzaine sur la plage de Tamatave ; — comme personne ne les a demandés, on les classe en « excédent d'effectif » dans un bureau quelconque, où ils attendent la fin du mois pour passer à la caisse.

Nous payons ainsi chaque année deux ou trois cent mille francs, outre les appointements et les coûteux voyages de ces Messieurs — ce gaspillage a trop duré — il me semble que le Gouvernement Général pourrait faire cesser cette mauvaise plaisanterie en donnant à ces nouveaux débarqués l'ordre de reprendre immédiatement le premier bateau pour la Métropole.

Il y a des précédents : — Le Gouvernement Général de l'Indo-Chine a dû prendre, il y a quelques années, cette mesure radicale  
~~de~~ ce flot envahissant.

A la rigueur, les colonies pourraient encore, sans qu'il leur en coûtât trop cher, se charger de cet excédent de la population administrative de la métropole, si elles n'étaient pas obligées de lui fournir une occupation adaptée à ses aptitudes. Mais à quoi peut-on employer des fonctionnaires, sinon à remplir des fonctions, c'est-à-dire à administrer et à réglementer? On a réglementé; par exemple, le travail au point qu'il est devenu extrêmement difficile de trouver des travailleurs. Il faut un permis spécial pour les recruter dans chaque province et ce permis n'est pas valable pour les provinces voisines.

Un commandeur, dit l'*Echo*, recrute des hommes, il n'est pas muni, il est vrai du permis de recruter, il rassemble un certain nombre de bourjanes, verse un acompte sur leurs cartes et s'apprête à les emmener sur les chantiers où ils doivent travailler, lorsqu'arrive l'autorité. On les met tous en prison et le commandeur récolte trente jours et 100 francs d'amende, seize bourjanes sont gratifiées de quinze jours de prison.

Le résultat de cette réglementation a été de créer une disette de la main-d'œuvre et de provoquer une demande d'importation des coolies chinois. Seulement, avec cette restriction qu'il soit rigoureusement interdit aux Chinois engagés pour suppléer au travail brun des Malgaches de faire concurrence à l'industrie et au commerce blancs des colons. Cette prohibition que réclament les colons et qu'appuie l'*Echo* ne va-t-elle pas nécessiter une importation de fonctionnaires en même temps que de Chinois? Pas très logiques les colons de Madagascar!

\*  
\* \*

A la protection extérieure se joint à Madagascar la protection intérieure. Il est défendu aux indigènes d'exploiter leurs gisements aurifères. Ceci apparemment pour leur inculquer le respect de la propriété d'autrui.

\*  
\* \*

Les colons de Madagascar demandent une importation « sagement réglementée » d'engagés chinois. Voici, d'après l'*Européen*, ce qu'était naguère la sage réglementation des engagés des Nouvelles-Hébrides :



\*  
\* \*

A la plainte un peu vive d'une abonnée du téléphone, Mlle Sylviac, l'administration s'est empressée de répondre en la privant de l'usage de cet instrument de communication vocale. Un autre abonné a proposé, à cette occasion, la formation d'une ligue pour la défense des intérêts des consommateurs et l'amélioration des services.

L'idée n'est pas mauvaise, mais il y en a une meilleure : c'est d'enlever à l'Etat le monopole du téléphone.

\*  
\* \*

Par suite du relâchement dans l'exécution des lois qui assurent le maintien de la discipline dans la marine marchande, l'autorité nécessaire des capitaines et de leurs auxiliaires, a été méconnue. Les dangers de cet état d'anarchie ne sont que trop manifestes. Mais qu'ont fait les états-majors de la marine marchande de Marseille, pour y porter remède ? Ils ont eu recours au procédé essentiellement anarchique de la grève. Et comme les transports entre l'Algérie et la France sont exclusivement réservés au pavillon national, il en est résulté une interruption à peu près complète dans les relations de la métropole avec sa colonie. Le commerce des primeurs a particulièrement souffert.

Les capitaines au long cours, les capitaines au cabotage et les officiers mécaniciens diplômés du port du Havre se sont joints à leurs collègues de Marseille et ils ont pris la résolution suivante :

De débarquer en masse de leurs navires respectifs et de ne reprendre le service que quand pleine satisfaction leur aura été accordée sur les trois points visés, qui sont :

1° Le capitaine a seul qualité pour composer son équipage (article 225 du code de commerce) ;

2° Les litiges disciplinaires entre états-majors et équipages seront soumis, dans les vingt-quatre heures du fait accompli, au capitaine, qui les solutionnera ou les transmettra à l'autorité maritime (décret-loi du 26 mars 1852) ;

3° MM. Castagnoni, Lalande et Bosc, débarqués sur la demande des syndicats des inscrits et des dockers, seront réintégrés dans leurs fonctions sur leurs navires respectifs, ce troisième point étant la conséquence légale des deux premiers.

Les revendications du Syndicat des états-majors de la marine marchande nous paraissent parfaitement fondées, mais est-ce bien un moyen de décourager la grève du Syndicat des inscrits et des dockers que de l'imiter ?

\*  
\* \*

Les souscriptions vont être ouvertes : à Paris, pour un emprunt russe 5 0/0 de 400 à 800 millions ; à Londres, pour un emprunt japonais 6 0/0 de 400 millions.

On sait qu'il est formellement interdit aux neutres de fournir aux belligérants les articles qui constituent la contrebande de guerre, canons, fusils, et autres engins meurtriers, charbons et mêmes subsistances destinées aux armées, mais, par une omission singulière, les capitaux qui servent à acheter les canons, fusils, etc., ne sont pas considérés comme des articles de contrebande.

On peut se demander s'il n'appartiendrait pas aux capitalistes eux-mêmes de réparer cette omission, en s'abstenant de souscrire à des emprunts qui alimentent la guerre et leur en font partager la responsabilité, sans qu'ils aient à en affronter les dangers. Cette commandite d'une industrie malfaisante peut être matériellement profitable, mais il est permis d'en contester la moralité.

\*  
\* \*

Le *Journal des Economistes* vient de perdre un de ses anciens et dévoués collaborateurs, M. Fournier de Flaix. Ses travaux justement estimés sur les banques, la monnaie, les finances, lui avaient valu d'être nommé correspondant de l'Académie des Sciences morales et politiques. Parmi ses nombreux ouvrages, nous citerons :

*Les Réformes nécessaires*, 1 vol. in-18; *Etudes Economiques et financières*, 2 vol. in-18; *L'Indépendance de l'Egypte et le régime international du canal de Suez*, 1 vol. in-18; *La Réforme de l'Impôt*, tome 1<sup>er</sup>, 1 vol. in-8°; *L'Impôt sur le pain*, 1 vol. in-8°; *Traité de Critique et de Statistique comparée*, 1 vol. in-8°; *La Statistique des Religions*, brochure in-4°; *Etudes sur l'organisation comparée des banques de circulation*, 1 brochure; *Pendant*

*une mission en Russie*, 2 vol. in-18; *L'Impôt dans les diverses civilisations*, 1<sup>re</sup> série, 2 vol. in-8°.

La Société d'Economie politique a rendu à la mémoire de ce savant laborieux et modeste un hommage auquel nous associons le nôtre, avec l'expression de nos regrets.

G. DE M.

Paris, 14 mai 1904.

---

Une Exposition Générale de Printemps, organisée par la Société Nationale d'Horticulture de France, s'ouvrira le mercredi 25 mai, à midi, aux Grandes Serres du Cours la Reine, à Paris, pour cloturer le 30 mai, à 6 heures du soir.

---

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

---

*Silhouettes Irlandaises. Au pied du Croagh Patrick*, par M<sup>me</sup> W. O'BRIEN, 1 vol. in-18, cart. de 221 p., 1904. 3 fr. 50. Paris, Guillaumin et Cie.

*Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, par A. SACHET, 3<sup>e</sup> édition, 2 vol. in-8°, 1904. 18 fr. Paris, L. Larose.

*L'Américanisme*, par A. HOUTIN, 1 vol. in-18, 497 p., 1904. 3 fr. 50. Paris, E. Nourry.

*Anticipations ou de l'influence du progrès mécanique et scientifique sur la vie et la pensée humaines*, par H.-G. WELLS, traduit par H. Davray et B. Kozakiewicz, 5<sup>e</sup> édition, 1 vol. in-18, 364 p., 1904. 3 fr. 50. Paris, Mercure de France.

*L'Alliance anglo-yankée-japonaise maîtresse de l'Indo-Chine*, par H. MOREAU, 1 vol. in-8°, 153 p., 1904. Paris, A. Charles.

*Les Ports francs*, par G. MUSSET, 1 vol. in-8°, 121 p., 1904. Paris, E. Leroux.

*L'abrogation des articles 414 et 415 du Code Pénal*, par E. D'EICHTAL, brochure in-8°, 12 p., 1904. Paris, A. Rousseau.









# JOURNAL

DES

# ÉCONOMISTES

---

## LE CENTENAIRE DE COBDEN

---

« Il est des hommes qui, par leur génie, ont allégé la tâche du travailleur et multiplié les moyens de jouissance ici-bas. Il est des hommes qui, par leurs découvertes, ont accéléré les progrès de la science et fait rayonner la divine lumière sur des pays que couvrait le voile de l'ignorance, cette prison de l'esprit. Il en est dont les glorieux écrits forment notre patrimoine intellectuel : il en est dont l'âme affectueuse s'est vouée à secourir les pauvres, à relever les blessés, à rendre la voie du bien moins âpre, moins rude pour les humbles. Voilà les vrais bienfaiteurs de l'humanité, ceux qui, par leur désintéressement, l'opiniâtreté généreuse de leurs efforts, de leurs sacrifices, ont doté le monde de progrès et de richesse. Voilà les hommes auxquels il faut élever des colonnes et des statues, et dont la plume de l'historien doit se plaire à couronner d'éclat et de gloire la noble physionomie. C'est à eux que les peuples doivent donner des ges et récompenses, et non à ces héros qui luttent cherchant leur sanglant encore sur les champs de bataille pour les vanités d'honneurs et leur tresser des couronnes sur la tête des vaincus et vainqueurs, et redonner de la gloire à la guerre, à la grande épreuve des hommes, les plus grands des hommes, qui ne peuvent se plaire à la vie, à la paix, à la prospérité, à la concorde, qu'à la guerre, à la lutte, à la conquête, à la domination.





tension croissante des rapports entre l'empire britannique et l'empire moscovite, il commençait contre ce qu'il n'a cessé de dénoncer comme de ridicules et dangereuses *paniques* la campagne d'ironie qu'il a poursuivie pendant la plus grande partie de sa vie.

C'est à cette dernière brochure, à peu près oubliée aujourd'hui, qu'il a attribué, par la suite, le commencement de notoriété qui devait l'entraîner si loin de la carrière paisible qu'il poursuivait alors. « Nous ne sommes point des hommes politiques », disait-il, pour son compte et pour celui de ses compagnons ; « nous ne sommes point des hommes d'Etat, et nous n'avons jamais aspiré à l'être. Nous avons été arrachés à nos occupations presque sans nous y attendre. » Et, songeant, non sans quelque tristesse, à l'ancienne tranquillité perdue : « Je le déclare solennellement, ajoutait-il, si j'avais pu prévoir, il y a cinq ans, que je serais graduellement et inexorablement porté à la position que j'occupe, et dont je ne saurais revenir par aucune voie qui se puisse concilier avec l'honneur ; si j'avais prévu tout ce que j'ai eu à sacrifier de temps, d'argent et de repos domestique à cette grande cause, quel que soit le dévouement qu'elle m'inspire, je crois que je n'aurais pas osé, considérant ce que je me dois à moi-même, ce que je dois à ceux qui tiennent de la nature des droits sacrés sur mon existence, accepter le rôle qui m'a été fait. Mais notre cause s'est élevée peu à peu à la hauteur d'une grande question politique et nationale... » Et maintenant le retour en arrière n'était plus possible.

Bastiat, son émule français, entraîné, lui aussi, loin de ses Landes, sur le grand théâtre de la polémique parisienne, lui écrivait presque identiquement, après un retour mélancolique vers l'humble toit de ses pères : « Mais il fallait faire ces réflexions auparavant ; maintenant l'épée est tirée du fourreau : elle n'y rentrera pas. Le monopole ou votre ami ira auparavant au Père-Lachaise. » C'est lui qui a succombé le premier. Cobden du moins, bien que sa vie ait été abrégée par ses travaux, (il mourut à 61 ans), devait, avant de disparaître, avoir son heure de triomphe et ses années de gloire.

\*  
\* \*

C'est en 1838 que commença le grand mouvement qui, comme une marée montante, l'a porté irrésistiblement à la hauteur à laquelle il devait atteindre. L'Angleterre était alors, comme la plupart des contrées d'Europe, plus qu'aucune autre peut-être,



souvenir de ce qu'il venait de voir, prononça ce mot de *Ligue*. C'est en formant la Ligue Hanséatique, dit-il, que les villes commerçantes, faibles dans l'isolement, ont su garantir leur existence. Formons à leur exemple la Ligue des villes industrielles, contre l'oppression et la tyrannie de l'aristocratie terrienne. Oui, reprit quelqu'un, « une Ligue contre les lois céréales : *Anti-Corn law Ligue*. » Le cri de ralliement était trouvé, et bien trouvé ; car c'était, en réalité, cette législation meurtrière, cette législation par laquelle la misère et la famine étaient intentionnellement décrétées, qui était la cause principale des souffrances de l'industrie et de la population dont la loi aurait dû être la sauvegarde. De ce jour, Cobden était pris dans l'engrenage, et bientôt il allait tout naturellement, sans y avoir prétendu, se trouver porté au premier rang parmi les agitateurs et devenir la personnification de la grande cause à laquelle il se trouvait voué.

Non que la direction, cependant, lui en appartint ; c'est au président, Georges Wilson, que doit revenir, de l'aveu de tous, l'honneur de l'organisation et de la conduite de cette grande lutte pacifique. Mais Cobden, quels que fussent les mérites éclatants de ses collaborateurs et de ses collègues ; quelque place qui doive être faite dans la gratitude de ses concitoyens et des amis de l'humanité aux Fox, aux Thompson, aux Villiers, aux Milner Gibson et aux John Bright, fut bientôt, par sa prodigieuse activité, comme par la variété de ses ressources oratoires, par le charme persuasif et la force irrésistible de son argumentation, le plus écouté, le plus populaire et le plus influent des chefs de la grande campagne. On peut dire de lui qu'il brillait parmi tant d'astres éclatants comme une étoile de première grandeur.

\*  
\* \*

Il est impossible, on le comprend, dans le peu de temps dont je puis disposer, de donner une idée même approchée des formes diverses et de l'inépuisable richesse de ce merveilleux talent. Il faut lire, si l'on veut connaître réellement Cobden comme orateur et comme polémiste, dans le volume publié par Bastiat, sous le titre de : *Cobden et la Ligue*, la douzaine de discours qu'a cru devoir traduire comme spécimen, avec une fidélité et une verve qui font mentir le proverbe italien, son ami et son admirateur. Encore doit-on se rappeler que ce ne sont là que des spécimens, des perles prises dans le tas, et que ce fut, presque jour après jour, que, pendant six ou sept années, sans parler de son





ils ne songeaient point qu'au corps, et, comme l'a dit celui de nos compatriotes qui a défini l'économie politique « la noble science du pain », le Père Gratry, c'était la nourriture de l'âme comme celle du corps qu'ils entendaient assurer à ceux à qui elle faisait défaut. Ce que Cobden en particulier a fait pour l'instruction des ignorants et pour le relèvement des abaissés, et de quelle façon tout ensemble ingénieuse et touchante il l'a fait, il faut, si on veut connaître le fond de cette âme admirable, le demander à des biographies plus intimes telles que cette simple et émouvante notice publiée, à l'occasion de son centenaire, par Miss Frances E. Cooke.

Dire aux hommes que leurs bras comme leur travail leur appartiennent, qu'après avoir librement choisi leurs occupations, librement débattu le prix de leur salaire, ils doivent être libres de faire ce qu'il leur convient du produit de leurs sueurs, vendre à qui veut leur acheter et acheter à qui veut leur vendre, et, finalement, que quand on leur offre du pain personne n'a le droit de leur interdire d'y toucher et de décréter législativement la famine et la misère, cela semble l'évidence même, et l'on a peine à comprendre qu'il soit nécessaire de le dire. Nous voyons cependant, par ce qui se passe encore ailleurs et même par ce que l'on tente en ce moment en Angleterre, combien il est difficile de le faire admettre à ceux qui auraient le plus besoin de s'en convaincre, et avec quelle obstination les peuples les plus éclairés de la terre, s'attachant, suivant le mot de Cobden, à « des doctrines à l'usage d'ignorants imberbes, » s'attardent dans les voies douloureuses de la privation volontaire. Aussi Bastiat avait-il raison quand il disait, en suivant en France les traces de Cobden, que pour faire disparaître des sociétés humaines l'iniquité et l'erreur, il n'est pas moins nécessaire de déniaiser Orgon que de convertir Tartuffe.

C'est à quoi Cobden, avec son admirable sens pratique, ne manquait point de s'attacher. Je veux, disait-il, que l'enfant en rentrant à la maison après nous avoir entendus, après avoir lu les démonstrations irrésistibles de nos feuilles volantes et contemplé nos images, après avoir vu sous le bras de l'ouvrier protégé et sous le bras de l'ouvrier non protégé, le petit pain du marché restreint et le gros pain du marché libre, puisse faire dans son naïf langage la leçon à son père rentrant de l'atelier, à sa vieille grand'mère filant encore le rouet au coin de lâtre, et leur expliquer ce que c'est que le monopole.

Et, joignant l'exemple au précepte : Voulez-vous savoir ce que c'est que le monopole, disait-il ? C'est le vol organisé et, qui







Et comme Franklin encore, nous l'avons vu plus haut, le souci de la paix se mêlait pour lui au souci de la liberté ; on pourrait presque dire qu'il le dominait. La liberté commerciale, à ses yeux, devait être le grand agent de pacification : *Free Trade, the great Peace Maker*. « La liberté devait relier ensemble, par le ciment des échanges, tous les peuples de la terre. » Elle était, disait-il, le seul moyen humain de les unir par les liens d'une paix durable, de faire cesser à jamais le fléau de la guerre, et d'extirper graduellement, (car il ne se flattait point d'ouvrir le règne du millénium), du sein des nations « cette force brutale qui, maintenue sous prétexte de les défendre, retombe sur elles d'un poids accablant, sous la forme de marine militaire et d'armées permanentes ; funestes et prodigieuses créations qui n'ont servi jusqu'ici qu'à élever par une route sanglante les Clive et les Wellington ». « Nous ne pourrions pas », proclamait-il douloureusement, comme nous l'avons fait après lui, « réduire les armements aussi longtemps qu'il ne se sera pas fait un changement dans les esprits. » Le désarmement matériel n'est pas le *moyen* ; il est le *but*.

On sait, sans qu'il y ait lieu d'insister, comment, au Parlement, il conforma toujours sa conduite à ses idées, et avec quelle énergie il ne cessa de combattre la politique qu'il appelait, du nom de son principal représentant, la *folie Palmerston*. Il saisit, à deux ou trois reprises, le parlement d'une proposition d'arbitrage, comme le devait faire, plus tard, son disciple et ami Henry Richard. Il prit aussi — il est impossible de l'oublier, — une part importante aux trois Congrès de la Paix, de Paris, de Francfort, et de Londres, en 1849, 1850 et 1851 ; et c'est lui qui, dans le premier, poussa dans les bras l'un de l'autre, le jour anniversaire de la Saint-Barthélémy, l'abbé Deguerry et le pasteur Coquerel.

\*  
\* \*

La lutte, avons-nous dit, avait commencé en 1838. Elle ne se termina qu'en 1846, quand, après avoir épuisé tous les moyens de résistance, l'aristocratie anglaise, réduite à capituler, dût se résigner en maugréant à voir le chef du gouvernement, Robert Peel, et le chef de l'opposition, Lord Russell, s'unir pour faire voter enfin, pour le 1<sup>er</sup> février 1849, la levée presque absolue des barrières qui fermaient au pain étranger l'accès du sol anglais. On sait par quelles nobles paroles, en quittant le pou-









raient un système de change fondé sur l'or (le rapport de 1 à 32, qui était celui adopté pour les Philippines était recommandé d'une façon toute particulière), enfin la demande de faciliter la stabilité dans le prix du lingot d'argent par une régularité raisonnable dans les achats d'argent nécessités par chaque gouvernement pour ses besoins réels de frappe. Cette dernière considération tenait particulièrement à cœur au gouvernement mexicain et aux représentants des gros producteurs, acheteurs et affineurs d'argent-métal, qui ne craignirent point de montrer un tableau indiquant les quantités d'argent qu'il serait désirable que chaque gouvernement s'engageât à acheter annuellement, en répartissant les achats sur chaque mois, afin d'écarter les fluctuations.

Les commissaires ont reçu partout l'accueil courtois auquel ils avaient droit. Les délégués américains ont rendu compte de leur mission dans un rapport qui a été publié, les délégués mexicains ont fait de même. C'est maintenant le tour de la Chine ; M. Jérémie Jenks, auteur de l'excellent livre sur les Trusts, membre de la Commission américaine, qui se trouve actuellement en cette qualité en Chine, s'est chargé du soin de nous renseigner sur la question monétaire en Chine.

Il a fait imprimer à Shanghai, un petit volume en anglais avec traduction en chinois, intitulé : *Mémoires sur le nouveau système monétaire pour la Chine*. Il réimprime la note du chargé d'affaires de Chine, Shen-Tung, à M. Hay, accompagnant un mémoire dans lequel la Chine sollicite l'appui du gouvernement américain pour l'aider à résoudre le problème de la stabilité du change entre les pays à étalon différent. Shen-Tung plaide la cause de la Chine, désireuse d'alléger le fardeau de ses paiements aux créanciers étrangers, porteurs de titres libellés en or, en faisant valoir les avantages qui résulteraient pour les importateurs de marchandises étrangères en Chine, d'une réforme monétaire. Il fait miroiter des centaines de millions de plus-value dans les importations. Il reconnaît que le bimétallisme est abandonné de tous ses anciens défenseurs et il accepterait des remèdes plus simples que cette panacée démodée. A la fin de janvier 1903, M. Hay soumit avec un rapport les demandes chinoises au président Roosevelt, qui adressa un message aux deux Chambres du Congrès ; celui-ci après étude de la question, vota un crédit de 100.000 dollars pour les frais de la mission américaine. A la suite de ce rapport, M. Jenks nous donne les suggestions concernant un nouveau système monétaire pour la Chine, en les faisant suivre d'une sorte d'exposé des motifs.











la Chine allait se trouver à peu près la seule dans cette situation, le Mexique évoluant vers l'étalon d'or, il rencontrait les sympathies générales qui se sont manifestées par l'approbation du principe d'un système national de monnaie or pour la Chine. Mais c'est aller un peu vite en besogne que de conclure que cette approbation a fait disparaître le premier grand obstacle à la mise en harmonie du système chinois avec celui des autres grands Etats. Est-ce que les commissaires n'auraient pas un peu considéré des politesses comme des promesses ? Voyons un peu comment les choses se sont passées. Nous possédons à cet égard un document livrant à la publicité les réponses faites aux questions posées par la Commission monétaire (1).

La Commission française, présidée par M. Pallain, gouverneur de la Banque de France, comprenait MM. Arnauné, Benac, Bloch, Yves Guyot, Liron d'Airolles, Simon et Vaselle. Le rapport au Ministre des Finances est daté du 10 juillet 1903. La Commission française rejette l'idée d'une union monétaire orientale ; elle admet la possibilité d'un régime monétaire ayant pour base une monnaie d'or avec circulation fiduciaire d'espèces d'argent sous une triple condition : élimination des monnaies étrangères, attribution du monopole de la frappe à l'Etat, maintien de la balance commerciale favorable à la constitution d'une réserve d'or. Enfin, pour que la stabilisation monétaire puisse être considérée comme avantageuse aux intérêts des pays en cause, elle doit être réalisée simultanément dans toutes les contrées d'argent, à commencer par la Chine. L'adhésion de celle-ci, son accession à la civilisation monétaire est très souhaitable, mais le problème est très difficile ; le projet élaboré par les commissaires américains soulève des objections. La Commission française montre qu'il y a lieu de ne pas s'exagérer l'importance de l'uniformité du rapport entre l'or et l'argent ; il peut y avoir des inconvénients à gratifier le monde du 1 à 32. L'idée d'organiser un syndicat d'achat englobant toutes les puissances a été rejetée à Paris. Les raisons données par M. Pallain et ses collègues sont péremptoires. Il leur semble périlleux de s'engager dans une série de mesures qui, suivant les délégués étrangers, n'auraient d'autre but que de régulariser l'action des lois naturelles, mais qui, en réalité, auraient peut-être une tout autre portée et viseraient à soutenir artificiellement les cours de l'argent.

---

(1) *Report on the introduction of the gold-exchange Standard into China and other silver using countries*, soumis au secrétaire d'Etat le 1<sup>er</sup> octobre 1903 par MM. Hanna, Cendant et Jenks.









titution d'un stock d'or, pour le maintien de la parité, mais l'acquisition de l'or nécessaire peut être très onéreuse, exiger des emprunts très lourds qui viendront aggraver encore les charges de la Chine. Il conviendrait peut-être de se borner à acclimater une monnaie d'argent uniforme. Mais ici encore les difficultés semblent considérables. Quel accueil le gouvernement central fera-t-il à la proposition de limiter ses droits souverains en matière de frappe ? Les propositions américaines, faites par des hommes pratiques, comme MM. Hanna et Conant, donnent une place considérable aux banquiers, aux syndicats, et il est à supposer que les Etats européens ne goûteront pas beaucoup ces suggestions (1).

Un point tenait fort à cœur aux délégués américains et mexicains, qui avaient avec eux le secrétaire général de l'*American Smelling and Refining Company*, comme expert technique, c'était de trouver une combinaison pour éviter les à-coups dans les achats, pour constituer une sorte de bureau commun des Etats ayant des besoins monétaires et provoquant des offres de la part de quelques gros vendeurs. Cette combinaison était la seconde édition du desideratum mexicain, consistant à obtenir des Etats civilisés l'engagement d'acheter des quantités déterminées. Ceux qui l'avaient imaginée avaient totalement oublié la leçon du fiasco de la proposition de M. Alfred de Rothschild à la Conférence monétaire internationale de Bruxelles en 1892-1893. Les Américains constatent que l'idée d'un arrangement concernant les achats a rencontré peu de sympathie à Paris, où l'on a reconnu les inconvénients et les dangers de se lier d'une façon quelconque sur un terrain aussi délicat (2).

ARTHUR RAFFALOVICH.

---

(1) Les Hollandais se sont prononcés pour la parité or dès le début de la réforme, en insistant sur l'intelligence et le soin indispensables à la bonne administration du système.

(2) Après le retour de la Commission aux Etats-Unis, un crédit nouveau de 100.000 dollars fut demandé, mais non voté par le Sénat. Il fut réduit à 25.000 dollars à condition que l'œuvre de la Commission ne serait plus continuée et qu'aucune demande ne serait plus faite.

## MOUVEMENT SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL

---

Le besoin de grande vitesse dans tous les transports modernes ; l'automobile et le chemin de fer. Les progrès acquis sur les voies ferrées, et les locomotives de la Compagnie du Nord ; la limite des perfectionnements de la traction à vapeur. Les expériences exécutées en Allemagne pour la traction électrique à grande vitesse : allures de 200 et de 210 kilomètres à l'heure. Essais comparatifs d'une locomotive à vapeur d'un type nouveau. Les difficultés et les dangers possibles des allures vertigineuses sur les lignes ferrées. Ce que nous réserve l'avenir. — L'évolution du matériel roulant des chemins de fer. Les wagons à marchandises de très grande capacité : leurs avantages au point de vue de la réduction du poids mort. La construction métallique. Les débuts d'une transformation sur les réseaux européens : les wagons de 50 tonnes des mines de Carmaux et de la Compagnie du Midi. — Vieux système d'attelage des bêtes de trait ; l'attelage en flèche. Les expériences de M. Marey sur les appareils de traction à ressort ; les nouveaux essais, une économie d'un quart sur l'effort demandé aux animaux. — Les ravages du feu et les constructions vraiment incombustibles. Les inconvénients du métal laissé à nu ; ciment armé, revêtements réfractaires ; les bâtiments fireproof de Baltimore. — Les antiques procédés de pêche protégés par l'Etat, et le machinisme combattu par lui. La pêche à vapeur appliquée à la morue ; les installations frigorifiques et le poisson frais à bon marché.

De jour en jour la vitesse s'impose davantage dans tous les moyens de transport, même dans le transport maritime des marchandises, pour lequel on emploie maintenant des cargo-boats dotés d'une rapidité de marche qui aurait pleinement satisfait, il y a encore quelques années, les steamers à passagers. Mais c'est principalement sur les voies de fer, et un peu aussi sur les voies de terre, que se manifeste ce besoin de la vitesse : en effet, on ne se heurte pas ici, au fur et à mesure que s'accélère l'allure, à la résistance énorme et rapidement croissante que rencontrent les coques de navires dans le milieu liquide.



































gons frigorifiques et par des dépôts frigorifiques également dans les différentes villes : rien n'est plus aisé. Il est vrai que les monopoles particuliers qui existent bel et bien en France gêneront certainement cette organisation précieuse, et, à l'heure actuelle même, les Mandataires aux Halles demandent, dans leur intérêt, qu'on interdise le dépôt, dans l'Entrepôt frigorifique de la Bourse du Commerce, des poissons introduits à Paris !

DANIEL BELLET.

---

---

**REVUE**  
**DE**  
**L'ACADÉMIE DES SCIENCES**  
**MORALES ET POLITIQUES**

(Du 1<sup>er</sup> février au 30 avril 1904).

---

**Sommaire:** Les Conventions de La Haye de 1896 et 1902 concernant le droit international privé. — Les coopératives et l'organisation socialiste en Belgique. — L'expansion de la nationalité française. — La santé publique. — L'industrie linière. — La question des accidents industriels en Russie. — Travaux divers. — Communications des savants étrangers. — Décès. — Nomination. — Mission économique (1).

**I**

M. Louis Renault a lu à l'Académie des Sciences morales et politiques un travail très étendu sur : *Les Conventions de La Haye, de 1896 et 1902, concernant le droit international privé.*

Depuis un demi-siècle, les relations entre les peuples se sont développées et même transformées, par suite des moyens de communication que nous ont fournis les conventions modernes. Le droit, dans ses diverses branches, a dû intervenir pour per-

(1) Une erreur d'impression s'est produite dans le dernier compte rendu, à propos des observations présentées par M. Cheysson au cours de la discussion sur la *Solidarité sociale* (*Journal des Economistes*, mars 1904, p. 363). Au lieu de : « Il faut ajouter que les penseurs et les hommes d'action ont attendu cette nouvelle formule pour résoudre une partie des problèmes », il convient de lire : « Il faut ajouter que les penseurs et les hommes d'action n'ont pas attendu cette nouvelle formule pour résoudre une partie des problèmes. »















au début, les mœurs françaises ne comporteraient-elles pas la sévérité de réglementation acceptée chez nos voisins, mais le gain à faire sur la mort, ne dût-il être que de 3 au lieu de 6 sur mille ce ne serait pas moins de 120.000 existences sauvées annuellement.

A l'occasion d'un travail de M. Aftalion, M. Levasseur a lu une note sur *l'industrie linière* : elle contient des chiffres intéressants à relever.

Dans les siècles antérieurs à la Révolution, l'industrie linière a été une des trois grandes industries textiles de la France. Le coton l'a supplantée et chassée d'une grande partie de ses positions. La culture du chanvre et du lin est en décadence en France ; elle est réduite, en superficie, des quatre cinquièmes depuis 1840. Il semble fort douteux que les primes que les agriculteurs sollicitent pour la ranimer produisent un autre effet sensible que d'ajouter une nouvelle prime protectionniste au budget. La filature se soutient péniblement et si elle se soutient c'est grâce aux importations de matières à bon marché qui lui viennent de Russie, moins aujourd'hui des provinces baltiques que des provinces orientales. La consommation de la laine, du coton et du jute a augmenté depuis vingt ans ; celle du lin et du chanvre (production nationale et importation réunies), est tombée de 164 millions de kilogrammes à 126. Le nombre des broches de filature de lin et chanvre, qui était de 623.000 en 1867, n'est que de 448.000 en 1902 ; le département du Nord a seul maintenu à peu près ses positions avec 408.000 broches. Cette décroissance est, d'ailleurs, manifeste dans presque tous les pays, la Russie et l'Italie exceptées, et partout le coton gagne du terrain. C'est surtout parce que le lin et plus encore le chanvre sont des matières plus rebelles à la mécanique que le coton et par conséquent d'une fabrication plus coûteuse.

M. Lyon-Caen a fait une lecture sur *La question des accidents industriels en Russie*.

La question des indemnités à accorder aux ouvriers victimes d'accidents est, depuis longtemps, à l'ordre du jour en Russie. Dès 1859, une commission fut nommée pour l'examiner ; d'autres furent instituées pour le même but par la suite, mais jusqu'en 1903 aucun des nombreux projets élaborés ne put aboutir. Enfin, en 1903, fut votée la réforme désirée de tous. Elle mérite l'attention. Jusqu'ici la responsabilité du patron n'existait qu'en cas de faute prouvée à sa charge. La loi russe adopte la théorie du risque professionnel. A part quelques différences, elle reproduit



tulé : *Conclusion d'une étude des systèmes de philosophie* ; M. Emile Lair, correspondant de l'Académie, a présenté une notice sur *Les Universités allemandes en 1838*, d'après les souvenirs inédits de Dubois, de la Loire-Inférieure; MM. Bergson et de Tarde ont lu des notices sur leurs prédécesseurs à l'Académie, MM. Ravaisson-Mollien, et Charles Lévêque.

## II

Des communications ont été adressées par plusieurs savants étrangers, M. Bracq, professeur à Vassar Collège (Etats-Unis), Gerspach, sur *Les droits de la France à Terre-Neuve, d'après des sources anglaises*, la *Cité de Campione*, située au bord du lac de Lugano et enclavée dans le territoire suisse. D'autre part, MM. Combes de Lestrade, Dumas, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Toulouse, et Louis Michon, avocat à la Cour de Paris, ont été autorisés à faire des lectures sur *Les réformes constitutionnelles du grand-duché de Bade*, *Les Négociations du Traité de commerce de 1786, entre la France et l'Angleterre*, *l'Ebauche du gouvernement parlementaire en France sous la première Restauration*.

## III

L'Académie a perdu M. O. Gréard, élu le 15 mai 1875, à la place que la mort de M. Armand Husson laissait vacante au sein de la section de Morale, et M. Fournier de Flaix, nommé le 14 janvier 1899, correspondant pour la section d'économie politique, statistique et finances en remplacement de M. du Puy-node, décédé.

Le 27 février, M. Bryce (de Londres), correspondant de la section de Morale depuis le 3 janvier 1891, a été élu associé étranger en remplacement de M. Lecky, décédé.

Sur le rapport de M. Frédéric Passy, au nom de la section d'économie politique, l'Académie a confié, pour l'année 1904, à M. Levasseur, la mission économique en vue de la continuation de ses recherches et de la grande œuvre qu'il poursuit sur *l'Histoire des classes ouvrières, depuis 1789*.

J. LEFORT.

---

## TRAVAUX DES CHAMBRES DE COMMERCE

---

**SOMMAIRE :** *Chambre de Commerce d'Abbeville :* Les droits sur les graines de betteraves. *Chambre de Commerce de Besançon :* Contre les monopoles d'Etat. Superposition de l'impôt sur le revenu à l'impôt des patentes. *Chambre de Commerce de Boulogne-sur-Mer :* La liquidation judiciaire. L'art. 73 du C. D. C. *Chambre de Commerce de Maine-et-Loire :* Le comité républicain du commerce et de l'industrie. Réglementation du travail des adultes. *Chambre de Commerce de Montpellier :* La nouvelle patente des marchands de vins en gros. *Chambre de Commerce de Bougie :* Le régime douanier tunisien. Les droits sur les grains et farines. *Bulletin économique de l'Indo-Chine :* La situation commerciale au Siam. Le commerce de la cannelle. *Chambre de Commerce belge de Paris :* Les ouvriers étrangers. Les droits sur le lin. *Chambre de Commerce française de Milan :* L'émigration italienne en France. L'industrie du chiendent. Le pétrole en Italie. *Chambre de Commerce française de Montréal :* La situation économique du Canada. Les conditions du commerce franco-canadien. *Chambre de Commerce française de New-York :* Question de laboratoires. Le commerce de Porto-Rico.

— *Chambre de Commerce d'Abbeville.* — Nous avons eu longtemps besoin de tirer nos graines de betteraves de l'Allemagne ; mais aujourd'hui les producteurs français sont à la hauteur de leurs concurrents ; ils produisent des graines de richesse au moins égale à celles que l'on va demander à l'étranger. Il faut donc, concluent quelques législateurs, établir un droit de douane sur la graine allemande, pour l'empêcher d'entrer en France et pour obliger les consommateurs à s'approvisionner chez les producteurs français.

Vous ne voyez pas clairement la liaison entre la prémisse et la conclusion ? Ni moi non plus. Ni la Chambre de Commerce d'Abbeville non plus. Si les producteurs français peuvent fournir d'aussi bonne graine et à aussi bon compte que les Allemands, il n'y a qu'à laisser faire et laisser passer.

Les auteurs du projet objectent : si la récolte venait à manquer



en Allemagne, ou si le gouvernement allemand interdisait l'exportation de la graine de betteraves, la sucrerie française se trouverait arrêtée et perdrait ses débouchés à l'étranger.

Avec des si on peut aller très loin ; mais d'autres pays que l'Allemagne : l'Autriche, la Russie, la Hollande produisent des graines de betteraves et combleraient facilement le déficit, s'il y avait lieu.

La Chambre de Commerce d'Abbeville trouve ce projet de loi inutile, dangereux et injuste, et lui refuse son approbation. L'adopter, ce serait sacrifier l'intérêt de la grande généralité de la culture à l'intérêt de quelques-uns qui sont les producteurs de graines. D'ailleurs, il n'est pas exact de dire que les importations de graines allemandes augmentent ; elles suivent à peu près le même progrès que la production du sucre. L'Allemagne conserve seulement ses positions. Si l'importation est passée de 3.587.000 kilos en 1899 à 4.536.000 en 1901, c'est que la production du sucre s'est élevée, de son côté, de 869.200.578 kilos en 1899 à 1.051.936.646 en 1901. Cette importation tend même à diminuer : elle s'est abaissée, l'an dernier, à 2.800.000 kilos, alors que l'exportation des graines françaises s'est relevée à 930.000 kilos.

— *Chambre de Commerce de Besançon.* — A propos des projets de monopole du pétrole, des alcools et des sucres, actuellement à l'étude au Parlement, la Chambre de Commerce de Besançon émet un vœu de principe protestant contre la main-mise de l'Etat sur les industries nationales, et cela, dans l'intérêt vital du pays, les industries actuellement monopolisées ayant perdu les marchés extérieurs et maintenant les prix de consommation des produits à des taux exagérés, inconnus dans les pays où de pareils monopoles n'existent pas.

Nous pouvons ajouter que les monopoles de l'Etat présentent un autre inconvénient : la mauvaise qualité de leurs produits. Les allumettes, par exemple : on doit en avoir, 100 pour 2 sous. Des fabricants particuliers auraient trouvé le moyen de cacher les bôîtes, de manière à ce que les entrepositaires n'en soustraient pas. L'Etat ne fera jamais cela. C'est ainsi que l'on trouve souvent environ 80 ailumettes dans une boîte et comme, tout au plus, une sur quatre est utilisée, les autres ne prenant pas, cela réduit à 20 le nombre des allumettes que l'on obtient de l'Etat pour 2 sous !

La même Chambre de Commerce s'associe à la délibération





l'effet sera d'augmenter le prix de revient et de diminuer les commandes.

Déjà, alors que tant de nations progressent autour de nous, nous reculons sur les marchés étrangers. Nous sommes grevés de charges fiscales plus élevées qu'en tout autre pays, le taux de nos impôts rend au citoyen français la vie plus chère, à l'industriel français le prix de revient plus élevé que dans les contrées voisines. Que deviendra notre industrie si, à toutes ces causes d'infériorité, s'ajoute la réduction des heures de travail, qui élèvera encore plus le prix de revient ?

En conséquence de ces considérations et de beaucoup d'autres, la Chambre de Maine-et-Loire « proteste contre la limitation du travail des hommes adultes, qui doit être libre en France comme dans les pays étrangers ; demande qu'il ne soit établi aucune distinction pour l'homme adulte travaillant à côté d'ouvriers enfants ou de femmes, tous les pays voisins refusant cette distinction et donnant, par là même, une supériorité énorme de production à leurs industriels ».

— *Chambre de Commerce de Montpellier.* — Si la « pape-rasse » a du ressort, l'économie nationale va recevoir un fameux élan. En effet, les mouches du coche ministériel accablent les Chambres de Commerce de circulaires, de questionnaires sur l'état de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et sur les modifications — additionnelles, toujours, — à introduire dans la législation pour leur donner plus de développement. La Chambre de Montpellier répond consciencieusement aux questions qui lui sont ainsi adressées sur la production et le commerce des vins, cidres et alcools de sa région.

Nous ne dirons rien de ces questions et réponses ; mais une conséquence de cette sollicitude si bienveillante et si désintéressée, c'est l'augmentation des impôts. Or, la loi du 23 décembre 1903, concernant la contribution des patentes des marchands de vins en gros est loin de donner satisfaction aux patentés et même à ceux qui ne le sont pas. La Chambre de Montpellier se livre à une critique serrée de cette loi. Sans doute, on ne l'avait pas consultée avant de la promulguer, ou l'on n'a pas tenu compte de son avis.

Voici les principaux griefs émis contre cette nouvelle loi : La loi projetée ne dégrèverait pas la majorité des petits marchands en gros. La loi projetée repose sur une répartition si inégale en fait qu'elle favoriserait les vins de luxe au détriment des vins

à bon marché. La loi projetée est antidémocratique, parce qu'elle créera, par répercussion, un impôt indirect déguisé, qui pèsera sur le vin à bon marché. *Conséquence imprévue* : La taxe à l'hectolitre deviendrait fatalement un impôt indirect déguisé sur le vin à bon marché et cesserait d'être un impôt sur le marchand.

— *La Chambre de Commerce de Bougie se plaint du régime douanier tunisien, grâce auquel certaines quantités de blés exotiques entrent en franchise dans la Régence, s'y font nationaliser et sont ensuite exportés comme grains tunisiens dans la métropole sans acquitter les droits de douane. C'est là une conséquence du traitement de faveur dont jouit le Protectorat. Il y a lieu de noter, ajoute la Chambre, que les quantités de produits tunisiens, admis annuellement dans la métropole en franchise de droits, ont été augmentées dans de notables proportions, sans que l'importance de la production tunisienne ait justifié la concession de cette faveur, ce qui semble encore élargir la porte ouverte à la fraude.*

Dans le même ordre de choses, la Chambre de Bougie signale aussi les achats considérables de moutons, faits en Algérie, par la Régence et exportés en France sous l'étiquette de moutons tunisiens. Il y a là un abus qui s'accroît encore si l'on considère que les moutons algériens sont soumis, dans la Colonie, à la formalité de la clavelisation avant leur exportation, alors que les exportateurs tunisiens sont affranchis de cette mesure tracassière.

Cette situation est visiblement nuisible au commerce algérien, et la Chambre de Bougie émet le vœu que des mesures rigoureuses soient prises pour que l'introduction, en franchise, dans la Métropole ne soit accordée qu'aux seuls produits originaires de la Tunisie, et que le service des douanes exerce la plus grande vigilance pour éviter tout trafic frauduleux.

La même Chambre émet le vœu que le projet de loi ayant pour objet le relèvement des droits douaniers à l'importation des grains et farines soit repoussé par le Parlement. Parmi les *considérants* présentés à l'appui de ce vœu, relevons ceux-ci : que le commerce et l'industrie, à quelque branche qu'ils appartiennent, doivent, pour fonctionner dans des conditions normales, compter sur la stabilité des tarifs de douane, et qu'une politique douanière, qui s'inspire d'un protectionnisme à outrance, a des suites funestes pour la masse des intérêts généraux d'un pays.

Le malheur est que le protectionnisme est un plan incliné : une

fois lancé sur la pente, il faut descendre, descendre en mouvement accéléré. Pour que le protectionnisme ne devînt pas outrancier, il faudrait donc qu'il n'y en eût point du tout. Ce serait trop simple !

— Le *Bulletin économique publié par la Direction de l'agriculture et du commerce* de l'Indo-Chine nous donne des renseignements sur la situation commerciale au Siam en 1902. Les importations et les exportations à Bangkok se chiffrent ainsi qu'il suit :

	1901 —	1902 —	en plus —
Importations . . . . .Fr.	65.509.555	81.774.289	16.264.734
Exportations . . . . .	102.039.936	109.252.361	7.212.425
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	171.786.421	191.026.650	19.240.229

Je laisse aux statisticiens le soin de deviner d'où proviennent les chiffres de la troisième colonne horizontale. Les deux premières prouvent que le commerce siamois a progressé.

M. Dauphinot, qui nous présente ces chiffres, ajoute : « Nous ne répèterons pas ce que nous avons déjà dit au sujet du peu de certitude des statistiques officielles, mais nous rappellerons que ces statistiques ne comprennent que le mouvement d'affaires du port de Bangkok, et qu'il faudrait pouvoir y ajouter les transactions opérées, soit à l'entrée, soit à la sortie du Royaume, sur bien d'autres points... Or, quoiqu'il ne nous ait pas été possible d'obtenir tous les renseignements nécessaires, nous estimons qu'elles porteraient le total du tableau général à 225 millions de francs environ. »

Voilà des statistiques bien sujettes à caution. Tout en reconnaissant que les chiffres de la douane ne concordent pas avec les siens, M. Dauphinot donne le tableau du mouvement commercial depuis 1892 jusqu'à 1901. Il résulte de l'examen de ce tableau que les importations ont augmenté en ces dix ans de 122 0/0, et les exportations de 63 0/0. Nous ne suivrons pas l'auteur dans le détail qu'il donne des divers produits importés et exportés ; tout cela nous paraît présenter, — comme le dit M. Dauphinot lui-même, des statistiques officielles, — trop peu de certitude.

Le même Bulletin nous fournit des renseignements sur la culture et le commerce de la cannelle en Annam. Jusqu'à présent, y lisons-nous, le commerce de la cannelle s'est trouvé monopolisé



l'emploi des ouvriers étrangers aurait pour conséquence de soumettre l'ensemble des prolétaires à une surveillance attentatoire, à leur liberté et à leur dignité. Le patron prendra ses précautions pour éviter les pénalités portées contre lui en cas de contravention, soit pour la taxe, soit pour la limitation. Il exigera de tous les ouvriers la justification de leur nationalité et aura le droit de se montrer difficile. « C'est le retour à un régime justement aboli, le régime du livret dans des conditions d'autant plus vexatoires que la preuve de la nationalité est toujours difficile à faire, dans les contrats particuliers en dehors de l'intervention des consuls. »

L'article 142 du tarif des douanes françaises porte que le lin brut teillé, peigné ou en étoupes, est exempt de droits. Cette libre entrée du lin porte aujourd'hui ombrage aux protectionnistes, qui demandent un droit. La Chambre belge soutient qu'un droit de ce genre ne profiterait ni à la filature, ni au tissage, ni à la culture.

La filature française n'a pu maintenir ses prix et soutenir la concurrence qu'en suppléant par l'exportation à l'insuffisance de la consommation française. 13.539.900 kilos de fil de lin à divers états ont été exportés en 1902, ce qui peut correspondre à environ 17.000.000 de kilos de lin teillé mis en œuvre, soit le quart de l'importation des lins russes, qui a été de 67.818.600 kilos pendant la même année. Si un droit de quelque importance avait frappé les lins russes à leur entrée, il eût été impossible à la filature française de lutter sur les marchés étrangers avec ses concurrents.

Un droit d'entrée sur les lins étrangers aurait bien pour résultat d'empêcher l'importation des *lins russes* ; mais, du même coup, il supprimerait les acheteurs de *lins français* (les filateurs) et, par suite, la culture du lin en France. « L'intérêt primordial des cultivateurs est que la filature française puisse vivre, puisque c'est elle qui leur achète presque exclusivement leurs produits textiles. Or, elle ne peut vivre qu'avec un fort appoint de lins russes ; il ne faut donc créer aucune entrave à son alimentation de ce côté. »

— *Chambre de Commerce française de Milan.* — L'émigration italienne en France se comporte à peu près comme l'émigration belge. La moitié des émigrants se compose d'ouvriers des champs, le reste de terrassiers, de maçons et de journaliers que l'on emploie aux constructions et à la manutention des routes. En 1896, la population italienne du district consulaire de Marseille était



de 70.000 individus ; le dernier recensement de 1901 donne le chiffre de 91.000. « La plupart des ouvriers italiens sont employés à de gros travaux, principalement de terrassement, dont les ouvriers français ne veulent pas ; d'où l'affirmation que d'importantes œuvres publiques, en ces dernières années, n'eussent pu se faire sans la main-d'œuvre des émigrés italiens, qui se contentent d'un modique salaire de 2 fr. 50 à 4 fr. 50 ; la journée des maçons est de 3 à 5 francs. »

La même Chambre nous donne des renseignements sur l'industrie du chiendent en Italie. On récolte le chiendent tous les trois ou quatre ans, d'octobre à mars, en enlevant la motte et en creusant le terrain à une profondeur de 30 centimètres environ pour en retirer les racines. Après la récolte, le terrain est laissé inculte et n'est soumis à aucune préparation ; on laisse à la nature le soin de produire une nouvelle récolte au bout de trois ou quatre années.

Voilà une culture qui ne demande pas beaucoup de main-d'œuvre ; elle pourrait convenir à nos ouvriers qui répugnent aux durs travaux. Malheureusement, « cette industrie diminue depuis quelques années en Italie, à cause de la concurrence du chiendent de provenance américaine, qui a beaucoup d'apparence et se vend à bas prix. En réalité, sa qualité est inférieure et le chiendent italien et surtout celui de Vénétie est préférable, ayant une durée beaucoup plus longue, malgré sa moins belle apparence. »

L'Italie importe environ 60.000 tonnes de pétrole par an ; mais elle va peut-être s'affranchir du joug du *Standard oil trust*. Depuis plusieurs années on extrait du pétrole en Italie. Les minières qui existent actuellement sont une dizaine, et l'on en recherche activement d'autres dans la zone des *Apennins*, qui s'étend de Plaisance à Faenza. Tout le long des *Apennins* italiens existent des localités pétrolifères. Des puits ont été percés aussi dans les *Abruzzes* et ont donné de bons résultats.

— *Chambre de Commerce française de Montréal.* — Le Président de cette Chambre présente un rapport sur la situation économique du Canada à la fin de l'année 1903, duquel il ressort que cette année comptera parmi les plus prospères du Canada. Les récoltes ont été bonnes, malgré les craintes qu'avait fait naître un été anormal. L'industrie, en dehors de la métallurgie, a fait des progrès, et l'excédent de la production a trouvé au dehors un écoulement avantageux.

Dans les échanges entre la France et le Canada, il y a progrès,

mais pas encore autant qu'il est raisonnable de l'espérer pour un avenir prochain. Le Parlement canadien vient, en effet, de voter une subvention de 100.000 dollars par année pendant dix ans, pour un service entre le Canada et la France ayant pour tête de ligne, en France, Bordeaux ou Le Havre. Cette subvention peut être portée à 133.000 dollars, si le service est de vingt-quatre voyages. Il doit y avoir en service quatre bateaux à vapeur, dont deux sous pavillon anglais et deux sous pavillon français.

Un Français, ému de la décroissance persistante du commerce d'exportation des produits français alimentaires, fait une enquête sur les causes de cette décroissance, et demande aux conseillers du commerce extérieur, en résidence à l'étranger, de lui signaler quelques moyens d'y remédier. La Chambre de Montréal répond à cet appel et termine par des observations générales dont voici quelques extraits :

Il est absolument nécessaire de faire au Canada beaucoup de publicité. Il est de la plus grande prudence de ne confier sa représentation qu'à des gens sérieux, responsables, recommandés. On ne conseille pas les consignations à découvert, sauf pour de petites quantités, à moins d'avoir affaire à une maison très sérieuse ; mais il faut faire le sacrifice d'un bon échantillonnage, aux frais de la maison de France. La commission aux représentants doit être basée sur le chiffre accoutumé ici, qui est plus élevé que celui de France, parce que les frais sont beaucoup plus considérables... Et surtout, lorsqu'une maison a fait quelques affaires au Canada par l'entremise d'un représentant, qu'elle ne cherche pas à les continuer en s'adressant directement à l'acheteur, par dessus la tête du représentant, qui est alors frustré des justes bénéfices de son travail. Cette malheureuse pratique est trop commune ; elle décourage les meilleures volontés et fait que de bons représentants français établis au Canada préfèrent traiter avec des maisons anglaises ou allemandes, qu'avec des maisons françaises.

— La *Chambre de Commerce française de New-York* se plaint du laboratoire d'analyses chimiques, établi à Washington, dans le but apparent de sauvegarder la santé publique, mais qui semble n'avoir, au contraire, à en juger par ses actes, d'autre mission que d'entraver l'importation. C'est ainsi qu'après s'être fait, dans les journaux, l'écho complaisant d'un soi-disant œnophile anglais qui lui aurait déclaré que la France n'expédiait que des vins frelatés aux Etats-Unis, il s'est opposé à l'entrée dans ce pays de



mique de l'île va s'améliorant, et ses habitants auront ainsi les moyens d'acheter les articles de luxe dont nous avons la spécialité. »

Nous apprenons, par le même article, que la main-d'œuvre est plus que suffisante à Porto-Rico, que les capitaux manquent pour l'employer, et que ce serait un bon placement de les investir dans ce pays. Avis à ceux qui sont pourvus de capitaux et qui sont fatigués des mines d'or et des emprunts russes et autres.

**ROUXEL.**

- - - - -

## LE NOUVEL INTERNATIONALISME

CE QU'IL SIGNIFIE, CE A QUOI IL TEND ET CE QU'IL EST EN TRAIN D'ACCOMPLIR DANS LE VASTE MONDE DE LA PENSÉE, par M<sup>me</sup> MAY WRIGHT SEWALL.

Tel est le titre, un peu long peut-être pour nous autres Français, d'un article qui nous est signalé, et qui mérite de l'être, dans une Revue américaine fort curieuse elle-même, *MADAME, Pour les femmes qui pensent*; publiée, autant que nous en pouvons juger par quelques numéros, chaque mois dans une ville différente de la grande Union américaine.

Ce nouvel internationalisme que Mme May Wright Sewall croit avoir été la première à baptiser dans une conférence faite par elle, en 1899, à Chicago, n'est, ni comme nom ni comme choses, aussi nouveau qu'elle paraît se le figurer. Le mot, dit-elle, a fait fortune. Assurément, comme le mot de solidarité, qui en est, à certains égards, un synonyme; mais il y a longtemps, bien longtemps que, pour notre humble part, nous nous en sommes servi; et nous n'avons certes aucunement la prétention de l'avoir introduit dans le vocabulaire international.

Il n'en est pas moins vrai que l'étude que nous en donne la femme distinguée qui est ici l'organe du féminisme américain, est intéressante et mérite d'être au moins rapidement analysée.

L'internationalisme, à vrai dire, remarque Mme May Wright Sewall, ou plutôt la tendance à l'internationalisation, a toujours existé, mais, sous des formes différentes et relativement réduites, quoique déjà parfois très accusées.

C'est d'abord par la découverte ouvrant aux nations des territoires nouveaux, ou par la conquête les rendant maîtresses d'une partie de ceux qu'elles connaissaient que le mélange s'accomplit : mélange souvent égoïste, brutal, oppressif, mélange cependant et pénétration.

C'est, ensuite, par le commerce ou par l'immigration, échange des choses ou échange des personnes, provoqué encore par l'intérêt, mais par un intérêt qui, s'il est égoïste dans son point de départ, est bienfaisant dans ses résultats. Le commerçant cherche son bien, l'immigrant recherche une situation meilleure ou moins











Pourtant, alors que la réaction frappait cruellement le peuple, on pouvait supposer que, cette réaction vaincue, le grand obstacle au progrès populaire serait abattu, et que la liberté s'ouvrirait désormais un chemin vers l'avenir. Au contraire, à ce moment, à mesure que le peuple s'élevait moralement, on vit apparaître d'autres obstacles, de nouvelles barrières, se dressant sur son triste chemin... L'ardeur des revendications populaires va en se refroidissant, les associations ouvrières paraissent pleines d'incertitudes, et semblent se résigner à conserver plutôt une tactique défensive des avantages acquis, qu'à en demander de nouveaux.

Elles sont forcées de subir ce qui est la loi des luttes ouvrières comme de toute autre lutte, c'est-à-dire que là où on ne peut plus avancer on est tôt ou tard forcé de retourner en arrière. Tous commencent à s'apercevoir qu'au-delà de l'obstacle politique s'élève l'obstacle économique; que les efforts des classes ouvrières pour améliorer leur situation sont limités par les conditions d'existence de la production, et que, parmi beaucoup d'industries, quelques-unes, sinon toutes, ont atteint la limite maximum des concessions qu'elles peuvent accorder et qu'il ne serait plus possible d'en consentir de nouvelles.

Il n'est pas douteux, du moins pour celui qui connaît la situation actuelle de l'Italie, que le point sur lequel les conditions économiques générales peuvent être modifiées avec le plus grand avantage pour le peuple réside dans le régime douanier. Ce n'est pas ici le lieu, ni le moment de juger ce régime, les événements et les hommes qui l'introduisirent en Italie, ses effets économiques, politiques et moraux. Mais quel que soit le jugement porté sur le passé, il est certain que quant au présent et à l'avenir, ce régime s'approche rapidement d'une phase de décadence et de dissolution; que précisément, parce que l'Italie est un pays pauvre, le régime protectionniste y suivra plus rapidement son cours et y produira plus tôt que dans les autres pays les calamités économiques qui en sont le résultat inévitable, ainsi que tout le désordre politique et moral qui, surtout dans une nation comme l'Italie, doit l'accompagner.

Ce système encombrant, plein de contradictions, qui prétend protéger à un moment donné les matières premières et les manufactures, l'agriculture et l'industrie, le capital et la main-d'œuvre, le Nord et le Midi, arrive, au contraire, à déprimer les salaires, à détruire le capital, à ralentir les progrès agricoles et industriels et, par suite, la circulation de la richesse, à rendre la vie dure à toutes les classes, les progrès techniques et économiques diffici-



# SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

RÉUNION DU 4 JUIN 1904.

---

**NÉCROLOGIE. — M. F. Bartholomy.**

**Commémoration du centenaire de Richard Cobden.**

**OUVRAGES PRÉSENTÉS.**

La séance est présidée par M. Frédéric Passy, président.

Il fait part à la réunion du décès de M. Fernand Bartholony, ancien député, administrateur de la Compagnie d'Orléans, membre de la Société depuis 1887 ; M. Bartholony était fort âgé, ce qui l'empêchait d'assister souvent à nos séances. C'était un homme affable et bienveillant, qui sera regretté sincèrement de tous ceux de nos collègues qui se sont trouvés en relations avec lui.

M. D. Bellet présente les publications reçues par la Société depuis la séance de mai, et dont la liste est ci-après. Il signale particulièrement une étude de M. Alfr. Neymarck, sur les valeurs mobilières, travail du plus haut intérêt.

M. Frédéric Passy, président, rappelle à la réunion que, au mois d'avril dernier, la Société d'économie politique a reçu du Cobden-Club une communication lui annonçant pour le 3 juin la célébration, à Londres et dans toute la Grande-Bretagne, du *centenaire de la naissance du grand Cobden* ; en même temps le Cobden-Club invitait les économistes de France, et en particulier les membres de notre Société, à venir à Londres prendre part à cette manifestation, et au meeting qui a eu lieu précisément aujourd'hui, 4 juin, à l'Alexandra-Palace, sous la présidence de sir Henry Campbell-Bannerman.

Le bureau de la Société a été heureux de transmettre cette invitation à tous ses membres, en espérant que tous ceux qui en auraient la possibilité voudraient répondre à cet appel sympa-

thique et aller apporter leur hommage à la mémoire de Cobden, que la Société elle-même comptait du reste célébrer ce soir, 4 juin, à l'occasion de sa séance régulière.

Dès hier, 3 juin, le Bureau de la Société d'économie politique a adressé au Cobden-Club la dépêche suivante :

« Cobden-Club, 28, Victoria Street, Londres.

« La Société d'économie politique s'associe à la célébration du centenaire de Cobden, et la met à l'ordre du jour de sa séance régulière de demain. »

LE BUREAU : PASSY, LEVASSEUR, MOLINARI, JUGLAR, LEROY-BEAULIEU, GUYOT, FLEURY, BELLET. »

Aujourd'hui même, le Bureau a envoyé au Cobden-Club une seconde dépêche, dont voici le texte :

« Perris, Alexandra-Palace, Londres.

« La Société d'économie politique de Paris, réunie, comme les Sociétés de Bordeaux et de Lyon, pour honorer la grande mémoire de Richard Cobden, adresse au meeting tenu en cette même journée, à l'Alexandra-Palace, sous la présidence de sir Henry Campbell-Bannerman, avec l'expression de ses chaleureuses sympathies, celle de sa ferme confiance dans la consécration définitive des conquêtes glorieusement réalisées par l'immortelle Ligue contre les Lois céréales.

« Les Présidents : PASSY, LEVASSEUR.

« Le Secrétaire perpétuel : FLEURY. »

Le Cobden Club a aussitôt répondu par le télégramme suivant :

« Cobden-Club cordially thanks honoured Passy and colleagues political economy and arbitration societies for greetings, on occasion Cobden centenary and invites continued cooperation of all friends of commercial freedom and international peace.

« PERRIS. »

« Le Cobden-Club remercie cordialement l'honoré Passy et ses collègues des Sociétés d'économie politique et d'arbitrage, pour leurs félicitations à l'occasion du centenaire de Cobden, et il demande la continuation de la coopération de tous les amis de la liberté commerciale et de la paix internationale.

« PERRIS. »

M. Yves Guyot communique encore la dépêche suivante, à lui adressée d'Angleterre :

« Newcastle-ou-Tyne free traders greet you. » — CHURCH, Président Société d'économie politique de Newcastle.

Le Président communique enfin le télégramme suivant, envoyé par la Société Turgot, du Havre :

« Mille regrets pouvoir pas être avec vous pour fêter centenaire Cobden ; m'associe ardemment vœux qui seront exprimés pour prompt retour bon sens public aux vérités énoncées par notre plus lumineux génie français Bastiat et mises en pratique par l'illustre Anglais. Là est la véritable mission civilisatrice de l'entente cordiale.

« FOLLIN, *Secrétaire général, Société Turgot.* »

Enfin, M. Fisher Unwin, gendre de Cobden, a envoyé, pour être distribués aux membres de la réunion, des exemplaires d'une gravure qui est la reproduction d'un tableau représentant les auteurs du traité de 1860 entre la France et l'Angleterre, parmi lesquels on peut reconnaître le portrait de Richard Cobden et celui de Michel Chevalier.

**M. Frédéric Passy**, président, prononce alors le discours que nous publions en tête du journal.

**M. G. de Molinari** se bornera à ajouter quelques souvenirs personnels au magistral exposé que vient de faire notre président, de la vie de Cobden et de la Ligue dont il a été l'âme. Comment, — il y a de cela juste 60 ans, en 1844, — avons-nous eu connaissance de l'existence de la Ligue, comment au nom de Cobden s'est associé celui de Bastiat, et plus tard celui de Michel Chevalier, voilà, dit-il, un point de notre histoire économique sur lequel je puis apporter le témoignage d'un jeune contemporain aujourd'hui votre doyen d'âge.

Il y avait alors dans le département des Landes, à Mugron, un modeste juge de paix, qui employait ses loisirs à étudier l'économie politique. Avec quelques amis, il avait fondé un petit club dans lequel on discutait les questions à l'ordre du jour, et, en particulier, la question de la liberté de commerce que les réformes de M. Huskisson avaient ravivée en Angleterre. Le Club s'était abonné au *Globe and Traveller*, et notre juge de paix —



trouveront dans la liberté de l'échange le complément du droit sacré de propriété sur le fruit de leurs œuvres. Cobden ! c'est la paix du monde par suite du lien qu'établit entre tous les peuples la liberté du commerce... Réjouissons-nous de posséder aujourd'hui au milieu de nous, celui qui fut véritablement l'âme de la Ligue. »

Cobden se leva. Je me rappelle encore sa physionomie à la fois énergique et bienveillante, son attitude modeste et même timide. Il commença par s'excuser de la difficulté qu'il éprouvait à s'exprimer dans une langue qui ne lui était pas familière et qu'il parlait fort bien :

« Le libre-échange, dit-il, est un article de plus ajouté à la grande charte de la liberté humaine. C'est un nouveau signal élevé sur la voie des peuples pour montrer le progrès de la civilisation dans le xix<sup>e</sup> siècle. Nous avons déjà conquis les droits de la conscience, la liberté de la parole, l'inviolabilité de la presse, et nous sommes en possession de la liberté de l'industrie et je dois avouer, que je n'ai jamais pu me considérer comme le citoyen d'un pays parfaitement libre aussi longtemps que le monopole, ce dernier stigmate de l'esclavage, a privé mes compatriotes de la juste récompense de leur travail.

« Je ne fais pas de la propagande. Vous me rendrez la justice de reconnaître que pendant le cours de notre agitation, nous nous sommes strictement renfermés dans nos limites nationales ; nous n'avons jamais cherché de l'assistance au dehors, ni demandé qu'on stipulât des conditions avec les autres pays. »

Vous me saurez gré de citer encore son éloquente péroraison :

« Quelque appréciables que soient ses avantages matériels, le libre-échange est destiné à conférer à l'humanité des bienfaits d'une nature bien supérieure. Vous avez applaudi aux paroles de notre Président, quand il a parlé de la paix... L'Europe, il est vrai, jouit de la paix, mais en recueille-t-elle tous les fruits ? Partout nous voyons s'accumuler des moyens de guerre. Oh ! contre ce fléau de l'humanité, le monde a besoin d'autres garanties que celles qu'on peut trouver dans de gigantesques et ruineux armements, car l'expérience a malheureusement prouvé que ces menaçantes dispositions sont plus propres à stimuler qu'à anéantir les passions guerrières ; pour faire de la paix autre chose qu'une trêve armée, il faut jeter de son côté une masse d'intérêts matériels capables de prévenir jusqu'à la possibilité d'une guerre. C'est là la mission des *free traders*.

« Que les nations s'unissent enfin dans cet esprit de concorde









voquerait une manifestation similaire en Angleterre. Messieurs, il faut profiter des circonstances favorables d'aujourd'hui. C'est le commerce anglais qui est venu tendre la main, en 1900, au commerce français. Il s'agit de joindre leurs efforts communs pour donner aux gouvernements l'appui populaire nécessaire. Le traité de 1860 a été suivi d'une période de prospérité extraordinaire dans les relations entre l'Angleterre et la France.

Il serait difficile d'en dire autant du système de tarifs exagérés qui lui a succédé. Je bois à la conclusion d'un traité de commerce entre l'Angleterre et la France.

**M. Yves Guyot** dit qu'après les discours de MM. Frédéric Passy et de M. G. de Molinari, il ne parlera pas de Cobden. Il ne parlera que des résultats de son œuvre économique. Il emprunte la plupart des renseignements suivants à une publication de l'administration des douanes anglaises publiée en 1897, sous ce titre : *Customs Tariffs of the United Kingdom from 1800 to 1897*.

Il rappelle que le *quarter* anglais, dans le commerce du blé, égale 2 hect. 907 litres ou 480 livres de 453 grammes ; 1 sh. par *quarter* = 0 fr. 573 par 100 kilos ; 40 sh. par *quarter* = 22 fr. 92 par 100 kilos.

D'après l'Act 55 de Georges III, du 23 mars 1815, l'importation des blés venant des pays étrangers était prohibée quand le prix du blé anglais n'atteignait pas 80 shillings par *quarter*, soit 45 fr. 84 les 100 kilos.

A partir du 15 juillet 1828, cette prohibition cessa. Mais le droit était de 20 sh. 8 d. quand le prix du blé était de 67 sh. ; à 66 sh. et au-dessous, par chaque shilling de diminution, le droit de 20 sh. 8 d. était augmenté d'un shilling.

Depuis 1820, surtout, date de la pétition des marchands de la Cité, rédigée par Tooke et qui est restée comme une admirable démonstration de la nécessité du libre-échange, un mouvement libre-échangiste s'était produit : Pelham Villiers déposa quatorze fois un bill de rappel des Corn laws. Il était appuyé par le colonel Tompson, avec qui Cobden fonda, en 1839, l'*Anti-corn-law League*. Pour atténuer l'importance de son action, le gouvernement procéda à un premier abaissement à 51 sh. le prix du blé étranger au-dessous duquel le droit ne serait plus que de 20 sh. soit 11 fr. 40. C'était encore un chiffre énorme. Enfin vint la loi du 26 juin 1846, proposée par sir Robert Peel, qui brisa définitivement la politique protectionniste. Mais on a une ten-

dance à croire que les libre-échangistes ont agi par coups de théâtre. Or, la transition fut fixée à deux ans et demi. Une échelle mobile fut maintenue. L'acte de 1846 spécifie que, lorsque le prix du froment sera de 48 sh. le quarter (27 fr. 50 les 100 kilos), le droit sera de 10 sh. (5 fr. 73 les 100 kilos), avec une diminution jusqu'à 4 sh. si le prix du blé s'élève jusqu'à 53 sh. et au-dessus. Ce droit ne devait disparaître que le 1<sup>er</sup> février 1849. A cette date, il fut abaissé à 1 sh. par quarter, soit 0 fr. 57 les 100 kilos. C'était bien le libre-échange. En 1864, il fut, pour raison de comptabilité, établi à 3 d. par cwt (le cwt, quintal anglais, = 50 kilos 8), soit 60 c. les 100 kilos. En 1869, tous les droits sur les céréales furent abolis.

Le droit de 3 d. par cwt fut rétabli en 1902, comme impôt de guerre ; mais il a été supprimé en 1903 par M. Richtie. Quand M. Chamberlain s'attaque à l'œuvre de Cobden et essaye de la faire tourner en ridicule, il n'ose que l'égratigner. Dans son discours de Glasgow du 6 octobre, il proposa un droit modeste de 1 sh. par quarter, soit 1 fr. 15 par 100 kilos de blé. Voilà le droit qui, dans l'Angleterre que les Français appellent aristocratique, représente la réaction économique ; et si, aujourd'hui, en France, nous l'obtenions, nous célébrerions cet événement comme un succès libre-échangiste. Dans la France démocratique, la majorité des électeurs consentent à payer un impôt privé de 7 fr. par quintal de blé — soit 0.07 c. par kilo de pain — aux propriétaires des 138.000 exploitations agricoles au-dessus de 40 hectares et des 770.000 exploitations agricoles de 10 à 40 hectares qui cultivent du blé ; à payer encore 0.40 c. par kilo de poids net de viande aux propriétaires de prairies, lesquelles comptent pour 4.300.000 hectares dans la grande propriété, pour 2.388.000 hectares dans la moyenne propriété, tandis qu'elles ne comptent que pour 1.929.000 hectares dans la petite propriété.

Les droits protecteurs sont des impôts destinés à garantir des revenus ou des bénéfices à des particuliers et non à fournir des recettes aux ressources générales de l'Etat.

En 1840, le *Board of trade* publia un memorandum donnant la répartition des recettes entre les 721 articles de douanes :

Articles	Recettes
—	—
17.....	21.700.600 liv. st.
29.....	898.661 —
144.....	363.319 —
531.....	80.000 —



l'annihiler en faisant ensuite des conditions plus avantageuses à une nation concurrente.

Tous les traités s'enchaînent ainsi grâce à la clause de la nation la plus favorisée ; elle agit toujours dans le sens de l'abaissement des tarifs ; elle ne peut jamais agir dans le sens de leur relèvement.

En Angleterre, au commencement du siècle, le tarif des douanes comprenait 1.550 articles, et celui de l'Irlande, 2.900. Ils tombèrent à 26 articles, dont 10 étaient des droits d'accise égaux aux droits d'accise intérieurs. Les autres n'étaient que des droits fiscaux. Ils furent encore réduits dans les années suivantes. En 1897, il n'y en avait plus que neuf. Depuis la guerre, il y en a une douzaine.

On peut dire que, seule de toutes les nations, l'Angleterre supprime ou réduit spontanément ses droits de douane. Les autres ne se résignent à cette opération que sous une pression extérieure. Pendant vingt ans, le traité de 1860 a préservé la France et l'Europe de la réaction économique. Le grand avantage des traités de commerce est d'assurer la tranquillité des gouvernements contre les boulimiques de la protection.

Les libre-échangistes ont cependant pour eux les faits, les résultats, contre les protectionnistes. Les chiffres du commerce spécial de la France pendant deux périodes quinquennales : celle qui a précédé et celle qui a suivi le traité de commerce de 1860, en sont la preuve.

*Période 1855-1859*

	Importations —	Exportations —	Total —
	millions de francs		
1855.....	1.594	1.558	3.152
1856.....	1.990	1.893	3.883
1857.....	1.873	1.866	3.739
1858.....	1.563	1.887	3.450
1859.....	1.641	2.266	3.907
	—	—	—
<b>Total .....</b>	<b>8.661</b>	<b>9.470</b>	<b>18.131</b>
	—	—	—
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>1.732</b>	<b>1.894</b>	<b>3.626</b>

*Période 1861-1865*

1861.....	2.442	1.926	4.368
1862.....	2.199	2.243	4.442
1863.....	2.426	2.643	5.069
1864.....	2.528	2.924	5.452
1865.....	2.642	3.088	5.730
<b>Total .....</b>	<b>12.237</b>	<b>12.824</b>	<b>25.061</b>
<b>Moyenne annuelle</b>	<b>2.447</b>	<b>2.564</b>	<b>5.012</b>

Une réduction de tarifs a donc suffi pour augmenter en cinq ans le total de nos importations de 3.576 millions, soit de 38 0/0, nos exportations de 3.350 millions, soit de 35 0/0.

Quand Michel Chevalier et Cobden ont fait cette œuvre utile, ils l'ont accomplie silencieusement. Que l'on compare les résultats obtenus par ces économistes qui croient que le commerce est une série d'échanges, et par les protectionnistes, qui veulent vendre sans acheter et, au lieu d'augmenter leurs affaires avec des clients naturels, veulent les repousser pour se constituer des clients obligatoires, mais récalcitrants.

Le traité de commerce de 1860 ne fut modifié qu'en 1881. Pendant la dernière période quinquennale, le commerce spécial donne les chiffres suivants :

*1876-1880 (moyenne annuelle)**(Millions de francs)*

Importations	Exportations	Total
—	—	—
4.292	3.375	7.667

En 1881 a lieu la réaction : on change les tarifs spécifiques en tarifs *ad valorem* ; on rehausse certains droits. Devant ces conditions, l'Angleterre refuse de renouveler le traité de commerce.

Voici la période qui suit :

*1882-1886 (moyenne annuelle)**(Millions de francs)*

Importations	Exportations	Total
—	—	—
4.453	3.319	7.772

Prenons la dernière période quinquennale dont les chiffres ont été arrêtés définitivement. Nous trouvons :



*1898-1902 (moyenne annuelle)*  
(Millions de francs)

Importations	Exportations	Total
—	—	—
4.490	4.007	8.497

Mais Cobden a-t-il rendu service à son pays ? Est-ce qu'actuellement on ne parle pas en Angleterre de la faillite de la politique libre-échangiste ? Voici les chiffres :

*Royaume-Uni*

**Commerce spécial (millions de liv. st.)**

**Moyennes annuelles quinquennales**

	Importations	Exportations de produits britanniques
	—	—
1855-1859.....	146	116
1860-1864.....	193	138
1875-1879.....	320	202
1880-1884.....	344	234
1900-1903.....	454	282

Il faut comparer le développement pour cent du commerce spécial des deux pays :

**PREMIÈRE PÉRIODE**

*France*

	Importations	Exportations
	—	—
1855-1859.....	100	100
1860-1865.....	138	135
1876-1880.....	248	177

*Angleterre*

	Importations	Exportations
	—	—
1855-1859.....	100	100
1860-1864.....	132	118
1876-1879.....	216	174

Comparaison de la période qui a suivi la réaction économique de 1881 avec la période qui a terminé le régime du traité de commerce de 1860 en France :

## SECONDE PÉRIODE

	Importations —	Exportations —
<i>France</i>		
1876-1880.....	100	100
1882-1886.....	103	98,4
1898-1902.....	104	118
<i>Angleterre</i>		
1876-1879.....	100	100
1880-1884.....	107	114
1900-1903.....	141	138

Ces chiffres amènent aux conclusions suivantes :

L'Angleterre, plus libre antérieurement, reçoit un moindre élan que la France du traité de commerce de 1860 pendant la première période quinquennale.

Pendant la dernière période, 1876-1880, le pourcentage des importations a plus augmenté en France qu'en Angleterre, tandis que le pourcentage des exportations est un peu inférieur ; mais la France avait perdu l'Alsace et la Lorraine.

Après le tarif de 1881, il y a en France d'abord recul sur les exportations, tandis que celles de l'Angleterre continuent de progresser.

Les chiffres des cinq dernières années constatent en France la stagnation des importations ; les exportations ne se sont développées que dans la proportion de 18 0/0, tandis que celles de l'Angleterre se sont développées dans la proportion de 38 0/0.

Les assurances des libre-échangistes n'ont donc pas été démenties par les événements. En est-il de même des prévisions des protectionnistes ?

Dans son discours du 27-28 juin 1851, M. Thiers avait annoncé que si on renonçait à l'échelle mobile et au droit de douane, qui était alors de 12 fr. 25 par hectolitre, la France cesserait d'emblaver et serait forcée de renoncer à la production du blé. En 1861, le droit de douane fut converti en droit de statistique de 0 fr. 60. Le nombre d'hectares emblavés en froment, qui était de 6 millions, atteignit 6.900.000 en 1865, 7 millions en 1869, et après la guerre, sous le même régime économique, en 1880, la superficie était exactement la même.

Sous le régime de l'échelle mobile, pendant une seule année, en 1857, la récolte avait atteint 110.400.000 hectolitres.

Or, nous voyons les chiffres suivants pendant que le droit n'est que de 0 fr. 60 :

1863 .....	116.8
1864 .....	111.3
1868 .....	116.8
1869 .....	108.0

Donc la prédiction de M. Thiers ne s'était pas réalisée. Après la guerre, malgré la réduction du territoire et les blés américains qui avaient succédé aux blés russes, comme argument protectionniste, nous trouvons :

1872 .....	121
1874 .....	133
1882 .....	122

Le droit de 3 francs fut imposé l'année suivante au moment où l'agriculture venait de prouver qu'elle n'en avait pas besoin, puis le droit de 5 francs en 1887 ; le droit de 7 francs en 1892.

On n'a retrouvé le chiffre de la récolte de 1882, qu'en 1894 ; un chiffre approchant celui de 1874, qu'en 1898, et en 1899, 128 millions d'hectolitres ; comme dernière grande récolte, nous sommes à 124 millions d'hectolitres en 1902.

Donc, le régime libéral du droit de statistique de 1860 n'avait pas supprimé la culture du blé en France. Malgré les progrès de la science agricole, on n'a même pas retrouvé le chiffre de la récolte de 1874.

Les protectionnistes passent leur temps à chercher des raisons pour expliquer leurs déceptions. L'œuvre des libre-échangistes est loyale. Ils donnent leurs arguments au grand jour. Les protectionnistes échafaudent des privilèges à l'aide de combinaisons et de marchandages occultes. L'œuvre de Cobden est démocratique. Toute combinaison protectionniste est oligarchique.

Son œuvre est restée si solide en Angleterre que nous voyons la timidité des hommes qui veulent s'y attaquer. Nous, Français, nous devons lui avoir la plus grande reconnaissance pour le traité de commerce de 1860. Aucune des prohibitions qu'il a supprimées n'a été rétablie. Tous ceux qui désirent des garanties de stabilité pour l'industrie et le commerce contre les appétits insatiables des protectionnistes et la faiblesse des gouvernements doivent réclamer des traités de commerce. Ce sont des garde-fous.

**M. Frédéric Passy**, président, ne croit pas devoir, vu l'heure avancée, résumer ce qui a été dit dans cette soirée, qui laissera

dans le souvenir des amis de la science économique et dans les annales de notre Société, une trace ineffaçable. Il ne reste aux membres qui ont assisté à cette séance, qu'à se séparer en emportant ce souvenir et en poussant ce cri, expression d'un vœu si cher à Richard Cobden : « Vive la Liberté !... »

La séance est levée à onze heures et demie.

CHARLES LETORT.

---

#### OUVRAGES PRÉSENTÉS

*Ligue nationale pour la liberté commerciale. Centenaire de la naissance de Richard Cobden, 1804-3 juin-1904. — Anvers, 1904, in-8°.*

*Fédération des industriels et des commerçants français. Bull. mensuel. 1<sup>re</sup> ann. n<sup>os</sup> 2, 7-8. — Paris, 1903-04, in-4°.*

*Note sur le courtage maritime, par Un négociant, 3<sup>e</sup> éd. — Paris, Guillaumin et Cie, 1904, in-8°.*

*GOUMAIN-CORNILLE (P.). Le milliard des défenseurs de la Patrie et le milliard des émigrés. — Paris, 1886, in-8°.*

*Regia Università degli studi di Roma. Annuario, 1902-03. — Roma, 1903, gr. in-8°.*

*Ministère des Travaux publics. Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1901. — Paris, 1903-04, 2 vol. in-4°.*

*Annuaire statistique de la ville de Buenos-Ayres, 1903. — Buenos-Ayres, 1904, gr. in-8°.*

*A. COURTOIS. Traité des opérations de Bourse et de Change. 13<sup>e</sup> éd., revue et mise à jour, par Emm. Vidal. — Paris, Garnier frères, 1904, in-18°.*

*Gouvernement général de l'Algérie. Statistique générale de l'Algérie. Statistique financière, 1902. — Alger, 1904, in-4°.*

*Monthly summary of commerce and finance of the United States, February, 1904. — Washington, 1904, in-4°.*

*Ministère des Travaux publics, Statistique de la navigation intérieure. Relevé du tonnage des marchandises, 1902. — Paris, 1903, in-4°.*

*American Free Trade League. Boston. Mass. Hundredth Anniversary of Cobden's birth. — Boston, 1904, in-8°.*

P. GOUMAIN-CORNILLE. *Plan d'amortissement de la dette perpétuelle en cent ans, 1893-1993*. — Paris, Guillaumin et Cie, 1886, in-8°.

*The Free Trader*. Bull. 8. *An appeal. The annual meeting*. — Boston, 1904, in-8°.

*Statistiek van Nederland. Faillissements*. — *Statistiek over het Jaar 1902*. — St-Gravenhague, 1903, in-4°.

---

Monsieur G. DE MOLINARI

Rédacteur en chef du *Journal des Economistes*.

Mon cher Maître,

J'ai regretté de ne pouvoir assister à la dernière séance de la Société d'Economie politique, dans laquelle on a traité de la question des ports francs, pour y rappeler les considérations exposées par moi dans le numéro de mars de la *Revue Politique et Parlementaire*.

Je le regrette davantage encore après avoir lu le compte rendu de cette séance; car, bien que, selon ce que j'ai appris, l'honorable M. Courcelle-Seneuil m'ait fait l'honneur de donner connaissance de la conclusion de mon article, il ne semble avoir été fait état, dans la discussion, ni du point où je pensais avoir amené la question, ni des arguments de fait, tirés à la fois de mes connaissances économiques et de mes connaissances professionnelles, au moyen desquels je pensais avoir obtenu ce résultat.

Pour moi, et les lecteurs du *Journal des Economistes* seront peut-être heureux qu'on leur fournisse, après beaucoup d'arguments touffus et contradictoires, un point de vue synthétique de la question, elle se résume ainsi :

1° Sera-t-il avantageux, c'est-à-dire *économique*, pour le commerce maritime et l'industrie, d'utiliser les établissements que leur offre le projet de loi sur les zones franches, et qui consistent à leur ouvrir des portes sur l'extérieur, mais *en leur fermant des portes sur l'intérieur* (Art. 9 du projet) ?

2° Sera-t-il avantageux, c'est-à-dire *économique*, de faire les dépenses considérables nécessitées par lesdits établissements, en vue des seules branches du commerce maritime et de l'industrie qui auront résolu affirmativement la question précédente ?



que de chèvre et de chou ? Maintenant, M. Chaumet n'est peut-être pas encore bien convaincu que les étrangers pas plus que nous ne vivent sur leur capital, et qu'il ont besoin de nous vendre pour pouvoir nous acheter ! En ce cas, nul doute que ses collègues, M. Aynard ou M. Caillaux, ne soient heureux de l'éclairer.

Votre bien dévoué,  
H. FOLLIN.

---

## LA PROTECTION DE LA FILATURE DE LIN

La correspondance suivante a été échangée entre M. Guérin-Pellissier et M. Frédéric Passy.

Lille, 3 juin 1904.

Monsieur et très honoré Président,

C'est seulement aujourd'hui que je coupe, dans le *Journal des Economistes*, la page où se trouve reproduite votre lettre à M. le rédacteur en chef de cette Revue.

Voulez-vous me permettre de faire quelques constatations.

Le filateur de lin dont vous parlez et qui avait installé sa filature en 1861 était né malin. Il prévoyait la guerre d'Amérique, qui survint deux ans après et, raréfiant les arrivages de coton jusqu'à presque les supprimer, a permis, pendant deux ou trois ans, aux filateurs de lin de réaliser des bénéfices absolument exceptionnels, en raison de leur quasi monopole temporaire.

Certains filateurs ont pu, ces années, presque complètement amortir leur installation.

Au surplus, il est évident que si cette industrie avait ruiné tout le monde, il n'y aurait plus personne.

Une seconde remarque à vous soumettre et qui pourrait dispenser de toutes les autres, c'est qu'il y avait en 1864 par exemple 750.000 broches de lin ; qu'en 1874 il n'en restait plus que 600.000 et en 1901 448.000. L'éloquence de ces chiffres me dispense de tout commentaire.

On voit ceux qui restent, Monsieur le Président, on ne voit plus ceux qui sont morts en route.

Je pourrais multiplier ces exemples, mais je pars dans une heure pour l'Italie, ce qui me privera du plaisir d'assister à la séance

de demain et je me borne à vous adresser ces réflexions du plus humble de vos collègues.

L. GUÉRIN-PELLISSIER.

Neuilly, le 6 juin 1904.

Monsieur et honoré collègue,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser à propos de mes observations insérées au *Journal des Économistes*.

Je ne conteste pas (je n'ai pas les éléments nécessaires pour les contrôler) les faits que vous avez empruntés à une brochure lilloise. Il y a toujours des industriels qui souffrent, comme il y en a qui réussissent; et les changements d'habitude du public, qui, dans le cas actuel abandonne la consommation des étoffes de lin, sont, comme toutes les variations du marché, des cas de force majeure. Je prétends seulement, d'une part, que souvent ceux qui se plaignent ne sont pas aussi malheureux qu'ils le disent; et surtout que ce n'est pas à la loi qu'ils doivent demander de leur assurer, aux dépens de leurs concurrents ou des contribuables, les avantages que l'inévitable mouvement des affaires vient leur enlever. L'industrie est un déménagement perpétuel, comme me le disait M. Schneider.

Agréez, Monsieur et honoré collègue, mes salutations les plus distinguées.

FRÉDÉRIC PASSY.

---



---

## COMPTES RENDUS

---

**FORCES PERDUES**, par **PIERRE BAUDIN**. 1 vol. in-18, E. Flammarion, Paris.

Des forces perdues, il y en a en France, comme il y en a, croyons-nous, ailleurs, comme il y en a partout. M. Pierre Baudin a voulu indiquer celles qui, chez nous, mériteraient d'être mieux utilisées. Il a classé ses articles — car ce sont des articles antérieurement publiés dans les gazettes — sous quatre rubriques : 1° Défendons-nous ; 2° L'hécatombe de la paix ; 3° L'empire maritime ; 4° l'Union de l'Europe. Et tous ces articles peuvent se rattacher par un caractère commun, car tous font apparaître les causes essentielles de nos faiblesses dans la concurrence entre les nations. C'est, du moins, ce que dit le prospectus annonçant le livre, et qui ajoute : « En constatant que le monde est pénétré des traces lumineuses de notre génie, et que nous avons porté au loin, avec un éclat singulier, la semence de nos idées, l'éminent écrivain s'étonne de notre étrange indifférence à récolter les profits. »

Il y a, dans le livre de M. Baudin, des observations critiques fort justes, si on les détache de l'ensemble. Il y a aussi beaucoup de réserves à faire sur les conclusions que d'ailleurs on ne démêle pas toujours très bien. Il nous est impossible de parler de tout. Nous devons nous borner à quelques observations.

« Défendons-nous », dit-il, en faisant remarquer l'expansion industrielle et commerciale des Etats-Unis et de l'Allemagne. « Une invasion que les armes sont impuissantes à prévenir, celle des intérêts, prendra à notre insu, notre bien. Défendons-nous. Nous le pouvons. » Comment ? par l'action et en nous armant pour la vie et le travail. Cela est une formule ; elle ne suffit pas. Il ne suffit pas non plus d'avoir « un outil perfectible et bien en main. » Il faut que cet outil serve à quelque chose. Or, avec notre régime économique, avec tous les empêchements qu'éprouve chez nous le travail, à quoi peut servir cet outil ?





LA QUESTION INTERNATIONALE DES JEUX DE BOURSE EN EGYPTE, par EM. VERCAMER. — 1 vol. in-8°, Bruylant-Christophe à Bruxelles et Chevalier-Marescq à Paris, 1904.

En présence des divergences d'opinion qui, d'après le gouvernement égyptien, se sont produites dans les décisions de la Cour mixte d'Alexandrie à propos des marchés à terme qui se résolvent d'ordinaire par le règlement de différences, ledit gouvernement a demandé l'adhésion — adhésion qui lui est nécessaire — des puissances contractantes de « la Réforme judiciaire » égyptienne, afin de proclamer la validité de ces marchés par un texte législatif qui s'inspirerait de la loi française du 26 mars 1884.

C'est contre ce projet que dans son livre, véritable réquisitoire contre les marchés à terme en général, et en particulier contre les marchés à terme sur denrées agricoles, s'élève M. Vercamer. Il proteste d'abord contre l'allégation qu'il y aurait eu des divergences dans les décisions de la Cour d'Alexandrie. Sur ce point, il doit être bien renseigné, puisqu'il est un des membres de cette Cour. « Aucun arrêt, dit-il, n'a proclamé la nullité d'un marché à terme pour ce seul motif qu'il n'aurait abouti, à l'échéance, qu'au règlement d'une différence : et, d'autre part, la jurisprudence de la même Cour a toujours tenu pour nuls les contrats qualifiés marchés à terme, dès qu'ils ne constituaient, en réalité, que de simples jeux de Bourse, c'est-à-dire des paris sur les fluctuations des cours. » La distinction est un peu subtile, semble-t-il, et c'est à la Cour qu'il appartient de décider s'il y a jeu ou non. On comprend que les intéressés desiring être fixes et ne pas être sous la dépendance arbitraire d'une Cour qui ne doit pas entendre, si tous ses membres sont aussi anti-berlistes que M. Vercamer.

Il donne pour épigraphe à son livre, ce verset de Corneille : « Le jeu est une abomination inventée par Satan... » Nous nous gardons bien de contredire le Corneille et certes nous croyons qu'il vaut mieux ne pas jouer. Or, l'on joue beaucoup et sur toutes sortes de choses à la Bourse d'Alexandrie, et l'on croit la grande affaire — car il a l'air fort et solide — de M. Vercamer en présence de cette abomination. Que faut-il cependant des règlements internationaux si l'abandon de l'Etat s'agit de jeu à faire ? Mais là n'est pas la question. Il s'agit de déterminer exactement ce qui est jeu et ce qui est spéculation légitime, de la spéculation telle se rattache et à la tranquillité des peuples et à leur bien-être. Une chose de la question que nous devons poser à l'Etat de M. Vercamer,





































**pourvues de maigres troupeaux et de quelques cultures de figuiers et d'oliviers. Peut-on espérer rendre à ce sol devenu aride une partie de sa fertilité passée ? Il est peu de pays, dit M. de Mathuisieulx, qui présentent un pareil aspect de désolation. C'est être généreux que d'estimer les régions habitées et cultivées à la vingtième partie du territoire total. Et, qu'est-ce que ces cultures et cette population ? Quelques familles très pauvres pour une oasis perdue dans une immense solitude de pierres, de sable ou d'herbes grêles. L'idée que l'on se fait de l'ancienne fertilité de ces régions laisse aux convoitises européennes l'espoir que de grands travaux agricoles remettraient ces territoires dans leur état primitif. C'est un leurra. L'infécondité actuelle tient surtout à la disparition des forêts qui couvraient les hauts plateaux. En abattant les arbres des djebel, les Arabes ont porté un coup mortel à la Tripolitaine, car ils ont ruiné son sol. On pense que les nappes d'eau souterraines compenseraient la rareté des pluies ; mais partout où c'est susceptible de réussir, les indigènes ont entrepris le creusement de puits et les résultats sont plutôt maigres, en dehors de quelques rares sites privilégiés. Nos puissants moyens d'irrigation y feraient un effort hors de proportion avec l'amélioration obtenue. Seul, le plateau de Barka semble pouvoir être cultivé avec succès ; de plus, ses côtes possèdent des rades favorables aux escales des navires : la baie de Bomba surtout constitue un abri meilleur peut-être que notre port de Bizerte. Les Anglais s'en sont, dit-on, emparés subrepticement, chose déplorable aux yeux de l'auteur, beaucoup moins aux nôtres. En somme, d'après notre voyageur, le développement de la Tripolitaine ne pourrait guère s'effectuer que dans le sens de fouilles archéologiques ; quant au reste, il y a tant de terres mieux appropriées à mettre en valeur, qu'on peut bien laisser celle-ci pour l'époque où il n'y en aura plus que de cette sorte sur le globe.**

**M. LR.**

---

**DER ARGENTINISCHE WEIZEN IM WELTMARKTE (*Les Blés de la République Argentine sur le marché universel*), par MAX BECKER. Iéna, G. Fischer, 1903.**

M. Becker ne nous fait pas seulement connaître l'état présent de la culture du blé dans le bassin du Rio de la Plata, mais remonte à des débuts fort modestes, car pendant longtemps cette immense contrée ne suffisait pas aux besoins de la population fort claire-



**DIE INDISCHE WAEHRUNGSREFORM** (*La Réforme Monétaire dans l'Inde anglaise*), par OTTO HEYN. Berlin, J. Guttentag. 1903.

Ce livre fait partie de la série des publications de l'*Union pour la Défense de l'Étalon d'or en Allemagne*; c'est dire dans quel ordre d'idées il est conçu. Il se propose surtout de puiser dans une description détaillée et précise du nouvel état monétaire indien et de ses répercussions sur l'état économique de la péninsule, des leçons à l'usage des nations à circulation métallique d'argent qui voudraient à leur tour adopter le système de l'étalon d'or. Des enseignements, elles pourront certes en trouver, mais qu'elles se gardent d'oublier les réserves impliquées dans la formule : « Toutes choses égales d'ailleurs. »

L'étude consciencieuse du publiciste allemand aboutit en somme à la même conclusion que M. Arnauné dans sa récente lecture à l'*Académie des Sciences morales et politiques* : l'exemple de l'Inde vaut dans la mesure où les situations seront analogues. Pour les sociétés comme pour les individus, un changement profond de régime ne va pas tout seul.

Il faut à l'organisme le temps de s'y adapter ; il faut aussi qu'au début le nouveau régime tienne compte de l'état présent de l'organisme, des déviations qu'il a subies et des ressources qu'il possède encore.

E. CASTELOT.

---

**LA POLITIQUE PROTECTIONNISTE EN ANGLETERRE,**  
par GEORGES BLONDEL. Paris, Victor Lecoffre, 1 volume, 1904.

M. Blondel vient de consacrer à l'évolution dans la législation économique de l'Angleterre que réclament M. Chamberlain et ses adhérents, un petit volume clair, substantiel et solidement documenté comme tout ce qui sort de sa plume. Son opinion mérite d'autant plus d'être recueillie que, n'acceptant pas le dogme du libre-échange absolu, il prévoit cependant bien des mécomptes pour l'Angleterre, si elle s'engage dans la voie où d'aucuns voudraient l'entraîner.

Il est incontestable que la situation a bien changé depuis un demi-siècle ; l'Angleterre possédait la primauté commerciale et industrielle du globe, tandis qu'aujourd'hui elle rencontre deux puissantes rivales, les Etats-Unis et l'Allemagne, qui lui disputent

avec âpreté la domination du champ de bataille économique. Comme les hommes, les peuples se cabrent en apercevant des égaux là où ils ont régné en maîtres. Seulement suffira-t-il à notre voisine d'Outre-Manche d'adopter le système protecteur pour s'assurer la victoire? M. Blondel en doute, avec raison, tout en étant convaincu que la poussée de l'opinion publique, imposera ce changement d'orientation de la politique commerciale, tout au moins dans la limite de l'établissement de droits d'entrée sur les produits de l'industrie étrangère. Par contre, il ne s'attend guère au triomphe de l'impérialisme proprement dit qui se heurterait à trop de divergences et d'oppositions d'intérêts entre la métropole et ses exigeantes colonies et dépendances.

Ce retour à la politique d'il y a deux siècles n'est pas dirigé contre la France; néanmoins il est inévitable qu'elle en souffrira. A ce sujet, M. Blondel répète à nos compatriotes les conseils qu'il leur a tant de fois prodigués. Il les exhorte de nouveau à s'organiser, à se dépouiller de leur timidité commerciale et de leur amour pour la douce routine, à renoncer à un système d'éducation « qui crée trop d'hommes sans initiative, entichés de fonctionnarisme, ayant l'horreur de toute responsabilité ». On doit applaudir à ce *Sursum Corda*; par malheur, il est difficile de guérir les malades anémiés, qui se complaisent dans un régime mou et débilitant.

E. CASTELOT.

---

MONATSSCHRIFT FÜR SOZIALE MEDIZIN (*Revue mensuelle de médecine sociale*). Vol. I, 1<sup>re</sup> livraison. — Iéna, Gustav Fischer, 1903.

Cette publication nouvelle traitera les questions qui sont à la fois sociales et médicales, comme les problèmes d'hygiène générale ou d'alimentation populaire et les mesures préventives à prendre contre les fléaux collectifs (alcoolisme, tuberculose, maladies contagieuses, etc.) qui ravagent les générations présentes et empoisonnent la source des générations futures. La liste des collaborateurs comprend des médecins, des fonctionnaires, des juristes, des professeurs. Nul ne niera qu'il y a énormément à tenter et à faire. C'est sur le chapitre des remèdes pratiques qu'il sera parfois malaisé de s'entendre.

E. CASTELOT.

---



**MAÎTRES IMPRIMEURS ET OUVRIERS TYPOGRAPHES 1470-1903.** 1 vol. in-8°  
Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903.

L'Imprimerie a été l'objet d'un grand nombre d'ouvrages, mais la plupart des auteurs ont porté leurs investigations, soit sur les origines et les époques de l'établissement de cet art dans les différents pays, soit sur la critique et l'histoire de l'Imprimerie considérée comme art au point de vue de ses productions. M. Radiguer s'est proposé un but tout différent; il a voulu donner un aperçu de la vie corporative de l'Imprimerie, depuis son origine jusqu'à nos jours, parce que, dit-il, les métiers vivent de la tradition, et parce que, pour juger avec précision, il est intéressant de connaître le détail des résultats pratiques obtenus par l'industrie sous les régimes auxquels elle fut assujétie. C'est donc un monument d'une certaine importance que nous présente M. Radiguer, surtout étant donné le temps de science livresque dans lequel nous vivons.

On jette si fort les hauts cris de nos jours lorsqu'apparaît une nouvelle invention ou seulement un perfectionnement dans une industrie ancienne, qu'on serait tenté de croire que l'invention de l'imprimerie a dû causer une crise effroyable. Il n'en est rien. L'invention de l'Imprimerie, qui fit une si profonde révolution dans l'humanité, ne causa presque aucun trouble parmi les artisans du Livre. « Quant aux 6.000 copistes et enlumineurs, il ne nous est parvenu aucune plainte de leur part. »

M. Radiguer donne plusieurs explications de ce fait, mais il en omet une qui nous paraît d'une certaine importance : c'est que la « capillarité sociale » ne fonctionnait pas alors aussi activement que de nos jours et que la profession des copistes et enlumineurs, n'étant pas encombrée, ceux qui l'exerçaient ont trouvé facilement à utiliser leur capacité autre part.

Après avoir exposé la condition des apprentis et alloués, des compagnons et des membres imprimeurs, depuis les débuts jusqu'à nos jours, M. Radiguer arrive à cette conclusion, que, au XVI<sup>e</sup> siècle, lors du règne de la liberté de l'exercice de l'Imprimerie, cette industrie prit un essor remarquable; tandis que, à mesure que les règlements se multiplient, la décadence se manifeste, si bien qu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, on écrivait: « L'Imprimerie est la plus pauvre industrie qui soit au monde..., elle est et a toujours été réduite à une très laborieuse misère, en sorte qu'il n'y a pas à Paris deux imprimeurs qui ne soient qu'imprimeurs, et qui aient 10.000 livres de bien ».

Puisque l'Imprimerie avait si bien débuté en liberté, pourquoi













sait tous les bons résultats qu'il en promet: suppression des impôts, extinction des dettes publiques, etc., autant vaudrait abandonner à l'Etat cette source de revenus; mais il n'y a aucune probabilité qu'il en arrive ainsi; les héritages faits par l'Etat iront s'ajouter aux autres charges publiques, et profiteront aux hommes dont la conscience est développée, aux « parasites sociaux » comme les appelle M. Rignano, lui-même. Quant aux travailleurs, ils resteront plus que jamais séparés de leurs instruments de production.

Il faudra donc chercher une autre solution, ou renoncer aux postulats fondamentaux du socialisme. Le système de M. Rignano n'est pas un socialisme économique, mais un socialisme homéopathe. Comme il ne contenterait pas le prolétariat, il ne servirait qu'à préparer l'avènement du collectivisme.

H. BOUËT.

NOUVEAU PROGRAMME DE SOCIOLOGIE, ESQUISSE D'UNE INTRODUCTION GÉNÉRALE A L'HISTOIRE DES SCIENCES DU MONDE SURORGANIQUE, par EUGÈNE DE ROBERTY, 1 vol. in-8°, Paris, Félix Alcan, 1904.

L'histoire universelle des races, des peuples, des Etats, s'assimile à une immense « recherche », à une vaste « expérience » sociologique. Celle-ci, cependant, n'a que fort peu et rarement profité aux hommes. D'où vient cette impuissance? Comment cette continuelle leçon de faits n'a-t-elle point déjà abouti à des conclusions certaines, à des règles d'action claires et précises?

M. de Roberty indique un grand nombre de causes de ce phénomène, qu'il serait trop long, non seulement de discuter, mais d'énumérer; puis, il se propose d'élever la connaissance empirique des faits sociaux au rang d'une théorie sûre, et par là de modifier d'une façon radicale, de *rationaliser* les diverses technologies qui président immédiatement à l'action, à la conduite humaine.

A cet effet, l'auteur développe les trois points essentiels et décisifs de sa doctrine sociologique. Ces points comprennent : « 1° une hypothèse fondamentale sur la nature des phénomènes surorganiques; 2° une méthode particulière appropriée à l'étude des faits de cet ordre; 3° une loi générale qui gouverne l'ensemble de leur évolution. »

De la nature du phénomène surorganique, voici ce que dit pour conclure M. de Roberty : « La phénoménalité surorganique dépasse, en la prolongeant, la phénoménalité organique, comme celle-ci dé-









La dépression se fait surtout sentir dans l'industrie des mines et dans celle des constructions navales; et elle s'est encore étendue en 1903 à d'autres industries connexes. Dans l'industrie du bâtiment, les salaires ont continué la marche ascendante qu'ils suivent depuis 1893.

Il est à noter que, pendant l'année 1902, dont s'occupe le Rapport, la plupart des changements dans les salaires se sont produits sans arrêt de travail. Les bureaux de conciliation et d'arbitrage interviennent de plus en plus fréquemment pour régler ces questions. Les changements affectant 80 % des travailleurs ont été opérés par la Conciliation, l'Arbitrage, les Bureaux de Salaires, l'Echelle mobile ou autres procédés pacifiques.

Quant aux changements survenus en 1902 relativement aux heures de travail, ils indiquent, comme dans les années précédentes, une tendance continue à diminuer. Le total de la réduction d'heures de travail hebdomadaire a été de 1.024.068, ce qui est la plus forte diminution constatée depuis dix ans.

Ce mouvement paraît être un peu artificiel. Il est, en tout ou en partie, le résultat de la législation ouvrière, qui règle le travail des femmes et des enfants et par contre-coup celui des hommes. C'est dans les industries textiles, dans celles du blanchissage et de la teinturerie, que la diminution est le plus sensible. Peut-être cette législation n'est-elle pas étrangère à la baisse des salaires que nous venons de constater.

II. — Dans son ensemble, l'année 1902 a été moins affectée par les conflits industriels que l'année précédente. Le nombre total des suspensions de travail a été relativement restreint, mais un plus grand nombre de personnes y a pris part que dans chacune des cinq dernières années. Toutefois, la moyenne des jours de chômage a été moindre.

Les 442 grèves enregistrées en 1902 ont compris environ 260.000 ouvriers ou à peu près 2.9 % de la population ouvrière du Royaume-Uni. La durée totale de ces grèves a été de 3 1/2 millions de journées, dont près des 3/4 pour les mines et carrières.

Ce chiffre de journées perdues semble énorme, observe le Rapporteur; cependant il représente à peine 1/2 journée par an pour chaque travailleur, si on le répartit entre toute la population ouvrière.

Il ne faudrait pas conclure de là que les grèves n'ont pas grande importance, car c'est moins la suspension du travail qui est nuisible aux ouvriers, aux patrons et au public, que les conditions dans lesquelles elle se produit et le poids dont elle pèse sur ceux qui les subissent de gré ou de force.

Le Rapport nous apprend que les résultats des grèves en 1902 ont été nettement en faveur des patrons.

Si l'on considère que, d'après les statistiques, les femmes, qui n'ont guère de syndicats et qui font rarement grève, ont vu leurs salaires augmenter, depuis 50 ans, dans la plus forte proportion, que viennent ensuite les ouvriers agricoles et en dernier lieu les ouvriers de l'industrie, on se demande si la grève est un bon instrument de revendication sociale, et si les médiocres élévations de salaires qu'en tirent les ouvriers urbains n'ont pas pour effet — de mirage — d'éblouir les ouvriers ruraux, de les attirer vers les villes et de neutraliser les résultats des grèves.

Le nombre de suspensions de travail réglées par la conciliation ou l'arbitrage a été de 29. Comme à l'ordinaire, la plupart des grèves ont été réglées par les parties elles-mêmes ou par leurs représentants; les principales agences d'arbitrage et de conciliation étant plutôt utilisées à prévenir les grèves et lock-outs qu'à les régler. On ne compte pas moins de 678 cas, en 1902, réglés par les diverses agences d'arbitrage et de conciliation, et pour 9 seulement il y a eu cessation de travail.

Les moyens pacifiques de régler les conflits du travail font donc des progrès remarquables. Peut-être les ouvriers commencent-ils à s'apercevoir, comme nous venons de le montrer, que la grève est un jeu de *qui gagne perd*.

Peut-être aussi, les ouvriers, et surtout les patrons, sont-ils plus disposés à accepter la conciliation et l'arbitrage quand la tendance des salaires est à la baisse, c'est-à-dire quand l'industrie est dans le marasme.

H. BOUËT.

---

JOSIAH TUCKER ECONOMIST, A STUDY IN THE HISTORY OF ECONOMICS (*Josiah Tucker, économiste, étude d'histoire économique*), par WALTER ERNEST CLARK, 1 vol. in-8°, New-York, Macmillan, 1903.

Il est peut-être exagéré de dire, comme le fait M. Clark, que nous n'avons pas encore une histoire économique digne de ce nom. On peut, toutefois, convenir qu'elle n'est pas complète, que nous ne connaissons pas suffisamment ce qu'Adam Smith doit à ses prédécesseurs; mais chaque jour nous apporte de nouveaux enseignements à ce sujet, et le volume que nous présente M. Clark sur Josiah Tucker est une contribution d'une haute importance.

M. Clark s'est proposé dans cette monographie: 1° de réunir et d'ordonner systématiquement les divers écrits de Tucker; 2° de





l'intolérance. « Il railla sans pitié les uns et battailla toute sa vie contre l'autre. »

Si l'on considère que tant d'autres adversaires de l'autel et du trône, tant d'amis du progrès sont sortis des institutions scolaires jésuitiques, n'y a-t-il pas lieu de se demander où se formeront les révolutionnaires, les progressistes, les adversaires du despotisme, quand l'enseignement sera interdit aux jésuites et son monopole confié à l'Etat ?

Avant la Révolution, Condorcet fut l'ami et l'émule des encyclopédistes, des libres-penseurs, des économistes. Il aborda en théoricien la plupart des questions politiques qui furent agitées plus tard par les Assemblées nationales. Pendant la Révolution, il prit une part active dans les affaires publiques, tant en pratique qu'en théorie, d'abord à la Commune de Paris, puis à la Législative et à la Convention. Depuis la Révolution, il continue d'être le guide des progressistes ; son influence disparaît pendant les périodes de réaction, mais c'est pour reprendre dans les périodes de révolution.

Condorcet est un révolutionnaire méthodique. Il a horreur des mouvements populaires et veut que la révolution se fasse par en haut. « S'il se fait une République par révolution, dit-il, si le peuple se soulève contre la Cour, les suites en seront terribles ; mais si l'on fait une République à présent, pendant que l'Assemblée jouit de la toute puissance, le passage ne sera point difficile, et il vaut mieux qu'elle se fasse en ce moment. »

Il prévoit que l'*Assemblée Nationale* ne pourrait pas faire grand'chose de bon, parce qu'elle fut convoquée trop précipitamment et sans préparation de l'opinion publique. « Comment la nation pourrait-elle avoir de véritables lumières sur des questions que la non-liberté de la presse n'a jamais permis de discuter, et sur les détails d'une administration qui cachait, dans la poussière des bureaux, les motifs réels et les résultats de ses opérations ? »

En considération de ces principes, Condorcet prend une part très active dans l'élaboration de la Déclaration des droits de l'homme et de la Constitution, dont il fut le rapporteur et presque l'unique auteur. Il faut voir dans le livre de M. Alengry comment et dans quelle mesure cette Constitution dite Girondine fut rejetée par les Montagnards, qui s'approprièrent ensuite ce qui était à leur convenance. Nous dirons seulement que la Constitution de Condorcet est purement laïque, et se distingue par l'absence de préambule déiste invoquant l'Etre suprême, si cher à Robespierre et à tant d'autres révolutionnaires.

« De toutes les Déclarations françaises, observe M. Alengry,











— ou souffrent — de la protection, avaient en 1869 une population qui représentait 12.49 0/0 de la population totale de la République ; en 1900 la proportion est descendue à 10.11 0/0 ; tandis que les provinces de Buenos-Aires et Santa-Fé, qui sont exemptes de protection, ont vu augmenter le nombre de leurs habitants dans une proportion considérable, tant absolue que relative. En 1869 elles représentaient 21.64 0/0 du total de la République, et en 1900 ce rapport s'élève à 34.92 0/0.

M. Pinto montre, toujours par la même méthode, que le même phénomène se produit dans les autres pays : dans les colonies australiennes et dans les principaux pays d'Europe.

La conclusion se tire d'elle-même. Voulez-vous augmenter la population de l'Argentine et mettre ce pays en valeur ? Ouvrez les portes à la population et le courant immigrateur, qui a été dévié dans d'autres directions, se rétablira. On se trompe quand on pense qu'il suffit, pour attirer l'immigration, de faire de la propagande en Europe par le moyen de publications et de conférences destinées à faire connaître les richesses naturelles de la République. Le meilleur agent de propagande en faveur de l'immigration est que le travail soit abondant et bien rétribué et que la vie soit à bon marché. Souhaitons que beaucoup d'Argentins partagent les idées de M. Pinto.

ROUXEL.

---

LA DICHIARAZIONE DEI DIRITTI DELL'UOMO E DEL CITTADINO NELLA REVOLUZIONE FRANCESE. (*La déclaration des droits de l'homme et du citoyen par la Révolution française*), par GIORGIO DEL VECCHIO. Br. in-8°. Genova, 1903.

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen a été largement commentée en France, en Angleterre, en Allemagne ; elle a eu ses partisans et ses adversaires qui en ont dit trop de bien ou trop de mal. Elle est, dit Barthélemy-Saint-Hilaire, le résumé de toute la science politique. Elle fut pour la France, ajoute de Broglie, une déclaration de majorité politique. Vous n'y êtes point, répond Taine : La plupart des articles de cette déclaration ne sont que des dogmes abstraits, des définitions métaphysiques, des axiomes plus ou moins littéraires, c'est-à-dire plus ou moins faux, etc., etc.

M. del Vecchio cherche à concilier ces opinions diverses et à mettre les choses au point. Il est singulier, dit-il, que la thèse qui

considère les principes de la Déclaration comme trop absolus et abstraits, qui leur reproche d'avoir engendré l'anarchie et la terreur, est soutenue précisément par ceux qui dénieient en général aux idées philosophiques la puissance de déterminer les faits sociaux. La contradiction s'ajoute à l'inexactitude intrinsèque de ces deux thèses.

La question de race ne pouvait pas manquer d'être introduite dans cette affaire. Effectivement, on a attribué la Déclaration à la « manie idéologique » des Français, comparée à la « sagesse pratique et positive » des peuples de race anglo-saxonne. M. Del Vecchio observe que la Déclaration française a été précédée de la Déclaration américaine et qu'elle s'est même profondément imprégnée de celle-ci. On peut répondre, il est vrai, que la Constitution américaine s'est inspirée du *Contrat social*, qui est d'origine française; mais le contrat social est bien postérieur à la Révolution anglaise et surtout à la Grande Charte.

Les uns reprochent à la Déclaration d'être trop individualiste; les autres l'accusent d'avoir ouvert le chemin à toutes les utopies socialistiques. M. del Vecchio prend un moyen terme et trouve que cette Déclaration n'est point un obstacle aux plus larges réformes sociales qui se présentent comme nécessaires et désirables.

J'incline même à croire que les Droits de l'homme ne sont un obstacle ni aux transformations politiques et sociales désirables, ni à celles qui ne le sont pas. On pourrait même donner la raison de son peu d'influence en bien comme en mal. Le but qu'on s'est proposé par cette déclaration a été, comme le dit notre auteur, de tracer une limite juridique contre le pouvoir exécutif, et une limite morale contre le pouvoir législatif. Or, on a confié la garde de la déclaration aux pouvoirs qu'il s'agit précisément de limiter. Aussi le législatif et l'exécutif en prennent-ils à leur aise.

M. Del Vecchio approuve les déclarations de droits et les constitutions parce qu'elles tendent à substituer la raison à la coutume dans la direction des affaires publiques. Voilà qui est bien, pourvu qu'on n'oublie pas que la raison est une faculté négative et qu'on ne lui demande que ce qu'elle peut donner. Par exemple, la Déclaration française a bien fait de supprimer les privilèges du clergé, de la noblesse et du tiers état; mais une autre Déclaration ferait mal, si elle créait de nouveaux privilèges pour un quatrième état.

ROUXEL.

— — — — —



d'une Caisse Nationale unique pour les assurances ouvrières. Amendes et contraventions dans les cas d'inobservance des prescriptions dictées par la loi, etc., etc.

C'est, comme on voit, le caporalisme allemand latinisé. On ne prescrit pas encore le fouet et la botte au... coccix, en cas d'infraction à la législation sociale; mais il y a tout lieu de croire que cela viendra.

Les expédients préconisés par M. Profumo ne se discutent pas. Quant aux principes sur lesquels il les fonde, ils nous paraissent laisser fort à désirer. L'auteur ne remonte pas aux causes de l'accroissement de la population des villes. Ce sont précisément les privilèges des corps de métiers et des autres corps constitués, qui attireraient dans les villes les paysans riches et pauvres, seigneurs et manants.

La suppression des corporations n'empira pas la condition des travailleurs. Elle produisit un trouble passager qui se serait vite dissipé, si le mouvement économique eût été abandonné à lui-même, comme le niveau de l'eau se rétablit après qu'on a ouvert une écluse. La législation dite sociale ne peut que retarder le rétablissement de cet équilibre.

ROUXEL

IL MOVIMENTO OPERAIO. ORIGINI, FORME, SVILUPPO (*Le mouvement ouvrier. Origines, formes, développement*), par ACHILLE LORIA. 1 vol. in-18. Milano. Remo Sandron, 1903.

Le mouvement ouvrier se manifeste sous trois formes principales : unions ou syndicats, coopération et socialisme. Le but essentiel des unions est l'élévation des salaires et la réduction de la durée du travail. Elles ne sont guère possibles que parmi les ouvriers *skilled*; là, où la classe *laboratrice* est absolument misérable, la semence syndicale ne peut pas plus lever que le blé dans une terre aride. L'unionisme ne peut donc pas faire grand'chose pour la rédemption de la classe ouvrière.

L'unionisme ne cherche qu'à améliorer la condition du salarié, non à la changer. La coopération va plus loin : elle prétend libérer le travail de la servitude du capital. Mais elle n'y réussit guère. La plupart des coopératives échouent dans la lutte industrielle et celles qui réussissent deviennent capitalistes. L'unionisme et la coopération sont doués d'une efficacité très limitée et précaire. Le socialisme est-il plus puissant?



M. Loria assure que le socialisme a été accueilli avec enthousiasme par les ouvriers. On ne le dirait vraiment pas. Tous les apôtres et les prédicants du socialisme sont des bourgeois; tous ceux qui dirigent et président les Congrès et même la grande majorité de ceux qui y assistent sont des bourgeois. Le socialisme n'est réellement en honneur que parmi les « ouvriers de la plume ». S'il se répand peu à peu parmi les travailleurs manuels, ce n'est qu'à mesure qu'il atténue son programme et qu'il se rapproche du capitalisme.

M. Loria incline à croire que le mouvement ouvrier ne pourra arriver à renverser le colosse capitaliste; il pourra lui créer quelque ennui ou quelque embarras désagréable, mais il ne peut en menacer l'existence ou l'ascension, ni lui imposer de capitulation importante. Le mouvement ouvrier est plutôt « le vaccin de la révolte ouvrière ».

S'il se présente encore des explosions de violences populaires, elles ne présentent plus la gravité colossale et la vastité de celles du passé, mais conservent plutôt un caractère local et fugace. Le mouvement ouvrier met ainsi un terme à la révolution ouvrière et détermine la transition de la classe travailleuse de la phase révolutionnaire à la phase évolutive et constitutionnelle. Bref, le mouvement ouvrier accomplit une fonction essentiellement pacificatrice.

Telle est l'opinion de M. Loria. Qu'en penseront les partisans de la grève générale et les apôtres de la révolution sociale ?

ROUXEL.

---

---

## CHRONIQUE

---

**SOMMAIRE.** — L'impôt sur le revenu. — La protection du cobalt. — La guerre de tarifs entre l'Italie et la Suisse. — Les effets économiques de la guerre russo-japonaise, en Sibérie. — Les justes griefs des ouvriers au Chili. — Le discours de M. Yves Guyot au *National Liberal-Club*. — Le Centenaire de Cobden. — Une Conférence libre-échangiste à Bruxelles. — La fondation d'une Ligue anti-protectionniste à Milan. — Les demoiselles du téléphone, dépositaires de la force publique.

On sait que M. le ministre des Finances a déposé au nom du gouvernement un projet d'impôt sur le revenu, qui remplacerait par une taxe personnelle et une taxe d'habitation deux des quatre contributions directes : la personnelle mobilière et les portes et fenêtres. A ce projet, la Commission de législation fiscale a substitué un contre-projet de M. Merlou, qui surélève la taxe personnelle, porte de 3 0/0 à 4 0/0 la taxe sur la propriété bâtie et de 4 0/0 à 5 0/0 le droit sur les valeurs mobilières. Renchérissant sur M. Merlou, un autre financier radical, M. Maujan, propose d'élever ce droit à 10 0/0. Ces financiers nouveau style paraissent ignorer complètement qu'il ne suffit pas d'élever le taux des impôts pour en augmenter le produit, qu'il arrive même qu'on le diminue. C'est ce que leur fait remarquer notre confrère, M. Neymarck dans le *Rentier*. « A vouloir trop gagner, dit-il, le Trésor finit par perdre plus qu'il ne reçoit. Il lui échappe une quantité de recettes indirectes qui seraient venues d'elles-mêmes s'offrir à lui, s'il ne s'était pas ingénié à les empêcher de naître ou de se développer en les taxant et surtaxant à l'excès (1). »

---

(1) Dans sa dernière réunion, la Commission a adopté un système intermédiaire entre celui du ministre des Finances et celui de M. Merlou. Elle supprime, comme le propose le ministre, la contribution per-

Avons-nous besoin d'ajouter que ces projets de réforme de l'impôt ne nous disent rien qui vaille. En fait de réformes fiscales nous n'en connaissons qu'une seule, qui soit digne de ce nom : c'est celle qui consisterait à diminuer les dépenses. Mais nous convenons que c'est une pure utopie.

\*  
\* \*

Le protectionnisme a pour but de développer l'industrie nationale, en lui réservant le marché intérieur, à l'exclusion de la concurrence étrangère. Seulement — et c'est là un vice notable et irrémédiable du système, — on ne peut protéger une industrie qu'aux dépens d'une autre. Le *Journal des Débats* nous en fournit un exemple topique.

Un Français, dit ce journal, créa à Golfe-Juan, dans les Alpes-Maritimes, et à Marseille-les-Aubigny, dans le Cher, centres de fabrication céramique, des fabriques d'émaux et couleurs, et il arriva rapidement à concurrencer avec succès les produits anglais et allemands. Mais il est survenu, il y a quelques années, une circonstance qui a beaucoup nui au développement de son industrie. Sur la demande d'industriels puissants qui fabriquaient le cobalt, on a mis un droit de 3 fr. 50 sur ce produit qui coûte 25 fr. le kilog. Comme il est indispensable pour la fabrication de tous les émaux et couleurs céramiques, surtout pour les bleus, les noirs et les violets, il en résulte une augmentation sensible du prix de tous ces articles. Le fabricant français s'est trouvé de ce fait en état d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents étrangers qui paient ce produit 3 fr. 50 meilleur marché que lui... Il y a donc là une véritable injustice, et la nouvelle législation est bien loin d'aider au

---

sonnelle et mobilière et celle des portes et fenêtres et fait remise aux communes de l'impôt foncier sur la propriété non bâtie, soit une perte de 265 millions pour le Trésor.

Pour compenser cette perte, elle accepte la création, proposée par le ministre, d'une taxe personnelle, mais au lieu d'en fixer le taux à 1. 50, elle le porte à 3 0/0 ce qui donnera un produit de 220 millions.

Dans le surplus, elle obtient 22 millions d'une élévation de 3.20 à 4 0/0 de l'impôt foncier sur la propriété bâtie, 24 millions d'une taxe sur les créances hypothécaires et chirographaires.

La commission a renoncé à l'élévation de 1 0/0 de la taxe des valeurs mobilières et la création d'une taxe civique, que proposait M. Merlou, mais elle repousse la taxe d'habitation que proposait le ministre.

développement de l'industrie française. Il serait urgent de la faire modifier, car non seulement l'industrie française ne peut lutter en France contre ses concurrents étrangers, mais elle ne peut pas non plus vendre ses produits à l'étranger, toujours parce qu'elle est en infériorité à cause de ce droit. L'industrie française avait commencé à vendre beaucoup de colorants et de couleurs pour colorer les émaux de tôle et de fonte émaillée, mais elle n'a pu continuer.

La protection des fabricants de cobalt aura donc pour effets : 1° de ruiner l'industrie française des émaux et couleurs céramiques; 2° d'enlever aux fabricants de cobalt eux-mêmes, le principal débouché de leur industrie. Cela fait deux pertes, et, comme disait Bastiat, deux pertes n'ont jamais fait un bénéfice.

Voilà de quelle façon le protectionnisme développe l'industrie nationale.

\*  
\* \*

Les négociations pour le renouvellement du traité de commerce entre l'Italie et la Suisse viennent d'être rompues. A dater du 18 septembre prochain, les produits italiens seront soumis en Suisse au tarif général. Les bœufs payeront 50 francs au lieu de 15 francs et les vins 20 francs le quintal au lieu de 3 fr. 50. A ces droits prohibitifs, l'Italie opposera des droits analogues sur les machines, les soieries, les montres et les autres produits de l'industrie de la Suisse :

Il est certain, dit, à ce propos, un correspondant de *l'Indépendant belge*, que la Suisse continuera à acheter en Italie, comme par le passé, la soie brute nécessaire aux fabriques de Zurich, représentant en 1902 108 millions sur l'importation italienne de 178 millions. Mais les articles divers, en particulier les produits agricoles, qui représentent les 70 millions restant, devront chercher ailleurs d'autres débouchés. En effet, les vins dont l'Italie a vendu l'an dernier en Suisse 486.000 hectolitres, représentant une valeur d'une douzaine de millions, seront frappés d'un droit de 20 francs au lieu de fr. 3.50. L'élévation des droits sur le bétail ne sera pas moins sensible, comme le prouvent les quelques chiffres suivants :

	Importation en 1903	Tarif actuel	Tarif de combat
	—	—	—
		francs par tête	
Bœufs .....	35.000 têtes	15.00	50.00
Porcs .....	27.800 »	3.00	15.00
Moutons .....	39.800 »	0.50	2.00

Or, l'Italie a importé en Suisse, en 1903, pour environ 25 millions d'animaux vivants. Elle vend annuellement à la Suisse pour une vingtaine de millions de comestibles de toute sorte tels que beurre, œufs, etc. — et l'ouverture prochaine du Simplon aurait donné à cette expansion une force nouvelle.

La Suisse, de son côté, ne sera pas embarrassée pour s'approvisionner chez d'autres voisins : ainsi en France et en Autriche-Hongrie pour le vin et le bétail, en Espagne pour le vin. Mais la guerre de tarifs prive son industrie d'un marché où elle a placé en 1902 pour 51 millions de marchandises auxquelles la frontière sera dorénavant fermée. L'expérience prouve que les montres passent toujours les frontières, si formidables soient les barrières qu'on leur oppose. En revanche, les machines et véhicules (exportation en 1902 : 7,7 millions), les comestibles (8 millions), les soieries (6 millions), les cotonnades (3.9 millions) trouveront la porte fermée. Et, bien que l'effet de la guerre de tarifs, en se répartissant sur une série de branches d'industrie, doive perdre de son acuité, on ne s'attend pas moins à une crise assez sensible.

Cette guerre de tarifs aura pour conséquence inévitable de priver brusquement de leurs moyens d'existence quelques milliers d'ouvriers en Italie et en Suisse, afin d'augmenter les rentes et les profits de quelques centaines de propriétaires et d'industriels. Les victimes de cette politique véreuse ne manqueront pas de rendre le capitalisme responsable de leur misère et d'aller grossir l'armée du socialisme. Et c'est ainsi que se prépare la future révolution sociale.

\*  
\* \*

Nous empruntons au journal *l'Européen* ces renseignements sur les effets économiques de la guerre russo-japonaise, dans la Sibérie :

Ce sont les classes laborieuses de la Sibérie — ouvriers et paysans — qui souffrent le plus cruellement de la guerre. Elles en









Ce sont les comités solidaires de cette société aujourd'hui redoutable qui inspirent et dirigent tous les mouvements ouvriers du Nord.

De leur côté, les propriétaires des *salitreras* se sont ligüés pour conserver leurs privilèges et maintenir à tout prix une situation dont ils ont tous les bénéfices et qui, quoique contraire aux lois, n'en a pas moins été tolérée par les autorités et même dans bien des cas défendue par la force publique.

\*  
\* \*

Le *National liberal Club* a fêté par un banquet auquel MM. Yves Guyot et Caillaux avaient été invités, l'accord par lequel la France et l'Angleterre ont résolu les questions vieilles ou nouvelles qui refroidissaient leurs rapports, question de Terre-Neuve, question d'Egypte, du Maroc, etc. M. Yves Guyot, en se félicitant de cette heureuse solution, a exprimé l'espoir que de nouveaux arrangements viennent bientôt compléter et consolider l'entente cordiale entre les deux pays, par la multiplication de leurs liens économiques :

J'espère, a-t-il dit, qu'elle sera complétée par de nouveaux arrangements. La Chambre de commerce française réclame un passage rigide sur ou sous la Manche, à coup sûr beaucoup plus avantageux aux voyageurs anglais qu'aux voyageurs français, puisqu'ils sont les plus nombreux. Nos négociants en vins voudraient que l'Angleterre revînt à des tarifs moins élevés. En France, nous avons quelques tarifs protecteurs qui ne protègent rien, puisque nous ne produisons pas les similaires auxquels ils s'appliquent. Les protectionnistes, à moins de vouloir faire de la protection pour la protection, comme certains artistes font de l'art pour l'art, ne peuvent en demander le maintien. Nous avons enfin la surtaxe d'entrepôt, gêne considérable pour la nation et pour l'industrie britannique, qui, faite en faveur de la nation française, ne lui a servi à rien.

\*  
\* \*

Le centenaire de Cobden a été célébré en Angleterre avec un enthousiasme de bon augure. De nombreux meetings, dans lesquels s'est manifestée la reconnaissance populaire pour l'apôtre du *free trade*, ont eu lieu à Manchester, Birmingham, Londres,

Midhurt, Preston, etc., etc. A Londres, 12.000 personnes remplissaient la vaste salle de l'Alexandra Palace, et ils adoptaient à l'unanimité l'ordre du jour suivant, présenté par M. Winston Churchill :

« Un meeting réuni pour honorer la mémoire de Richard Cobden, à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance, proclame son adhésion enthousiaste aux principes du libre-échange de la paix, de l'économie, des réformes pour lesquelles Richard Cobden a lutté, et sa conviction que l'application intégrale de ces principes peut seule donner une base inébranlable à l'industrie et au commerce du pays, et assurer le bien-être du peuple. »

Comme notre Société d'économie politique, l'*American free trade league*, a fêté à Boston le centenaire de Cobden. Des adresses ont été envoyées au Cobden Club, de la Belgique, de la Hollande, de l'Italie et du Danemarck, attestant, n'en déplaise à M. Chamberlain, le réveil de la cause de la liberté et de la paix en Angleterre et même ailleurs.

\*  
\* \*

L'anticléricalisme a été jusqu'à présent l'unique plate-forme électorale des libéraux belges. Quelques-uns d'entre eux ont fini par s'apercevoir que cette plate-forme est décidément trop étroite, et ils songent à l'élargir, en y annexant l'anti-protectionnisme. Nous ne pouvons que les en féliciter. On sait que la Belgique possède un régime douanier qualifié de libéral, quoiqu'il soit fortement tempéré par la protection des filateurs de coton, et des propriétaires de bétail. Le prix de la viande s'est élevé d'une manière progressive, et il menace d'obliger les ouvriers belges à se contenter du menu des paysans irlandais. Dans une conférence dont nous empruntons le résumé à l'*Indépendance belge*, un sénateur libéral, M. Lambiotte, a estimé à plus de cent millions le tribut que le protectionnisme prélève sur les consommateurs belges :

M. Lambiotte a exposé la question en démontrant tout d'abord que les charges résultant pour les consommateurs des droits d'entrée sur le bétail et les viandes votés en 1887 peuvent se chiffrer par vingt millions par an. De cette somme, 1.600.000 francs vont à l'Etat, le reste va aux gros propriétaires, contre qui les petits éle-



service des correspondances dans un but d'intérêt public et d'utilité générale, aussi bien le cas échéant de sécurité générale, qu'il importe peu que son exploitation ait un caractère industriel-commercial, qu'elle n'en est pas moins une administration publique possédant par elle-même une portion de l'autorité publique qu'elle délègue à ses auxiliaires, agents commissionnés;

Attendu que si un agent de l'administration des postes, télégraphes et téléphones, qui n'exerce à aucun titre une portion de l'autorité publique, ne peut être considéré comme un agent ou un dépositaire de cette autorité, il y a lieu, cependant, de reconnaître qu'il est revêtu d'un caractère public, alors qu'il tient sa nomination du pouvoir et qu'il exerce sous sa surveillance un emploi institué dans un intérêt public; qu'il doit, par suite, être compris dans la catégorie des citoyens chargés d'un ministère de service public en donnant à ces expressions toute l'étendue qu'elles comportent;

Attendu, dès lors, que l'article 224 du Code pénal est applicable aux faits de la cause en ce qui concerne la qualité de l'agent.

Rappelons que cet article 224 est ainsi conçu : « L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces à tout officier ministériel ou agent dépositaire de la force publique, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'une amende de seize francs à deux cents francs.

Il en a coûté cent francs au susdit abonné pour avoir ignoré que les demoiselles du téléphone sont « dépositaires de la force publique ». Et voilà une ignorance qui pourrait bien devenir ruineuse, lorsque l'Etat aura absorbé toutes les industries et acaparé tous les services.

G. DE M.

Paris, 14 juin 1904.

---

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

*Les Valeurs mobilières en France. Leur capital et leur revenu au 31 décembre 1902. Leur montant appartenant en propre à nos nationaux*, par A. NEYMARCK, broch. gr. in-8°, 42 p., 1904. 2 fr. 50. Paris, Guillaumin et Cie.

*Le Nouveau tarif général des douanes en Allemagne*, par Ed. COHEN, broch. in-8°, 64 p., 1904. 1 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

*L'Etablissement de zones franches dans nos ports maritimes*, par H. KLOTZ, broch. in-8°, 19 p., 1904. 1 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

*De la Vente directe des valeurs de Bourse sans intermédiaire. Traité à l'usage des Banquiers, des agents de change et des confisiers concernant la jurisprudence relative à la vente directe, la négociation en bourse, la contre-partie, l'exception de jeu, les lois du 15 juin 1872, du 8 février 1902, et du 28 avril 1893, les ventes à option et à commission*, par E. GUILMARD, 1 vol. in-8°, 352 p., 1904. 10 fr. Paris, Guillaumin et Cie.

*Etudes politiques, économiques et financières*, par J.-J. CLAMAGERAN, préface de M. BERTHELOT, 1 vol. gr. in-8°, 421 p., 1904. 10 fr. Paris, F. Alcan.

*L'Ouvrier devant l'Etat. Histoire comparée des lois du travail dans les deux mondes*, par PAUL LOUIS, 1 vol. in-8°, 480 p., 1904. 7 fr. Paris, F. Alcan.

*La Politique agraire*, par E. VON PHILIPPOVICH. Traduit par S. BOUYSSY. Préface de A. SOUCHON, 1 vol. in-8°, 1904. 343 p. 6 fr. Paris, Giard et Brière.

*La propriété devant le droit naturel*, par F. DUGAST, broch. in-18, 99 p., 1904. 1 fr. 25. Paris, Giard et Brière.

*A travers Sumatra*, par FERNAND BERNARD, 1 vol. in-18, 220 p., 1904. 4 fr. Paris, Hachette et C<sup>o</sup>.

*Le Droit des humbles. Etudes de politique sociale*, par J.-E. FRDAO, 1 vol. in-18, 360 p., 1904. 3 fr. 50. Paris, Perrin et Cie.

*Gutzkow et la jeune Allemagne*, par J. DRESCH, 1 vol. in-18, 483 p., 1904. 3 fr. 50. Paris, G. Bellais.

*Utilité sociale des Assurances sur la vie. Réforme de la législation actuelle*, par P. DE JOIGNY, 1 vol. in-8°, 269 p. 1904. Bordeaux, Imprimerie commerciale et industrielle.

*Péril jaune et Japon*, par A. de CROZE, 1 vol. in-18, 144 p., 1904. 1 fr. Paris, Comptoir général d'éditions.

*Die Eisenbahntarife in ihren Beziehungen zur Handelspolitik*, von E. SEIDLER et A. FREUD, 1 vol. in-8°, 189 p., 1904. Leipzig, Duncker et Humblot.

*Zur Sozialen Entwicklung im Saargebiet*, von A. VON BRANDT, 1 vol. in-8°, 162 p., 1904. Leipzig, Duncker et Humblot.

*Verso la Giustizia Sociale*, par A. LORIA, 1 vol. gr. in-8°, 572 p., 1904. L. 12. Milano, Societa Editrice Libraria.

*L'idea del diritto e della Giustizia nella filosofia dell' evoluzione*, par G. SALVADORI, br. in-8° 40 p., 1904. Roma, *Rivista Italiana di Sociologia*.

*Della Necessita di un nuovo diritto internazionale conforme allo spirito dei nuovi tempi e della vera civiltà*, par E. CIMBALI, br. in-8°, 77 p., 1904. Roma, B. Lux.

*Breve noticia sobre a propriedade Rural no Estado da Bahia (Brasil)*, par J.-P.-G. JUNIOR, br. gr. in-8°, 27 p., 1904, Bahia, Diaro da Bahia.

---



<i>L'anarchisme aux Etats-Unis</i> , par M. PAUL GHIO. — <i>Compte rendu officiel du cinquième congrès de l'Alliance coopérative internationale</i> . — <i>Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1902</i> . Comptes rendus par H. BOUET.....	138
<i>H. Taine</i> , par M. EMILE LEFÈVRE. — <i>Le syndicalisme anglais. Résumé historique (1799-1902)</i> , par M. F. FAGNOT. Comptes rendus par M. ROUXEL.....	144
IX. CHRONIQUE : Le nouvel abaissement de la durée de la journée de travail, ses atténuations et ses effets. — Point de Maroc sans protection. — L'arrangement anglo-français. — Un nouveau progrès du protectionnisme colonial. — Le protectionnisme jacobin. — Le ralentissement général du mouvement de la population. — L'augmentation des dépenses et des dettes publiques. — Un arrêt militariste de la Cour d'arbitrage de La Haye. — Le Chamberlainisme en Hollande. — Le protectionnisme augmente-t-il les ressources de l'Etat? — Les exploits de l'hygiène en Angleterre. — La réglementation de l'immigration. — La protection du travail blanc contre le travail jaune, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	147
X. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	159
N° 2. — Mai 1904.	
I. LA FONCTION RÉGULATRICE DES LOIS NATURELLES DE LA CONCURRENCE ET DE LA VALEUR, par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	161
II. LE BUDGET DE LA VILLE DE PARIS, par M. E. LETOURNEUR.....	179
III. LA VIE AMÉRICAINE A SAINT-LOUIS, par LABOREN.....	193
IV. REVUE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES EN LANGUE FRANÇAISE, par M. ROUXEL.....	209
V. LETTRE DES ETATS-UNIS, par M. GEORGES NESTLER-TRICOCHE....	233
VI. LETTRE D'AMÉRIQUE.....	230
VII. BULLETEN :	
I. Publications du <i>Journal officiel</i> (avril 1904).....	246
II. La tyrannie moderne, par M. EDOUARD ROD.....	248
VIII. SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE (réunion du 5 mai 1904. — NÉCROLOGIE : M. Fournier de Flaix. — COMMUNICATIONS : Avis relatif aux prochaines élections de membres de la Société. — Le Centenaire de Richard Cobden. — Prix Ad. Coste, à la Société de Statistique. — DISCUSSION : Du projet de loi sur les zones franches. — OUVRAGES PRÉSENTÉS. Compte rendu par M. CHARLES LETORT.....	252
IX. COMPTES RENDUS : <i>Principes de colonisation et de législation coloniale</i> , par M. ARTHUR GIRAULT. — <i>Cours d'histoire du commerce. Leçon d'ouverture. A propos de la théorie de Karl Bücher</i> , par M. MICHEL HUIJMAN. — <i>Administration des Monnaies de Belgique</i> . Comptes rendus par M. MAURICE ZABLET.....	276
<i>La loi fondamentale du système économique de Karl Marr</i> , par M. FRANZ OPPENHEIMER. — <i>La Bourse, sa législation et ses affaires</i> , par M. GEORG WERMERT. — <i>La répartition géographique du prix des céréales dans les Etats-Unis de 1862 à 1900</i> , par M. TH. H. ENGELBRECHT. — <i>Les fluctuations des produits nets agricoles</i> , par M. ALFRED MITSCHERLICH. Comptes rendus par M. EMILE MACQUART.....	281





par M. LÉONCE DUPARC. — <i>Réponse d'un simple citoyen à deux sénateurs et renseignements complémentaires à propos de la zone franche de la Haute-Savoie</i> , par M. LÉONCE DUPARC. Comptes rendus par M. MAURICE ZABLET.....	415
<i>L'unification des bilans des sociétés par actions</i> , par M. EUGÈNE LÉAUTEY. Compte rendu par M. G. FRANÇOIS.....	423
<i>Pauvre et douce Corée</i> , par M. GEORGES DUCROCQ. — <i>A travers la Tripolitaine</i> , par M. H. DE MATHUISIEUX. Comptes rendus par M. I.R.....	425
<i>Les Blés de la République Argentine sur le marché universel</i> , par M. MAX BECKER. — <i>La Doctrine économique du Crédit</i> , par M. J. VON KOMORZYNSKI — <i>La Réforme monétaire dans l'Inde anglaise</i> , par M. OTTO HEYN. — <i>La politique protectionniste en Angleterre</i> , par M. GEORGES BLONDEL. — <i>Revue mensuelle de médecine sociale</i> . Comptes rendus par M. E. CASTELOT.....	435
<i>Maîtres imprimeurs et ouvriers typographes (1470-1903)</i> . — <i>Les étapes du socialisme</i> , par M. PAUL LOUIS. — <i>Bibliothèque sociologique internationale, t. XXX. Un socialisme en harmonie avec la doctrine économique libérale</i> , par M. EUGENIO RIGNANO. — <i>Nouveau programme de sociologie. Esquisse d'une Introduction générale à l'histoire des sciences du monde surorganique</i> , par M. EUGÈNE DE ROBERTY. — <i>La quintessence du socialisme</i> , par M. A. E. SCHAEFFLE. — <i>L'industrie de la cordonnerie dans l'agglomération bruxelloise</i> , par M. LOUIS RANNEUX. — <i>I. Rapport sur les changements survenus dans le taux des salaires et dans les heures de travail en 1902. — II. Rapport sur les grèves et les lock-outs, et sur les Bureaux de Conciliation et d'arbitrage en 1902. — Josiah Tucker, économiste, étude d'histoire économique</i> , par M. WALTER ERNEST CLARK. Comptes rendus par H. BOUET.....	439
<i>Condorcet. Guide de la Révolution française. Théoriciens du Droit constitutionnel et précurseur de la Science sociale</i> , par M. FRANCK ALENGRY. — <i>Principes d'économie politique</i> , par M. CAMILLO SUPINO. — <i>Protectionnisme contre population</i> , par M. GUILLERMO PINTO. — <i>La déclaration des droits de l'homme et du citoyen par la Révolution française</i> , par M. GIORGIO DEL VECCHIO. — <i>Les assurances ouvrières dans la législation sociale</i> , par M. G. L. PROFUMO. — <i>Le mouvement ouvrier. Origines, formes, développement</i> , par M. ACHILLE LORIA. Comptes rendus par M. ROUXEL.....	453
X. CHRONIQUE : <i>L'impôt sur le revenu. — La protection du cobalt. — La guerre de tarifs entre l'Italie et la Suisse. — Les effets économiques de la guerre russo-japonaise, en Sibérie. — Les justes griefs des ouvriers au Chili. — Le discours de M. Yves Guyot au National Liberal Club. — Le Centenaire de Cobden. — Une Conférence libre-échangiste à Bruxelles. — La fondation d'une Ligue anti-protectionniste à Milan. — Les demoiselles du téléphone, dépositaires de la force publique</i> , par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut.....	464
XI. BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.....	475
XII. TABLE DES MATIÈRES DU TOME II.....	477

---

La Gérante : PAULINE GUILLAUMIN

---

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — Téléphone.





























